



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

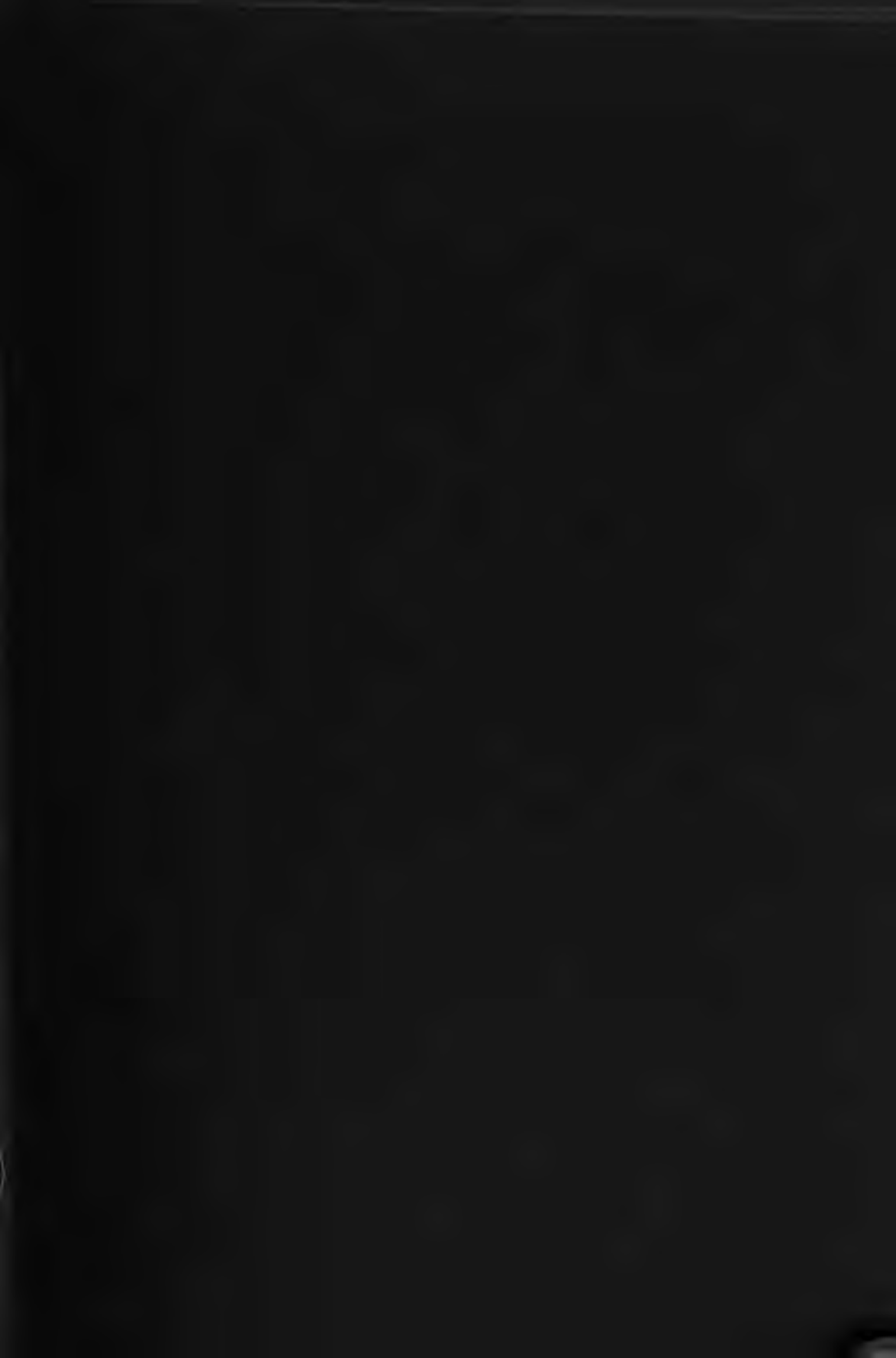
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 476620



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



#C
611
N821
S8

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DE LA
PROVINCE DE CAMBRAI

V

1903

EXTRAIT

DES

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

(Autorisation préfectorale du 29 avril 1899)

ARTICLE I. — La *Société d'études de la Province de Cambrai* a pour but de recueillir, de mettre en œuvre et de publier les documents de toute nature relatifs à l'histoire de cette province.

ART. IV. — La Société se compose de membres titulaires et de membres associés.

ART. V. — Sont membres titulaires ou membres associés toutes les personnes qui adhèrent aux présents statuts et s'inscrivent, à leur choix, dans l'une ou l'autre catégorie.

ART. VI. — Les membres titulaires versent une cotisation annuelle de douze francs. Ils reçoivent gratuitement le Bulletin et les Mémoires.

ART. VII. — Les membres associés versent une cotisation annuelle de six francs. Ils reçoivent gratuitement le Bulletin.

ART. IX. — Les cotisations annuelles peuvent être rachetées au moyen d'un versement unique de 240 francs pour les membres titulaires et de 120 francs pour les membres associés.

ART. X. — Tous les membres titulaires ou associés peuvent assister aux séances et y présenter toutes communications, écrites ou verbales, relatives à l'objet spécial des études de la Société.

ART. XIII. — Les publications de la Société comprennent deux séries parallèles :

1^o. — Un *Bulletin* périodique destiné aux comptes rendus des séances, aux travaux de peu d'étendue, aux notes et documents séparés et à de courts articles variés émanant des membres titulaires et des membres associés. Ce Bulletin sert de lien et d'intermédiaire entre tous les membres de la Société, qui peuvent y faire insérer leurs demandes de renseignements et y trouvent les réponses que ces demandes provoquent.

2^o. — Des *Mémoires* réservés aux travaux plus étendus, aux inventaires d'archives et de collections, aux monographies et aux cartulaires. Cette seconde série est exclusivement réservée à la publication des travaux des membres titulaires.

Toute communication relative à la *Société d'études* doit être adressée à **M. l'abbé Th. Leuridan, 60, boulevard Vauban, Lille.**

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DE LA
PROVINCE DE CAMBRAI

BULLETIN

Tome V

CINQUIÈME ANNÉE

1903



LILLE

IMPRIMERIE LEFEBVRE-DUCROCQ

88, rue de Tournai, 88

1903

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

BULLETINS

- Tome I. — 1899-1900. — In-8°, 316 pages.
Tome II. — 1900-1901. — In-8°, 328 pages, 6 gravures.
Tome III. — 1901-1902. — In-8°, 320 pages, 8 gravures.
Tome IV. — 1902. — In-8°, 320 pages, 5 gravures.
-

MÉMOIRES

- Tomes I et II. — Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille. — 2 vol. in-8°, xxxii-1210 pages.
Tome III. — Documents liturgiques et nécrologiques de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille. — In-8°, xx-481 pages.
Tome IV. — Histoire de l'église collégiale et du chapitre de Saint-Pierre de Lille. — Tome I. — In-8°, xii-480 pages, frontispice, 7 planches.
Tome V. — Histoire de l'église collégiale et du chapitre de Saint-Pierre de Lille. — Tome II. — In-8°, 473 pages, 9 planches.
Tome VI. — Histoire de l'église collégiale et du chapitre de Saint-Pierre de Lille. — Tome III. — In-8°, 563 pages, 9 planches.
Tome VII. — Livrets des salons de Lille de 1773 à 1788. — In-8°, sur papier vergé de Hollande, 376 pages.

Summing
myself
8-6-27
13603

— 5 —

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET CONGRÈS

11 et 12 novembre 1902

La quatrième assemblée générale de la Société d'études et le Congrès d'art et d'histoire ont été présidés par S. G. Mgr SONNOIS, archevêque de Cambrai, accompagnée de M. le Vicaire général LOBBEDEY, archidiacre de Flandre.

Présents : MM. l'abbé Th. LEURIDAN, président ; L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président ; P. VILAIN et Edm. LECLAIR, secrétaires ; Em. THÉODORE, bibliothécaire-archiviste ; L. FLIPO, l'abbé MORTREUX, L. THÉRY, membres du conseil ; l'abbé BETHLÉEM, l'abbé BROUTIN, V. CANET, J. DE LE RUE, l'abbé DESMACHELIER, l'abbé DUBRULLE, FERNAUX-DEFRANCE, le chanoine FLAHAULT, l'abbé MARTIN, l'abbé MASURE, l'abbé PRUVOST, l'abbé ROSE, Emm. THIEULLET, l'abbé VIRLEUX, membres titulaires ; l'abbé BUNS, l'abbé DESCHREVER et l'abbé A. SALEMBIER, membres associés, auxquels se joignent un certain nombre de membres des diverses sections du Congrès des Catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, qui tient, en ce moment, ses assises annuelles.

Allocution du Président. — M. le Président ouvre la séance en souhaitant la bienvenue à notre vénéré Archevêque, qui daigne nous apporter l'honneur et l'encouragement de sa présence. « J'en ai fait l'heureuse constatation, ajoute-t-il, chaque fois qu'une des sessions de notre Congrès a été présidée par Mgr l'Archevêque, elle a marqué une étape dans la voie que nous nous sommes tracée ; chaque fois, un article de notre programme est sorti de la période des vœux, pour entrer dans celle de la réalisation pratique. Il en sera de même, cette fois encore, nous en avons la ferme espérance. » Au nom de tous, notre

Président prie Sa Grandeur de recevoir nos respectueux et sincères remerciements pour le passé... et pour l'avenir. Il demande la permission d'associer, dans la même expression de reconnaissance, M. le Vicaire général LOBBEDY, qu'il salue du titre de « Cardinal protecteur » de la *Société d'études*. — Grâce à cette incessante sympathie et à ce puissant et continu encouragement de notre administration diocésaine, la *Société* a pu... naître, vivre et prospérer. Le passé nous est un sûr garant de l'avenir.

Réponse de Mgr l'Archevêque. — Mgr SONNOIS, répondant à l'allocution du Président, fait observer que celui-ci intervertit les rôles. « C'est Nous, affirme le vénéré Prélat, qui sommes les bénéficiaires des efforts, des travaux de votre Société d'études. C'est bien à Nous, c'est à notre diocèse tout entier que vous rendez de signalés services, dont Nous vous sommes profondément reconnaissants. Grâce à votre Société d'études, et grâce à la bonne direction que lui ont imprimée son président et son bureau, un mouvement excellent s'est produit dans le diocèse entier ; de tous côtés on s'est mis à l'œuvre et l'on a travaillé avec ardeur et avec succès aux monographies paroissiales et à la préparation de l'histoire définitive de notre Église de Cambrai, qui en sera la résultante. Tout cela est le fruit de la bonne entente, de la parfaite confraternité qui règne entre tous les membres de la Société, prêtres et laïques. »

M. le Président remercie Sa Grandeur de ses paroles si bienveillantes et l'assure que la Société d'études tiendra à honneur de les mériter de plus en plus.

Installation d'un Vice-Président. — La mort de notre regretté vice-président, M. le Comte G. DE NÉDONCHEL, a laissé, dans le cadre de notre bureau, un vide qu'il est urgent de combler. M. le Président a offert sa succession à M. le chanoine FLAHAULT, membre titulaire de la Société depuis sa fondation, vice-président du Comité flamand de France, et dont tous connaissent les nombreux travaux sur l'hagiographie de la région flamandë. D'unanimes applaudissements accueillent cette motion, que S. G. Mgr l'Archevêque et M. le Vicaire général LOBBEDY déclarent tenir pour très agréable. En conséquence, le nouveau vice-président est prié de prendre sa place au Bureau.

M. le chanoine FLAHAULT, en quelques mots aimables, remercie ses collègues d'avoir bien voulu lui décerner l'honneur de la vice-présidence et les assure de tout son dévouement. Il se fera le représentant de la Société d'études dans les arrondissements flamands du département du Nord ; il s'offre volontiers à poursuivre la réalisation de l'article III de nos statuts. « Des réunions ordinaires auront lieu, chaque mois, à Lille, et dans les différentes villes où des Comités seront constitués. »

Le Bureau accepte avec empressement l'offre de son Vice-Président et lui donne pleins pouvoirs pour l'organisation et la direction d'un Comité spécial aux deux arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck. La formation de ce Comité permettra à nos collègues, que l'éloignement empêche d'assister à nos réunions mensuelles, de prendre une part active à nos travaux, resserrera les liens de bonne confraternité qui nous unissent, et procurera, sans aucun doute, à notre *Bulletin*, d'intéressantes communications sur cette portion de notre département. Il serait souhaitable de voir se former, sur d'autres points, des comités régionaux, par exemple à Cambrai et à Valenciennes. « De même que le sang circule dans toutes les parties du corps et les vivifie, ainsi ces comités étendraient la vitalité et l'action de la Société d'études à toutes les parties de notre vaste diocèse. *Quod faxit Deus !* »

Commission diocésaine permanente. — Suivant l'usage adopté depuis plusieurs années, il est tout d'abord procédé à la révision des vœux émis dans les sessions précédentes.

Le premier a rapport à la formation de *commissions diocésaines permanentes*, composées d'ecclésiastiques, d'archéologues et d'artistes, et appelées à donner leur avis sur la construction ou la restauration des édifices religieux, sur l'acquisition, la réparation ou l'aliénation des objets mobiliers ou des objets d'art possédés par les églises, et à faire dresser, partout où il n'existe pas encore, un inventaire détaillé, exact et complet, des objets d'art conservés dans les édifices religieux.

Pour le diocèse de Cambrai, suivant le désir exprimé par Mgr l'Archevêque à l'avant-dernier Congrès, une Commission, composée du bureau de la Société d'études, a fonctionné *officieusement*, à titre d'essai, pour ainsi dire, de façon à rendre le plus pratique et le plus complet possible le règlement qui doit en déterminer les attributions et en diriger les opérations. M. le Président expose, en quelques mots, les résultats obtenus ; ils sont très satisfaisants et semblent indiquer clairement qu'une Commission de ce genre a sa place marquée dans un vaste diocèse comme le nôtre. Si elle n'a pu

exercer plus fréquemment et plus efficacement son action, cela tient à plusieurs causes : d'abord, son existence est ignorée d'un grand nombre de ceux qui pourraient désirer son intervention ; de plus, dans les cas où cette intervention est sollicitée, elle manque, en quelque sorte, de caractère *officiel*, de mandat authentique ; enfin, précisément à cause de l'absence de ce mandat, un certain nombre de ceux qui le pourraient et le devraient, s'abstiennent de recourir à la Commission.

Est-il opportun de lui confier ce mandat ? Ne ferait-il pas double emploi avec les Commissions des monuments historiques constituées par le Gouvernement ? Y aurait-il entente possible entre ces deux éléments, et le fonctionnement pratique de chacune de ces deux Commissions ne serait-il pas entravé parfois par des considérations et des circonstances de tout genre ?

Rien de semblable ne paraît devoir être redouté. Et, puisqu'il s'agit, en l'espèce, du département du Nord et du diocèse de Cambrai, il suffira de rappeler qu'en 1842, dans une lettre adressée à Mgr Giraud par le Président de la Commission historique du département du Nord, récemment instituée, cette Compagnie exprimait à Sa Grandeur le désir de voir ses efforts encouragés et secondés par l'Administration diocésaine. « Dans le but d'assurer la conservation et de prévenir la mutilation de tant d'œuvres admirables, le Gouvernement a favorisé, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, l'institution des Commissions historiques, appelées à rendre de si grands services, en enveloppant de leur tutélaire sollicitude les monuments des siècles passés. Mais, le préposé naturel à la garde du temple, c'est le Prêtre. C'est donc à lui qu'il convient de rappeler les règles à suivre dans la décoration de son église, et les grands principes de conservation si généralement méconnus. Sans doute, l'autorité supérieure administrative intervient toujours dans les travaux d'une certaine importance ; mais combien de petites réparations échappent à sa surveillance ! Combien de prétendues améliorations faites dans l'intérieur des églises, par les curés ou les conseils de fabrique, viennent insensiblement en dénaturer les dispositions primitives et cacher, sous le badigeon et les peintures de mauvais goût, des formes et des détails qu'il eût été si désirable de conserver purs et intacts !... Sans nul doute, Monseigneur, vous penserez que le clergé ne doit pas rester étranger au mouvement salutaire que l'on a imprimé, depuis quelque temps, aux travaux historiques, puisqu'il s'agit, dans l'étude des monuments de l'art catholique, non seulement de fournir des matériaux à la science, mais encore de mettre en honneur les œuvres d'une époque, où la foi du moins était vive et l'art très éloquent ; d'assurer leur conservation, de prévenir enfin les mutilations ou les restaurations maladroites qui profanent tout autant la maison de Dieu, dont le prêtre est, je le répète, le gardien naturel. »

Mgr Giraud entra complètement dans les vues si sages de la Commission historique et adressa à son clergé une lettre pastorale, datée du 5 juillet 1842, dans laquelle nous lisons ce qui suit :

« Il est arrivé souvent que les travaux de restauration qui s'exécutent dans les églises ont été des occasions de mutilation et ont causé des torts irréparables. Déjà, dans un grand nombre de diocèses, NN. SS. les évêques ont transmis des instructions à MM. les Curés pour empêcher ces dégradations. A leur exemple, nous faisons à nos chers coopérateurs les recommandations suivantes sur lesquelles nous appelons toute leur attention :

1° Aucune réparation, quelque minime qu'elle soit, ne sera exécutée dans l'intérieur des églises, sans que le projet nous en ait été préalablement soumis. Nous signalons en particulier les travaux qui ont pour objet de badigeonner ou de gratter l'intérieur des églises, de faire exécuter des représentations grossières de marbres variés, dont le moindre inconvénient est de contraster avec le plus grand nombre de ces édifices et de manquer de vérité et de goût.

2° Aucune boiserie ancienne, telle que stalles, confessionnaux, retables, etc., ne sera remplacée par des objets en menuiserie moderne, avant qu'il soit bien constaté que les anciens sont hors de service et ne peuvent plus être restaurés, ou bien que leur conservation ne peut intéresser l'art en quoi que ce soit.

3° L'introduction, dans les églises, de mauvaises statues et de mauvais tableaux est encore un point sur lequel nous ne saurions trop insister près de MM. les Curés. Outre que de pareils ouvrages sont peu propres à exciter la piété des fidèles, ils gâtent l'aspect intérieur des temples, et il vaut mieux que les murailles restent nues que de les voir ornées de représentations mal faites ou ridicules.

4° Il y a peu d'églises qui ne renferment au moins quelque objet d'art ou de mobilier, qu'il est intéressant de conserver, tels que reliquaires, statues, vases sacrés, encensoirs, ornements d'autel, croix, anciens livres liturgiques, etc. Nous recommandons à MM. les Curés de ne laisser aliéner aucun de ces objets anciens, sans en avoir référé à notre autorité.

5° MM. les Curés sont instamment priés de veiller avec le plus grand soin à la conservation des pierres sépulcrales, tombeaux, cénotaphes, sarcophages et autres monuments funèbres qui pourraient se trouver dans leurs cimetières ou dans leurs églises, et de nous adresser une copie des dates, inscriptions, emblèmes, écussons, qu'ils pourront découvrir sur lesdits monuments. »

Sans aucun doute, ces sages prescriptions de Mgr Giraud eussent donné d'appréciables résultats, si leur mise en pratique eût été confiée à la vigilance d'une Commission permanente, dûment constituée, avec obligation pour les intéressés de recourir à elle, dans les cas prévus par l'ordonnance.

Séance tenante, Mgr l'Archevêque, impressionné par la justesse de ces observations, déclare instituer d'une manière définitive, sous son autorité et avec mandat authentique, la Commission

permanente diocésaine, formée du Bureau de la Société et du Congrès d'art et d'histoire, avec faculté de s'adjoindre, de l'agrément de Sa Grandeur, les membres de la Société d'Études dont le concours semblera le plus utile, suivant les différents objets soumis à son examen. Sa Grandeur fera connaître cette décision par un avis inséré dans les *Monita* de l'Ordo diocésain et à la fin d'une prochaine lettre pastorale.

Inventaire des édifices et des objets d'art. — La première préoccupation de la Commission permanente devra être la rédaction ou la révision de l'inventaire des édifices religieux et des objets d'art qu'ils renferment. Cet inventaire existe ou doit exister dans chaque église ; il serait bon, tout d'abord, de s'en assurer, d'en faire la collation avec les objets y mentionnés, de constater leur état de conservation, tout au moins leur présence, ou même parfois leur absence.

Un membre propose que cet inventaire soit affiché dans les églises ou dans les sacristies, afin de permettre aux visiteurs d'en prendre connaissance. M. le vicaire-général LOBBEDEV estime qu'il pourrait y avoir imprudence, en ces temps troublés, d'employer l'affichage pour ces inventaires. Ne serait-ce pas tenter la cupidité, fournir « à MM. les voleurs » d'exactes et précieuses indications sur la valeur des objets que contiennent les églises et leur permettre d'en faire un choix aussi judicieux que profitable ? Il serait mieux de faire transcrire l'inventaire révisé en annexe au registre paroissial ; à chaque changement de titulaire, il serait l'objet d'un recatement et d'une prise en charge par le nouvel arrivé. Ce procédé aurait l'avantage de renseigner chaque curé, dès son entrée en fonctions, sur la valeur et l'importance des objets confiés à sa garde ; il permettrait de constater à temps leur dégradation et de faire prendre toute mesure nécessaire à leur préservation ou à leur restauration.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Ce qui vient d'être dit au sujet de « l'affichage », ne porte aucune atteinte au projet primitif adopté par la Société d'études, sur la proposition de M. Ém. THÉODORE, et consistant à faire exposer, en un endroit apparent, à l'entrée des églises, une pancarte contenant une courte description historique et artistique de l'édifice et de son mobilier « non transportable », passant sous

silence les objets d'art « transportables. » Ce tableau serait parfaitement suffisant pour guider les visiteurs et, en même temps, pour faire mieux connaître et apprécier davantage l'église paroissiale par les fidèles qui la fréquentent.

Christ-Calvaire du XV^e siècle de l'église de Ronchin.

— M. ÉM. THÉODORE signale au Congrès (ou plutôt à la Commission permanente, puisque S. G. Mgr Sonnois vient de lui conférer l'institution officielle), un Christ-Calvaire de l'église de Ronchin, « excellent morceau de sculpture, très caractérisé », du XV^e siècle, dont il donne la description détaillée. Il propose de demander le transfert, dans l'intérieur de l'église, de ce remarquable Calvaire, actuellement adossé au mur de l'abside et exposé à toutes les intempéries.

Certaines églises de notre région du Nord possèdent encore dans les cimetières qui les entourent d'anciens calvaires, placés le plus souvent contre le mur extérieur de ces églises, à l'extrémité de l'abside.

Différentes paroisses rurales de l'arrondissement de Lille en ont conservé un certain nombre. Malheureusement, ces monuments sont pour la plupart assez grossièrement travaillés et n'offrent à l'archéologue, au point de vue du sentiment artistique, que des sculptures d'une valeur très relative.

Il n'en est pas de même du Calvaire de l'église paroissiale du Vieux-Ronchin qui, à notre avis, est un excellent morceau de sculpture très caractérisé, suffisamment curieux pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter et de veiller à sa conservation.

Doublement intéressant, puisque la paroisse qui le possède était, à l'époque où il a été exécuté, une dépendance de l'abbaye de Marchiennes, protectrice des arts ¹ et dont le nom de l'un de ses abbés au début du XVI^e siècle, Jacques Coëne, évoque celui d'un célèbre artiste du pays : Jean Bellegambe.

Le calvaire de Ronchin date du XV^e siècle et mesure environ trois mètres de hauteur ².

La croix porte, le long de ses montants et traverses, des crochets, composés de feuillages enroulés et ramassés, assez semblables à ceux

1. Cette abbaye devait abriter un grand nombre d'objets d'art accumulés depuis des siècles : « On vantait le chœur long à merveilles, une belle clairvoye, de grandes statues et tableaux, les cloisons embellies à l'antique, les formes très ornées et les verrières rares en peinture. » (Martin l'Hermite. *Histoire des saints de la province de Lille, Douay, Orchies*. Douai, 1638, cité par Mgr Delaisnes dans *La Vie et l'Œuvre de Jean Bellegambe*.)

2. La disposition et l'emplacement de ce calvaire en rendent la photographie peu pratique. Nous en avons relevé rapidement un croquis d'après nature.

que l'on voit habituellement sur les rampants de pignons des édifices gothiques de la même époque.

Les bouts de croix se terminent par des quatrefeuilles, dans chacun desquels se trouvent sculptés les symboles des quatre évangélistes.

Au sommet, l'aigle de saint Jean ; au bas l'homme de saint Mathieu ; sous les traits d'un ange très caractéristique avec ses deux grosses touffes de cheveux encadrant le visage, le cou engoncé dans une sorte d'amict formant capuche et les draperies de sa robe aux plis torturés ; à chaque extrémité des bras de la croix, le lion ailé de saint Marc et le bœuf ailé de saint Luc. Tous ces attributs sont accompagnés de phylactères ou banderoles sur lesquels devaient être écrits les noms des Évangélistes. Cette figuration des quatre animaux symboliques accompagne le crucifix dès le XII^e siècle.

Quant à la figure du Christ, elle est empreinte ici d'un grand réalisme. L'anatomie en est très étudiée et l'artiste qui sculpta cette image semble avoir fait preuve d'une certaine recherche à cet égard.

Le visage est douloureux et calme tout à la fois, les yeux sont clos, le nez légèrement pincé, la bouche un peu ouverte.

La commissure des lèvres, abaissée par la tension du muscle triangulaire de celles-ci, imprime à cette face un sentiment de souffrance. La barbe et les cheveux qui l'encadrent se divisent en longues mèches bouclées à leurs extrémités et, retombant assez bas, cachent une partie du cou, ne laissant voir que sa racine et une portion des muscles sterno-mastoïdiens fortement saillants.

La musculature du torse et des membres est vigoureusement exprimée. Celle des bras, sous l'effort de la traction du corps entier qu'ils supportent, apparaît très en relief.

Dans les crucifix du XII^e siècle, le deltoïde, muscle enveloppant l'épaule, et le grand pectoral, qui ici sont bien dessinés, affectent dans les premiers, au point de vue plastique, une forme particulière qu'il nous paraît intéressant de signaler en passant : le deltoïde et le pectoral sont dessinés ou sculptés par les artistes romans très en relief, sans pour ainsi dire aucun modelé, à l'aide d'un grand méplat ou, si l'on veut, confondus dans une seule grande masse ; ce qui donne l'illusion d'une espèce de camail posé sur les épaules des Christ de cette période.

La cage thoracique est fortement charpentée et très proéminente, tandis que la partie inférieure du tronc, à partir de l'appendice xyphoïde, et l'abdomen subissent une profonde dépression, rendue encore plus sensible par la dilatation presque exagérée du thorax, laissant voir à travers la peau les saillies très accentuées des cartilages costaux.

Faisons remarquer aussi que contrairement à la tradition iconographique nous représentant le cœur de Jésus percé d'un coup de lance, la plaie se trouve ici placée au côté droit comme dans la presque totalité des Christ anciens.

Les membres inférieurs, les jambes, sont exécutés dans le même

esprit que le reste du corps. Les pieds croisés l'un sur l'autre, ne reposent pas sur le support habituel qui remplaça le calice posé sous les pieds du Christ aux époques primitives. Ils sont fixés directement à la croix à l'aide d'un seul clou ; cette coutume de disposer ainsi les pieds, semble s'être généralisée surtout au XV^e siècle. Avant cela, durant la période romane et durant le XIII^e siècle, presque toujours, le Christ est fixé sur la croix à l'aide de quatre clous, les pieds indépendants l'un de l'autre.

Une draperie assez courte, tombant en de beaux plis le long de la cuisse droite, entoure les reins.

On croit généralement qu'aux époques primitives, le Christ en croix était revêtu d'une tunique ou *colobium*, robe longue descendant jusqu'à mi-jambes, le revêtant complètement, laissant par la suite le torse et les bras à découvert, sorte de jupe qui se raccourcit seulement à partir du XIII^e siècle pour se transformer en cette espèce de ceinture que nous voyons sur nos crucifix modernes.

Cette erreur a été accréditée par des auteurs sérieux, et l'abbé Crosnier dans son excellente *Iconographie chrétienne* la reproduit :

« Jusqu'au XI^e siècle, le Christ en croix est toujours revêtu d'une robe, mais au XI^e et au XII^e siècles les manches disparaissent, la poitrine se découvre, ce n'est qu'un simple *tablier*, qui prend au-dessous de la ceinture pour en finir au milieu des cuisses ; il se raccourcit encore au XIII^e siècle et au XIV^e ; enfin au XV^e, il est remplacé par une bande d'étoffe telle que nous le voyons aujourd'hui ¹. »

En archéologie, plus encore qu'en toute autre science, il n'y a pas de règles absolues. Ce dernier détail de l'Iconographie du Crucifix est probant à ce sujet. En effet, nous voyons dans les manuscrits ou ivoires du X^e siècle des représentations du crucifiement où le Christ est revêtu tantôt du *colobium* ou tunique complète avec manches, tantôt nu, n'ayant qu'une courte ceinture ².

Comme nous l'avons dit plus haut, ce calvaire, si intéressant à divers points de vue, seul objet artistique qui nous reste du mobilier ancien de l'église du Vieux-Ronchin, se trouve dans le cimetière, adossé au mur de l'abside, exposé à toutes les intempéries.

Nous croyons utile, sinon nécessaire de tâcher de remédier à cet état de choses, en proposant aux membres de la Société d'Études de la Province de Cambrai, ici présents, de voter une motion en faveur de la conservation de cet intéressant calvaire, chargeant le bureau de la Société par l'intermédiaire de son distingué et dévoué président, de faire des démarches auprès de l'autorité diocésaine, afin que Sa Grandeur Mgr Sonnois daigne nommer une commission ayant pleins

1. Crosnier. *Iconographie Chrétienne*.

2. Rohault de Fleury, dans son ouvrage intitulé *La Sainte Vierge*, donne, planches XLV et CXXI, des reproductions de manuscrits et ivoires de la Bibliothèque nationale de Paris, où l'on peut se rendre compte de ces détails.

pouvoirs, composée d'archéologues et d'architectes, pour procéder avec toutes les précautions désirables à l'enlèvement du calvaire de l'endroit où il se trouve et le transporter à l'intérieur de l'église. Là, cette commission choisirait un emplacement qui conviendrait le mieux à cet objet d'art et qu'elle jugerait digne pour le mettre suffisamment en valeur.

Cette motion est adoptée et, sur l'invitation de Mgr l'Archevêque, il est procédé immédiatement à la nomination d'une sous-commission chargée de poursuivre la réalisation de ce vœu. MM. THÉODORE, VILAIN et l'abbé MASURE, sont choisis comme membres de cette sous-commission, dont M. THÉODORE sera le rapporteur.

Archivistes diocésains. — Le Congrès a émis, dans ses précédentes sessions, le vœu qu'il soit institué, dans les diocèses où ils n'existent pas encore, des archivistes diocésains, chargés de veiller à la conservation des archives des églises et des presbytères, d'en rédiger ou d'en faire rédiger les inventaires, de réunir et de coordonner les matériaux nécessaires à la rédaction de l'histoire définitive des diocèses.

A propos de ce vœu, M. l'abbé Th. LEURIDAN, archiviste du diocèse de Cambrai, informe le Congrès qu'il a rédigé, pour satisfaire à diverses demandes qui lui ont été adressées, une courte notice destinée à fournir les indications utiles pour le classement et l'inventaire des archives, tant diocésaines que paroissiales, et pour leur conservation. Cette notice n'est, à vrai dire, que la reproduction d'un rapport qu'il a eu l'honneur de présenter, sur sa demande, à S. G. Mgr l'Archevêque, en novembre 1898. Il n'existe jusqu'ici aucun manuel ou directoire, ni même aucun programme à l'usage des archivistes diocésains; ce rapport semble donc appelé à combler une lacune regrettable. Le Congrès en demande l'insertion dans le compte rendu général.

Monographies paroissiales. — Au sujet du vœu émis par le Congrès de voir se généraliser, dans les diocèses de France, l'œuvre si utile des Monographies paroissiales, nous avons à signaler, cette année, la lettre-circulaire de S. G. Mgr l'évêque d'Amiens, du 18 octobre 1902, « sur la monographie des paroisses et la communication d'un programme de travail. »

« Je sais, écrit Sa Grandeur, que l'un de mes vénérés prédécesseurs, Mgr Boudinet, demanda jadis aux prêtres du diocèse une étude

historique sur leurs paroisses respectives, et que ce travail, généreusement entrepris par plusieurs, négligé malheureusement par le plus grand nombre, ne donna pas les résultats qu'il devait produire. Votre excellent esprit me rendra plus heureux, et vous obéirez, en ceci, à une voix plus haute et plus persuasive que la mienne, celle de Léon XIII. Vous savez qu'en diverses circonstances particulières, et enfin publiquement, le Souverain Pontife a témoigné le très vif désir de voir le clergé catholique se livrer à des recherches suivies sur l'histoire locale.

» D'ailleurs, il semble naturel que le curé soit l'historien de sa paroisse et de ses prédécesseurs; fort désirable, en outre, qu'il n'abandonne pas à des laïques le soin d'en écrire, au risque de les surprendre en une partialité dommageable aux intérêts sacrés dont nous avons la garde. Quelques-uns d'entre vous ont composé déjà la monographie de leur paroisse; publiée ou inédite, elle leur fait le plus grand honneur. Je les ai loués et les loue comme ayant montré le chemin. Je vous souhaite de le suivre après eux, car ces travaux leur valurent de la part des fidèles une vénération plus profonde, du côté des indifférents et des adversaires eux-mêmes, une sympathie inattendue.

» J'avais pensé tout d'abord à introduire ces recherches historiques dans le programme des Conférences. Cette méthode avait le double inconvénient de prendre la place réservée à d'autres matières importantes et de prolonger outre mesure une étude dont l'intérêt eût été ainsi diminué. J'ai préféré m'adresser à l'initiative personnelle, et sans imposer absolument à tous la monographie paroissiale, je vous propose un cadre général dans lequel chacun pourra se mouvoir à l'aise. Il vous fixera sur mes intentions et saura, je l'espère, donner au plus grand nombre le désir et le moyen de les réaliser. »

M. le Président donne lecture des passages principaux du questionnaire qui accompagne la lettre pastorale, et exprime, au nom du Congrès, les vœux les plus sincères pour le bon succès de l'œuvre dans le diocèse d'Amiens.

Les Orgues. — Le Bureau du Congrès a désigné, pour cette année, la question des orgues, parmi celles qui intéressent le mobilier de nos églises. M. l'abbé Masure donne lecture des notes suivantes sur cette partie de l'ordre du jour :

Sans entrer dans la facture de l'orgue, ce qui demanderait des connaissances toutes spéciales, jetons un coup d'œil sur son histoire, et demandons-nous quel doit être son emplacement dans les églises.

L'orgue existait bien longtemps avant de porter le nom d'*organum*, mot qui fut d'abord employé pour signifier un instrument quelconque. On a pensé que la flûte de Pan ou syrinx, avait pu donner l'idée de l'orgue. Il ne s'agissait en effet que de recueillir l'air dans un récipient, et de l'y conserver avant son introduction dans les tubes ; du jour

où il fut reconnu qu'on pouvait remplacer le souffle humain par l'air artificiel d'un soufflet, l'orgue fut constitué, et l'on n'eut plus qu'à chercher les moyens d'obtenir des tuyaux produisant des sons différents, aussi bien au point de vue de la tonalité qu'au point de vue du timbre.

500 ans avant J.-C., Pindare parle d'un orgue ou instrument que l'on croit avoir été un petit orgue pneumatique. « Pallas, dit le poète, inventa une flûte qui produisait une multitude de sons. Elle nomma cette flûte l'instrument à plusieurs têtes.... Ses sons s'échappent à travers un mince airain et des roseaux. »¹ Il s'agit évidemment ici de plusieurs tuyaux, dont quelques uns étaient en métal.

L'an 120 avant l'ère chrétienne, Ctésibius, mathématicien d'Alexandrie, inventa l'hydraule qui marchait au moyen de la vapeur d'eau, et Tertullien décrit l'orgue hydraulique tel qu'il fut en usage jusqu'au XII^e siècle.

Il devait être détrôné par l'orgue pneumatique.

Saint Jérôme, dans ses lettres, parle d'un orgue qui avait douze soufflets et quinze tuyaux, et dont la cage était faite de deux peaux d'éléphant.²

Le premier orgue qui ait été vu en France, est celui que l'empereur Constantin envoya à Pépin le Bref, en 757. L'empereur Michel envoya aussi à Charlemagne un orgue qui faisait entendre tantôt le bruit du tonnerre, tantôt la douceur de la lyre.

Pendant la période du Moyen-âge, c'est l'Allemagne qui posséda les facteurs d'orgue les plus habiles. Cependant, combien on était loin de la perfection moderne ! Ainsi, les touches étaient tellement dures qu'elles ne pouvaient être mises en mouvement qu'à coups de poing, et il fallait s'armer les mains de morceaux de bois ou de gants épais, de peur de se blesser.

Jusqu'au XV^e siècle, tous les tuyaux qui correspondaient à une touche parlaient ensemble. A cette époque, on sépara les différents registres, et on fit imiter à chacun d'eux les sons d'un instrument particulier. Le clavier de l'orgue reçut aussi plus d'étendue. En 1470, un Allemand nommé Bernard, organiste à Venise, inventa, dit-on, le clavier des pédales. Dès lors, l'orgue commence à avoir toute sa puissance, et il est tel que nous le voyons de nos jours, sauf quelques améliorations successives introduites dans les jeux et la soufflerie. Ainsi, vers la fin du XVI^e siècle, on met de côté les soufflets de forge, et Jean Lobsinger, facteur allemand, invente les soufflets à éclisses.

Quelle est l'époque précise de l'introduction de l'orgue dans les églises ? On n'est pas d'accord sur ce point. Cependant on pense qu'il y apparut au VII^e siècle, et que son usage devint général à partir du X^e.

1. 12^e Pythique de Pindare.

2. Lettre à Dardanus.

Dans les archives historiques du département de l'Aube, on trouve le curieux marché suivant, que les chanoines de Troyes firent, au xv^e siècle, avec François des Oliviers, maistre compositeur d'orgues, natif de Lyon, demeurant à Troyes, pour fournir à l'église un orgue neuf, de six pieds de ton et de six pieds de montre. Les jeux sont détaillés comme il suit dans le marché passé avec cet ouvrier : « Ung » plein jeu de flûtes à neuf trous, ung de hautbois avec la sacqueboute » (trombone) et le cornet jouant comme quatre joueurs, ung de voix » humaines contrefaites, ung de cymbales, ung de doucines (bourdon), » ung ressemblant à la voix d'un fausset, ung de harpes, ung chantant » comme les pèlerins qui vont à S^t Jacques, avec une voix tremblant ; » ung de fifres d'Allemands, sonnante comme en une bataille, ung de » musette, comme ung berger aux champs ; une batterie de sonnettes, » sept marches pour pédales, une voix de rossignol se mouvant et » battant des ailes comme s'il était en vie, une trompette sonnante » comme en une bataille, avec le tambourin. » L'orgue présentait en outre, à la partie extérieure, un mystère mécanique à mouvement, dans lequel deux soldats lapidaient un Saint Étienne à genoux.

De nos jours, la facture d'orgue est dignement représentée par Cavaillé-Coll, Doublaine-Callivet, Dallery fils, Stein, Merklin et d'autres. Les plus importantes de notre département du Nord, seraient bien celles de Notre-Dame du Saint Cordon, à Valenciennes. Tous les progrès réalisés par la maison Merklin : rapidité de l'émission du son, simplicité du tirage des jeux, facilité que l'on a de préparer tout en jouant des combinaisons nouvelles et de les mettre en activité en appuyant sur une pédale, tous ces avantages se trouvent là réunis. L'orgue de tribune reste en communication avec l'orgue de chœur, de sorte que l'organiste, sans quitter sa place, peut faire parler chaque instrument séparément, ou les deux ensemble. Un moteur électrique fait marcher la soufflerie sans aucune secousse et avec une régularité parfaite. Plus de souffleurs. L'organiste appuie sur un bouton, et il est servi à souhait. En présence de pareils résultats, la Commission technique appelée à expertiser ces travaux récents, n'a pu que complimenter sur la perfection apportée au mécanisme, et sur la belle sonorité de l'instrument.

Quel est, pour un orgue, l'emplacement le plus convenable ? — Si l'on examine ce qui a été le plus généralement fait, les orgues sont ordinairement placées au fond de la nef principale des églises, au portail intérieur. Quelquefois on les trouve dans un des bras du transept, comme à la cathédrale de Reims ; quelquefois à un côté ou aux deux côtés du chœur, comme à la cathédrale de Milan, ou encore aux deux côtés du transept, faisant face au peuple, ou au-dessus de l'autel, comme à la chapelle du palais de Versailles.

Dans quelques églises, l'emplacement de l'orgue au fond de la nef principale a présenté des inconvénients : le principal a été d'obstruer une partie des fenêtres ou rosaces, et aussi de cacher quelques-unes

des sculptures intérieures. Cet inconvénient se voit à la cathédrale de Paris, où malgré la forme curvilligne donnée à l'orgue, on ne voit qu'une partie de la rosace. L'emplacement au fond de l'abside, au-dessus de l'autel, est contraire à la tradition : l'orgue suppose souvent la présence des chantres, et ils ne doivent pas occuper le sanctuaire.

Il est une règle qui doit servir à déterminer l'emplacement de l'orgue, c'est que l'organiste ne doit pas être trop éloigné du chœur : par ce moyen, il voit tout ce qui s'y passe, et entend tout ce qui s'y chante ; il peut par conséquent faire sa partie en temps opportun. Si donc l'église est très grande, il serait mieux de placer l'orgue dans un des bras du transept. Si au contraire l'église a peu d'étendue, il n'y a aucun inconvénient à placer l'orgue au portail intérieur, soit dans une arcade préparée dans la tour pour le recevoir, soit sur une tribune construite à cet effet. Mais en tous cas, on doit éviter d'obstruer les fenêtres et les rosaces de cette partie de l'église. L'orgue doit être partagé en deux ou plusieurs parties séparées, de manière à ne cacher aucun vitrail. Cette disposition est très heureuse, et si malheureusement elle n'est pas établie partout, on la voit dans plusieurs églises, par exemple à Saint-Vincent-de-Paul à Paris, et depuis quelque temps à Saint-Géry, à Valenciennes.

A cette intéressante étude, M. le Président ajoute quelques détails sur la nature même des orgues primitives et sur les buffets d'orgues.

A en juger d'après des miniatures contemporaines, elles semblent avoir été d'une extrême simplicité et d'une incontestable défectuosité : un clavier, un soufflet, une dizaine de tuyaux, c'était là toute leur composition. En 951, l'évêque de Winchester fit placer, dans sa cathédrale, un orgue comme on n'en avait jamais vu jusqu'alors, présentant un double étage, avec deux rangées de soufflets, douze à l'étage supérieur, quatorze à l'étage inférieur ; il fallait pour le mettre en mouvement, dit un chroniqueur de l'époque, les bras de 70 hommes robustes, que ce travail mettait tout en nage. Plus tard, à l'abbaye de Saint-Bertin, on put admirer les orgues hydrauliques construites par le futur pape Gerbert.

En somme, toutes les données historiques sont assez vagues et permettent seulement de constater l'usage ininterrompu de l'orgue dans les églises, depuis le VIII^e siècle ; elles ne fournissent aucune notion précise sur le parti qu'en pouvaient tirer les musiciens.

C'est vers la fin du XV^e siècle que paraissent les vastes orgues, à grande puissance de sonorité, et prenant désormais une place importante dans le mobilier de nos églises, grâce à la charpente parfois colossale, destinée à renfermer les seize pieds et même les trente-deux pieds. Il y aurait une étude à faire sur les buffets d'orgues, tant anciens que modernes, qui existent actuellement dans les églises

de la région. On peut, entre autres, signaler celui de Saint-Pierre de Douai, qui provient de l'abbaye d'Anchin et fut exécuté, en 1704, par ordre du cardinal d'York.

Quant à la place que doivent occuper les orgues dans les églises, il faut observer que, dans le principe, cet instrument était placé, soit dans le chœur, soit non loin du chœur ; plus tard, on l'éloigna peu à peu et l'on finit par le reporter jusqu'à l'entrée de l'église, au-dessus du portail principal. Il serait difficile d'établir une règle rigoureuse et absolue à ce sujet, car il faut nécessairement faire entrer en ligne de compte, non-seulement les plus ou moins grandes dimensions de l'instrument, mais aussi la disposition même de l'édifice qui doit l'abriter. En toute hypothèse, le buffet d'orgues doit être « assorti » à l'église à laquelle il est destiné, c'est-à-dire être conforme à son style et à son ornementation ; de plus, il est désirable que ce buffet ne cache pas, par exemple, les magnifiques rosaces de vitraux qui ornent nos églises gothiques. Mieux vaut disposer l'orgue en deux édifices séparés, qui laisseraient visibles la rosace et les lignes de l'architecture de l'édifice.

Livres de piété à gravures. — M. le Président propose de faire figurer au programme du prochain congrès la question des livres à gravures, livres de piété, de prières, de morale ou de spiritualité. Il y aurait deux points de vue distincts à envisager spécialement dans cette question : le texte même et les gravures qui l'accompagnent. Les bibliophiles pourraient recueillir dans ce vaste champ, une abondante et profitable moisson, en même temps que les artistes chrétiens y trouveraient l'occasion de rappeler et, en quelque sorte, de codifier les vrais principes de l'imagerie religieuse et de l'illustration des livres de piété.

M. L. QUARRÉ-REYBOURBON, pour « amorcer » la question, veut bien nous communiquer une note sur un ouvrage de cette catégorie, qui eut son temps de vogue : *le Pèlerinage de Colombelle et de Volontairette à Jérusalem*. Il met sous nos yeux plusieurs exemplaires assez rares de ce livre à images, dont il possède les « bois » originaux, exécutés pour une édition lilloise.

Les ladres à Cambrai. — M. l'abbé H. DUBRULLE donne lecture d'une étude documentée sur la condition des ladres à Cambrai et sur l'asile destiné à les recueillir. Il insiste particulièrement sur les règlements donnés aux frères et sœurs de Saint-Lazare de Cambrai, par l'évêque Godefroy (1218-1239). Celui-ci, à la demande des frères, promulgua cette règle « pour oster les discordes et dissensions » nées de ce que « li ordenes

de vivre et de manoir en chelle mesme maison », édicté par son prédécesseur Roger, renfermait plusieurs points obscurs. Ces règlements sont conservés aux Archives départementales du Nord, Fonds de Saint-Lazare, chassereau I, copie de 1547.

Les reliques de Saint-Amand. — M. l'abbé A.-M. BROUTIN communique un nouveau document relatif aux reliques de saint Amand, et extrait également des Archives départementales du Nord, Fonds de Saint-Amand, G, n° 10. Il s'agit du don fait, en 1666, par l'abbaye de Saint-Amand, à l'église de Saint-Amand en Puisaye, d'une « petite statue du saint, faite avec du bois de son luseau, dans le piétement de laquelle on avait mis des cendres de son corps sacré. »

Le calice d'Houdain. — M. l'abbé P. DEBOUT signale un très ancien calice, conservé actuellement dans l'église d'Houdain, et provenant de la chartreuse des dames de Gosnay.

L'église d'Houdain (arr. de Béthune, Pas-de-Calais), possède un calice très curieux par son origine, son ancienneté et son histoire. Il n'est cependant pas signalé dans l'inventaire des objets d'art des églises du diocèse d'Arras ; il a échappé à M. Loriquet, qui, autrement, n'aurait pas manqué de lui donner une place d'honneur dans son travail.

La coupe de ce calice est très large et également profonde. La patène, en argent comme le calice, est large comme une assiette. La forme très ancienne ferait croire qu'il remonte à l'époque où l'on communiait sous les deux espèces. Il porte, sur le pied, une inscription en latin relativement récente. Ce calice fut donné à l'église d'Houdain, en 1825, comme nous le fait savoir cette délibération du conseil de fabrique : « Le 15 décembre 1825, le conseil de la fabrique de l'église d'Houdain déclare accepter avec un vif sentiment de reconnaissance le don d'un calice en argent qui provenait des religieuses de Gosnay et que lui faisait Madame veuve Bouchery, née Angélique Lallart, tante maternelle à M. Lequien-Vicoigne d'Houdain, domiciliée à Seclin, et déclare en outre, pour se conformer au désir de la bienfaitrice, qu'un ornement serait envoyé à l'église de Fresnicourt et qu'au décès de ladite dame Bouchery un service solennel serait célébré à son intention dans l'église d'Houdain (ce service fut célébré en 1828). »

Comment ce calice se trouvait-il entre les mains de la donatrice ? Il avait été apporté, au moment de la Révolution, dans la famille Lallart de Labucquière, à Arras, par l'ancienne prieure de la Chartreuse de Gosnay, Albertine Briois, qui avait trouvé un refuge dans cette famille. Albertine Briois fut découverte et condamnée à mort,

le 27 juin 1794, pour avoir résidé à Arras, alors qu'en sa qualité d'ex-noble, elle devait résider à dix lieues de toute enceinte fortifiée. Avec elle, furent exécutés une de ses sœurs et un des membres de la famille Lallart, chez qui elles s'étaient cachées¹.

Ce calice appartenait à la Chartreuse de Gosnay depuis le XIV^e siècle, lui ayant été donné, vers l'an 1325, par Thierry d'Hérisson, ancien prévôt d'Aire, devenu évêque d'Arras.

Épigraphie du département du Nord. — M. le Président entretient le Congrès du degré d'avancement de l'*Épigraphie*, dont le premier volume sera livré à l'impression et distribué aux membres titulaires, comme volume de *Mémoires*, dans le courant de l'année 1903. Il donne un rapide exposé de l'introduction qu'il prépare en ce moment, ainsi que du mode de publication adopté par la Commission.

Après avoir démontré, à l'aide d'exemples empruntés à notre région, l'immense utilité d'un recueil de ce genre, tant au point de vue de l'histoire générale ou locale, qu'au point de vue des arts, art monumental, art graphique, sculpture, costume, héraldique, symbolique, ainsi qu'au point de vue de la philologie et même au point de vue des intérêts des communes, des paroisses, des institutions et des familles, l'introduction insiste sur l'urgence absolue de cette publication, afin de sauver de l'usure du temps et de la dilapidation des hommes, ces importants souvenirs du passé.

L'*Épigraphie* comprendra le département du Nord ou diocèse de Cambrai, selon la délimitation actuelle ; elle donnera toutes les inscriptions antérieures à la Révolution, non seulement celles qui existent encore de nos jours, mais aussi toutes celles qui ont été recueillies avant leur disparition et qui nous ont été conservées dans des recueils manuscrits. Quant aux inscriptions postérieures à la Révolution, on ne peut songer à les reproduire toutes ; on donnera les inscriptions monumentales, les inscriptions des cloches et celles qui concernent des personnages remarquables, constitués en charges ou en dignités. Dans ce recueil ne seront pas seulement comprises les inscriptions *religieuses*, comme semble l'indiquer très inexactement le programme général du Congrès, mais aussi les inscriptions des édifices civils ou militaires, des rues et places, des collections particulières ou publiques. En un mot, ce que la Commission a voulu, c'est un recueil aussi complet que possible de ce genre de documents.

Elle a voulu aussi un recueil exact, mais d'une exactitude dépouillée de toute exagération inutile ; les textes sont scrupuleusement contrôlés, mais ils seront publiés en caractères modernes et facilement lisibles,

1. Voir Mgr DERAMEGOURT. *Le clergé du diocèse d'Arras pendant la Révolution*, t. I, p. 194 ; t. III, p. 235, 240.

et non en caractères anciens ou en grandes capitales, qui fatiguent l'œil et nuisent à la rapidité des recherches. Cette manière de procéder n'empêchera pas, d'ailleurs, de reproduire en fac-simile, par la photographie ou la gravure, les inscriptions d'importance exceptionnelle. Quand le texte sera achevé, on publiera ces fac-simile sous forme d'album et de façon à pouvoir, si on le désire, les encarter à leur place, dans les volumes, au moment de la reliure.

Un recueil de ce genre et de cette importance serait notablement défectueux s'il n'était pourvu de *tables*. Ces tables seront rédigées et tenues à jour, au fur et à mesure de l'impression, et comprendront trois séries : les noms de lieux, les noms de personnes, les matières.

Ajoutons que les inscriptions en langues étrangères, espagnol, italien, flamand, etc., seront accompagnées de leur traduction française, ainsi qu'un certain nombre d'autres, rédigées en latin ou en vieux français, et dont le sens présenterait une particulière difficulté.

L'introduction se termine par l'indication des *sources générales*, manuscrites ou imprimées ; quant aux *sources spéciales* à une région, à une localité ou à un édifice, elles trouveront leur place en tête de l'article auquel elles se rapportent.

Le plan exposé ci-dessus, mis aux voix, est adopté à l'unanimité, et le Bureau de la Société demeure chargé d'en assurer l'exécution.

Les registres des évêques de Cambrai. — Tout en poursuivant la rédaction et la publication de l'*épigraphie*, la Société d'études a entrepris un autre travail d'une importance non moins grande, au point de vue de l'histoire de notre région. C'est la préparation des *registres des évêques de Cambrai*, qui doivent constituer une portion considérable du Cartulaire de cette église et conséquemment une des principales sources de son histoire définitive.

Cette publication devra comprendre autant de sections ou de chapitres que le siège de Cambrai a compté de pontifes ; pour chacun d'eux l'on réunira tous les documents authentiques, soit inédits et conservés dans les divers dépôts d'archives, soit publiés déjà dans différents ouvrages. Les premiers seront reproduits *in extenso* ; quant aux autres, on se bornera à indiquer les ouvrages qui les contiennent, à moins que leur texte n'ait été donné d'une manière incomplète ou fautive, ou que les recueils où ils se trouvent ne soient d'une rareté exceptionnelle et hors de la portée des chercheurs.

M. l'abbé Th. LEURIDAN a collationné, en vue de cette publication, plus de 700 documents disséminés dans un grand nombre de

recueils et d'ouvrages, et M. l'abbé H. DUBRULLE s'occupe très activement de la transcription des documents inédits conservés aux Archives départementales du Nord, où se trouve la majeure partie de l'ancien fonds des évêques de Cambrai. Les membres de la Société d'études auxquels leurs recherches feront découvrir des documents émanant de ces évêques, concourront utilement au succès de cette publication, en communiquant au président de la Société la transcription exacte de ces documents, ou, tout au moins, en lui indiquant le dépôt public ou la collection particulière où ils les auront découverts.

Le clergé du diocèse de Cambrai de 1802 à nos jours. — Concurrément aux deux publications ci-dessus indiquées, la Société a mis également en préparation le *nécrologe* des prêtres du diocèse de Cambrai, depuis la réorganisation du culte jusqu'à nos jours.

Ce nécrologe ne sera pas une simple et sèche nomenclature. Il comprendra, pour chacun des prêtres, la date et le lieu de naissance, la date d'ordination, les différentes fonctions du ministère qui lui auront été confiées, avec leurs dates extrêmes, la date et le lieu de la mort; on y joindra la reproduction des notices biographiques dont le prêtre aura pu être l'objet, ou, au moins, l'indication du recueil ou de l'ouvrage où elles se trouvent; enfin, quand il y aura lieu, la bibliographie des travaux publiés par lui.

Tous les noms seront rangés suivant l'ordre alphabétique; mais dans une seconde partie, ou, si l'on veut, dans une table d'un genre spécial, on rangera sous le nom de chacune des paroisses et des fonctions diverses du ministère ecclésiastique, la nomenclature chronologique des prêtres qui en ont eu la charge. Cette seconde partie sera, en somme, une refonte complète et nécessaire de la partie correspondante du *Cameracum christianum*.

M. l'abbé Th. LEURIDAN a préparé les trois mille fiches qui doivent servir à ce travail; mais beaucoup de ces fiches ne contiennent encore qu'une partie des indications désirables; M. l'abbé H. DESMARCHELIER a réuni également un très grand nombre de documents dans cet ordre d'idées; enfin le dépouillement des monographies paroissiales fournira aussi son important contingent de dates et de faits. Tous les membres de la Société sont conviés à apporter, en ce qui peut les concerner, leur colla-

boration à cette œuvre commune, en adressant au Président les documents utiles qu'ils pourront rencontrer au cours de leurs recherches.

Dès maintenant aussi on peut se préoccuper de réunir les matériaux nécessaires à un travail analogue pour la période antérieure à la révolution.

Les monographies paroissiales. — Un reproche a été adressé à la Commission du *Bulletin*; celui de « ne pas donner une place suffisante aux extraits des monographies paroissiales ». M. le Président présente, à ce sujet, les observations suivantes :

Tout d'abord la totalité des travaux des monographies n'est pas encore centralisée aux Archives; il y manque surtout les meilleurs, que leurs auteurs ont désiré conserver encore un certain temps, afin de les revoir, de les polir, de les rendre plus complets et plus parfaits. Or c'est précisément dans ceux-là que pourraient être puisés de bons extraits.

Malgré cette lacune, l'œuvre du *Bulletin* relativement à la préparation et à la publication des monographies est déjà d'une réelle importance, si l'on veut bien considérer l'ensemble de nos quatre volumes et non se borner à juger d'après tel ou tel fascicule.

Au point de vue de la préparation, il suffira de citer les tables des Archives départementales, et les inventaires de MM. DUBRULLE, DESMARCHELIER et SALEMBIER; ce sont des mines quasi inépuisables et qui ont fourni des renseignements utiles à plus d'une centaine de monographistes. Ces travaux, par eux-mêmes, quoique sous une forme nécessairement aride, ont donc déjà contribué à la publication des monographies. De plus, comme extraits ou fragments proprement dits, le *Bulletin* a publié les réponses complètes ou partielles à 62 questions du programme, se rapportant à 42 paroisses différentes.

Ces notes, ces extraits, quoique ne portant pas le titre, qui serait toujours le même, de « *Monographies. Paroisse de.... Question...* », n'en sont pas moins des pierres de l'édifice général; pierres de dimensions plus ou moins considérables, sans doute, mais ayant toutes leur place utile, marquée dans le plan général. On pourrait faire observer aussi que l'épigraphie sera une publication d'ensemble dans laquelle chaque paroisse aura sa part.

Sans doute aussi, les fragments donnés par le *Bulletin* ne sont pas toujours extraits des travaux fournis par MM. les curés ou vicaires des paroisses; un bon nombre émanent d'ecclésiastiques non attachés au ministère paroissial et de laïques, membres de la Société. Mais n'est-ce pas précisément l'un des buts de la Société, de faire appel à tous les amateurs de notre histoire locale? S. G. Mgr SONNOIS, en instituant dans son diocèse cette œuvre des monographies, a sollicité cette collaboration en ces termes: « Nous connaissons trop bien

l'amabilité toujours empressée de MM. les membres des Sociétés savantes du département et des nombreux et érudits amateurs d'histoire locale de notre région, pour douter un seul moment qu'ils ne prêtent aux travailleurs de nos conférences leur intelligent et dévoué concours et nous les en remercions dès maintenant. » Nos doctes et aimables collègues nous permettront bien de joindre, une fois de plus, aux remerciements anticipés de Mgr l'Archevêque, l'expression de la très vive gratitude du Bureau de la Société d'études.

Sans doute encore, il est telle ou telle région de notre vaste diocèse qui se trouve mieux et plus abondamment étudiée dans le *Bulletin*, tandis que telle autre n'a été jusqu'ici l'objet que de rares communications. A quoi cela tient-il ? Serait-ce à une tendance particulière de la Commission d'impression, qui favoriserait l'une ou l'autre région, au détriment des voisines ? Évidemment non. Nous ne cesserons de le redire, notre *Bulletin* est essentiellement une œuvre collective ; ses pages sont à la disposition pleine et entière de tous les membres de la Société. Œuvre de tous, propriété de tous, il accueille, sans autre condition que l'ordre chronologique dans lequel ils sont déposés, les travaux de tous ceux qui veulent bien lui en fournir. Si donc le *Bulletin* ne donne que peu ou point de travaux relatifs à l'histoire particulière de certains cantons de notre vaste département, la cause en est uniquement que ces cantons n'ont donné à la Société qu'un nombre fort restreint de membres titulaires ou associés et surtout de membres « actifs et travailleurs. » Pour tout dire en un mot et avec une entière franchise, ressources en travail, ressources en argent, tout est là ; plus une région fournit de membres et de travaux, plus elle doit tenir nécessairement de place dans le *Bulletin* ; il ne serait pas dans l'ordre naturel des choses de vouloir jouir de tous les avantages que peut procurer la Société, en s'abstenant de lui apporter un concours actif, tant financier qu'intellectuel.

Ces légitimes réserves étant faites, la Commission d'impression n'a d'autre manière de répondre au reproche formulé plus haut que de solliciter de plus en plus le zèle de ses membres titulaires ou associés, en vue de procurer à la Société un recrutement plus abondant d'adhésions. L'accroissement du nombre de membres permettrait de donner plus d'importance à notre *Bulletin* mensuel, et conséquemment de publier, dans un laps de temps plus court, les notes et les travaux qui attendent « patiemment » leur tour dans les cartons de nos dévoués secrétaires.

Lectures et communications diverses. — L'heure avancée oblige le Bureau à reporter à une prochaine séance les autres communications qui lui ont été transmises.

VISITE DE LA BASILIQUE DE NOTRE-DAME DE LA TREILLE

Fidèles à la tradition, les membres du Congrès et de la Société d'études, ont fait, le mardi 11 novembre, à trois heures, leur visite aux travaux de la basilique lilloise, sous la conduite de M. le chanoine VANDAME, chapelain, et de M. P. VILAIN, maître de l'œuvre.

Le *Bulletin* a reproduit, à l'occasion de la visite de l'année dernière, quelques belles pages de l'*Histoire de Notre-Dame de la Treille*, par Mgr HAUTCŒUR (Lille, *Lefebvre-Ducrocq*, 1900. In-8). Nous nous permettrons d'y renvoyer nos lecteurs ¹. Il ne nous a pas été possible alors de joindre au compte rendu quelques-unes des gravures qui accompagnent le texte de cet ouvrage ; nous sommes heureux de pouvoir combler cette lacune, grâce à l'aimable obligeance de Mgr HAUTCŒUR et de M. le chanoine VANDAME, auxquels nous présentons nos meilleurs remerciements.

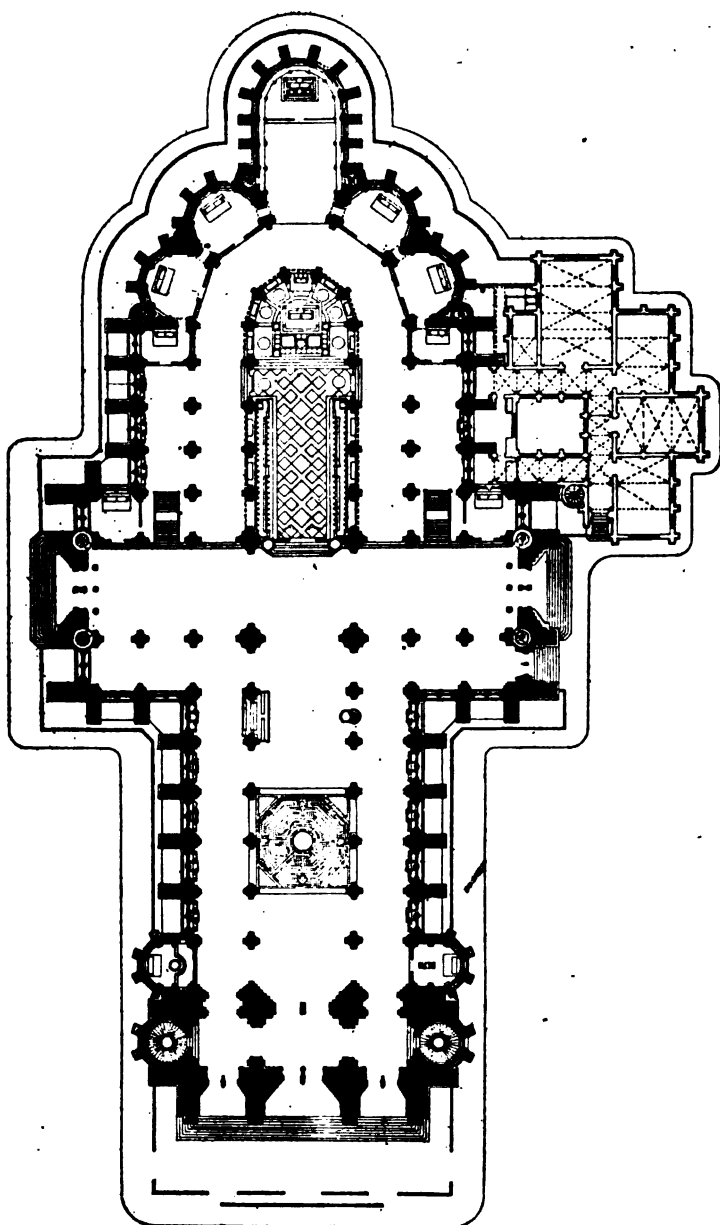
La première de ces gravures offre le *plan de la basilique* qui couvrira 5.000 mètres carrés de superficie, comptera 132 mètres du chevet au porche, 54 mètres 80 de largeur au transept, 24 mètres 80 à la nef et 38 mètres 80 dans le pourtour du chœur.

La deuxième gravure reproduit la *façade de la basilique*, de 37 mètres de largeur, avec ses deux grandes tours qui dépasseront de huit mètres le clocher vieux de Chartres, le plus imposant qui existe.

La troisième gravure présente l'aspect général du *côté méridional de la basilique*, avec ses contreforts, ses arcs-boutants à deux étages et la flèche de la croisée qui portera à 82 mètres la croix triomphante.

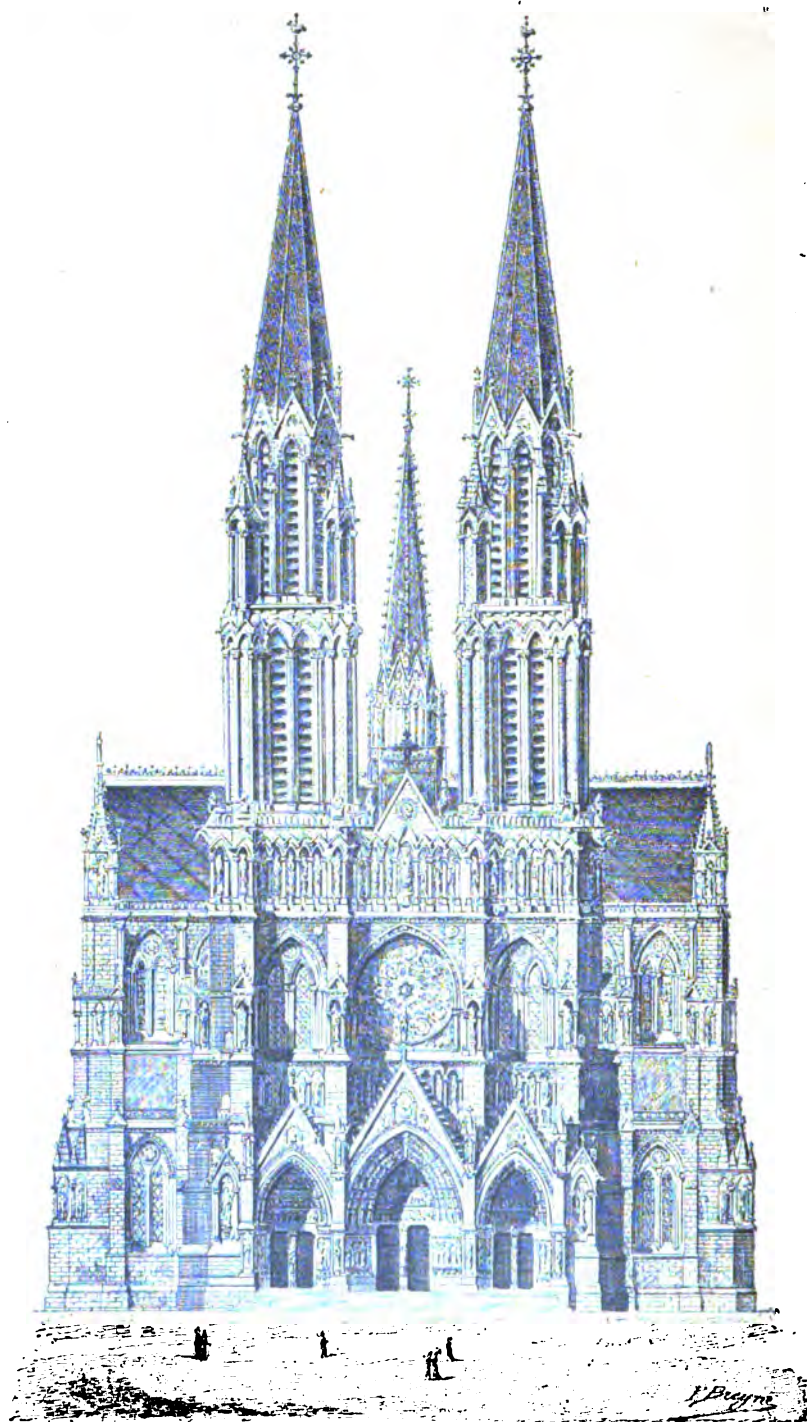
La quatrième gravure est consacrée à l'*autel de la sainte chapelle* qui a été spécialement décrit dans le compte rendu de la visite de 1901.

1. *Bulletin*, t. III, p. 113 et suivantes.

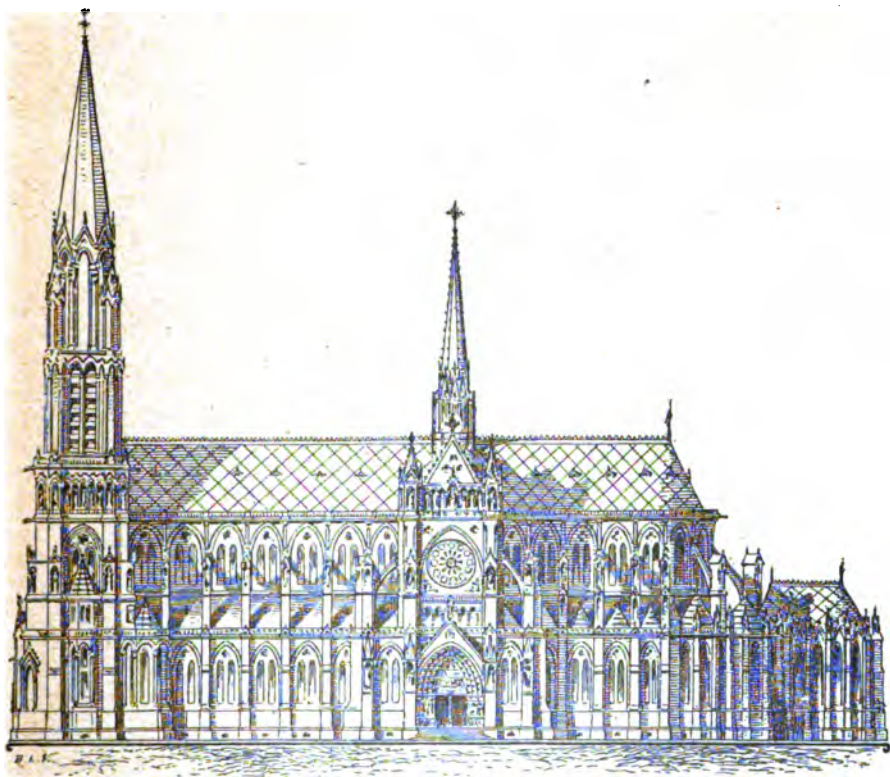


PLAN DE LA BASILIQUE
DE
NOTRE-DAME DE LA TREILLE

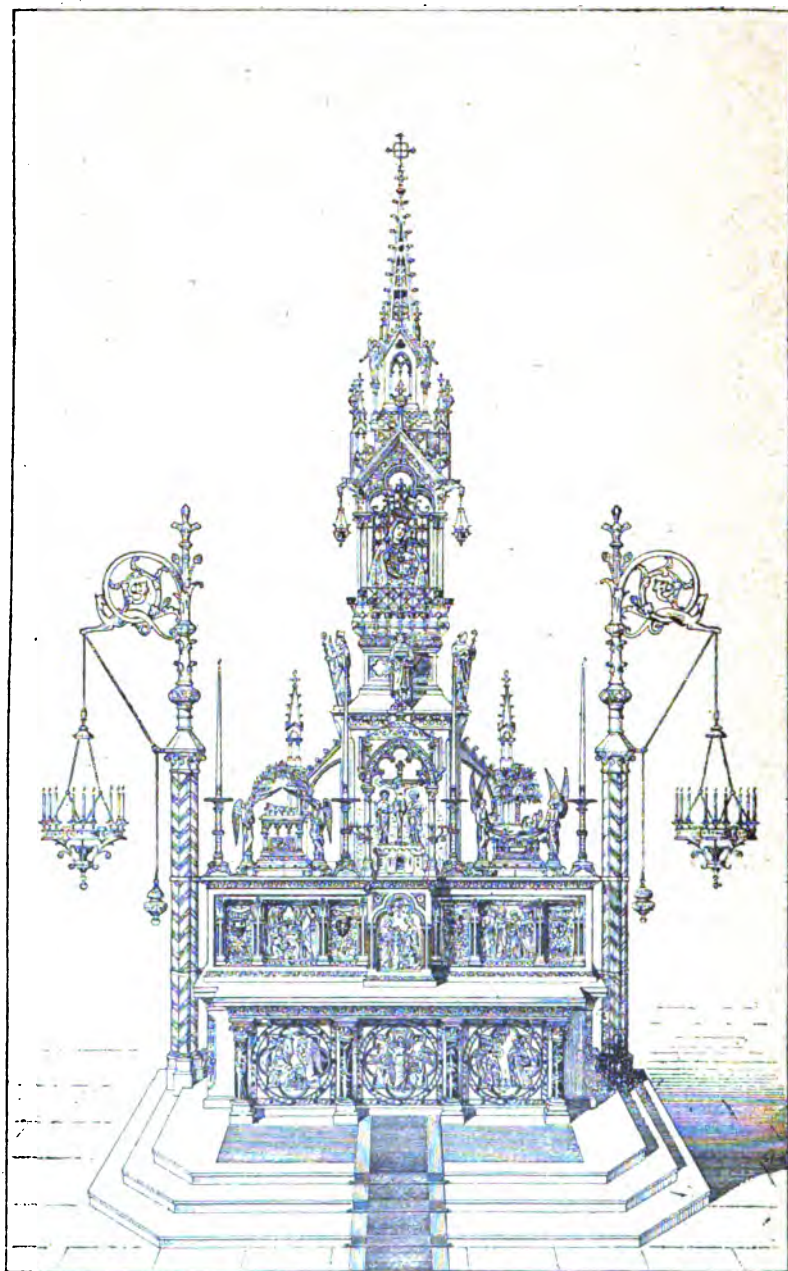
10 20 30 40 50 Mètres



FAÇADE DE LA BASILIQUE
DE
NOTRE-DAME DE LA TREILLE



CÔTÉ MÉRIDIONAL DE LA BASILIQUE
DE
NOTRE-DAME DE LA TREILLE



AUTEL DE LA « SAINTE-CHAPELLE »
DE
NOTRE-DAME DE LA TREILLE

SÉANCE DU JEUDI 15 JANVIER 1903

Présents : MM. l'abbé Th. LEURIDAN, président ; L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président ; P. VILAIN et Edm. LECLAIR, secrétaires ; Ém. THÉODORE, bibliothécaire-archiviste ; l'abbé DEWEZ, J. DUBRULLE, L. FLIPO, l'abbé MORTREUX et H. PAJOT, membres titulaires.

Épigraphie du Nord. — La première partie de l'*Épigraphie* devant être incessamment remise à l'imprimeur, le Bureau a été amené à s'occuper de la question du tirage et du nombre d'exemplaires qu'il devra comporter. En principe, cet ouvrage, entrepris et mené à bonne fin par la Société d'études, est et doit demeurer la propriété de ses membres. Chacun des membres *titulaires* en recevra donc *gratuitement* un exemplaire ; cela leur est dû, puisque l'impression en sera faite au moyen de leurs cotisations annuelles. Les membres *associés*, qui, d'après les statuts, n'ont droit qu'à notre Bulletin, pourront participer à la distribution de l'épigraphie, moyennant un versement supplémentaire de six francs par volume. Quant aux amateurs étrangers à la Société, ils pourront souscrire à l'*Épigraphie* au prix de douze francs par volume. Une circulaire sera adressée, dans ce sens, aux membres des diverses sociétés savantes du département, ainsi qu'à tous ceux qui peuvent s'intéresser à cette publication. La souscription demeurera ouverte jusqu'au 1^{er} avril, dernier délai fixé pour le tirage définitif. Elle doit se faire par l'envoi d'un mandat-carte de 6 fr. ou de 12 fr. à l'adresse de M. Th. Leuridan, président, 60, boulevard Vauban ; dans la colonne du mandat, réservée à la correspondance, le souscripteur indiquera exactement le nombre d'exemplaires qu'il désirera, avec son nom et son adresse. Le volume, afférant à cette souscription, sera envoyé franc de port, par fascicules trimestriels. Ces conditions de faveur prendront fin au 1^{er} avril ; après cette date, les prix seront majorés selon l'estimation du comité d'impression. L'ouvrage ne sera pas mis en dépôt chez les libraires, mais ceux-ci pourront souscrire, aux conditions ci-dessus, au nombre d'exemplaires qu'ils désireront ; une remise de 10 0/0

leur sera accordée pour cinq exemplaires ; 20 0/0 pour dix exemplaires ; 25 0/0 pour quinze exemplaires et au-dessus. Après le 1^{er} avril, aucune remise ne pourra leur être accordée.

Les regestes des évêques de Cambrai. — M. l'abbé H. DUBRULLE, ayant appris que l'Académie royale de Belgique a l'intention d'entreprendre une publication des regestes des évêques de Cambrai, analogue à celle dont le programme a été arrêté dans notre séance générale du 11 novembre, s'est empressé d'avertir M. le professeur Pirenne, membre de la commission de l'Académie, de l'état avancé de ses recherches et de ses travaux en vue de cette publication. La Commission royale d'histoire a accueilli favorablement cette communication, et a demandé à M. Dubrulle de lui présenter sur ce projet un rapport destiné au Bulletin de la Commission ; elle a exprimé l'intention de confier à notre collègue cet important travail qui prendrait place dans la collection des publications de l'Académie. En conséquence, M. Dubrulle a voulu, par un sentiment de délicatesse dont nous lui savons le meilleur gré, consulter le Bureau de la Société d'études. Voici la réponse du Bureau :

En somme, c'est un gros sacrifice que vous nous demandez. La publication des *Regestes des évêques de Cambrai* rentre étroitement dans le cadre tracé par notre programme ; elle forme une partie importante, même capitale, de l'histoire définitive du diocèse de Cambrai, qui est, en dernière analyse, le but de notre Société d'études. Accepter la proposition qui vous est faite, n'est-ce pas priver la Société d'un travail appelé à lui faire honneur et à réaliser une portion considérable de la tâche qu'elle s'est imposée ?

D'un autre côté, l'offre est si flatteuse, et pour vous, et pour la Société, qu'il nous a paru devoir faire abstraction des considérations ci-dessus exprimées. Il nous a semblé que le devoir s'imposait à nous de sacrifier, sur ce point, notre intérêt particulier, je dirais presque personnel, et de n'envisager que l'intérêt général et supérieur de la science historique. Placée sous les auspices de l'Académie royale de Belgique, votre publication pourra, en effet, prendre plus d'ampleur et être menée plus rapidement, grâce aux ressources dont dispose cette docte compagnie.

Enfin, notre programme, même limité au diocèse de Cambrai, est tellement vaste, que d'autres publications importantes, notamment les Cartulaires des chapitres et des maisons religieuses, pourront, en cette hypothèse, obtenir un peu plus tôt leur tour d'impression. Cela compensera le sacrifice que nous nous imposons en vous rendant la libre disposition de votre travail.

La compensation serait complète, s'il vous était possible d'obtenir le nombre de tirés à part suffisants pour être distribués, dans la série de nos Mémoires, à nos membres titulaires. Nous vous laissons, d'ailleurs, toute liberté pour régler ce dernier point, dans la mesure permise par les règlements de l'Académie royale.

Malgré cette modification apportée à notre projet, il reste bien entendu que tous les membres de la Société d'études se feront un devoir, le cas échéant, de communiquer à M. l'abbé DUBRULLE les documents qui pourraient lui être de quelque utilité pour sa publication. M. l'abbé LEURIDAN, président, donne l'exemple, en remettant à notre collègue les 700 documents qu'il avait recueillis en vue de ce travail.

Les cloches de Vicq en 1796. — M. l'abbé I. DESILVE, membre associé, communique la note suivante :

Le 1^{er} septembre 1794, les députés en mission à Valenciennes décidaient que les cloches de toutes les églises de la région seraient dirigées sans délai vers la fonderie nationale de Saint-Saulve. On laissait aux communes la faculté de garder la plus petite de leurs cloches. Or, au mois de janvier 1796, les cloches des communes voisines de Valenciennes et de Nord-Libre (Condé) n'avaient pas encore quitté leurs beffrois. L'administration départementale pressa le directoire de ces districts de hâter l'opération. Vicq possédait alors deux petites cloches. On les descendit avec beaucoup de précaution; on les plaça dans l'église, dont les portes furent fermées. Une clef fut confiée à l'agent municipal, Benoît Richard; une autre resta, semble-t-il, entre les mains de l'adjoint. La commune n'était pas pressée d'obéir.

Le 22 messidor an IV (10 juillet 1796) un gendarme vint de grand matin apporter à la Municipalité une lettre émanant du directoire du district. Tout tombait au plus mal: Benoît Richard était allé à Valenciennes; Nicolas Collet, son adjoint, était parti pour Saint-Ghislain. La femme de celui-ci voulut bien promettre au gendarme que les ordres du directoire seraient aussitôt exécutés. La lettre était d'ailleurs peu rassurante :

« Citoyens, la gendarmerie se rend en votre commune pour activer le transport de vos cloches au dépôt de St-Saulve, vous prévenant que ce détachement sera renforcé ce soir par douze hommes de cette garnison, si ce transport n'est pas effectué. — Le commissaire, de S. Moulin. »

Semblable avis était donné à Thivencelles et à Crespin. Le déploiement de forces dont on menaçait la Municipalité, paraissait justifié par la disparition des cloches d'Onnaing, d'Escaupont et de Quarouble.

Dans la nuit du 22 au 23 messidor, deux panneaux de fenêtre furent brisés à l'église de Vicq, et la serrure de la petite porte fracturée. Le lendemain, à cinq heures du matin, Benoît Richard trouva une échelle

dressée contre la muraille de l'église : les cloches étaient enlevées. Le juge de paix de Fresnes, averti par les soins de l'agent municipal, ouvrit une enquête sans succès. L'adjoint, interrogé, répondit qu'il avait trop bonne opinion de la commune de Vicq pour croire qu'il s'y trouvait des fanatiques capables d'un pareil crime. Benoît Richard et Nicolas Collet furent laissés en liberté pour aider le juge de paix dans ses recherches ; mais les indiscrets ont prétendu qu'ils le firent les yeux fermés ¹.

Michel Marmion, peintre d'Abbeville ; le fief Marmion à Wierre. — M. R. RODIÈRE, membre associé, communique l'acte de *Vente d'un petit fief, à Wierre* ², par *Mille Marmion, peintre à Abbeville, Willemine de Le Quarre, sa femme, Jehan et Collet, leurs fils, à Jehan de la Cappelle, dit Gauvain, écuyer, sieur de la Capelle* ³. Quelle parenté y a-t-il entre ces Marmion et le peintre Simon Marmion, fixé à Valenciennes, mais natif d'Amiens, auquel Mgr Dehaisnes a consacré l'un de ses doctes travaux ⁴ ?

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, Foursy Bertault, escuier, adprésent garde du scel roial estably de par le Roy nostre sire en la ville et conté de Boullongne, etc. — Sachent tous que pardevant Nicollas Chinot et Nicollas Baheu, audicteurs roiaux manans à Boullogne... Comparut personnellement Collet Marmion, ou nom et comme procureur de demiselle Guillemine de Le Quarre sa mère, auctorizée de Mille Marmion son père, souffisamment fondé par lettres contenant pouvoir espécial, saynes et entières en seel, saing et escripture, comme par l'inspection d'icelles est aparut ausdicts audicteurs, desquelle(s) la teneur s'enssiet :

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, les maieur et eschevins de la ville d'Abbeville, salut... Sçavoir faisons que au jour dhuy, pardevant nous est comparu en sa personne demisele Guillemine de Le Quarre, femme de *Mille Marmion, peintre demourant en ceste ville d'Abbeville*. Et a recongnut, elle souffisamment auctorisée dudit Mille Marmion son mari, etc., qu'elle avoit et a fait, commis, ordonné, institué et establi, et par ces présentes fait, comect, ordonne, institue et establist ses procureurs généraulx et certains messages espécialulx : c'est assavoir dudit Mille son mary, et Collet Marmion leur filz ; ausquelz procureurs dessus nommez, et à chacun d'eulx à par lui seul et pour le tout portant ces lettres, ladite establissant, de l'auctorité que dessus, a donné et donne plain pouvoir, auctorité et mandement

1. Archives de Valenciennes, A. 3. 12 bis.

2. Wierre-Effroy, près Marquise, en Boulonnais.

3. La Capelle, ferme, ancien fief, paroisse de Wierre-Effroy.

4. *Recherches sur le retable de Saint-Bertin et sur Simon Marmion*. Lille, Danel, 1892, in-8.

espécial et irrévocable de pour et ou nom d'elle vendre, ceder, transporter et délaissier la somme de dix-huit solz de renté que lesdictz conjointz avoient et ont droit de prendre, à cause et venans de l'héritage de ladite constituant: assavoir les nœufs solz sur une maison et ténement scéant à Wierre le Heffroy, tenue de Jehan Le Vert en fief, et les aultres nœuf solz que doit Jehan Casal, demeurant à Marquise, tenues en cotterie de Madame de Crèvecœur, à telle personne ou personnes, et pour tel pris et somme de deniers qu'il plaira ausdits procureurs ou l'un d'eulx, recevoir les deniers procédans de ladite vendition, soy en tenir pœur content, etc. — En tesmoin de ce, nous avons mis nostre seel aux causes à ces présentes lectres, qui furent faictes, passées et recongnues audit lieu d'Abeville, le unzième jour de janvier l'an mil quatre cens quatre vingtz dix nœuf; ainsy signet:

A. Cornu.

Et a recongnut que pour le prouffit de sesdits père et mère, subvenir à leurs affaires, et moiençant la somme de nœuf francs, monnoie courant ou país de Boullenois, francs deniers et waris, que Jehan de Le Cappelle dict Gawain, escuier, sieur dudict lieu de Le Cappelle, a païé comptant, présens lesdis audicteurs, à icelle demiselle Willemine de Le Quarre, dont elle s'est tenue contente et lui en a fait pleine et absolute quittance, ledit Collenet oudit nom procuratoire, et aussi ladite demiselle Willemine pour ce comparante en personne, en la présence et du consentement de Jehan Marmion, filz aîné et héritier apparant desdicts Mille et sa femme pour ce aussi comparant, reconnoissent avoir vendu et par ces présentes vendent bien, justement, léalment et sans fraude audit Gawain: ung petit fief scitué en le paroisse de Wierre le Heffroy, qui se comprend en ung manoir, ténement, gardin et une pièce de terre contenant de deux à trois mesures ou environ, aboutant d'un bout et d'une liste à le rue par laquelle on va de Wierre à Londefort; d'autre bout à le terre que Jehan Lorgnet tient cottièrement de Galliot de Londefort, et d'autre liste partie à le terre que tient Pérot Le Mangnier de Jehan de Couppez tenu de Monsieur de la Conté, et à une sente par laquelle on va de Wierre à l'église de Londefort. Et lequel fief tient et occupe à présent Pierquin Courtois.... Etc.... Tout ce dessusdit nous ont lesdicts audicteurs tesmoigné estre vray par leurs seaulx. Et nous à leur tesmoignage avons mis à ces présentes lettres ledit scel roial. — Ce fut fait, passé et recongnut en la ville de Boullongne, en l'an de grâce mil cinq cens, le seiziesme jour du mois de Febvrier ¹.

1. Original parchemin, sceaux perdus. Chartrier de Longvilliers (au marquis de Longvilliers), titres de La Capelle, dossier du fief Marmion (7 pièces, du 16 février 1501 au 29 juin 1503). — Voir : HAIGONÉ, *Charles de Saint-Bertin*, t. III, p. 310, n° 2770 : « Jean Le Fèvre dit Hacquois, fournisseur, et Colle le Cupre, sa femme, demeurant à Béthune, vendent à Michel Marmion, pour le compte de M^{me} la comtesse de Namur, moyennant la somme de 15 livres, une maison aise rue Notre-Dame à Béthune. » — Michel Marmion fut secrétaire de la comtesse de Namur (*Ibidem*, p. 314).

Un panégyrique de saint Ignace de Loyola, par Fénelon, à Cambrai, en 1703. — M. l'abbé E. GRISSELLE, membre titulaire, nous transmet la note et le document suivants, relatifs à ce panégyrique ignoré :

On lit dans un compte rendu de l'ouvrage de M. Jadart, sur Mabillon ¹, paru au *Bulletin critique* du 1^{er} septembre 1880, sous la signature de C. Trochon : « Signalons en passant une lettre non signée, adressée à Mabillon, et relative à un panégyrique de saint Ignace, prononcé par Fénelon (Mss. fr. 19.658, f^o 250). Cette lettre très curieuse mériterait d'être publiée. »

La réflexion du critique est des plus justes : le texte de la lettre signalée par lui est intéressant. Qu'il soit donc remercié de cette indication, ainsi que l'ami trop modeste (il défend toujours qu'on le nomme ²), qui a bien voulu relever cette note déjà ancienne, risquant fort d'être oubliée dans un article de bibliographie.

Il importe cependant de compléter ces renseignements. Outre l'exemplaire de la copie adressée à Dom Mabillon, un autre, sans préjudice de ceux que l'on peut découvrir encore, existe à la Bibliothèque Nationale dans le manuscrit du fond français 17.764, moins incorrect, quant à l'orthographe, et ayant surtout l'avantage de dater cette lettre anonyme, peut-être aussi de lui donner sa signification.

Au ton naïvement emphatique de ce récit, on serait tenté de songer à un persiflage, sinon à une lettre inventée par les adversaires des jésuites pour railler le contentement d'eux-mêmes et la préoccupation d'esprit de corps exagéré ou d'admiration mutuelle qu'on leur prête à tort ou à raison. Que la lettre, des deux côtés sans signature, soit réelle ou supposée, peu importe à l'histoire de la prédication de Fénelon. Elle nous fournit en tous cas la date d'un *Panégyrique de saint Ignace* et reflète suffisamment le ton du morceau.

Il serait souhaitable de le rencontrer, relevé par un tachygraphe et perdu dans la poussière des recueils anciens. En attendant cette bonne fortune, si elle survient jamais, il faut publier l'annonce ou plutôt le compte rendu de ce sermon ignoré.

Il faut aussi remarquer les destinataires des deux copies envoyées par des mains inconnues. Si le nom de Mabillon ne donne pas un sens particulier à cet envoi, celui de M^{lle} de Joncoux, à qui l'exemplaire du manuscrit 17.764 a été adressé, est plus significatif. Apparemment quelque fervent janséniste aura saisi avec joie l'occasion de faire passer à la correspondante assidue du P. Quesnel ³, cette pièce vraie ou authentique, dès qu'il aura pu se la procurer.

1. *Don Jean Mabillon (1632-1707), étude suivie de documents inédits sur sa vie, ses œuvres, sa mémoire.* — Reims, Deligne, 1879. In-8.

2. M. J.-B. Roy, de Lyon, un des rédacteurs de la *Revue Bourdaloue*.

3. Voyez : *Correspondance de Pasquier Quesnel*, publiée par M. A. Le Roy. Paris, 1900, t. II, p. 8.

Quoi qu'il en soit, c'est le texte et l'orthographe de la copie adressée à M^{lle} de Joncoux que l'on trouvera ici. Les variantes ne portant guère que sur la manière d'écrire les mots, il n'y a pas lieu de les relever ¹.

De Cambray, ce 1 août.

Hier jour de S. Ignace, notre incomparable prélat vint dire la messe et doner la Communion pendant une heure et tout incomodé qu'il est d'un rume, il fit l'après diné le panégérique de notre saint, an présence de tout Cambray, avec une éloquence merveilleuse. Il fit an ce sermon deux éloges de notre Compagnie : c'est un cors dans lequel on ne souffre jamais la moinsdre tache ; c'est le soutient de la foy et de la religion ; c'est le bras droit de l'église. C'est une asssemblée où on trouve la Vertu sans artifice, la siance sans ignorance ; c'est la Compagnie qui s'est toujours opposée aux relachemens, qui a inspiré à Saint Charles ces grandes maximes qui sont la Reigle des prélats. C'est à elle que l'on est redevable des séminaires. Jamais elle ne s'est écarté des sentimens de l'église et du S. Siège et jamais on y a enseigné aucune proposition prosrites par le Pape. Et il exhorta les enfans d'Ignace à soutenir avec courage et avec humilité les contradictions sur lesquelles il s'estendit beaucoup et il finit ² par conjurer son auditoire d'aimer les enfans d'Ignace qui ne cherchent que leurs âmes sans interest, et je puis vous dire, mon révérend Père, qu'on a jamais peut estre entendu plus de louange de nôtre S^t père et de notre compagnie, sortie d'une bouche si éloquente et d'un cœur si bien affectionné. Tous applaudirent à ce discours et tous rougirent, les jésuites et nos amis par modestie, et les autres de confusion. Je le remerclay de mon mieux à la sortie et il me dit ces paroles charmantes : Ha, mon cher père, si j'avois la teste aussy bonne que le cœur, vous seriez encore plus content ³ de moy. Peut on jamais reconnoistre et honnorer assez un tel ami, surtout ⁴ dans les conjonctures ⁵ où nous sommes.

*A Mademoiselle, Mademoiselle Joncou
à Paris.*

Un supplément d'information serait utile sur cette pièce au moins curieuse. J'adresse donc un appel à quiconque pourra compléter l'historique de ce panégérique de S. Ignace par l'archevêque de Cambrai.

1. Voici les premiers mots, d'après le manuscrit 19.658 : « Hyere, jour de Saint Ignace.... » — Le copiste de cet exemplaire, écrit d'une main inexpérimentée, était peu intelligent, ou fort inattentif ; c'est ainsi qu'il écrit : *propositions postlerité*, pour *propositions prosrites* !

2. Ms. 19.658 : il s'étandit beaucoup et finit.

3. Ms. 19.658 : vous seriez plus content.

4. Ms. 19.658 : purestouts.

5. Le Ms. 17.764 porte ici la leçon fautive : Conjectures.

Le séminaire de Cambrai en 1790. — M. l'abbé BROUTIN offre le document suivant relatif à la formation d'un séminaire à Cambrai en 1790 :

Monsieur,

Le porteur de ma lettre est M. François, vicaire supérieur du séminaire épiscopal, qui va vous demander un moment d'audience pour se concerter avec vous sur l'organisation de son séminaire, d'autant plus pressante que les jeunes gens viennent en foule pour y entrer, sans qu'il soit en son pouvoir de les y recevoir, manquant absolument de tout ce qui lui est nécessaire pour une entreprise de si grande conséquence. Aux termes des décrets, les administrateurs doivent pourvoir à tout, jusqu'à la nourriture et le logement du vicaire supérieur, et néanmoins il ne lui a pas encore été possible de rien obtenir. C'est à vous, Monsieur, à secondar son zèle et son patriotisme par votre puissant appui. La formation de son séminaire est si importante que tout doit concourir à l'aider. Jusques ici M. François a attendu l'évêque pour se réunir à lui et travailler d'un commun accord à cet établissement; mais fatigué d'attendre et toujours plein d'ardeur et de sentiments patriotiques, il n'a pu différer plus longtemps à s'adresser à vous et nous désirons tous qu'il revienne avec les ordres nécessaires pour que la formation de son séminaire n'éprouve plus le moindre retard.

J'ai l'honneur de vous faire part qu'en ayant été requis, j'ai dû faire partir dimanche à onze heures de nuit un détachement du régiment de Beauce pour rétablir l'ordre et la tranquillité publique à Saily. Presque dans toutes les campagnes de nos environs, il y eut ce jour-là des troubles pour les prêtres et les municipalités à renouveler, et une infinité d'assemblées se sont dissoutes. Je n'ai pas un seul instant de relâche dans le travail que me donnent tous ces mouvements, je fais mon possible pour que les élections se continuent et que les assemblées prennent cette énergie sans laquelle elles ne feront rien; mais je perds l'espoir de réussir, et je crains bien qu'il ne faille aller avec des commissaires et la force pour achever la plupart des municipalités de notre district, je vous supplie à cet égard de me dire au plus tôt quelle marche je dois tenir.

Le procureur syndic du district de Cambrai,

Signé : VAUQUIER.

Cambrai, ce 15 novembre 1790.

M. le Procureur général syndic.

Communications diverses. — Plusieurs autres travaux, envoyés par MM. l'abbé V. DUHEN, le comte de LOISNE, l'abbé I. DESILVE, l'abbé P. DELEBECQUE, Edm. LECLAIR et l'abbé MALENGÉ, sont reportés à la prochaine séance.

LETTRES DES ROIS DE FRANCE

PAR

M. l'abbé H. DUBRULLE

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN HISTOIRE

(DEUXIÈME SÉRIE)

1330, 10 février (n. st.) — *Philippe VI autorise les gardes des frontières à laisser passer les vivres que les gens de l'abbaye de Saint-Aubert tireront du royaume.*

Philippus, dei gratia Francorum rex, universis justiciariis et custodibus finium regni nostri ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Mandamus vobis et vestrum singulis quod religiosos viros abbatem et conventum monasterii sancti Autberti Cameracensis, seu gentes ipsorum, victualia que extraverunt in terris domorum suorum quas habent in regno nostro, de ipso exhibere regno et ad monasterium suum predictum duci seu vehi facere pro eorum victu absque exactione impositionis super mercaturas pro guerra nostra tunc facte et absque impedimento quolibet, permittatis, proviso quod circa hoc nulla fraus aut committatur. Datum Parisius, decima die februaris, anno domini millesimo CCC° XXIX.

Carton 37, parchemin, muni du sceau de l'official de Cambrai.

1330, 15 novembre. — *Philippe VI ordonne aux collecteurs de l'imposition levée sur les marchandises qui sortent du royaume, de laisser passer les grains du chapitre de Cambrai et de ses gens¹.*

Philippe, par la grace de Dieu Roys de France, aux deputez de par nous à lever l'imposition des denrées et marchandises que len porte hors de nostre royaume et a touz noz iusticiers et à leurs lieu tenens, salut. Nos amés, le chapitre de leglise de Cambray se sont complains a nous que comme de certaines villes et lieux qui sont leur et es quelles il ont toute iustice les chanoines et les personnes de la dicte

1. Nous avons trouvé dans le même carton (original, parchemin, sceau perdu) une autre lettre de Philippe VI de Valois : « Donné à Paris, le XII^e jour d'octobre, l'an de grace mil CCC trente et un. » Cette lettre est conçue exactement dans les mêmes termes ; nous nous abstenons donc de la reproduire, quoiqu'elle porte au nombre de vingt-six les lettres de ce roi conservées au fonds de Cambrai.

eglise facent porter a leurs maisons de Cambray leurs biens comme grains et autres choses des rentes et revenues des dictes villes pour leur garnisons et a leurs usages et pour leur necessitez, quant il passent par autrui destrois ou chemins de nostre Royaume ou quant leurs gens et leur hostes et hommes font porter les biens de leurs terres en aoust et en temps de moissons aux granches et aux villes prochaines, ou il ont acoustume a les mettre ou temps dessus dit, vos, deputez dessus diz, voules prendre et avoir limposition dessus dicte sur les diz biens et vivres des diz chanoines et personnes de la dicte eglise, si comme il dient, tout soit ce que les gens des diz chanoines et personnes qui conduient les diz biens afferment en bonne foy les choses dessus dictes estre vraies et sanz fraude, dont nous nous merveillons se il est ainsi. Pour quoy nous vous mandons et a chascun de vous, si comme il li puet appartenir, que vous, vous cessez de demander aucune chose pour cause de la dicte imposition sur les biens et vivres dessus diz, es cas dessus expres et se aucune chose en avez pris, si le rendez sanz delay, pourveu que en ce ne soit faite fraude. Donné a Paris, le XV^e jour de novembre, l'an de grace mil CCC et trente.

Carton 38, original, parchemin, sceau perdu.

1332, 13 mai. — *Philippe VI renouvelle l'ordre de laisser sortir les grains du chapitre de Cambrai et recommande de rendre ce qui aurait été induement perçu à ce sujet.*

Philippe, par la grace de Dieu Roys de France, aus deputez de par nous pour lever limposition sus les vivres et marcheandises que len porte hors de nostre royaume et a leurs substituz et a touz noz autres Justiciers ou a leurs lieux tenans aus quilex les presentes lettres venront, salut. Noz amez le chapitre de leglise de Cambray pour eulz et pour leurs genz, hommes, hostes et autres personnes de leur dite eglise, nous ont fait monstrier griefment en complaignant que ja soit ce fus ce que autre foiz il sestoielent doulus a nous que quant icell chapitre ou leurs diz hostes, hommes, genz et autres personnes de la dite eglise de certaines villes et autres lieux estanz en nostre Royaume ou il avoient et ont terrages dismes et autres rentes et revenues faisoient porter et mener en leurs maisons a Cambray ou en leurs autres manoirs, hostiex et lieux, les diz terrages, dismes, rentes et autres revenues pour leurs usages et sans entente de en faire marchandise et sans fraude si comme il avoient et ont de lonc temps acoustume, néantmoins, vous, ou aucun de vous, estiez efforciez et encore vous efforcez de en avoir et lever imposition aussi comme des vivres et marcheandises que len porte hors de nostre royaume pour cause de marchandise ou qui estoient et sont achetées en nostre dit royaume, la quelle chose estoit et est en grief preiudice du dit chapitre, de leurs genz, hommes, hostes et autres personnes de leur dite eglise, si comme il disoient et dient. Par noz autres lettres nous eussiemes mandé a

vous et a chascun de vous si comme a li appartendroit que toutes foiz que le dit chapitre leurs genz, leurs hommes, leurs hostes et autres personnes dessus dites ou leur procureur pour eulz vous feroient foy que sanz fraude et sanz cause de marcheandise, il porteroient ou feroient porter aux lieux dessus diz les choses devant dites et que il ne les auroient achatées en nostre royaume, vous lessissiez passer franchises et quittes de la dite imposition et se aucune chose en aurez indeuement pris ou leve ou de ce recen de eulz caution, par quelque maniere que ce fust, que vous leur rendissiez sans delay. Neantmoins, vous, les choses dessus dites, avez delaiez a faire et encore delaiez plus que raison, en contempt de nostre mandement et grief preiudice des diz complaignant, en disant, maintenant, si comme il dient, que vous ni obeiriez en riens pour ce que noz dites lettres ne estoient mie passees par noz amez et feauls les gens de noz comptes a Paris, la quele chose nous desplest sil est ainsi. Sour quoi nous vous mandons de rechief et commandons et a chascun de vous que non contrestant que les dictes lettres ne fussent pas passees par noz dites genz des comptes, les choses contenues es dites lettres et en ces presentes vous faciez et acomplissiez de point en point selon leur teneur, la quelle chose nous avons otrolee et otrolons de grace especial et pour cause asdit chapitre et personnes dessus nommees et ce, faites si, en tele manieré que fus ce de ci en avant, vous ne soiez en deffaut ou en negligence et que le dit chapitre nait cause de revenir plaintif par devers nous pour ceste chose, car il nous en desplairoit. Donné au bois de Vicennes, le XIII^e jour de may, lan de grace mil CCC trente et deux.

Carton 38, original, muni d'un fragment de sceau en cire blanche.

1336, 7 juillet. — *Philippe VI mande à l'évêque de Tournai et à Pierre de Cuygnes, chevalier, de ne pas poursuivre l'enquête dont il les a chargés, au sujet de la garde de Solesmes, si l'affaire a déjà été jugée, comme l'affirme l'abbé de Saint-Denis.*

Phelippe, par la grâce de Dieu roys de France, à nos amez et feaux consillers levesque de Tournay et Pierre de Cuygnes chevalier, salut et dilection. Comme nous vous avons commis par noz lettres que avec certains autres..... députez de par nostre frère, le conte de Haynaut, vous enquerez diligement se la ville de Solesmes qui est des membres de l'abbaye saint Denys en France est de nostre royaume et en nostre garde especial ou non. Et nostre amé et féal conseiller labbé de saint Denys nous ait donné à entendre que par arrest donné pièca en nostre court a esté dit que la dicte ville de Solesmes est en nostre dict royaume et de nostre dicte garde, Nous vous mandons que se veu le dit arrest il vous apparait que il soit ainsi, vous ne aiez point avant seur ce par vertu de la dicte commission ne autrement, contre la teneur du dit arrest. Donné à Brunoy, le VII^e jour de Juignet, lan de grace mil CCC trente sls.

Carton 39, original, parchemin, sceau perdu.

1337, 9 mars (n. st.) — *Philippe VI ordonne au sergent de la prévôté de Beauquesne de faire enquête sur un débat existant entre la comtesse d'Artois et le chapitre de Cambrai.*

Phelippe, par la grace de Dieu roys de France, a Robert de Bournonville, nostre sergent en la prévosté de Blauquesne et gardien de par nous depute a nostre amée et feal Ysabel de Saint Pol, dame de Couchy et d'Oisy, salut. De par la dicte dame, nous a esté monsté en complaignant que comme en la dicte terre d'Oisy et de Havraincourt mouvant de le conté d'Artoys et de nostre royaume notoirement, laquele terre elle tient et a tenu et possesse a cause de son douayre, eust un pont appelle a la puisie qui y avoit este dancienneté sans aucun debat ou contredit la estant en nostre garde especial avec tous ses biens ; néantmoins le doyen, prevost et capitle de nostre dame de Cambray par leur.... et malice souz lombre de ce qu'il dient que le dit pont estoit assis hors de nostre royaume en leur jurisdiction et terre, ont ychelui fait destruire et depechier en empeschant la dicte dame en sa dicte possession et saisine indeuement et de nouvel et nostre dicte garde enfraignant, si que elle maintient, laquele chose est en nostre contempt et de nostre dicte garde et prejudice de la dicte dame sil est ainsi. Pour coi nous te mandons et se mestiers est commettons que sil te puet apparoir estre ainsi, faire prendre congnoissance de cause ou contraintes les dis doyen prévost et capitle, par prize et detention de leur biens temporeux qui seront trouvez en nostre royaume, a retourner et remettre le dit pont en lestat premier et deu et se il y a opposition ou debat, remis et retourne avant toute œuvre ycheli pont au premier et deu estat, assignes jour auz parties pour aler avant procéder sour la dicte opposition si que de raison sera par devant nostre bailli de Vermendois ou son lieutenant auquel nous donnons en mandat par le teneur de ces lettres que, appeles cheux ki seront à appeller, il facche auz dites parties sur ce bon et hastif accomplissement de justice si que a li appartenra en faisant amende convenable a nous et à la partie pour la dicte malefacon si que il sera de raison. Donné au bois de Vincennes, le IX jours de mars, lan de grace mil CCCXXVI.

Carton 39, Vidimus sous le scel du sergent de la prévôté de Beauquesne.

1337, 29 avril. — *A la prière du chapitre de Cambrai, Philippe VI ordonne au bailli de Vermandois de recommencer l'enquête faite par le sergent de la prévôté de Beauquesne, au sujet du différend avec la dame de Coucy.*

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, au ballif de Vermendois ou à son lieutenant. Les prévost, doyen et chapitre de Cambray nous ont monsté en complaignant que comme il aient en un certain lieu, dit a la puisie, toute justice et seigneurie haute basse et moyenne

seul et pour le tout et Robert de Bournonville, nostre sergent en la prevosté de Biaukaisne et gardiens de la dame de Coucy, si comme il dit, soit venuz pardevers le dit chapitre et leur ait commande par la vertu dune commission que dun pont que les genz Enguerran de Couci ou sa mère avoient fait ou dit lieu que on dit a la puisie, lequel pont le dit chapitre ou ses genz avoient oste ou fait oster, il remeissent en estat ou il li remettroit des biens du dit chapitre comme il estoit enfourmez que Engerren ou sa mère li povoient avoir fait faire et a leur droit. Li quex sergens en excedant les termes de sa commission appela a information faire les genz de la dicte dame de Coucy et li administrerent telz témoins comme il leur plut sans ce que il appelast les genz du dit chapitre comme il fust bien requis du dit chapitre et soumez souffisaument que il vousist prendre l'information dudit chapitre que il lieus contentieus est en leur justice et seignourie et que use en ont de si lonc temps quil nest memoire du contraire, selonc lus et la coustume du pais, requeroit encore le dit chapitre au dit sergent que puis que il ne vouloit recevoir linformation de par eulz que il leur assignast journée par devant toy et de ce leur fu refusans du tout, en grevant le dit chapitre, la quele chose est en leur grant grief, prejudice et domage si comme dient, supplians que sur ce leur vousissions pourveoir de remede convenable. Pour quoy nous, enclinans à leur supplication te mandons que tu en ta personne te transportes au lieu contentieus et appelez ceulz qui seront a appeller tu enqueres des choses dessus dictes pleniement, et se tu trueves quil soit ainsi que chapitre ait toute justice et seignourie au dit lieu et que le dit pont y eust esté fait en leur prejudice, fay remettre a estat deu ce que tu trouveras qui sera fait indeuement contre le dit chapitre avecques ce contraing le dit sergent à rendre les biens que tu trouveras que il aura prins et leve indeuement du dit chapitre ou de ses genz, et ce fay en tele maniere quil nen conviengne le dit chapitre retourner plus pardevers nous, non contraistant lettres subreptices enpetrees ou a empetrer de nous ou de nostre court au contraire. Donne au bois de Vincennes, le XXIX^e jour davril, lan de grace mil CCC trente sept.

Carton 39, original, parchemin, muni d'un scel de majesté en cire blanche, pendant à une simple queue de parchemin.

1337, 2 mai. — *Philippe VI ordonne aux baillis de Vermandois et d'Amiens de se transporter sur les lieux pour une enquête dans une difficulté avec le chapitre de Cambrai.*

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, aux baillis de Vermandois et d'Amiens ou à leurs lieu tenants, salut. Nous vous..... la requeste..... des prevost doyen et chapitle de Cambray et vous mandons et a cascun de vous que vous en vos propres personnes vous transportez es lieux contenus en la dicte enquete et icelle par vous veue et diligemment regardée sur les coses contenues en

icelle, appellés ceux qui seront à appeler, faites aux dis prévos, doyen et chapitre si loin et si brief acomplissement de justiche quil ne les en conviengne plus retourner par devers nous, non contrestant lettres supreptices, empétrées ou à empétrées au contraire. Donné au bois de Vincennes, le II^e jour de may, l'an de grace mil CCCXXXVII.

Carton 39, Vidimus du bailli d'Amiens, en mauvais état.

1337, 12 juillet. — *Philippe VI mande au bailli de Vermandois et à ses autres justiciers de laisser passer librement les vivres et vins destinés au chapitre de Cambrai.*

Phelippes, par la grace de Dieu roys de France, au balliu de Vermendois et à tous autres justichiers et gardes de paages et de travers ou a leur lius tenans aus quelz ces lettres vendront, salut. A la supplication de nos amés le capitle de Cambray, disans que pour cause de la deffence faite et publiée en pluseurs lius de nostre royaume que len ne traite vins vivres ne autres choses hors de nostre dit royaume, eulz que pluseurs biens ont en pluseurs lius et maisons en nostre dit royaume et chuinquante touniaus de vin qui pour leur soustenance leur sont nécessaires quil ont achetés ou culdent acheter dedens les metes du dit royaume, n'osent les dis vins es lius de leur dictes maisons faire mener en la ville de Cambray, nous qui aus dis canoines avons otrrie de grace especial que les biens de leurs dictes maisons avec les dis chuinquante touniaus de vin il puissent faire mener franquement à Cambray pour leurs vivres et nécessités de leurs hostieulz non contrestant la dicte deffence, vous mandons à chascun de vous que les dis canoines ou leurs gens ne molestes ou empéchies encontre la teneur de nostre dicte grace, mais dicelle les laissiés et faites joir chascun en droit soy selonc ce que il appartendra. Donné à labbaye royal de nostre dame de les Pontoisé, le XII^e jour de juillet, lan de grace mil CCC XXXVII.

Carton 39, Vidimus du prévôt de Péronne, fragment de sceau.

1337, 2 septembre. — *Philippe VI mande au bailli de Vermandois de faire enquête sur le fait de l'excommunication lancée par le chapitre de Cambrai contre Pierre le Renier, au sujet des différends avec la dame de Coucy.*

Philippe, par la grasse de Dieu roys de France, au bailli de Vermandois ou a son lieu tenant, salut. Comme à la requeste et supplication du prevost, doyen et chapitre de Cambray, te eust esté mandé que tu te transportasses en ta personne a un lieu que on dit à la puisie ou li diz chapitres a toute juridiction et seigneurie seul et pour le tout si comme il dient, au quel lieu Robert de Bournonville nostre sergent en la prevosté de Beauchaisne par la vertu d'une

commission empétrée de nous ou de nostre court avoit fait un pont, et, appellés ceuls qui seroient à appeler, tu feisses accomplissement de iustice selon la teneur de notre dit mandement et sur ce tu aies assignée journée aus parties pour estre au dit lieu et pour faire à chascun ce que de raison sera. Neantmoins..... la dame de Coucy et Pierres li Reniers ont empétré lettres de nous es quelles il nous ont donné à entendre que par deffaute d'opposicion pour ce que li diz chapitres ne sopposa mie à nostre premier mandement li pons est demourez en estat et depuis en attemptant contre nostre iuridiction li diz chapitres ont fait excommunier le dit Pierre le Renier de lauctorité de leurs privilèges et encores le tiennent excommunié et pour ce te fu mandé que tu contrinsisses le dit chapitre par prise et expection de leur temporel qui tiennent en nostre royaume à ce que li diz Pierre fust absolz et li diz chapitres maintient le contraire en disant que il sopposerent bien et souffisamment et requirent au sergent quil leur donnast jour compétent et aussy dient que li diz Pierres fu excommenez à iuste cause pour son propre fait et avant quil eussent onques eu mandement de nous ne de nostre court sur les choses dessus dictes. Pour quoi nous te mandons que tu te informes.... de plain de toutes ces choses et appelez ceuls qui seront à appeller sil tapparait estre ainsy que a iuste cause et devant nostre dit mandement li diz Pierres ait esté excommeniez des privilèges du dit chapitre, laisse le dit chapitre joir de leur iurisdiction espirituele et ne les trouble ne moleste en riens aincois leur fay hatif acomplissement et justice de tout ce qui te est mandé de nous ou de nostre court. Et ce fay en tele menlère que pour ce il naient plus cause de euls retourner pardevers nous. Donné à Paris, le 11^e jour de septembre, lan de grâce mil CCC trente sept.

Carton 39, original, parchemin, muni d'un sceau de cire blanche en mauvais état.

1337, 21 novembre. — *Philippe VI mande au bailli de Vermandois et à ses autres justiciers de laisser passer librement les vivres destinés au chapitre de Cambrai.*

Philippe, par la grace de Dieu, roys de France, au bailli de Vermandois et à tous justiciers de nostre royaume ou à leurs lixtenans aux quels ces lettres venront, salut. Ja soit ce que de par nous soit faite deffence que aucuns biens, marcheandises, vivres et quelconques manière de desires ne soient traités de nostre royaume pour mener en l'Empire, se n'est de nostre licence et par certaine condition exprimée en la dicte deffence, nientmoins oye la supplication de nos amés doyen et chapitle de l'église de Cambrai, nous, qui sommes enfourmé de la boine volenté que il ont envers nous et comment il sont près à nous servir se mestiers estoit, leur avons ottroïé et ottroïons par ces lettres que, non constreint la dicte deffence, il puissent faire amener à Cambrai et en l'Empire, tous leurs biens, rentes et revenues et toutes manières

de grains creus en leurs terres, enclavées en nostre royaume ou autre part en quelque liu que ce soit, avec ce que il puissent mener hors de nostre dit royaume, toutes manières de vivres, amandes, espices et toutes autres marchandise nécessaires pour euls et pour leur église et les personnes desservans en ycelle, toutevoies sans fraude, en sur que tout leur avons ottroïé que pour leur garnisons il puissent faire mener deux cens tonneaux de vin, tant pour la dicte église comme pour les singulères personnes d'icelle et volons que ces choses il puissent faire mener franchement sans paier imposition ne redevance quelconques, laquele chose nous leur avons ottroïé, non obstant la dicte deffence, de nostre grâce espécial, de certaine science et pour cause, nonobstant aussi grâce que autrefois leur aiens faite en cas sanblable, voulans encoire et nous plaist que ceux de l'église de Sainte Croys et ceux de l'hospital de Saint Julien de Cambrai, pour ce que il sont membre de ladicte église de Cambrai, puissent user et joyr de nostre dicte grace paisiblement et franchement en la manière que nous l'avons ottroïé aux dis doyen et chapitle. Si vous mandons et à cascun de vous que contre la teneur de nostre présente grace ne les troublés, molestés ou empêchiés.... que ce soit ; mais d'icelle les laissiés user et joir paisiblement cascun en droit soy en tel manière que en votre deffaute auroient cause de retourner pour ce pardevers nous, car il nous en desplairoit. Donné à Conffians dales Paris, le XXI. jour de novembre (?) l'an de grâce.... VII.

Carton 39, Vidimus du receveur de la baillie d'Amiens, daté du 12 décembre 1337, en mauvais état, fragment de sceau.

1339, novembre. — *Traité conclu par Philippe VI avec les échevins et le peuple de Cambrai.*

Phelippe par la grace de Dieu roys de France. Savoir faisons a tous presens et avenir que nous, considerans des bons et agreables services que noz amez les eschevins et le universite de la cité de Cambray nous ont faiz et espérons qu'il facent à nous et à nos successeurs roys de France ou temps avenir, à yceulx eschevins et université pour eulx et leurs successeurs avons ottroyé et accordé ottroïons et acordons par ces lettres perpétuellement que toutes foiz de ci en avant que eulx ou leurs successeurs ou aucuns deulx auroient a faire en fait de guerre ou que a guerre appartienigne contre quelconques personne ou personnes que ce soit ou soient tant de nostre lignage comme d'autre, nous et nos successeurs roys de france serons tenus a euls bailler et leur baillerons a leur requeste hastivement a noz propres couz et despens, pour leur ayde et deffension, troiz cenx hommes d'armes et troiz cenx arbalestiers pour garder les diz eschevins et université de force, injur, oppressions et violence et aidier yceulx comme dit est. Et en ce nous et nos successeurs les aiderons contre touz comme dit est, excepté contre lempereur de Romme, le roy dallemaigne, et au

cas quil auroient descort à levesque ou au chapitre du dit lieu, ou quel cas nous nous meterions painne à les apaiser amiablement les uns avec les autres et sil avenoit quil eussent a faire contre noz subgez nous tost premierement osterions de fait ou ferions oster la force et après sommerions noz diz subgez et requerions daccorder aus dessus diz eschevins et université et les ferions accorder se nous pouvons bonnement. Et au cas que il ne nous voudroient croire en ycelui cas nous ou noz successeurs ferions savoir la cause du descort sanz plait et sanz figure de jugement par nous ou par autres deputez à ce de par nous qui sommeroient et de plain nous rapporteroient les causes du descort et sur ce ordenerions en nostre personne et conseil ce que sera à faire par raison et justice et contraindrions noz subgiez à faire tenir et garder nostre ordenance ; et sil estoit quilz ne fussent nos subgez, nous ou noz successeurs les apaiserions amiablement se nous pouvons par lettres ou prières et se accorder ne les pouvons nous baillerions les dictes gens darmes et arbalcstiers aus diz eschevins et université pour les garder et aidier comme dit est. Sauf tant que se il sembloit aus dis eschevins et université quil ne feust besoing de tant de gens darmes et arbalcstiers nous ou nos successeurs leur en ferions bailler souz le dit nombre par le conseil et regart diceulz eschevins et université pour les aidier et deffendre contre touz, sauf ceux de nostre lignage ou autre comme dit est, exceptez les dessus dis empereur roy dallemagne, ou en cas quil auroient a faire contre levesque ou chapitre dessus diz. Derechief nous avons ottroie de grace especial et voulons et octroyons perpetuellement et à ce faire voulons estre tenuz nos successeurs roys de france et a ce les obligons que toutes foiz que les dessus diz eschevins et université et les habitants de la dicte cité et banlieue ou aucuns deulz voudront avoir des vivres ou marchandises de nostre royaume, en leur dicte cité et banlieue, que ilz en puissent mener et faire transporter franchement en leur dicte cité de Cambray, ce que mestier leur en sera sanz fraude en palant les debites et péages anciennement acoustumez, sanz ce que il soient tenuz pour ce paier a nous ou a noz gens, noz successeurs ou autre personne, a cause de nous, taille ou imposition nouvelle, mise ou à mettre ou temps avenir et sauf tant que li eschevins et université dessus diz pour eulz et pour leurs habitans de la dicte cité et banlieue a quelle requeste les diz vivres ou marchandises seroient venus en la dicte cité seront tenuz de paler a nous la value des diz vivres ou marchandises comme forfaiz au cas où il seroient porté hors de la dicte cité ou banlieue et les diz eschevins et université prendront telle seurté et caution de leurs genz et habitans en ce cas comme bon leur semblera, et la seurté ou caution ainsi prise nos baillifs prévoz et autres noz justiciers et officiers quelconques il soient à la rescription des diz eschevins et université, seront tenus sanz delay de faire leur delivrer leurs diz vivres et marchandises sans autre mandement attendre non contrestant ordenance ou mandement fait ou a faire au contraire de par nous, et parmi ces choses dessus dictes les diz eschevins et université nous

ont ottroyé et accordé pour nous et noz successeurs roys de France, en tant comme a eulz est et pour tant que il leur touche ou pavoit touchier que toutès foiz que nous ou noz successeurs roys de France avons mestier ou à faire de leur ayde et de la dicte cité de Cambray que yceulx recevront amiablement et sanz contredit en la dicte cité et banlieue, les gens darmes de nous et de noz successeurs roys de France, encontre quelconques personnes que nous ou noz successeurs aïens a faire, exceptez les dessus nommez empereur de Romme, le roy dallemaigne et en cas que ce seroit contre levesque ou chapitre dessusdit. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable a touz jours nous avons fait mettre nostre scel a ces presentes lettres, sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donnè à Paris lan de grace mil trois cenz trente et neuf, ou mois de novembre.

Carton 39, Vidimus de Jehan Bernier, garde de la prévôté de Paris, muni d'un sceau pendant à double queue de parchemin.

1340, 1 mai. — *Philippe VI mande à ses trésoriers de Paris de payer au doyen et au chapitre de Cambrai la rente mensuelle de cent livres parisis, qu'il leur a accordée pour le service divin.*

Phelippe par la grace de Dieu roys de France, a noz amés et féaux trésoriers à Paris, salut et dilection. Comme pour les bons services et portemens que nous ont faiz ou temps passé et font encores de jour en jour et espérons que facent encores ou temps à venir nes bien amez le doyen et chappitre de léglise de Cambray nous avons eue considération a ce de grace especial et certaine science leur avons donné et ottroïé, donnons et ottroyons par ces lettres, afin que le divin service soit célébré en la dicte église, cent livres parisis chascun moys tant comme il nous plaira, nous vous mandons et à chascun de vous que les dictes cent livres vous leur baillez et délivres ou faciez bailler et délivrer chascun moys comme dit est ou à leur certain commandement en prenant lettres de recongnissance des dis doyen et chappittre de ce que ainssi baillé leur auez et retenant ces présentes par les quelles rapportant nous voulons que ce que ainsi baillé leur auez soit alloué en vos comptes par nos amez et féaux gens de nos comptes à Paris sans nul contredit. Donnè à Paris, souz nostre nouvel scel, le premier jour de may, lan de grace mil CCC quarante.

Carton 39, Vidimus de Guillaume Cormont, garde de la prévôté de Paris, sceau perdu.

1340, 7 août. — *Philippe VI mande à son trésorier de payer au chapitre de Cambrai la rente mensuelle de cent livres parisis qu'il lui a accordée et d'y ajouter une autre rente mensuelle de soixante livres parisis pour les grands vicaires et les chapelains.*

Phelippe, par la grace de Dieu roys de France, à nostre amé et féal trésorier, Jaque de Boulay, et à noz trésoriers de noz guerres, salut

et dilection. Comme nous par noz autres lettres eussions de grace especial donné à noz bien amez en Dieu le prevost doyen et chapitre de l'église nostre dame de Cambray cent livres parisis à prendre chacun mois tant comme il nous plairoit sur nostre trésor si comme il dient plus à plain estre contenu en noz dictes lettres des quelles vous ne leur avez encores riens païé, si comme il dient, savoir vous faisons que, en amplians nostre dicte grace de certaine science afin d'estre participant des biens faiz, messes et oraisons de la dicte eglise et quil y soient tenuz à prier pour nous, il nous plaist et voulons que les dites cent livres soient desoremais distribués entre les diz prevost doyen et chanoines de la dicte eglise et aussi nous avons donné et donnons aus grans vicaires et chapellains de la dicte eglise soixante livres tournois à prendre chacun mois sur nostre trésor et tant comme il nous plaira, si comme dit est, des quelles nous voulons quil soient palez pour le premier mois, ces lettres veues. Si vous mandons et commandons et à chacun de vous que selonc la teneur de noz dictes lettres et de ces présentes des quelles il vous apperra, vous aus diz prevost doyen chappitre délivrez les dictes cent livres pour le temps passé iusques à ores et aussi desoremais delivrez aus dits prevost doyen et chanoines les dites cent livres et aus diz grans vicaires et chappellains de la dicte eglise les soixante livres dessus diz en telle manière que il ne les en conviegne avoir recours à nous, qar il nous en desplairoit, et donnons en mandement à nos amez et feauls genz de nos comptes à Paris que ce que vous leur aurez païé pour la cause dessus dicte il alloient en voz comptes et rabatent de vostre recepte sanz aucune difficulté. Donné à Béthune, le VII^e jour d'aoust, lan de grace mil CCC et quarante, souz nostre scel du secret et pour cause.

Carton 40, original en mauvais état, Vidimus de Guillaume Cormont, garde de la prévôté de Paris.

1341, 22 février (n. st.). — *Philippe énumère les terres données à son frère le comte d'Alençon et par lui au chanoine Adam de Denain ou au chapitre de Cambrai.*

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, savoir faisons à touz presenz et avenir que comme nostre amé et féal clerc et conseiller maistre Adam de Denaing, chanoine des églises de nostre dame de Cambray et d'Arras, eust en propos et dévotion de donner ou ait donné à leglise nostre dame de Cambray cent livres à tournois de rente annuele pour le salut de lame de luy et pour l'acroyssement du divin service, et eust en propos que elles fussent assises, se il les nous plaisoit à mettre hors de nostre main, en la terre de Lescluse ; cest asavoir en cinquante et deux rasières de terre arable, seans ou Gart, prisiez à cinquante et deux livres de rente par an. Item en vint livres parisis de rente par an ou environ deues à la saint Remy que on appelle fresengages. Item pour le sourplus parfaire en huit vinz chapons de

rente à prendre sur les chapons qui sont deuz chacun an au chastel de Lescluse et comme nostre très chier et féal frère le conte d'Alençon nous ait requis que nous luy vousissiens donner cent livres de terre a tournois assises sur les choses dessus dictes à priz convenable pour tourner et convertir en l'usage dessusdit et nous requeroit pour ce aussi que nous les vousissiens admortir, Nous, eue considération aus agréables services que nostre dit frère nous a faiz et à ce que nous sommes tenuz à li et de raison, et il à nous, pour lamour et considération de luy, li avons donné et donnons de grace especial, de certaine science, et pour cause, tant des héritages dessus diz que il vallient à pris raisonnable cent livres de rente annuelle à tournois et voulons que il les puist entierement ou par parties, si comme il li plaira, transporter par quelque tittle quil li plaira en la personne dudit maistre Adam ou du prevost doyen et chapistre de la dicte église de Cambray présens et avenir auquel que il li plaira pour et à la cause dessus dicte en laugmentation du service divin et pour le salut des ames de nous et de noz prédécesseurs, et voulons encore d'abondant grace que les dis prevost, doyen et chapitre presens et avenir, ou cil à qui nostre dit frère aura transporté les dis. héritages, les puissent desoremais à tousiours tenir avoir et posséder sens fie et iustice, paisiblement sanz aucun empeschement, la dicte assiete ou prisée faite dont il apperra par lettres convenables de ceuls qui là seront et sanz estre contrains de les mettre hors de leur main, ne de prester ne a nous, ne a noz successeurs, finance aucune, ne quint denier ou autre redevance fors que celle que on a acoustumé à paier à autres que à nous pour les dis héritages ou temps passé. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel en ces lettres, sauf en autres choses nostre droit et en toutes lautrui. Ce fu fait à Saint Germain en laye, le vint et deusiesme jour de février lan de grace mil trois cens et quarante.

Carton 40, original scellé du grand sceau du Roi en cire verte, et Vidimus de Charles de Valois du 23 février 1340 (v. st.).

1341, 22 février (n. st.). — *Philippe VI ordonne aux baillis de Lille et de Douai de faire la prisée des terres appartenant à la châtellenie de l'Écluse qu'il a données au comte d'Alençon avec permission de les passer à Jean de Denain ou aux doyen et chapitre de l'église Notre-Dame de Cambrai.*

Phelippe, par la grace de Dieu roys de France, aux baillis de Lille et de Douai, salut. Comme nous avons donné à nostre tres chier et féal frère le comte d'Alençon cent livrées de terre a prendre sur certaines terres et rentes appartenans a la chastellenie de Lescluse et li avons otrole que il les puist transporter en la main de nostre amé et féal clerc maistre Jean de Denain ou du doyen et chapistre de l'église nostre dame de Cambray pour li, si comme ce et autres chozes sont plus a plain contenues en nos autres lettres sur ce faites, Nous vous

mandons et comettons que les héritages et rentes contenues en nos dictes lettres vous prisiés et saciez que elles pourront valoir a pris raisonnable, appellés a ce des gens du pays congnoissans en ce, et vostre prisée faite assées à nostre dit frère ou à ses gens pour li, ou à ceux ou à celi à qui il aura transporté la dicte terre ou rente dont il vous apparra par ses lettres, et bailliés aussi la possession selonc lassiete et prisée par vous faite sans autre mandement attendre. De ce faire vous donnons pooir, mandons à tous nos justiciers et subges que a vous en ce faisant obéissent et entendent diligemment. Donné à saint Germain en laye, le XXII^e jour de février, lan de grace mil CCC et quarante.

Carton 40, Vidimus des baillis de Lille et de Douai.

1341. — *Philippe VI vidime plusieurs lettres relatives aux terres de l'Écluse. Prisée de ces terres par les baillis de Lille et de Tournai. Acceptation de cette prisée, malgré différentes erreurs commises.*

Phelippe, par la grace de Dieu roys de France, savoir faisons à tous présent et à venir, que nous avons veu noz lettres contenantz la fourme qui sensuit : (*suivent les vidimus des lettres de 1341. . . . , des lettres du comte d'Alençon contenant un Vidimus de la lettre de 1341, et du don des 100 livrées de terre à Adam, 22 février 1341*). Item les lettres de noz bailliz de Lille et de Douay, commis de par nous à faire la prisée et assiete des dictes cent livrées à tournois de rente avecques le bail de la saisine et possession dicelle rente contenans ceste fourme. Pierre Bauchans, sergent darmes du roy nostre sire, baillif de Lille, et Anseaux de Valhuon, baillif de Douay, faisons savoir à touz que nous le XXIX jour de marz, lan de grace mil CCC quarante, receusmes les lettres du roy nostre sire contenantz la fourme qui s'ensuit : Phelippe par la grace de Dieu roy de France aus baillis de Lille et de Douay, salut. Comme nous avons donné à nostre très chier et féal frère, le conte d'Alençon cent livrées de terre à tournois, à prendre sur certaines terres et rentes appartenanz à la chastellerie de Lescluse et li ayons octroyé qu'il les puist transporter en la main de nostre amé et féal clerc maistre Adam de Denaing, ou du doyen et chapitre de leglise nostre dame de Cambray pour luy, si comme ce et autres choses sont plus à plain contenues en noz autres lettres sur ce faites, nous vous mandons et commettons que les héritages et rentes contenues en noz dictes lettres vous prisiés et sachiez que elles pourront valoir à pris raisonnable, appelez à ce des genz du pays cognoissans en ce, et vostre prisée faite assées à nostre dit frère ou à ses gens pour luy, ou à ceux, ou à celui à qui il ara transporté la dicte terre ou rente dont il vous apparra par ses lettres et bailliez aussi la possession selonc l'assiete et prisée par vous faite sans autre mandement attendre. De ce faire vous donnons pooir, mandons a touz noz iusticiers et subgiez que à vous en ce faisant obelissent et entendent diligemment. Donné à saint Germain en laye le XXII^e jour de février lan de grace mil CCC et quarante. (*Suit le*

procès-verbal de la prisee, l'énumération des terres, la mise en saisine). Nous adcertes le transport, la prisie, le assiete ainsi faittes, la saisine et possession ainsi baillées, des quelles et par lesquels le dit procureur du dit maistre Adam sest tenu ou nom du dit maistre Adam pour content, voulons, loons, greons, ratefions, approuvons et de nostre auctorité royal confermons, avecques la interposition de nostre decret et aussi voulons nous que le dit maistre Adam les puisse transporter en sages hommes et honorables noz bons amis le prevost doyen et chapitre de léglise nostre dame de Cambrai selon le don et transport que nostre dit frère li a fait et que les diz prevost doyen et chapitre de Cambray aux quex il en aura fait le transport dont il apparra par ses lettres, sanz autre mandement ou confirmation de nous attendre, en joyssent et puissent joyr a touz jours heritaument ainssi franchement comme dit est et que il les praignent, lievent et recoivent par leur main si comme nous faisons par la nostre avant ce don et transport. Et donnons en mandement à noz amez et féaulx les genz de noz comptes à Paris, et a touz baillis et autres officiers qui sont pour le temps présent et à ceux qui pour le temps à venir seront que en la dicte assiete, transport, saisine et possession des dictes cent livrées de terre à tournois ne mettent ne ne souffrent estre mis empeschement quieuxconques, mais en laissent et facent joyr paisiblement le dit maistre Adam ou les diz prevost doyen et chapitre perpetuellement et sanz contredit en contraignant a ce touz rebelles, se aucuns en y a à présent ou au temps à venir par touz remèdes convenables. Lesquelles choses toutes nous voulons et avons octroïées de certaine science, de grace especial et de nostre auctorité royal. Et ja soit ce que il ait en la prisiee et assiete cinquante sept rasières et trois coupes de terre et en noz lettres du don dessus encorporées nen ait contenu que cinquante deux rasières, et ja soit aussi que il ait contenu en noz dictes lettres huit vins chapons et en la prisiee et assiete nen solent bailliez que cent sis chapons et le tiers dun, il nous plaist et voulons par le pris et regart que les commissaires ont eu à compenser lun à lautre que la chose demeure et vaille selon la dicte prisiee et assiete. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à touz jours nous avons fait mettre notre scel en ces presentes lettres, sauf en autres choses nostre droit et en toutes autres l'autrui. Ce fut fait à saint Germain en Laye lan de grace mil trois cenx quarante et un au moys d'avril.

Carton 40, original, parchemin. (Quatre pièces signées *Clavel*, rattachées par des sceaux de cire verte à l'écu de France, le tout scellé du grand sceau de cire verte pendant à des lacs de soie).

1341, 24 novembre. — *Philippe ordonne aux collecteurs du dixième à lui accordé par le Pape de surseoir jusqu'aux brandons à toute poursuite intentée aux églises de Cambrai pour défaut de paiement.*

Phelippe, par la grace de Dieu roys de France, aus collecteurs du

disime a nous ottroie du siège de Romme ès dyocèses de Cambrai, de Soissons, de Laon et de Arraz, ou a leur lieutenants, salut. A la supplication de noz amez les doyen et chapitre de Cambray et des églises saint Géri, sainte Croiz, saint Aubert et de St Sepulcre de Cambrai, de Cantipré, de Prémî de lez Cambrai, de saint Andrieu du Chastel en Cambrézis, et pour cause des damages et dépens que les églises dessus nommées ont euz et soustenuz pour raison de noz guerres, nous vous mandons que de les contraindre à paierce que il doivent du dit disieme vous vous deportez et surseez jusques aux brandons prochains venant, et entre deus metez au nient tout ce qui pour deffaut de paiement seroit fait ou preiudice desdiz doyen chapitre et églises en ceste partié et cest delay vous tendra lieu en voz comptes. Donné à Paris, souz nostre nouvel scel en labsence du grant, le XXIII^e jour de novembre, lan de grace mil CCC quarante et un.

Carton 40, Vidimus de Guillaume Cormont, garde de la prévôté de Paris.
Original, parchemin, scellé.

1342, 17 avril. — *Philippe VI ordonne aux collecteurs du dixième de ne rien percevoir sur les biens appartenant aux églises de Cambrai et de leur rendre ce qui a été levé.*

Phelippe, par la grace de Dieu roy de France, a nos amez les collecteurs du disieme a nous ottroïé du siège de Rome ès diocèses de Cambray, de Soissons, de Laon et de Arraz, salut. Savoir faisons que par contemplation des dommages et dépens que les églises de nostre Dame, de saint Gery, de sainte Croix, de saint Aubert et de saint Sepulcre de Cambray, de Cantipré et de Prémy delez Cambray, et de saint Andrieu du Castel en Cambrésiz, ont euz et soustenuz pour cause de noz guerres, nous leur avons donné, quittie et remis, donnons, quittons et remettons de grace especial par la teneur de ces presentes tout ce qu'il nous puent devoir pour cause des disiemmes du terme de l'Ascension prochain venant. Si vous mandons et à chascun de vous que contre la teneur de nostre présente grace vous ne contraigniez ou souffrez estre contrains les dictes églises et les personnes dicelles en aucune manière, mais se aucune chose estoit pour ce prise, saisie, levée ou arrestée sus euls ou aucun deuls, si leur rendez ou faites rendre sanz delay. Et nous donnons en mandement par la teneur de ces lettres à noz amez et féauls éluz de noz comptes à Paris que toute la dicte somme il alloient en vos comptes et rabatent de vostre recepte, non contrestant quelconques autres dons et graces que faites alons aus dites églises et personnes. Donné à Saint Germain en laye, le XVII^e jour d'avril, lan de grace mil CCC XLII.

Carton 40, Vidimus de Guillaume Cormont, garde de la prévôté de Paris.

1343, 19 août. — *Philippe VI commet le bailli de Vermandois pour étudier le préjudice qui pourrait résulter de l'amortissement d'un fief à Saint-Hilaire, relevant de la châtellenie de Rumilly.*

Phelippe, par la grace de Dieu rois de France, au baillif de Ver-mendois ou a son lieu tenant, salut. Comme noz amez les prévost doïen et chapitre de léglise de Cambray nous alent supplié que comme il aient acquis de Adam Dassonlerville et de Nicaise sa femme un dimage et autres choses assis ou terrouer de la ville saint Hillaire en Cambrésis qui peuent valoir par an vint muis de grain ou environ, les deux parties blé et la tierce aveine, les quelz dimages et leurs appar-tenances sont tenuz en fie liege de Jehan nostre filz, des fiez de Rumilly de lez Crievecuer et en arrèrefie de la dicte eglise de Cambray, nous vousissons amortir aus diz prévost doïen et chapitre pour eus et pour leur dicte eglise. Si vous mandons et commettons que du dom-mage et preiudice que nostre dit filz pourroit avoir se nous ottroleins le dit amortissement les circonstances vous vous enformez diligemment le plus briefment que vous pourrez et linformation que fait en avez, nous envoieiez enclose soubz votre scel, par quoi, icelle veue, nous en puissions ordonner si comme bon nous semblera ; et ce faites non contrestant que de nostre mandement la dicte information ait esté faicte autrefois, car elle a esté perdue de cas d'aventure. Donné à Paris, le XIX jour daoust, lan de grace mil CCC quarante et trois, souz nostre séeel nouvel.

Carton 41, original, sceau perdu.

1343, 24 septembre. — *Philippe VI mande au bailli de Vermandois et au prévôt de Péronne de faire mettre en liberté Colard Marcel, valet d'un chanoine de la cathédrale, emprisonné pour avoir chassé sur les terres d'Oisy et d'Havraincourt, où le chapitre prétend exercer le droit de chasse.*

Phelippe, par la grace de Dieu roys de France, au bailli de Ver-mendoys et au prevost de Pieronne ou à leurs lieux tenans, salut. Noz amez li evesques prevos doyens chapitre eskevin et toutes li communautés de Cambray et de Cambrézis commis à ce nous ont monstre en complaignant disans que ja soit ce que il soient en saisine et possession de cachier et aler cachier toutes folz qu'il leur plaist et ausi toute autre manière de gens especialement les diz complaignans et leurs gens en la terre d'Oisi et de Havraincourt et ès lieux voisins, heurs mis le bosquet d'Oisi seulement, et de prendre ès dis lieux toutes manières de bestes à cachier et tendre toutes folz que il leur plaist et a pleu, la quele saisine et possession il ont gardée et continuée de si long temps qu'il nest mémoire du contraire ou que il souffist à saisine et possession acquerre, sans ce que empeschement y ait esté mis daucun au contraire. Nientmoins le cyres de Coucy et

la dame de Coucy sa mère à cause de son douaire ou leurs gens de leur commandement demourant à Oysy, ont pris Colard Marcel varlet de maistre Pierre de Savinhac, canoine de Cambrai, et autre cachans ès diz lieux et les ont menez en prison et recreuz par leur main en troublant et empeschant les diz complaignans en leur dicte saisine et possession à tort et sans cause, indeuement et de nouvel et en leur grant preiudice si comme dient. Pour quoy nous vous mandons et à chascun de vous si comme a lui appartiendra, que se, appelez ceulx qui seront à appeller, il vous appert qu'il soit ainsi, vous tenez et gardez les diz complaignans en leur dicte saisine et possession en ostant tout le trouble et empeschement mis au contraire et faites delivrer le dit Colard Marcel et touz autres qui pour ce sont pris ; et ou cas qu'il y aura opposition ou débat au contraire, la chose contentieuse et débat mis en nostre main comme souveraine et par ycelle faite recreance si et là où il appartenra a faire et les parties oyes sur ce, faites sur ce bon et brief acomplissement de iustice en tele maniere que les diz complaignans naient plus cause de retourner pour ce plaintis par devers nous. Donné à Paris, souz nostre nouvel scel, le XXXIII^e jour de septembre, lan de grace mil CCC quarante et troys.

Carton 41, original, sceau perdu.

1343, 9 novembre — *Philippe VI défend au châtelain de Crèvecœur de retirer des mains du chapitre de Cambrai ou de l'abbaye de Saint-Sépulcre un dimage acheté à Saint-Hilaire, et de les forcer à constituer un homme vivant et mourant.*

Phelippe, par la grace de Dieu Roys de France, à nostre amé Nicolas de Savole chastellain de Crevecuer ou à son lieu tenant, salut. Nous te mandons que nos amez et féaux le prevost doien et chapitre de Cambray, tu ne contraignes ni labbé de saint Sépulcre de Cambray, à mettre hors de leurs mains certains dimages qu'il ont achatez ou terroeur de saint Hilaire de Cambrésis, les quex sont tenus en fie de Jehan nostre filz jusques à la feste saint Jehan Baptiste prochain venant, ne à bailler pour ce homme autresi le dit terme durant, et se aucune chouse a esté faite au contraire, si le remet au premier estat ; la quelle chouse nous volons et par ces présentes leur avons ottroïé de grace especial. Donné a saint Germain en Laie, le IX^e jour de novembre, lan de grace mil CCC quarante et trois.

Carton 41, original, parchemin, fragment de sceau sur simple queue de parchemin.

1345, 3 octobre. — *Philippe VI mande au doyen et au chapitre de Cambrai de laisser jouir de ses revenus Pierre d'Arboise, chanoine de Cambrai, employé à son service.*

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis nostris decano et

capitulo ecclesie cameracensis, salutem. Cum nobis ab apostolica sede si (sic) concessum ut clerici nostri presentes et futuri nostris obsequiis insistentes, fructus, redditus et proventus beneficiorum suorum ecclesiasticorum, et si dignitates, personatus vel officia existant et curam habeant, cum ea integritate percipere libere valeant, cotidianis distributionibus duntaxat exceptis, cum qua illos perciperent si in ecclesiis in quibus beneficia huiusmodi obtinent et in antea obtinebunt, personaliter residerent, nec interim ad residendum in eisdem ecclesiis teneantur neque ad id a quo quomodo valeant coratari (coactari) prout in apostolicis litteris super hoc confectis plenius continetur, ac dilectus et fidelis clericus et consiliarius noster magister Philippus de Arbosio, decanus Brugensis ac dicte ecclesie vestre canonicus prebendarius, ab anno citra in nostris continuis obsequiis insistat et adhuc insistat et continuare intendit, vos et vestrum quemlibet requirimus et rogamus quatenus de fructibus, redditibus et proventibus dictorum suorum canonicatus et prebende, iuxta dicte concessionis et gratie tenorem reundatis (sic) eidem seu ipsius procuratori et faciatis ab aliis prout ad vos et singulos vestrum pertinet integre.... Datum Parisius, sub novo nostro sigillo, die III octobris, anno domini M^o CCC XL quinto.

Liber pilosus, f^o 33.

1348, 26 novembre. — *Philippe VI mande au bailli de Vermandois et à ses autres justiciers qu'il a autorisé le chapitre de Cambrai à faire mener librement en cette ville les vivres nécessaires à sa subsistance.*

Phelippe, par la grace de Dieu Roys de France, au bailli de Vermandois, au prévost de Laon et à touz autres justiciers et aus gardes des pors et passages de notre royaume ou a leurs lieux tenans, salut. A la supplication de noz améz prévost doyen et chapitre de Cambrai disans que ia soit ce que, par la vertu de la grace et privilège que nous leur avons ottroyé par noz autres lettres scellées en cire vert et en las de soie, il peussent faire mener et conduire en la dite ville et banlieue d'icelle vivres et denrées sanz fraude pour leur substentation par paiant les redevances acoustumées, si comme par noz dites lettres puet plus plainement apparoir. Naentmoins vous ou aucun de vous par vertu d'une deffense générale naguër faite de notre commandement que aucuns vivres ne fussent traiz de notre royaume pour mener en lempire, empeschiez les diz supplians ou aucuns deuls en ce que il ne puissent faire mener en la dite ville vins et autres vivres pour leur substentation, contre la teneur de la dite grâce et privilège en leur grant dommage et prejudice, si comme il dient, laquelle chose nous desplaît sil est ainsi ; nous vous mandons et a chacun de vous si comme à lui appartendra que aus diz supplians vous leissiez traire, mener et conduire leurs vivres et cessez et faites cesser du dit empeschement et les leissiez joir paisiblement et user de leur dite grace et

privilège, par palant les redevances acoustumées selon la teneur dicelle dont il vous est apparu ou apparra, non obstant la dite deffence ne lettres subreptices empetrées ou à empetrer au contraire. Donné a Meaulx, le XXV^e jour de novembre, l'an de grace mil CCC quarante huit, soubz nostre grand scel.

Carton 41, original, parchemin, fragment de sceau en cire blanche sur simple queue de parchemin.

Du concours pour les cures du diocèse de Tournai, de la manière de le tenir et des règles qu'on y observait, document communiqué par M. l'abbé H. DESMARCHELIER, membre titulaire.

Toutes les cures du diocèse de Tournai, dont la collation et la présentation appartiennent à des collateurs ou à des patrons ecclésiastiques, sont conférées par la voie des concours, qui, conformément à l'usage de tous les diocèses des Pays-Bas, se font tous les ans pour toutes les cures vacantes.

Il en est donné, avis six semaines avant par une ordonnance de l'évêque, affichée partout où il en est besoin et usité.

Le Conseil de l'évêque, composé de plusieurs vicaires-généraux et assesseurs, et le président du séminaire épiscopal, font les fonctions d'examineurs synodaux ; ils y sont présidés par l'évêque et lui prêtent serment de s'en acquitter dignement.

Les vicaires des paroisses et tous les autres ecclésiastiques qui, en quelqu'autre qualité exercent les fonctions curiales, peuvent, suivant l'usage présent du Diocèse, se présenter au concours, après huit ans d'exercice de leur ministère ; ils doivent être munis d'un certificat de leur curé et du Doyen de Chrétienté du District, portant attestation de la régularité de leurs mœurs, de leur piété, zèle, doctrine, capacité, exactitude et assiduité aux devoirs et fonctions de leur ministère, avec une note de leur âge, du tems qu'ils ont été ordonnés prêtres et de leur service.

Les curés, possesseurs pacifiques de leurs bénéfices, ne sont admis au concours qu'ensuite d'une permission spéciale de l'évêque pour les cures qui demandent encore plus d'expérience que de capacité.

A l'ouverture du concours, l'évêque aiant assemblé son Conseil dans la salle de l'évêché, les aspirans y sont introduits. Le secrétaire leur dicte les questions que l'on a résolu de leur proposer

sur les Ecritures de l'Ancien et du Nouveau Testament, le Dogme, la Morale, le Rituel du Diocèse et les Saints Conciles ; ils rédigent leurs réponses par écrit et l'on prend de justes mesures pour empêcher les examinés de se les communiquer ; on leur assigne aussi l'évangile d'une fête ou de Dimanche dont ils doivent faire le sujet d'une homélie qu'ils prononcent en partie quelques jours après et vers la fin du concours.

L'évêque confère ensuite avec les vicaires-généraux et autres examinateurs sur les mérites des concurrens, sur les preuves qu'ils ont données de leur capacité relativement à l'étendue et importance des obligations qu'exige l'exercice du saint ministère dans les cures vacantes, et à la fin du concours il nomme à chacune de ces cures trois sujets qui ont été jugés les plus propres à la remplir et dans un ordre qui marque le degré supérieur ou inférieur de leur capacité.

La nomination se fait en public et est expédiée gratuitement par le secrétaire de l'évêché ; elle est délivrée aux premiers nommés qui se représentent avec les autres nommés aux Patrons respectifs, lesquels choisissent celui des trois sujets qu'ils croient le plus digne d'obtenir les provisions.

Il est fait mention exacte aux registres de l'évêché de toutes les nominations faites en vertu du concours et des provisions ensuivies.

Extrait d'un *Registre aux résolutions de l'évêché de Tournai pendant l'année 1768*, n° 268 du fonds de l'ancien évêché de Tournai.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS

95. — A quelle date eut lieu la première élévation du corps de S. Géry à Cambrai ? A quelle date une relique de ce saint fut-elle donnée à la paroisse Saint-Géry d'Arras ? Au XV^e siècle, on la possédait déjà. (P. D. à Arras.)

96. — Avant 1790, existait-il un prévôt à Cambrai (prevôt de la ville, et non du chapitre, bien entendu) ; était-il à la nomination de l'évêque, ou du roi ? — Eustache-Jean-Marie, marquis d'Aoust, né à Douai en 1741, mort à Cuincy en 1805, a-t-il été prévôt de Cambrai ? Comment obtint-il cette charge, par nomination, par finance ? (J. M. à M.)

97. — Quelle est la signification exacte des mots *auwes*, *ovulées*, *courouées*, rencontrés dans un document de 1441 concernant des rentes seigneuriales (A. D. à T.)

98. — Que valaient au XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, le *florin*, le *patar*, la *livre*, le *sol*, le *denier* ?

RÉPONSES

39. — **Cartaines.** — Il s'agit, sans doute, dans le texte cité, de *charretins*, *cartins*, *charrettes*. Au nombre des redevances féodales de Lez-Fontaine, se trouvaient un certain nombre de *charrois*, répartis entre les différents contribuables, au prorata des chevaux et des charrettes ou véhicules qu'ils possédaient. Pour la répartition, on se réglait sur le plus haut chiffre; celui qui possédait, par exemple, deux charlots et un cheval, était taxé pour deux corvées; celui qui possédait trois chevaux et un seul véhicule, était taxé pour trois corvées.

44. — **Abonnement au Bulletin pour les fabriques et les communes.** — On nous fait observer que cette question est demeurée sans réponse. Nous réparons cet oubli involontaire. Il est bien évident que toute fabrique et toute commune est absolument libre de prendre sur son budget la modeste somme nécessaire à l'abonnement au *Bulletin de la Société d'études* et même aux *Mémoires*. Il serait grandement désirable que celles qui jouissent de quelques revenus, prissent cet abonnement. Il en est bien peu, parmi elles, qui ne puissent trouver dans le *Bulletin* quelques renseignements utiles pour leur histoire. Cette observation s'applique notamment aux volumes de *mémoires* qui contiendront l'*épigraphie*, puisque chaque paroisse et chaque commune y trouveront leur article spécial. Le Bureau ne peut s'adresser en particulier à chacune d'elles, mais il compte sur le zèle des membres de la Société pour faire connaître ce renseignement autour d'eux et engager curés et maires à s'inscrire comme membres titulaires ou associés, au nom de leur fabrique ou de leur mairie.

66. — **Armoiries et inscriptions du château du Loir.** — Elles figureront dans l'*Épigraphie*; aussi serait-ce faire double emploi que de les reproduire ici. Notre correspondant pourra d'ailleurs les trouver dans : *Bulletin de la Société historique de Tournai*, t. XXIII, p. 245; *Bulletin de la Commission historique du Nord*, I, 49; II, 59; XVIII, 24; Mgr Debaisnes, *Le Nord monumental*, p. 45; C^{te} du Chastel, *Notices généalogiques tournaisiennes*, t. III, p. 870.

68. — **Famille de Beaulincourt.** — On a trouvé, en 1892, en nivelant une partie du vieux rempart de Lécluse, une matrice de sceau

rond, de 28 mill., présentant un écu de.... à la gerbe de blé de.... accostée de deux besants, et en exergue, en petite minuscule gothique du XIV^e ou du XV^e siècle : S(igillum) Bernar(di) de Boulincourt. Quel est ce Bernard de Boulincourt et appartient-il à la famille de Beaulincourt dont il est fait mention dans la question posée ? Nous avons cru devoir signaler ce document, qui, peut-être, sera de quelque utilité à notre correspondant. (Réponse de M. l'abbé MALENGÉ, curé de Maretz.)

78. — Pouillé du diocèse de Cambrai. — Il n'a pas été possible de retrouver le pouillé dont s'est servi M. Le Glay pour son *Cameracum christianum*. — Le *Bulletin* publiera prochainement un pouillé inédit de la même époque ; peut-être donnera-t-il satisfaction à l'auteur de la question.

87. — Cartes des anciens diocèses de Cambrai et de Tournai. — Grâce à l'obligeance de M. L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président, le *Bulletin* pourra reproduire prochainement la réduction de quelques cartes, répondant au désir exprimé.

92. — Calendrier républicain. — Dans toutes les mairies se trouve le *Dictionnaire des formules, mairie pratique*, par Paul DUPONT, qui reproduit le tableau intégral de la concordance des dates du calendrier républicain avec celles du calendrier ordinaire (p. 228 à 240 de l'édition de 1856.) — Un petit volume a été édité autrefois à Paris, chez Renouard, et est intitulé *Manuel pour la concordance des calendriers républicain et grégorien* ; c'est le plus commode. — Beaucoup d'autres ouvrages contiennent également cette concordance.

93. — Droit de cambellage. — L'hommage pour les fiefs était toujours accompagné ou suivi du relief, qui consistait en une reconnaissance due au seigneur dominant par l'héritier du fief. Le chambellan, qui assistait à la cérémonie de foi et hommage des vassaux, recevait d'eux, à cette occasion, quelque libéralité qui fut bientôt considérée comme un droit et dont le taux fut fixé. Tel était le droit de *chambellage*, *chambrelage* ou *cambrelage*. Dans notre contrée de la Flandre wallonne, le cambrelage était ordinairement de 20 sous ; mais la coutume de la salle de Lille ne le mentionne pas. — D'après le poème de Renaud de Montauban, le manteau du vassal, lors de l'hommage, devait appartenir au chambellan du seigneur ; cette redevance du manteau avait fait place plus tard à une taxe en argent.

94. — Retrait seigneurial. — Le retrait seigneurial doit s'entendre de la faculté accordée au seigneur dominant de retirer à lui un fief vendu qui était tenu et mouvant de lui, pour le réunir au fief dont il dépendait. La coutume de Lille admettait le retrait lignager, dont il a été question dans le *Bulletin*¹, mais, contrairement à l'usage général, elle ne reconnaissait point le retrait féodal ou seigneurial,

1. Tome I, page 21.

dans lequel elle voyait un préjudice au droit des familles en faveur desquelles le rejet lignager avait été établi. La réunion d'un fief au domaine dont il était mouvant ne pouvait donc avoir lieu que par mariage, succession, donation, achat ou retrait lignager, et toujours avec le consentement du seigneur supérieur.

96. — Prévôt de Cambrai. — Le prévôt de la ville de Cambrai était à la nomination de l'Archevêque. Voir le *Mémoire pour l'archevêque de Cambrai* et les *Mémoires des intendants*, publiés dans le *Bulletin de la Commission historique du Nord*, t. x. — Il ne nous a pas été possible, jusqu'ici, de découvrir par quelle voie le marquis d'Aoust était entré en possession de cette charge.

97. — Auwes, ouvelées, corouées. — Awe, Auwe, désigne une oie. — *Ôuvelée, oulée, oublée*, doit s'entendre d'une oublie ; ces oublies n'étaient pas toujours de minces pâtisseries, mais des pains que l'on offrait comme redevance au seigneur, et qui, d'abord payés en nature, furent plus tard évalués en argent. — *Corouée, corouwée*, désigne une corvée quelconque. Les divers services de corps dus par les tenanciers à des époques fixées et en nombre déterminé, tant pour la culture des terres du seigneur, que pour les charrois, la construction, les réparations, avaient reçu le nom de corvées.

Une liste des abbés de Loos, près Lille ; document communiqué par M. CH. LIAGRE, membre associé.

Voici mieux qu'une sèche énumération des abbés, avec les seules dates de leur élévation à la prélature et de leur mort. C'est une copie extraite par F. Pierre Crespin, trésorier du couvent, le 21 juin 1684, du catalogue des abbés et religieux de Notre-Dame de Loos, « de mot à mot, dit-il, excepté que les vers n'y sont pas ; les jours de leur mort sont de lettre à lettre du dit livre dont nous avons charge dans la trésorie du dit monastère. »

L'année 1146, l'Illustre comte de Flandre, Theodoric Elsass, fonda le monastère de Notre Dame de Los pres de Lille, dont les abbés s'ensuivent :

Le premier fut le Bien-heureux Jean, disciple de nre pere S^t Bernard, qui fut eslevé à la dignité abbatiale l'an 1149, qui ayant donné de très bons documents à sa nouvelle bergerie qu'il avoit reçu de son s^t maistre et laissant de ses parfaits imitateurs, est passé à la béatitude éternelle la douziesme année de son gouvernement.

Le second fust R. P. D. Samuel, homme de grande piété, qui, après

avoir obtenu divers bulles et privilèges du S^t Pontife pour la seureté du monastere, est mort le 25^{me} de juin l'an 1186 et de son gouvernement le 25^{me}.

Succédât pour troisiemes, R. P. D. Simon, qui fust de compagnie à Philippe comte de Flandre, visitant la terre sainte ; il mourut le 8 juillet l'an 1204 et de son administration le 18^{me}.

Quatresme est R. P. D. Estienne, homme selon Dieu et de grande humanité, quoy qu'infrme de corps, viril pourtant d'esprit, at exercé la prélatüre 4 ans et est passé de ceste vie à l'autre le 7^{me} de mars l'an 1207.

Le 5^{me} est R. P. D. Jean, natif de Warneston, qui pour l'intégrité de sa vie et la mansuétude de son esprit at esté appelé d'agneau ; il at gouverné 14 ans et est mort le 25^{me} de 9^{bre} l'an 1222.

Le 6^{me} est R. P. D. Guillaume de Carnins, qui pour ses bienfaits at esté appelé excellent, qui at fait bastir non seulement la nef de l'eglise mais encore divers autres edifices, et est mort le 30^{me} de decembre l'an 1251, de son administration 29^{me}.

Le 7^{me} est R. P. D. Laurent Flamend de Thoralt, qui at fait bastir le chœur et ce qu'il y joint de 15 coudé de hault ; il a vescu dans la dignité abbatiale 18 ans, après lesquelles de sa propre volenté il s'en est deporté l'an 1268, le jour de saint Edme evesque.

Le 8^{me} c'est R. P. D. Jean, qui avec grand ferment de piété at gouverné 11 ans et est passé de ceste vie à l'autre le 5^{me} de janvier l'an 1279.

Le 9^{me} R. P. D. Nicolas d'Auchi, de tres bon conseil et brave pour les arts, qui at reduit à perfection le chœur, les carolles et les chapelles ; il at gouverné 10 ans et est mort le 6^{me} de fevrier l'an 1289.

Le 10^{me} R. P. D. Robert d'Englos, de noble famille, qui pendant son gouvernement qui fut de 15 années at fort augmenté les biens du monastere ; il est mort le 16 d'aoust l'an 1304.

Le 11^{me} R. P. D. Eustache, homme de grand mérite, après avoir très dignement exercé la prélatüre 4 ans, est mort le 10^{me} de 7^{bre} l'an 1308.

Le 12^{me} R. P. D. Jean, homme digne de louange pour sa grande vertu ; il fut 5 ans abbé et est mort le 12^{me} de janvier 1313.

Le 13^{me} R. P. D. Hugu Lipers, de la noble famille d'Englos, homme de grand esprit, qui fut 19 ans abbé et mourut le premier d'avril l'an 1332.

Le 14^{me} R. P. D. Guillaume de Lille, tres honneste dans ses mœurs et fort vertueux, qui après un an de prelatüre est mort le 22^{me} de febvrier l'an 1333.

Le 15^{me} R. P. D. Jean de Lille, qui eut beaucoup de mespris pour les honneurs et très rare pour sa science et sa prudence, après avoir louablement gouverné 19 ans, est mort le 16 de mars l'an 1352.

Le 16^{me} R. P. D. Theobalde, homme tres docte et docteur en la sacrée théologie, qui après trois ans de la dignité abbatiale est passé à l'immortalité le 2^{me} d'aoust de l'année 1355.

Le 17^{me} R. P. D. Gille de Gamans, natif de Lille, prudent et pasteur fort vigilant sur ses ouailles, desquelles ayant prins un soin fort particulier, l'espace de 19 ans, est mort le 1^{er} de septembre l'an 1374.

Le 18^{me} R. P. D. Nicolas Maloen de Bruge, auparavant religieux du monastere des Dunes ; c'estoit une homme qui vescu en odeur de sainteté et ayant gouverné l'espace de 16 ans est mort le 21^{me} de 9^{bre} l'an 1390.

Le 19^{me} R. P. D. Jacques de Crissembien, natif de Tournay, de noble famille, extremement honeste pour ses mœurs ; ce fut lui qui commençat le grand clocher, mais prevenu de la mort, le laissa à son successeur a parachever ; il gouverna 43 ans et mourut le 29^{me} de may l'an 1433.

Le 20^{me} R. P. D. Olivier, veritable pasteur de nom et de fait, qui at achevé ce qu'avoit commencé son prédécesseur ; ayant achevé 12 ans de son gouvernement, est mort le 24^{me} de mars l'an 1445.

Le 21^e R. P. D. Jacques Six, qui at raccommoé l'église et tout le bastiment du monastere, qui menaçoient ruine et mourut après 15 ans de gouvernement le 15 de 7^{mbre} l'an 1460.

Le 22^{me} R. P. D. Liévin Lemesre, homme de grande piété et de grande humanité et excellent pour sa chasteté ; il ne fut que 3 ans abbé et est mort le 12 de may l'an 1464.

Le 23 R. P. D. Pierre de Bosco, dans ces provinces vicaire general de l'ordre de Cisteaux, grand observateur et zéléateur de la discipline reguliere, qui de bonne volonté at cedé sa charge à un autre apres l'avoir exercé 26 ans, et mourut le 29 de novembre 1493.

Le 24^{me} R. P. D. Michel Requillatre, de Lille, docteur celebre en la sacrée théologie, accablé de maladie, est mort après 21 ans de gouvernement le 12 de febvrier l'an 1519.

Le 25^{me} R. P. D. Denis de Bauvin, de Lille, homme de grand esprit, qui at basti nre refuge a Lille et encore diverses autres edifices. Il fut 32 ans abbé et at cedé à son nepveu, mais le neveu est mort devant luy comme il se voit à ce qu'il sensuit ; il est mort le 11^{me} de juin l'an 1546. Il avoit pour sa devise *Spes pascit egenos*, qui veut dire l'esperance nourrit les indigens.

Le 26^{me} R. P. D. Denis de Watrelos, neveu du précédent, qui ne fut que 2 ans abbé, prévenu de la mort, laissat son oncle et ses frères, le 18 de février l'an 1545. Sa devise estoit *Soli Deo Laus*, qui veut dire louange a Dieu seul.

Le 27^{me} R. P. D. Jean Mariage, de Lille, qui fut denomé a la dignité abbatiale par le très auguste empereur Charles Quint, dans laquelle dignité il at persisté 11 ans et est mort le 2^{me} d'octobre l'an 1557. Il portoit pour sa devise *Fini corona*, qui veut dire la couronne pour la fin.

Le 28^{me} R. P. D. François Abeel, Flamend de nation, religieux de Baudelo, homme pieux et d'une vie austère, qui apres avoir supporté sa charge 7 ans, l'at resignez et puis est mort le 5^{me} de juillet l'an 1573. Il avoit pour sa devise *Abies in desertum*, c'est un sapin dans le désert.

Le 29^{me} R. P. D. François Mommal, de Namur, duquel la grandeur d'esprit éclate encore aujourd'hui dans l'ornement et le meuble de l'église ; il at gouverné 10 ans, et est mort le 19^{me} d'aoust 1575. Sa devise estoit *Veritas filia temporis*, c'est à dire la vérité est la fille du temps.

Le 30^{me} R. P. D. Pierre Carpentier, de La Bassée; singulier pour sa modestie et son humanité, bon pere pour les siens, hoste fort liberal aux étrangers, il at tres bien gouverné l'espace de 30 ans ; il est mort le 20 d'aoust l'an 1606. Sa devise portoit *Laus mea tu es* qui veut dire vous estes ma louange.

Le 31^{me} R. P. D. Vincent Longuepée, de Lille, bachelier dans la sacrée théologie, premierement procureur general de l'ordre dans la Boheme, secondement dans la cour de Rome ; il est mort la 13^{me} année de sa prelatute l'an 1619 le 20 d'avril et sa devise estoit *Laus mea Deus* c'est a dire Dieu ma louange.

Le 32^{me} R. P. D. Jean Foucard, d'Ath, autrefois secrétaire general de tout l'ordre, visiteur de tout les monasteres de Pologne ; il at esté 11 ans abbé de Nizelle. Il fait diverses ornemens de l'église, il at fort augmente le quartier abbatial, il at grandi le dortoir et fort embelli. Il est mort le 28 de janvier l'an de nre salut 1640 et de sa prelatute 21. Sa devise fut *Quae sursum sunt*, qui veut dire ce qui est en hault.

Le 33^{me} R. P. D. Jean Foucard, neveu du précédent. Pendant son gouvernement la maison at souffert de grandes injures par les guerres. C'estoit un homme fort zéleux pour l'observance régulière et pour l'honneur de l'ordre, doncq un peu avant qu'il ne mourut il fust fait Vicaire General de l'ordre dans le pays bas ; il at gouverné a peu pres 14 ans et est mort le 22 de fevrier 1654. Sa devise estoit *Respice finem* qui veut dire regardez la fin.

Le 34^{me} R. P. D. Antoine Duquesne, de Wanbecq, qui pour son œconomie, son adresse à toute chose, est fort mémorable, qui n'avoit pas l'esprit de dominer, mais s'at rendu égal à ses inferieurs ; voila pourquoy il at gouverné très utilement 15 ans. Il mourut le 10 d'aoust 1669. Sa devise estoit : *Lætabor in misericordia*, je me resjouiray dans la miséricorde.

Le 35^{me} R. P. D. Gaspar Taverne, qui fut 14 ans abbé. Sa devise estoit : *Nil leviter*, rien légèrement.

Dom Taverne était mort depuis un mois, lorsque D. P. Crespin transcrivit cette liste. Les prélats suivants furent :

36. D. Albéric Boulit, 26 nov. 1684-10 juin 1704.

37. D. Ignace Delefosse, historien du couvent, 28 octobre 1704-18 avril 1727.

38. D. Nicolas du Béron, 11 janvier 1728-14 février 1746.

39. D. Bernard Chevalier, 1746-1756.

40. D. Boniface Breton, 3 octobre 1756-22 janv. 1782.

41. D. Antoine Billau, dernier abbé, 14 avril 1782.

D. P. Crespin termine sa liste par « les abbés qui ont esté appellés de simples religieux de Loos dans divers monastères. »

D. Arnould de Villare fut 15^{me} abbé de Clairmaré; il gouverna 16 ans.

D. Philippe Desfontaines 38^{me} abbé de Clairvaux; il fut là 23 ans abbé apres avoir esté auparavant abbé de [Mareuil] 8 ans.

D. Arnould d'Aré 36^{me} abbé de Vaucelles et l'at administré 20 ans.

D. Jean d'Espinoy, 38^{me} abbé de Vaucelles, at gouverné 10 ans.

D. Jean Wutrellos, evesque de Viseur en Portugal.

D. Jean Le Fel premierement abbé de N. D. du Val près de Charlieu.

D. Jean Foucard abbé de Nizelle.

D. André Duquesne 37^{me} abbé des Dunes; il est mort l'an 1610 après 3 ans de gouvernement et fut enterré au bogaerde.

Les curés, vicaires et chapelains de Loos, près Lille ;

note communiquée par M. CH. LIAGRE, membre titulaire.

Dans la liste qui suit, nous rectifions un certain nombre d'inexactitudes que l'on trouve dans le *Cameracum christianum* de M. Le Glay, dans l'ouvrage de M. Spriet sur *Loos*, et que nous avons reproduites, d'après eux, dans les *Annales de Loos jusqu'au XIX^e siècle*.

Les listes publiées par M. l'abbé DESMARCHELIER dans le *Bulletin de la Société d'études* ¹ nous ont fourni quelques renseignements nouveaux et nous ont permis, par la collation des milliers de noms et de dates qu'elles contiennent, de marquer certaines étapes dans la vie sacerdotale de plusieurs de nos anciens curés ou vicaires.

M^e Nicolas, 1235. — Jean Pinke, 1389-1390 ². — Hoste Buffin, 1498. — Philippe Pennel, 1512.

Loys de Cruce, prêtre, signe, en 1527, un acte relatif aux droits du seigneur de Loos, mais sans mention du lieu où il exerce les fonctions ecclésiastiques.

Gilles Lefebvre, 1553. — Jacques Bacqueville, 1562. — Bonaventure de Hardempont, mort en 1598.

Jean Doutreliaue ou Doutrellaux, curé de Chemy depuis le 27 octobre 1592, lui succéda, comme curé de Loos, le 6 octobre 1598 ; il

1. Tome II, p. 38 et p. 175.

2. L'abbé Th. LEURIDAN, *Histoire de l'hôpital de Seclin* (inédite).

mourut en 1625. — Bauduin *Sohier* est installé le 5 février 1625 et, pendant presque un demi-siècle, il administre la paroisse¹ ; il résigne en 1673 et est remplacé le 4 mars par Pierre *Cuvelier*, lequel fait son testament et meurt en 1686.

Le 11 juin de cette année, François *Dorchies* prend possession de la cure ; il passe de vie à trépas en février 1706. « *Vigesima quarta februaril, sancta sepultura donatus est dominus magister Franciscus d'Horcies, sacerdos hujus ecclesiæ, natus 44 annis.* »² Il ne paraît pas devoir être identifié avec F. *Dorchies*, nommé curé d'Allennes le 15 mars 1669, ni avec le curé de Noyelles du même nom, de 1678 à 1686, à moins que l'indication de 44 ans ne soit fautive.

Le 4 février 1707, M^e Romain *Delannoy* est nommé à la cure ; il meurt dans les premiers mois de 1726. M^e G.-J. *Coingny* qui arriva à Loos le 7 mai de cette année, conserva vingt-cinq ans environ la direction de la paroisse, jusqu'au 27 avril 1750, date à laquelle il termina sa vie. On l'enterra le 29, dans l'église, en présence de ses neveux, Pierre et Placide, celui-ci prêtre et vicaire de Loos, et de M^e *Cogez*, curé d'Esquermes.

M^e G. *Coingny* eut successivement pour vicaires : MM^{es} L. *Dhin* (1733) ; *Macau* (1737-1742), curé d'Antroeuille le 28 octobre 1745, démissionnaire en 1768 ; *Gatte* (1742-1747) ; Ch^e L^e *Béghein*, qui meurt le 28 juin 1747 et dont l'inhumation se fait dans l'église, le surlendemain ; Placide *Coingny* (1747), plus tard curé de Beuvry (9 juin 1765-1775) ; enfin M^e Pierre *Ferret* (1750), curé d'Emmerin du 6 décembre 1757 jusqu'en 1770, de Seclin, du 3 novembre 1770 jusqu'en 1782, et de Camphin en Carembault le 27 septembre 1782.

En attendant le nouveau pasteur, la paroisse fut administrée par MM^{es} *Petit* et *Dujardin*. Celui-ci fut désigné pour Tressin en même temps que M^e P. *Fois Samain* l'était pour Loos (7 décembre 1750).

Mort le 3 janvier 1763³, administré de l'Extrême-onction, M^e *Samain* fut enterré le 4, au cimetière, en présence de l'ancien vicaire, M. *Ferret*, et de M. *Dubois*, chapelain de Wattignies. Il avait été assisté durant son ministère par M. Étienne *Dorchies* (1753), curé du Maisnil le 12 septembre 1767 ; M. *Héren* (1755), qui mourut le 10 mai 1762, âgé de 36 ans et fut inhumé dans l'église ; et M. *Mortreux* qui huit jours après vint remplacer M. *Héren*.

A M. *Samain*, succède M. Jean-Philippe-François *Dubois*, le 23 décembre 1763⁴. Il mourut à 72 ans et fut enterré au cimetière de la paroisse le 26 décembre 1783. Ses vicaires avaient été : MM. *Toussaint*

1. Le *Cameracum* donne B. *Gahide* pour l'an 1645. — C'est évidemment une mauvaise lecture de la signature de B. *Sohier*, qui, de fait, sur le registre, paraît parfois prêter à cette confusion.

2. Registre paroissial, conservé à la mairie.

3. La liste dit par erreur 1762.

4. La liste dit le 13 décembre 1762.

J^h *Discart* (1764-1765), curé de Pont-à-Marcq le 5 septembre 1781 ; Charles Fols J^h *Mas* (1765-1776), curé de Ligny du 12 février 1776 au 2 septembre 1780, époque de sa nomination à Bachy ; J. B. *Desmons* (1776-1784) ; le fr. *Raoust*, religieux (1784).

Enfin M^e J. B. *Séraphin Delahaye* entra en charge (31 juillet 1789) au moment où se produisaient les premiers événements révolutionnaires. Lui aussi fut aidé, à partir de mai 1790, par un religieux de l'abbaye, le fr. J. B. *Salengros*.

En l'église de Loos existait une chapelle fondée sous le vocable de Notre-Dame de la Haye. On trouvera les noms de quelques-uns de ses bénéficiers, dans la liste citée plus haut ¹.

Nous y ajouterons les indications suivantes relatives aux chapelains qui ont desservi le sanctuaire érigé en 1890, par M^{me} de Haynin, en l'honneur de Notre-Dame de Grâce, et en témoignage de reconnaissance ².

Le premier chapelain fut Jean *Nonclercq*, qui, en 1693, refusa de rendre à l'abbaye ses comptes de gestion, quoique l'édifice fût construit sur la seigneurie d'Ennequin. L'abbé le déposa et nomma Nicolas *Deswauquiers*. A cette mesure, opposition fut faite par l'intéressé et par l'évêque de Tournai, Mgr d'Esne, qui soutenait la cause ; mais la gouvernance de Lille, en 1597, confirma les prétentions de l'abbé. L'évêque ayant interjeté appel, un arrêt rendu en 1605 maintint la première décision. Jean *Nonclercq*, malgré le différend, continua de résider à la chapelle ; on le trouve cité en 1601 et en 1624, année de sa mort.

En 1647, Pierre *Leplat* occupe ce poste. Il est désigné avec le titre de chapelain en 1679, au registre de la paroisse, mais il avait abandonné sa charge, car Allard *Deferret* remplit l'office de 1660 à 1674, peut-être plus longtemps encore, à en croire les indications qui donnent l'année 1680 comme date de son testament et de son décès.

Théodore *Taverne*, neveu de l'abbé de Loos et successeur d'Allard *Deferret*, mourut en 1708, le 7 mars ; il fut enterré le 9, dans la chapelle. Un religieux du couvent, dans une note conservée aux Archives départementales, après avoir rappelé la mort de Théodore *Taverne*, ajoute : « M. nostre abbé a nommé pour chapelain le sieur Antoine *Morel*, sous-diacre, fils du sieur *Morel*, médecin à Lille, et en attendant qu'il fust ordonné prestre le sieur *Dennequin* fait les fonctions. »

Antoine *Morel* décéda à l'âge de 49 ans, le 7 novembre 1733, ayant passé 23 ans au sanctuaire, qui devint son dernier lieu de repos.

1. *Bulletin de la Société d'études*, t. II, p. 175.

2. La première pierre fut posée le 30 mai ; les travaux durèrent jusqu'au 28 octobre. — Le 6 mars 1679, Dom *Taverne* commença, en remplacement de la chapelle, une véritable église dont la construction prit deux années.

M^e Joseph Nicole, après lui, fut desservant pendant trente années. Il mourut le 12 janvier 1763. Il est à remarquer que sa servante Marie-Jacqueline-Madeleine Fis le suivit le lendemain dans la tombe, et que le curé du village, M. Samain, les y avait précédés de dix jours.

M. Nicole et Marie Fis furent inhumés au pied de la statue miraculeuse, le premier le 15 janvier, la seconde, le 14.

Au décès des chapelains, l'abbé de Loos et le curé de la paroisse constataient par acte le choix fait par les mourants de leur lieu de sépulture, le pouvoir du curé de les enterrer puisqu'ils étaient ses paroissiens, et le non-préjudice à l'égard de l'abbaye, le sanctuaire étant situé sur un fief appartenant aux religieux. Les occasions de procès étaient si fréquentes que les précautions les plus minutieuses devaient être prises de part et d'autre pour se mettre en garde contre toute tentative d'usurpation de droits.

M. Chevalier, qui, en octobre 1763, succéda à M. Nicole, était encore en fonctions en 1791. Quand Notre-Dame de Grâce fut délaissée, il demeura dans la commune comme ministre du culte. On le trouve pour la dernière fois signalé en qualité de souscripteur pour le rachat de l'église, le 24 décembre 1800.

Les seigneurs des Fresnes, à Loos ; notes communiquées
par M. CH. LIAGRE, membre titulaire.

Les Fresnes, dits de Warenguien, à Loos, étaient tenus du châtelain de Lille à 10 livres de relief et à justice vicomtière ; ils comprenaient un manoir et quelques terres et rentes à Loos et deux hommages : Menin et un autre fief innommé à Loos ¹.

Grâce aux nombreux documents que nous avons compulsés pour la préparation des *Annales de Loos*, il nous est possible de donner la succession complète des possesseurs de cette seigneurie depuis le début du xiv^e siècle jusqu'à la Révolution. Elle nous a paru intéressante à reproduire, car les seigneurs des Fresnes se considéraient comme seigneurs mêmes de Loos et soutinrent, au sujet de cette prétention, un certain nombre de procès, dont nous retracerons prochainement les multiples péripéties.

Dès 1302, Jean de Warenguien possède la seigneurie des Fresnes. Le 6 avril 1322, une ordonnance de Charles IV exempte l'abbaye de

1. TH. LEURIDAN, *Statistique féodale*, Le Méhantois, p. 453.

« l'homme responsable » que Jean exigeait pour une pièce de terre. — Après Jean, vinrent son fils Gérard, mort avant 1364, puis son petit-fils, Florent, mort en novembre 1394.

En 1392, Florent ayant vendu les Fresnes à Alard Le Preudhomme, Gérard de Warengnien, neveu de Florent, en fit le retrait lignager. Ce Gérard épousa Catherine Le Preudhomme, sœur d'Alard, et en eut trois fils ; il trépassa en janvier 1406 (n. st.)

En 1402, Gérard avait dû soutenir ses droits contre son voisin Bauduin Gomer. Devenue veuve, Catherine Le Preudhomme eut à lutter, elle aussi, et perdit deux procès, le premier contre son beau-frère Jean, lequel revendiquait la seigneurie, le second contre sa cousine, Mathilde de Warengnien, qui réclamait une part des revenus du fief.

Ses enfants moururent avant elle : Renaud, le 2 octobre 1415 ; Florent, à la bataille d'Azincourt, le 25 du même mois de la même année, et Gérard avant 1438.

Catherine, décédée le 1^{er} septembre 1438, fut enterrée au chœur de l'église, à côté de son époux et de son fils Renaud. Deux pierres tombales rappelaient leur mémoire. Sur l'une étaient figurés deux hommes armés et on lisait : « *Chy gist noble home Gerard de Warengnien quy trespasa l'an 1405 le .. de janvier, priez pour s'ame. Aupres de son pere gist Renault de Warengnien qui trespasa l'an 1415 le 2^e jour d'8^{bre}. Priez pour l'ame.* » L'autre portait un homme et une femme et l'inscription : « *Chy gist demoiselle Catherine Le Preudhomme jadis espeuse a Guerard de Warengnien, laquelle trespasa 1438 le 1 jour de 7^{bre}. Priez pour l'ame. Aupres de sa mere estoit la representation de Florent de Warengnien qui trespasa a la bataille d'Azincour qui fut en l'an 1415 le 25 jour d'8^{bre}. Priez pour leurs ames.* » Cette pierre fut retirée du sol aux travaux de 1833.

Catherine Le Preudhomme fit don à l'église d'une verrière à ses armes et à celles de son mari, avec la légende « *Chi devant gist Grard de Warengnien et ses deux feux Grardin et Regnault, priez pour eux ; et aussi la representation de Florent de Warengnien, son fils, qui morut à Ruisseauville. En l'an MCCCCxxxviij fit faire ceste verriere damoiselle Catherine Le Preudhomme qui fut femme dud. Grard, lequel gist dans la chapelle Nostre Dame, en ceste eglise. Priez Dieu pour s'ame.* »

Elle laissa également un grand chandelier de cuivre orné d'un pupitre « *Cest chandelier,* » y était-il gravé, « *donna damoiselle Katherine Le Preudhomme, nefve de feu Grard de Warengnien, en l'an mil iiij^e et xxxviij, priés Dieu pour l'ame.* »

Lotard Fremault, bourgeois de Lille, avait probablement acquis les Fresnes de Jean de Warengnien, mais en avait laissé la jouissance à Catherine Le Preudhomme. A la mort de celle-ci, Philippe, fils de Lotard, en prit possession, suivant une donation à lui faite par son père en avancement d'hoirie, le jour de son mariage avec Péronne de Croix (1^{er} octobre 1431). La donation et ses clauses sont rappelées en

un acte du 7 septembre 1447, passé par-devant Loys de le Walle, bailli de Loys d'Isque, seigneur d'Arquebronne, duquel Philippe Fremault tenait le fief. Louis d'Isque en faisait lui-même hommage au seigneur de Roubaix, celui-ci au comte de S. Pol, châtelain de Lille, à cause de la halle de Phalempin, le châtelain de Lille au duc de Bourgogne.

Philippe Fremault, célèbre en son temps — il fut roi de l'Épinette (1430) et plusieurs fois rewart et mayer de Lille — vivait encore en 1465, car un mémoire de sa main concernant les fêtes de l'Épinette à Loos était daté de cette année. On pourrait peut-être reculer jusque vers 1499 le terme de sa vie, en se basant sur le rapport du fief des Fresnes fait alors par Isabeau de Roubaix à Marie de Luxembourg, où la première déclare que la terre « appartient par devant à Louis d'Isque, depuis à messire Philippes Fremault, chevalier, et de present par son trepas à monseigneur de la Thieulloye, à cause de dame Marguerite Frumault, sa femme. »

Philippe de Bonnières, seigneur de Souastre et de la Thieulloye, s'était uni en 1457 à la fille de Philippe Fremault. Ils eurent dix-sept enfants, dont Jacques, qui mourut avant son père et laissa Charles de Bonnières de Souastre.

Marguerite Fremault, devenue veuve en 1512, accorda le 2 juin de la même année l'entière jouissance de la seigneurie des Fresnes à son petit-fils :

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, mateur et eschevins de la ville de Pas en Arthois, salut. Savoir faisons que aujourd'huy par devant nous comparut en sa personne noble dame madame Margueritte Fremault, vefve de feu messire Philippes de le Tieulloye, en son vivant chlr, sgr de Souastre et du Maisnil. Et recognut que pour l'amour naturelle que elle a à Charles de Souastre, fils aîné de doffunct Jacques de Souastre, son nepveu¹ et pour les bons et agréables services qu'il lui a fait et que elle espere que ancoire luy fera au temps advenir, a icelluy, pour ces causes et autres considérations ad ce le mouvant, a donné, cédé, résigné et transporté et par ces présentes, luy donne, cède, résigne et transporte et du tout absolument irrévocablement loialement et sans fraude, tout le droit viager par elle retenu en la terre et srie des Frennes, à elle apparten. et que elle a naguères donné et transporté aud. Charles du consentement et octroy de Pierre de Suastre, son filz aîné et heritier appar., pour en joyr par luy et ses hoirs héritablement, perpétuellement et à tousjours, à comencher à joyr par led. Charles à l'heure présente; auquel viage et retenue ladite dame comparante a renoncé et renonce par ces présentes du tout au droit et pourfit d'icelluy Charles de Souastre, son nepveu, et de ses hoirs présens et advenir promettant en icelluy viage et retenue jamais aucune chose clamer ne demander, en garandir, délivrer et dépestrer icelluy Charles contre et envers tous de tous empeschemens quelconques etc. moyenn. ce, icelluy Charles de Souastre aussy comparant en sa personne et lad. dame coparante se sont tenus quite et deschargé l'un l'autre et les heritiers dud. defunct messire Philippes de la Tieulloye, sgr dudit lieu de Souastre et du Maisnil, de toutes promesses, cédulles et obligations qu'ilz poeroient ou poevent avoir et demander l'un à l'autre, en renonçant par leur foy et serment à toutes choses quelconques qui qualcifer et especialment aidier et valloir leur poeroient pour aller au contraire de ces présentes et le porteur de cestes grever ou nuire. En tesm. de ce nous avons mis le scel aux causes de lad. ville de Pas à ces lettres, qui furent faites, passées et recognuttes le second jour de juing l'an mil cinq cens et douze. Par devant Pierre Baudrelisque, mateur, et scel de Pas et eschevins.

1. Nepos, Petit-fils.

Au 12 janvier suivant fut officiellement enregistrée la renonciation de Pierre et de Charles de Souastre aux droits que l'un aurait pu faire valoir sur les biens de l'autre, et réciproquement.

Jacques de Souastre, fils de Charles, est cité en 1561 comme seigneur de Fresnes, titre auquel est ajouté celui d'Avesnes en 1576.

De son épouse, Barbe de Landas, il eut Hélène de Souastre qui, en premières noces, le 4 octobre 1580, s'unit à Hugues de la Tramerie, seigneur du Maisnil, et en secondes noces, avant 1585, à Claude de Lannoy, seigneur du Moulin.

Le 9 novembre 1595, Claude de Lannoy et sa femme, M. et M^{me} du Moulin, comme on disait, reconstituèrent la totalité du fief de Fresnes, dont Charles de Souastre avait morcelé le « quint », afin d'en faire des parts pour ses autres enfants. Au prix de 200 florins carolus de 20 patars le florin, leur frère et beau-frère, Henri de Bonnières de Souastre, céda les portions autrefois affectées à leurs sœurs Jeanne et Catherine et en possession desquelles il se trouvait lui-même en sa qualité d'héritier de cette dernière.

Claude de Lannoy fut créé chevalier par l'archiduc Albert, quand ce prince et son épouse Isabelle firent leur joyeuse entrée dans la bonne ville de Lille, le 5 février 1600.

Veuve entre 1608 et 1615, M^{me} du Moulin mourut après 1622, mais avant 1630.

Sa fille, Hélène de Lannoy, avait épousé, le 22 avril 1608, Jean Baptiste de Thiennes, baron de Montigny, seigneur de Willersies, Neuville et Sart.

Durant les troubles de la réforme, J. B. de Thiennes avait dû se rendre à un parti de protestants, sur la place de Menin, et s'était vu forcé, pour payer sa rançon, de vendre l'hôtel de Willersies qu'il possédait à Lille.

Le nouveau seigneur des Fresnes et Hélène de Lannoy eurent plusieurs enfants, entre autres Hélène, décédée à cinq mois en 1612, et Jean-Baptiste. Celui-ci était encore mineur en 1639 ; ses parents étaient décédés, et il avait hérité de tous les biens de sa mère dans la chàtellenie de Lille, devenant de ce chef seigneur du Moulin, des Fresnes, d'Offremez, de la Havrie, des Plantis, de Lestocquoy, etc.

L'année suivante, il était au service de l'Espagne et assistait au siège et à la prise d'Arras par les Français.

Il épousa sa cousine germaine, Marie-Philippine de Thiennes, le 15 avril 1643, et en eut trois fils qui embrassèrent la carrière des armes : l'un périt au siège de Valenciennes, en 1676 ; un autre, Philippe-Charles, mourut à Lille en 1692 ; le troisième, Félix-François, qui s'était distingué aux sièges d'Ypres et de Valenciennes, continua la postérité. Trois autres enfants, un fils et deux filles, entrèrent en religion.

Jean-Baptiste de Thiennes était encore au siège de Lille, en 1667 ; il quitta l'armée après la capitulation. Quand les hostilités recommencèrent, en 1674, Louis XIV l'exila, parce que ses fils servaient

dans l'armée espagnole ; il supporta courageusement les épreuves que lui valut sa fidélité au roi Charles II.

Jean-Baptiste de Thiennes mourut centenaire, en 1716 ; il fut inhumé dans l'église, à côté de sa femme. Durant sa longue existence, il connut toutes sortes d'épreuves, la guerre et ses misères, l'exil et ses privations, les procès et leurs ennuis, la mort de ses proches. Les enfants de Félix-François, son fils, décédé depuis trois ans, furent appelés à recueillir sa succession.

Félix-François de Thiennes, dont nous avons mentionné déjà la belle conduite en 1676 et 1677 aux sièges d'Ypres et de Valenciennes, avait épousé à Loos, le 30 juin 1698, sa cousine Philippote de Thiennes de Warelles. M^r Jacques de Vrind, curé de Rumbekke, bénit leur union.

Ils eurent deux enfants, Gaëtan né le 25 juillet 1700 et Philippe-Guislain né le 19 octobre 1703.

Gaëtan acquit, le 29 décembre 1727, la seigneurie des Marets, et le 5 septembre 1738 le Quint du Basinghien. Puis il prit le titre de comte, en sa qualité d'héritier, après la mort de son cousin Albert-François, comte de Thiennes et du Saint-Empire.

Gaëtan de Thiennes mourut à quarante ans, le 20 novembre 1740, et fut enterré à Montigny-Saint-Christophe. Il avait épousé sa parente, Louise de Thiennes, dont il n'eut pas d'enfants.

Philippe-Guislain, frère de Gaëtan, recueillit sa succession. Il accrut, lui aussi, son influence et son autorité, en ajoutant à son patrimoine, en octobre 1742, la moitié de la seigneurie indivise de Menin.

Il mourut le 21 septembre 1753 et le lendemain fut enterré au chœur de l'église, comme l'avaient été sa mère deux ans auparavant et, en 1730, sa grand'tante, Anne-Marie-Thérèse de Thiennes.

Le comte Philippe-Guislain de Thiennes de Loos avait épousé Marie-Adrienne de Houchin, fille du marquis de Longastre, vicomte d'Haubourdin et d'Emmerin, et de Marie-Joseph de Thiennes de Berthen.

La comtesse douairière eut la garde noble de ses deux enfants, Louis-Gaëtan-Philippe-Guislain, né à Saint-Omer, ondoyé le 15 et baptisé le 27 février 1751, et Eugène-Guislain-Gaëtan, né à Lille, ondoyé le 5 octobre et baptisé à Saint-André le 8 novembre 1752. Elle agit en leur nom dans les obligations dont la seigneurie comportait la charge. Lorsqu'elle mourut, le 22 décembre 1766, elle fut à son tour enterrée dans le chœur, et ses fils, encore mineurs, furent confiés à MM. Jacques-Dominique Jacquerye de la Croix et Alexandre, marquis de Croix, comte de Bucquoy.

Eugène, chevalier de Thiennes, le cadet, était en 1771 officier au régiment de Royal-Normandie cavalerie ; il mourut célibataire, avant son frère.

Celui-ci épousa, en 1773, Alexandrine-Elisabeth-Marie de Croix. En 1777, il était capitaine en second dans le régiment où son frère et lui avaient débuté. Il reçut l'Ordre de Saint-Louis le 7 janvier 1789.

Député aux assemblées préliminaires de la noblesse, il prit, le

23 juillet 1789, le commandement des milices bourgeoises de Lille.

On le retrouve encore à Loos en janvier 1790; son nom figure en tête de la souscription patriotique décrétée par l'Assemblée nationale. Puis, pour éviter les fureurs révolutionnaires, il se réfugie en Belgique vers 1791; ses terres et le château sont vendus en 1796 et 1797; enfin il meurt à Spa, le 16 septembre 1802, à l'âge de 51 ans, sans laisser de postérité. Son épouse lui survécut six mois; elle mourut à Bruxelles, à l'âge de 47 ans, le 16 mars 1803.

Ainsi, au moment où tout disparaissait de la France d'autrefois, une terre étrangère recevait les restes des derniers représentants de la famille, qui, durant des siècles, s'était tant attachée à sauvegarder et à maintenir ses droits à la première place. *Sic transit gloria mundi!*

Sépultures et épitaphes de la famille d'Hangouart dans l'église Saint-Étienne de Lille; communication de M. le Comte DE LOISNE, membre titulaire.

Parmi les monuments funéraires les plus remarquables de l'église de Saint-Étienne de Lille avant la révolution, figuraient, en première ligne, ceux de la famille d'Hangouart, l'une des plus anciennes de Lille et même de la Flandre ¹. Ces monuments ont

1. « Ancienne noblesse établie à Lille depuis plus de 500 ans », disait, en 1778, le nobiliaire des Pays-Bas de Dumont. Cette famille remonte à Guillaume Hangouart, franc-fief de l'évêché de Cambrai, en 1293. Son fils, Geoffroy, mort en 1360, fut inhumé dans l'église de Saint-Aubert de Cambrai, où se lisait son épitaphe latine à assonances, reproduite par Le Carpentier (*Histoire de Cambrai*, p. 659) :

HIC DECUMBIT GODEFRIDUS,
CORDE BONUS,
FACTIS FIDUS,
COGNOMINE HANGOUWARTUS,
EPISCOPI CONCASATUS,
IN PASCHALE VITA FUNCTUS,
A FURIBUS HEU! MACTATUS.
M.CCC.LX.

Les lettres de chevalerie accordées, le 26 février 1612, par l'archiduc Albert à Bartholomé de Hangouart, écuyer, seigneur d'Elcourt, Piettre et Pomereau, portent, parmi les considérants, qu'il est issu « de père et mère et aultres ses prédécesseurs gentils hommes, tant du costé paternel que maternel, ayant aucuns d'iceux esté honnorez du tiltre de chevalier, si comme son grand père messire Guillaume de Hangouart, vivant chevalier Sr dudit Piettre et président de notre Conseil provincial d'Artois, estant le requérant petit nepveu collatéral de feu Waleraud d'Hangouart, en son temps prevost des églises collégiales de St Amé à Douay et de St Bartholomé à Béthune et aulmonier de feu de très haultes mémoires l'empereur Charles le Quint et Philippe second, roi des Espagnes, comme aussy du costé maternel il seroit issu

disparu, mais nous avons eu la bonne fortune d'en retrouver les inscriptions, accompagnées d'assez bons dessins, au château de Morbecque, dans les archives familiales de M. le comte de MORAS, qui a bien voulu nous autoriser à les publier ¹.

I. — Le premier monument consistait en une grande dalle de pierre bleue de Tournay sculptée en demi-bosse et encastrée dans le pavage du chœur, derrière la statue de Moïse. Sous une double arcade aiguë surmontée de clochetons gothiques, le défunt en costume chevaleresque, avec plates aux jambes et aux bras, cotte d'arme, épée en sautoir, chausses de fer, est couché sur le dos, les mains jointes. la tête nue et appuyée sur un carreau, les pieds sur un lion. Sa femme repose à ses côtés, dans la même attitude, les pieds posés sur un chien ; elle est vêtue d'une robe longue et d'un manteau, avec un voile sur la tête et une guimpe descendant jusqu'au milieu de la poitrine.

Dans l'encadrement se voient les huit quartiers respectifs des défunts et dans le bas, on lit l'épithaphe qui suit, et qui a été gravée au XVII^e siècle.

CY GISENT MESSIRE JEHAN HANGOUWART, VIVANT CHER, DÉCÉDÉ L'AN M.CCC.LXII, ET SON ESPOUSE. AUSSY MESSIRE ROBERT IGNACE HANGOWART, VIVANT CHEVALIER, SEIG^r. DELECOURT, POMEREAUX, BULLY, BAS AUBERT, DESMOTTES, RANSSART, MAYRIE DE GONDECOURT, ... WERLAING FILS DE MES^{rs} BARTHOLOMÉ, VIVANT CHEVALIER SEIG^r DESDITS LIEUX, ET DE DAME MARIE DE PRESSY, FILLE DE MESSIRE JEHAN, VIVANT CHEVALIER BARON DE REMY, S^r DE FLENCQUES, AMBRINES, HALLOY, DÉCÉDÉ EN ESTAT DE PRETRISE LE X DE NOVEMBRE XVI^e QUARANTE DEUX. REQUIESCANT IN PACE ².

de damoisele Anthoinette de Croix, fille du feu S^r de la Fresnoye ». (Arch. de M. le C^{te} Albert Picot de Moras ; orig. parchemin scellé du grand sceau en cire rouge de l'archiduc pendant sur lacs de fils d'or).

La dernière descendante de cette Maison avait épousé le C^{te} de Fourmestreaux-St-Denis, d'une ancienne famille lilloise, grand-père de M. le C^{te} de Moras.

1. M. le comte de Loigne a offert au Bureau les clichés photographiques de ces quatre dessins ; ils seront reproduits dans l'album de l'*Epigraphie du Nord*. Quant aux quartiers représentés sur les monuments, ils seront décrits dans l'*Armorial*.

2. Au dessin du monument est jointe l'attestation authentique qui suit : « Pardevant le notaire royal à la résidence de Lille en Flandres soussigné, présens les témoins après nommez, sont comparus Nicolas le Rouge, généalogiste en ceste ville, et Antoine Dufour, M^e sculpteur demeurant en cette dite ville, lesquels ont certifié et attesté qu'ils se sont transportez au chœur de l'église paroissiale de St Estienne en cette ville, au mois de février dernier de la présente année mil sept cens cinquante un, où ils ont trouvez une *vieille pierre sépulchralle* avec deux figures en bosse posée sur le pavé derrière la figure de Moïse, conforme à la copie figurative ci dessus, et après l'avoir bien lavée et nettoyée à fond et oté la cire décollée des clerges qui étoit entassée dans la gravure des lettres de cette épithaphe ou pierre sépulchralle, ils ont déchiffré l'épithaphe entière et trouvé le tout tres lisible malgré sa vetustée et son ancienneté (à la réserve de deux mots) par le moyen du platre blanc que le dit Dufour y a fait couler, présent le dit Lerouge, lequel platre ils ont laissé subsister dans la gravure des lettres, comme elles sont à présent, sans y avoir rien changé, diminué ni aug-

II. — Le second monument qui se trouvait dans la chapelle de l'Ange Gardien représentait, dans un encadrement formé par deux colonnes corinthiennes cannelées avec architrave, le Christ en croix accompagné de deux anges. Au pied de la croix étaient agenouillés, d'un côté, Guillaume d'Hangouart suivi de ses cinq fils ; de l'autre, Jeanne des Planques, avec ses six filles. Au-dessus de l'architrave était figuré le Père Eternel et deux anges garnissaient les écoinçons. On lisait, dans le bas, l'építaphe qui suit :

NOBLES PERSONNES GUILLAUME DE HANGOUART, ESCUIER, BAILLI DE LILLE, ET DAM^{le} JENNE DESPLANQUES, SA FEME, QUI TERMINERENT ASS^e LED^e S^r LE XXIII. DE MARS XV^e XXXIII ET LA D^{le} DAM^{le} LE VI. DE MAY XV^e XXV, GISENT AU MILIEU DE LA NEF DEXTRE DE CESTE EGLISE, AUPRÈS DE FEU NOBLE HOME JEHAN DE HANGOUART, LEUR ANCESTRE, LEQUEL A FAIT CONSTRUIRE A SES DESPENS TOUTE LAD^{le} NEF DEXTRE ET DONÉ DEUX MIL NEUF CENS FRANCO D'OR DE FRANCE POUR BATIR L'AUTRE NEF SENESTRE D'ICELLE EGLISE DE S^t ETIENNE, LEQUEL ENCOIRE FONDA EN PARTIE LA CHAPELLE S^t JEHAN L'EVANGELISTE ET UN CANTUAIRE ET CHAPELLE EN LAD^{le} EGLISE. IL MOURUT LE XXVII DE NOVEMBRE M. III^e C LXXII. PRIEZ DIEU POUR LEURS AMES ¹.

III. — Le troisième monument se dressait contre l'un des piliers de la grande nef et était couronné par un médaillon aux armes d'Hangouart : *de sable, à l'aigle d'argent membré d'or, timbré d'un heaume de profil orné de ses lambrequins aux couleurs de l'écu et la plaque de cuivre sur laquelle était gravée l'építaphe du défunt ², accompagnée de ses huit quartiers figurés sur les côtés du monument : à droite, Hangouart, Landas, Des Planques, Du Busquier ; à gauche : Le Cocq, De le Walle, Lestorre et de Cordes. Sur la plinthe qui sert de soubassement, on lit dans un cartouche rectangulaire entre deux rinceaux, la date 1567. L'építaphe est ainsi conçue :*

NOBILI VIRO D. GUILIELMO HANGOUART D. : DE PIETRE, POMEREAULX, MAIRIE DE GONDECOURT ETC^a, CAR. V CAES. A CONCILII ARTESIAE Q. COMITATUS PRESIDI, FIDE ET INDUSTRIA SINGULARI GRAVISSIMIS IN REBUS BELLI TOGAEQ. OPTIME CU

menté, dont la teneur figurative s'ensuit.... *Signé* : Le Rouge, Gonnou, Antoine-Joseph Dufour, H. Testelin, L. Duriez ; — certifié par le notaire royal L. Duriez et par Jos. Marie Dusart, S^r de Bouland, Lieutenant Général civil et criminel de la Gouvernance et souverain bailliage de Lille. » (Orig. parchemin, sceau plaqué).

1. On lit en marge du croquis : « L'an mil sept cent quarante neuf, le vingt six de juillet, à la réquisition de noble et illustre seigneur messire Antoine François Joseph comte d'Hangouart et de Seclin, baron d'Oppuers, je, notaire royal de la résidence de Lille soussigné, me suis transporté dans l'église paroissiale de S^t Estienne audit Lille, en la chapelle de l'Ange Gardien, où estant j'ay fait transcrire l'építaphe cy dessus conforme à celle sur pierre reposante contre la muraille de la ditte chapelle vis à vis l'autel d'icelle que j'ay ensuite collationé et trouvé concorder en tout. *Signé* : L. Legrand. Signature certifiée par J. B. Potteau, lieut^e général du bailliage de Lille ».

2. Guillaume d'Hangouart († 1546), fils de Barthélemy, premier Lieutenant civil et criminel du bailliage de Lille et de Jeanne de Landas, avait épousé Catherine Le Cocq († 1557), fille d'Hugues, seigneur de la Motte, et d'Anne de Lestorre.

DE PATRIA TUM DE UNIVERSA REPUBLICA MERITO, QUI RESTITUTE SALUTIS A^o M.V^o.XLVI MORTE OBI[IT] PRINCIPI PARITER AC BONIS OMNIBUS MAGN^o SUI DESIDERI^o RELINQU^o JUXTA MAJORES CONDITUS EST IN DEXTRA HUIUS TEMPLI NAVE, QU^a PECULIARI SUMPTU VIVENS EXEDIFICARI CURAVIT, BARTHOLOMEO PATRE NATUS JOANNES HANGOUART, AC LEGATIS INSUPER TESTAM^o IN CONSIMILEM IBIDEM STRUCTUR^a BIS MILLE NOGETIS FR^aCICIS AUREIS ; V^o CAL. DEC. A^o M.CCC.LXXII IN VIVIS ESSE DESIT. ET D. CATERIN^e LECOCQ, HUGONIS PREFECTI RATION^u DICTI CAES. IN URBE INSUL. F^m, A^o M.V^o.LVI SEPULT^a JUXTA COJUG^e CHARISSIM^u MEMORI^e ET GRATITUDINIS ERGO PONEBATUR ¹.

IV. — Le dernier monument en marbre de couleur jaunâtre du XVIII^e s., se trouvait dans le chœur, « à l'entrée du buffet des marguilliers. » Le défunt était agenouillé, les mains jointes, sur un prie-Dieu à ses armes, au pied de la croix. Près de lui deux femmes qui paraissent représenter la foi et l'espérance, se tenaient debout. A droite et à gauche étaient figurés en relief les huit quartiers du personnage : à droite : *Hangouart, Le Cocq, de Croix* ², *Ruel* ; à gauche : *de Pressy* ³, *Gosson, Scaht, Rampouille*. Deux colonnes torsées, surmontées d'un fronton aux armes d'Hangouart, encadraient le monument, et, sous l'épaisse doucine du soubassement, on lisait l'épithaphe suivante ⁴ :

1. Cf. Le Carpentier, *Histoire de Cambray*, p. 660. — Le frère de Guillaume, Roger d'Hangouart, président de la Chambre des Comptes de Lille, se rendit célèbre par ses écrits.

En marge du dessin qui reproduit le monument de Guillaume d'Hangouart, on lit : « L'an mil sept cent quarante neuf, le vingt-six de juillet, à la requisition de noble et illustre seigneur messire Antoine François Joseph, comte d'Hangouart et de Seclin, baron de Oppuers, Je, notaire royal de la résidence de Lille soussigné, me suis transporté dans l'église paroissiale de S^t Etienne audit Lille ou estant j'y fait transcrire l'épithaphe cy dessus conforme à celle sur cuivre reposante contre le pillet croisé de la grande nef de laditte église du coté droit que j'y ensuite collationné et trouvé concorder en tout. *Signé* : L. Legrand et pour authentication de la signature dudit notaire : J. B. Potteau. »

2. Walerand d'Hangouart, s^r de la Laurie, rewart de Lille, fut créé chevalier des mains de l'Archiduc Albert le 7 février 1600. Il était fils de Guillaume et d'Antoinette de Croix de la Fresnoy.

3. Barthélemy d'Hangouart avait épousé Marie de Pressy ; il était petit-fils de Guillaume et d'Antoinette de Croix. Leur fils, Michel, fut créé chevalier par lettres du 10 mai 1640, enregistrées à la Cour des Comptes de Lille. C'est pour lui que la terre d'Avelin fut érigée en baronnie par lettres de Philippe IV de l'an 1664. — Michel d'Hangouart épousa Anne de Preudhomme, fille de Jean, baron de Poucques, vicomte de Nieuport, et de Catherine de Croix, dame de la Haverie, dont : Barthélemy-François-Joseph Hangouart, seigneur engagiste de Seclin, en faveur de qui la baronnie d'Avelin fut érigée en comté par lettres de 1696. Celui-ci épousa Françoise de la Vichte, dont il eut Charles d'Hangouart, comte d'Avelin, s^r de Seclin, mort en 1753, laissant de son alliance avec Marie-Florence Snoy, baronne d'Oppuers, une fille mariée au baron de Coupigny, et Antoine d'Hangouart, comte d'Avelin, baron d'Oppuers, s^r de Seclin, marié en 1737 à Marie-Anne de Preudhomme, dont il eut sept enfants : Louis-Joseph, comte d'Avelin ; François-Augustin, baron d'Oppuers, chevalier de Malte ; Louis-Marie, chevalier d'Avelin, et quatre filles.

4. Copie certifiée le 26 juillet 1749 par L. Legrand, notaire royal, et pour la signature dudit, par J. B. Potteau, lieutenant général du bailliage de Lille. Sceau plaqué.

CÆLUM AIAM, MEDIUM VERO CHORI HUIJ. ECCL. S. STEPH. SICUT ET MAJORUM SUOR. OSSA ET CINERES TENET NOB. D. ROBERTI IGNATHI DE HANGOUART, CUM IN VIVIS AGERET EQ. AURATI, TOPARCHÆ DELCOURT, LA MAIRIE, MEZEDON ETC^a, POSTMODUM SACERDOTIS X^a NOV. 1652 DEFUNCTI ÆTERNUM SUPERIS VICTURI, DOMI MILITIÆ Q. CLARUM NOB. AC GENEROS. PATREM HABUIT BARTHOL. DE HANGOUART EQ. AURAT. TOPARCH. D'ELCOURT, DUPLOUICH, BAS AUBERS, POMEREAU, BULLY, DESMOTTES, WARLAING ETC^a. CUI LITTERÆ DANT NOMEN, MAJORUM NOBILITAS ET VIRTUS GLORIAM, ET VITA FUNCTO CHORUS ECCL. S. SALVAT. INSUL. TUMULUM PRAEBUIT 23 OCT. 1639. NOBILIS DN^a MARIA DE PRESSY MATER EJUS ÆTERNUM REGNATURA DESIENS IN TERRIS 1^a FEB. 1616 URNA SEPULCHRALI HOC IN TEMPLO CLAUDITUR. HORUM MAJORES MUNIFICENTIA SUA IN HANC ECCL. IMMORTALITATI SE CONSECRARUNT, HOS INTER NOBILIS D. JOES DE HANGOUART NOB. VIRO BARTHOL.¹ PATRE NATUS, QUI VIVENS DEXTERAM HUIJUS TEMPLI NAVEM PECULIARI SUMPTU A FUNDAMENTIS EREXIT LEGATIS TESTAMENTO IN CONSIMILEM SINISTRAE NAVIS STRUCTURAM 2900 FRANCISCIS AUREIS CANTUARIAM ET CAPELLAM IN EOD. TEMPLO INSTITUIT ET SACELLUM D. JO. EVANG. A DEXTRO CHORI LATERE SITUM MAGNA EX PARTE FUNDAVIT, QUI 27 NOV. 1372 TERRA RELICTA COËLESTIBUS CHORIS SOCIANDUS HOC IN TEMPLO TUMULATUS JACET. NOB. D. MARIA DE HANGOUART FRATERNÆ VIRTUTIS ÆMULA, NOB. JOAË VRETE EJUS VIRO VITA DEFUNCTO, NON MEDIOCRI BONORUM SUOR. PARTE LEGATA CANTUARIAM IN EODEM TEMPLO HANGOUARTIAM OLIM NUNCUPATAM FUNDAVIT ET IN ANNUAM MISSÆ EXONERATIONEM IN PERPETUUM CODICILLO SUO 17 NOV. 1372, 800 FRANCISCOS AUR. RELIQUIT. ALII NON PAUCI TITULO ET INSIGNIBUS CELEBRES EX EAD. NOB. AC VETERI HANGOUARTIORUM FAMILIA HOC TEMPL. S. STEPH.. IN QUO PLURIMI JACENT, SIC AMPLIARUNT ET DOTARUNT UT PRÆSENS ÆTAS GAUDERE DEBEAT ET SERA POSTERITAS CUM RECOLET, SI NON INGRATA ESSE VOLET, GRATULABITUR. HIS, VIATOR, PARENTA ET BENE PRECARE. SUMMA PECUNIÆ IN EMUNDATIONEM ANNUAM HUIJUS LAMINÆ EROGATA ET PER ÆDITUOS HU. ECCLESIE ACCEPTATA PROBATUR PUBL. TABULIS SUB 3 DEC. 1652, GUILIEL. WASTIN NO. ET TESTIB. AD ID SPEALITER VOCATIS ATQUE ROGATIS. REQUIEScant IN PACE.

1. Ce Barthélemy, premier du nom, paraît avoir été fils de Godefroy, mort en 1360, dont nous avons donné plus haut, en note, l'épithaphe d'après Le Carpentier.

UNE IMPRESSION LILLOISE

à gravures sur bois

PAR

M. L. QUARRÉ-REYBOURBON

VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

Parmi les impressions lilloises de notre collection, figure un livre qui eut jadis son heure de vogue et de célébrité : *Le pèlerinage de deux sœurs Colombelle et Volontairette vers leur bien-aimé dans la cité de Jérusalem, mis au jour par Boetius a Bolswert*.

Le texte flamand de ce roman mystique, dit Brunet, a été imprimé à Anvers, chez Aertssens en 1632, in-8° gothique avec vingt-six gravures sur cuivre par Boetius a Bolswert, lesquelles, à ce qu'il paraît, avaient déjà servi à une édition du même texte flamand imprimé en 1625, sans nom de ville, ou à Anvers en 1627. Nous possédons cette édition flamande de 1632, dont les gravures en taille-douce sont d'un bon tirage, et cinq autres éditions : 1° en vers flamands, par Prosper de Winck (Anvers, 1641) ; 2° en traduction française, à Tournay, de l'imprimerie de Louis Varlé, 1725, sans gravures ; 3° en traduction française, à Paris, chez Jacques Herrissant, 1725, sans gravures ; 4° avec gravures, à Liège, chez J. F. Boucart, 1734 ; 5° en édition lilloise, chez Vanackère (imprimerie de la veuve Dumortier), 1819.

De cette dernière édition nous possédons les douze « bois » qui ont servi aux gravures de l'ouvrage ; nous croyons intéresser nos lecteurs en leur en offrant une reproduction.

On trouvera dans Brunet l'indication de plusieurs autres éditions de cet ouvrage, qui eut, comme nous l'avons dit, une certaine vogue.

L'auteur, Boetius a Bolswert, ou Boëce-Adam Bolswert, est un graveur néerlandais, né à Bolswert en Frise vers 1580 et mort en 1634. Il composa lui-même le texte de son roman mystique et en imagina les emblèmes ou les figures, sur lesquels son burin ne dédaigna pas de s'exercer.

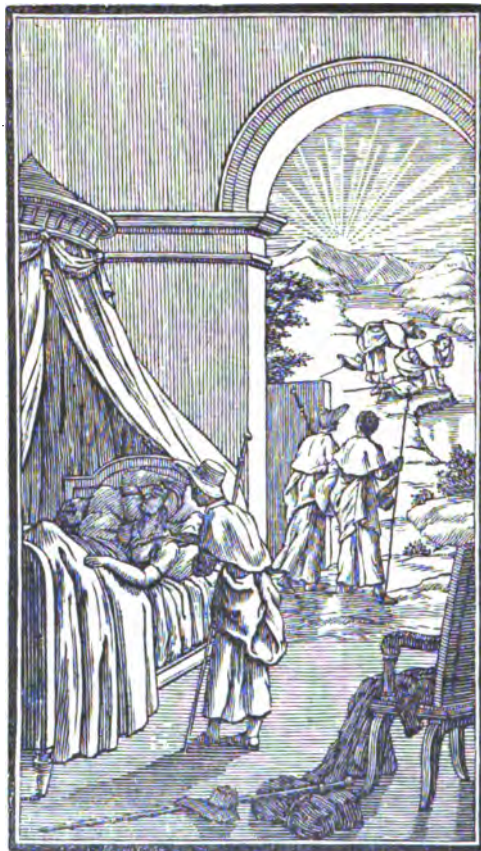
Écrit en forme de dialogue, ce livre présente une suite d'allégories plus ou moins ingénieuses, « où les événements les plus ordinaires de la vie, comme les diverses passions qui l'agitent, sont représentés au naturel et forment un contraste frappant avec les sentiments nobles qu'inspire la lecture des livres saints, aidée des exemples et des leçons salutaires des moralistes les plus vertueux »¹.

L'« intrigue » de ce « roman » est d'une grande simplicité. Deux sœurs, Colombelle et Volontairette, appelées par leur amant, se mettent en route pour le rejoindre à Jérusalem. C'est le pèlerinage de la vie dont le but doit être le ciel. Colombelle, toujours fidèle aux inspirations de la grâce, parvient heureusement au but, au faite de la félicité ; Volontairette, au contraire, méprisant les sages conseils de sa sœur, pour se conduire à sa guise, et ne faisant aucun cas des corrections salutaires que lui infligent les événements de la vie, se trouve réduite à la plus complète misère, au désespoir et finalement aux tourments éternels de l'enfer.

Dans ce cadre si simple, le moraliste met en action les vertus et les vices, s'efforçant de rendre aimables les premières et d'inspirer l'horreur des autres. Nous allons passer en revue les douze épisodes de ce pèlerinage représentés dans les figures sur bois qui ornent l'édition lilloise de 1819.

1. Préface de l'édition de 1819.

5



Les deux sœurs, symboles des pécheurs, sont éveillées par la grâce de Jésus-Christ, qui leur inspire de s'engager dans la bonne voie et de se purifier par le bain de la pénitence. Colombelle répond à cette inspiration dès le matin, c'est-à-dire dès sa jeunesse. Volontairette reste endormie dans la négligence criminelle de ses devoirs et ne se met en route qu'avec nonchalance.



Colombelle est retardée en son chemin par Volontairette, qui s'amuse à regarder des comédiens, auprès desquels elle gagne de la vermine ; plus loin, Volontairette, en contemplant un paon, dont elle envie la riche parure, s'enfonce dans un tas d'ordures ; images des dangers des mauvais spectacles et de la vanité.

7



Volontairette, pour se venger d'une femme qui s'était moquée d'elle, l'accuse faussement auprès du juge ; la calomnie est découverte et Volontairette est condamnée, en réparation, à parcourir la ville, avec un chaperon de folle sur la tête, et poursuivie par les huées du peuple.

g



Volontairette commet la maladresse de monter, sans bride ni selle, un jeune poulain fougueux, qui l'emporte dans une mare où elle manque de se noyer ; symbole des passions qui entraînent le pécheur à sa perte, quand elles ne sont point réfrénées par une juste prudence.

9



Volontairette accable d'injures la servante de l'hôtellerie où les deux sœurs se sont arrêtées ; elle casse de colère un œuf gâté. « On voit dans ce chapitre, dit l'auteur en sa déclaration spirituelle, combien il est brutal et impoli d'injurier les domestiques ; le moyen d'en être bien servi, est de les traiter avec douceur et sans familiarité. »

10



Colombelle accueille avec empressement les envoyés de son futur époux ; elle écoute avec respect leurs avis et leurs conseils, tandis que Volontairette les dédaigne et s'amuse à considérer une pie. On doit voir en cette scène le symbole de la ferveur et celui de la tiédeur.

//



Volontairette, en payant son hôte, en reçoit par fraude autant d'argent qu'elle lui en a donné. « Grande leçon pour notre siècle, ajoute l'auteur, où la fraude et le larcin sont si communs qu'on n'y fait aucune attention. »

12



Le désir qu'éprouve Volontairette de s'enrichir par l'art magique, est suivi de beaucoup de chagrin et de la perte de sa bourse. « Tout cet appareil de magie nous représente les péchés capitaux, où le démon et nos passions tâchent de nous engager, sous apparence de félicité. »



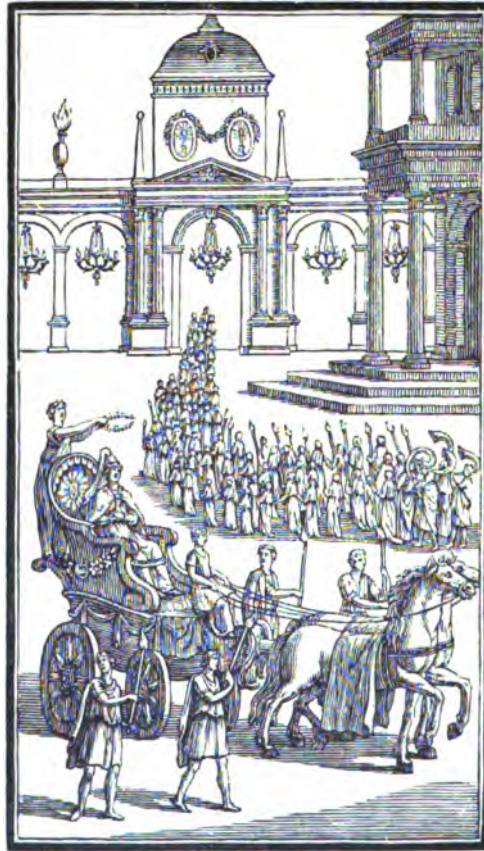
Tandis que Colombelle s'humilie à la vue de ses faiblesses, Volontairette se glorifie de ses œuvres. Cette orgueilleuse s'aventure si haut sur la montagne qu'elle en est renversée par le vent. Colombelle, au contraire, arrive sans encombre à la porte de Jérusalem, séjour de son céleste amant.

14



Volontairette, séparée de sa sœur, se trouve plongée dans une nuit affreuse ; elle déplore son funeste état et s'abandonne au désespoir d'être privée, par sa propre faute, de la gloire et du bonheur qui l'attendaient. Volontairette « est la vraie figure des damnés. »

15



Colombelle, somptueusement parée, est conduite en triomphe au palais de son époux. « L'honneur du triomphe qu'elle reçoit de son bien-aimé n'est qu'une faible idée de la gloire du Ciel. »



Colombelle reçoit enfin de son époux la couronne d'immortalité. « On voit ici que Colombelle, ayant cultivé la grâce comme une semence jetée dans son cœur, en retire une moisson immense qui lui procure une couronne immortelle. »

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU JEUDI 19 FÉVRIER 1903

Présents : MM. l'abbé Th. LEURIDAN, président ; L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président ; Edm. LECLAIR, secrétaire ; Ém. THÉODORE, bibliothécaire-archiviste ; L. FLIPO, membre du conseil ; l'abbé DEWEZ, J. DUBRULLE, J. LEBLANC, l'abbé MASURE, H. PAJOT, l'abbé POULET et le chanoine VANDAME.

Dons et hommages. — *Souvenir du jubilé de M^{or} Sonnois, archevêque de Cambrai*. Cambrai, 1903. In-8. — *André-Corneille Lens, peintre anversois, et ses tableaux conservés à Lille*, par M. L. QUARRÉ-REYBOURBON. Paris, 1902. In-8. — *Inventaire sommaire des Archives communales de Gondecourt antérieures à 1790*, par M. l'abbé Th. LEURIDAN. Roubaix, 1902. In-8. — *Inventaire sommaire des Archives communales de Willems antérieures à 1790*, par M. l'abbé Th. LEURIDAN. Lille 1902. In-8. — *Fêtes lilloises du XIV^e au XVI^e siècle. Jeux scéniques, ébattements et joyeuses entrées. Le roi des sots et le prince d'Amour*, par M. LÉON LEFEBVRE. Lille, 1902. In-8. — *Le terrier de Beaulieu (1286)*, par M. R. RODIÈRE. Boulogne-sur-mer, 1902. In-8. — *La coutume de Beuvrequen (1419)* par M. R. RODIÈRE. Boulogne-sur-mer, 1902. In-8. — *Le cahier des procès-verbaux du jury médical du Nord de l'an XII à 1819*, par M. Edm. LECLAIR. Lille, 1902. In-8. — *Note sur deux volets de triptyque représentant des chanoines de la Diennée*, par M. le baron A. CAVROIS. Arras, 1902. In-8.

Le Christ-Calvaire de Ronchin. — M. Ém. THÉODORE, rapporteur de la Commission nommée le 11 novembre dernier ¹, donne lecture des procès-verbaux auxquels a donné lieu la trans-

1. La Commission était composée de MM. l'abbé MASURE, Paul VILAIN et Ém. THÉODORE, rapporteur. — Voir le *Bulletin*, t. v, p. 14.

lation du Christ-Calvaire de Ronchin de l'extérieur à l'intérieur de l'église de cette paroisse.

Après s'être assurés que ce Calvaire ne se trouvait pas au nombre des objets d'art des églises et hospices du département du Nord classés par la Commission historique, les membres délégués par la Commission permanente diocésaine s'adressèrent à M. Armand LABBÉ, maire de la commune et à M. l'abbé DUVILLIÉ, vice-doyen, curé de la paroisse, dont ils reçurent le plus aimable accueil. Le conseil de fabrique, d'une part, et, d'autre part, le conseil municipal, dans sa séance du 22 décembre 1902, approuvèrent la proposition qui leur était faite, et autorisèrent le transfert du Christ-Calvaire.

Ce transfert a été effectué le 28 janvier 1903. On enleva d'abord l'auvent en zinc qui ne protégeait qu'imparfaitement le Christ ; puis, celui-ci étant maintenu par des cordes fixées à une poulie sur la corniche de l'église, on retira toutes les attaches qui le retenaient à la muraille, et on le descendit sur une civière. On constata que la croix mesure 3^m15 de hauteur et 2^m04 de largeur ; elle est en bois de chêne encore parfaitement sain. Le Christ lui-même est intact, sauf la main et l'extrémité de l'avant-bras droit qui ont été refaits, ainsi qu'un des pieds brisé à la naissance des doigts et rajusté à l'aide d'une frette de métal. Ces deux restaurations paraissent déjà anciennes. Quelques éclats de la couleur moderne dont est revêtu le Christ laissent à nu des traces d'une ancienne polychromie.

Plusieurs crochets ornant les montants de la croix sont brisés depuis longtemps ; des fragments de l'un d'eux recueillis dans l'herbe du cimetière, au bas de la muraille où était fixé le Calvaire, permettront de reconstituer cet ornement. La partie du quatre-lobes dans lequel est figuré le lion ailé de saint Marc, est quelque peu endommagée. Enfin, le montant du haut de la croix, ayant dû être coupé jadis, a été rejointoyé à l'aide d'une planche formant doublure.

La face interne de la croix porte, à chaque extrémité, des épicycloïdes correspondant aux quatre-lobes entourant les animaux symboliques ; un cinquième épicycloïde fixé à l'aide de gros clous, orne l'intersection des bras de la croix. Cela porterait à croire qu'elle pouvait être vue des deux côtés ; cependant, du côté interne, les montants sont absolument unis, et ne portent point de moulures comme on en remarque sur la face externe.

Le Christ, préalablement lavé et nettoyé, fut transporté à l'église, et placé dans la grande nef, en face de la chaire à prêcher, au-dessus des retombées d'arcatures, où il fut solidement fixé. Il a été reconnu impossible de donner suite à une première combinaison,

meilleure peut-être au point de vue décoratif, et comme aspect général, en même temps que bien conforme aux usages que suivaient les anciens architectes, et qui eût consisté à suspendre le Christ au milieu d'une trabe placée en travers de l'entrée du chœur, à l'instar des croix triomphales.

Une plaque commémorative sera placée sous le Calvaire, en souvenir de ce transfert.

M. le Président remercie, au nom de la Société, MM. MASURE, VILAIN et THÉODORE, et les félicite du succès rapide et complet de leurs démarches. Il unit, dans l'expression des mêmes remerciements et félicitations, M. le Maire et M. le Curé de Ronchin ; c'est à leur zèle éclairé et empressé que l'on sera redevable de la conservation de l'un de ces objets d'art, qui deviennent de plus en plus rares dans notre région. M. THÉODORE, en qualité de rapporteur, est prié de transmettre à ces Messieurs, les félicitations et les remerciements du Bureau et de la Commission permanente diocésaine.

Les orgues à Lille. — M. Edm. LECLAIR, secrétaire, a découvert, aux Archives communales de Lille ¹, un marché conclu en 1583 pour les *nouvelles orgues de la paroisse Saint-Maurice*.

A très honnorable seigneurs Messeigneurs les maieur et eschevins de la ville de Lille.

Remonstrent humblement les curé et margillseurs de l'église Saint Maurice en ceste ville que aians trouvé estre requis et nécessaire pour la décoration du service divin de faire unes nouvelles orghues en ladicte église, ilz auroient pour ce convenir et faict marché avecq certain ouvrier de la ville d'Ypre lequel auroit emprins de les faire molennant la somme de dix sept cens livres parisis ou environ que luy a esté ou doibt estre furny des donations faictes par les paroisiens d'icelle église sans aucun coust à icelle; et d'autant que par-dessus ladicte somme est deu à Nicollas Ledouch, escrignier, la somme de huit cens livres, item à Anthoine Mengier, carpentier, trois cens soixante dix livres xviii gros et à Toussains Maas, febvre, soixante dix livres, le tout pour les ouvraiges de leur stil par eulx respectivement faictz et livrez pour lesdictes orghues comme appert par les billets jointz à ceste ; lesdicts remonstrans se retirent vers voz seigneuries requérant icelles en toute humilité qu'il plaise auctoriser lesdicts margillseurs de paler lesdictes sommes et parties des deniers appartenans à ladicte église sy avant qu'ilz le polront extendre, en cas de courtresse

1. *Registre aux Mémoires*, 1578-1585, folio 146.

la povoir lever en cours de rente à tel denier que leur sera possible de recouvrer pour le plus grand prouffict d'icelle église.

APPOSTILLE : Combien que l'emprinse de nouveaulx ouvraiges mesmement de telle importance ne se doibve ou puisse faire sans auctorisation de Messaigneurs pour ce obtenue en plaine halle, néantmoins attendu que l'ouvraige mentionné en ceste est achevé, Messaigneurs ont pour ceste fois et sans le tirer à conséquence auctorisé et auctorisent lesdicts supplians de paier et furnir lesdicts escrignier, carpentier et febvre des deniers de l'espargne de la dicte église Saint Maurice, aussy avant que ladicte espargne se polra étendre. Faict en la halle, ce xxiii^e jour de may xv^e quatre vingtz et trois, moy présent et signé : BOULLONGNE.

Le même membre joint à ce document la note suivante « touchant l'orghaniste de Saint Estienne » :

Ledict jour (31 juillet 1526) fut à sieur Betremieu Pippeart, orghaniste de Saint Estienne, ordonné de soy bien et honnestement régler ou fait de son office et estat d'orghaniste, à péril que sy il estoit trouvé du contraire, d'estre desmunit pour lors de sondit office et pugny à la discrétion d'eschevins ¹.

Enfin, M. Edm. LECLAIR donne lecture de cinq documents relatifs aux réparations faites aux orgues de la même paroisse de Saint-Étienne de Lille, en 1740 ² :

I. — REQUÊTE DES MARGUILLIERS AU MAGISTRAT. — A Messieurs les Mayor et eschevins de la ville de Lille.

Les doyens et marguilliers de l'église paroissiale de S^t Etienne en cette ville ont l'honneur de vous représenter, Messieurs, qu'ayant fait visiter et examiner l'orgue de laditte église par gens experts, ils l'ont trouvé defectueuse et discorde, en sorte qu'il convient d'y faire des réparations considérables mais qui sont nécessaires et indispensables, comme il paroît du devis cy-joint fait par le sieur Le Roy, facteur d'orgue, homme très expert en cet art, qui a aussy remis en état celle de l'église paroissiale de S^t Maurice, en cette ville, lequel après avoir meurement examiné et considéré les travaux nécessaires à faire à laditte orgue pour la rendre bonne, a fait connoître aux remontrants que les frais à exposer pour faire lesdittes réparations se monteroient à six mils florins ou environ, mais comme laditte église n'est point en état de fournir à cette dépense quoiqu'indispensable, et qu'elle se trouve même obérée par les sommes considérables qu'elle a duë employer pour la construction d'un nouveau tabernacle et autres dépenses nécessaires, les remontrants, en leursdittes qualitez souhalteroient

1. Archives communales de Lille, *Registre aux Mémoires*, 1526-1544, folio 8.

2. Archives communales de Lille, carton 812, dossier 1.

être autorisés de Vos Seigneuries pour lever laditte somme de six mils florins en rente viagère, au fœur le plus avantageux pour laditte église, ce qu'ils ne peuvent faire non plus que les réparations de laditte orgue sans l'agrément et autorisation de Vos Seigneuries ; à ces causes ils se retirent vers vous, Messieurs, afin qu'il vous plaise autoriser les remontrants de traiter avec ledit sieur Le Roy ou autres pour les réparations à faire à laditte orgue et la rendre en bon état au prix le plus avantageux pour laditte église, et les autoriser aussy de lever jusques à la somme de six milles florins en rente viagère au plus bas fœur que faire se pourra, et d'obliger à cet effet les biens de la même église. Ce faisant, etc.

B. Preingué. — Ducastel. — Petipas de Gohelle. — Pierre Fr. De Brigode. — A. F. Vanhove. — L. G. J. Demadre. — Noël Goudeman. — C. Carpentier fils. — L. Duriez.

II. — *Devis*. — Devis des réparations qui sont à faire à l'orgue de l'église paroissiale de St Etienne de Lille.

Premièrement. Il faut faire une soufflerie de quatre soufflets plus grands que ceux qui y sont, et la changer de place pour qu'elle soit plus proche de l'orgue selon le dessein présenté.

2^e Aiant visité les saumiers et ne les aians point trouvés étanches on ne peut se dispenser de les démonter tous, et de les mestre sur l'étably pour les éprouver et les étancher sans quoy telle soufflerie qu'on pourroit faire ne pourroit durer ny se soutenir longtemps.

Dans le grand orgue, il seroit à propos d'y faire un prestant d'estain sur pied d'étoffe, celui qui y est n'estant que de vieux tuyaux de plomb très maltraités et de plusieurs pièces. Ce jeux étant la basse et sur laquelle tous les autres jeux s'accordent, il est nécessaire qu'il soit d'estains, et qu'il soit bon. De plus la doublette qui résonne à l'octave du prestant se trouve de plomb et de très mauvais tuyaux. Comme au prestant il faut en faire une d'estain sur pied d'étoffe ; comme la double tierce, le nazart et la quarte de nazart sont bouchés et ne font que fort peu d'effet, et qu'il n'est pas mesme ordinaire de faire lesdis jeux bouchés, il est à propos de faire ces trois jeux à neuf qui seront ouverts et d'étoffe, ce qui composeras un beau jeu de tierce et donneras de la rondeur dans les grands jeux. Pour ce qui regarde les jeux d'anches, scavoir : les bombardes, les trompettes, clairons, cromhorne, il est à propos de les changer d'anches et de languettes et d'y adjouter quelque tuyaux aux endroit où il pouras s'en trouver de trop court pour que ces dits jeux prenne de la rondeur et parle dans leurs harmonies naturelles.

Il faut supprimer l'angélique qui est un jeux des plus mauvais et y mestre en la place une bonne voix humaine de grosse taille d'estain sur pied d'étoffe. Outre cela, il faut nettoyer la montre et tous les jeux qui sont dans l'intérieur et les faire parler tous et accorder dans leurs portées et dans leurs harmonies naturelles, les redresser et les resouder partout où il sera nécessaire.

Pour le positif, premièrement, il faut faire une montre neuf d'estain fin poli et bruni et les dessus qui sont dans l'intérieur seront fait aussy d'estain en la place de ceux qui y sont de plomb. — De plus il faut faire une doublette d'estain sur pied d'étoffe en la place de celle qui y est, qui n'est que de plomb ; pour ce qui est du nazart, qui se trouve presque tout bouché, on pourra se servir de dix sept tuyaux sur la basse et faire trente et un tuyaux sur les dessus qui seront ouverts, de grosse toille et d'étoffe.

Tous les jeux tant dispositif, écho, récit et pédalle, seront nétoyés, readdressés et résoudés comme il a été dit à l'article du grand orgue.

III. — AUTRE RAPPORT. — La première cause qui occasionne à relever l'orgue est qu'elle est fort chargée de poussière ; et que le vent se perd par plusieurs endroits : premièrement par la planche qui ferme la laye du sommier ou secret du positif qui est vieux, et par plusieurs bourçettes décollées ou crevées tant de la grande orgue que de la pédalle et peut-être par plusieurs endroits que l'on ne peut voir sans démonter l'orgue. Outre cela il y a un défaut dans la soufflerie (qui est cependant neuve), qui est un certain balancement qui fait augmenter et diminuer les sons à tous momens, ce qui fait que l'on a beaucoup de peine à accorder juste. Il y a aussy un autre deffaut que, quand il survient des sécheresses d'un peu de durée, l'on ne peut faire mouvoir les registres que par grande force, ce qui cause bien du danger à faire casser les mouvemens ou lesdits registres, et de plus dans ces temps là, l'on ne peut tirer ny repousser les susdits registres, jusqu'aux endroits qu'ils doivent être, principalement à la grande orgue, ce qui fait que pour lors l'orgue paroïtrat toujours en désordre (quoy qu'elle fut relevée et en bon état) si l'on ne trouve moyen de remédier à ce deffaut. Dans les autres tems les registres se meuvent avec autant de facilité qu'il convient, mais dans les grandes humidités les machines de bois qui font agir les mouvemens s'accrochent les unes aux autres en les tirant et repoussant, ce qui peut causer quelque fraction ; mais cecy n'est qu'une petite faute de précaution.

Les sommiers ou secrets de la grande orgue, de la pédalle, du séparé, et de l'écho sont vieux et je n'ay remarqué autre altération dans l'orgue que par le trop peu de vent. Il y a un jeu dans la grande orgue qui est vieux que l'on nomme angélique, qui tient très peu d'accord et qui ne fait pas bon effet du tout ; s'il y avoit une bonne voix humaine de grosse taille à la place, cela feroit beaucoup mieux et cela se peut faire facilement et sans grande dépence, parce que laditte angélique est de bon étein d'Angleterre avec lequel on peut faire la prétendue voix humaine. La montre du positif est extrêmement mince et foible et ne parle pas comme elle deveroit et comme le positif n'est pas trop fort à proportion de la grande orgue, une bonne montre neuve y feroit très bon effet.

IV. — RAPPORT DES EXPERTS. — A la représentation faite à Messieurs les marguilliers de l'église paroissiale de St Etienne par l'organiste de la dite église, comme l'orgue alloit périssant, à ce sujet Messieurs les marguilliers ont demandé une visitation des experts et connaisseurs en fait d'orgues, ce pourquoy aujourd'huy nous nous sommes assembles et avons visité ladite orgue et l'avons trouvé menassant une ruine totale si l'on ny porte remède en brève, ayant esté réparée plusieurs fois par des personnes peu entendus dans l'art de la facture d'orgues. En foi de quoy nous avons signé ce jourd'hui 15 de juin 1740.

Ph. F. Veras, organiste de St Maurice. — la marque d'*Henneusse*, l'organiste de St Chatrine. — Antoine *Grandhomme*, qui entretien ladit orgues. — *Carpentier*, facteur d'orgue. — M. J. *Gantois*, organiste de laditte paroisse.

V. — CONCLUSION. — Veu la requête des marguilliers de l'église paroissiale de St Etienne afin d'être autorisés de traiter avec le sieur Le Roy, facteur d'orgues, pour les réparations à faire à l'orgue de ladite église et de lever pour fournir auxdites réparations jusques à la somme de six mille florins en rente viagère et l'ordonnance par laquelle vous demandez mon avis.

Selon les mémoires joints à ladite requête, il y a, Messieurs, des réparations qui paroissent indispensables, jusques là que l'on prétend que si l'on n'y apportoit un prompt remède l'orgue est menacé de ruine.

Mais en même temps, il paroît des mêmes mémoires qu'on voudroit y faire quelques changemens qui la rende meilleure et plus parfaite.

A l'égard des réparations absolument nécessaires et sans lesquelles l'orgue pourroit déperir, je ne vois pas de difficulté à autoriser les supplians à les faire faire, mais pour ce qui est des changements qui ne tendent qu'à la perfectionner et à la rendre meilleure, la misère des temps ne permet pas qu'on songe à les faire à présent, surtout que l'église n'est pas en état et qu'il faudroit lever en rente l'argent nécessaire.

Pourquoy, Messieurs, je requiers qu'il soit ordonné que ladite requête avec les mémoires y joints seront mis es mains du clerc des ouvrages de cette ville, qui examinera l'orgue en question et dressera procès-verbal des réparations nécessaires et indispensables seulement, ensemble de ce qu'elles pourroient coûter, pour ledit procès-verbal m'être communiqué et être ensuite par moy requis ultérieurement ce qu'il appartiendra.

Fait ce 5 juillet 1740.

E. DELAVALLÉE.

M. et M^{me} de Boufflers à Lécuse. — M. l'abbé MALENGÉ, membre titulaire, a trouvé, dans les archives communales de Lécuse, les deux documents suivants, qui peuvent servir

de *notes* au travail précédemment inséré dans le *Bulletin* ¹ sur le maréchal de Boufflers ² :

1° « Compte de la collecte des maretz (communaux de Lécuse) demeurée après due publication comme moins disant à François Droupsy..... pour l'année... 1695... »

Au chapitre des mises :

« A la vefve Paul Dubois pour avoir livré un cheval pour aller au-devant de madame de Boufflers et l'avoir retenu deux jours avecque un garçon..... »

2° « Compte Jean Pierre Louy laboureur demeurant à Dury, auquel est demeuré comme moins disant la collecte des portions de maretz (de Lecluse)..... pour l'année 1696-1697.... »

Chapitre des mises :

« A Pierre Paul Delévaque pour avoir livré un homme et un cheval pour mener les gardes de monsieur de Boufflers au devant de madame jusqu'à Prouville. xxiiij patars. »

« A Marcq Laminois pour avoir esté conduire lesdits gardes jusqu'à Villers et veillier un convoi de pouldre. xxx patars. »

« A Jean Duquenne pour avoir conduit monsieur de Boufflers avecque son carroche jusqu'à Villers (Villers Cagnicourt) ³. »

La Cure d'Escaupont. — M. l'abbé I. DESILVE communique la *déclaration des biens de la cure d'Escaupont* faite par maître Pierre-Joseph Larme, curé, depuis la Saint-Jean 1780, produite à une comparution du 30 août 1793 ⁴.

Nous soussignés, curé, maieur et échevins du village d'Escaupont, décanat de Valenciennes, certifions que les biens ci-après nommés, avec les charges mentionnées, appartiennent à la cure de S. Amand d'Escaupont, à la collation de MM. les abbé et religieux de Saint-Amand.

1. Le presbytère contenant 60 verges ou environ, est chargé de 4 livres Haynaut de rentes et un huitaux ou mencaud d'avoine,

1. Tome IV, p. 297 et suiv.

2. Dans le manuscrit 690 de la Bibliothèque de Cambrai, se trouvent des autographes (?) de Boufflers.

3. Les trois paiements se suivent dans ce compte. Il n'est pas possible de connaître les dates plus précises de ces voyages. Mais ces mentions semblent bien indiquer deux voyages de Madame de Boufflers à Lécuse, l'un en 1695, l'autre en 1696, ainsi qu'un séjour du Maréchal. — Pour le second voyage, on va « au devant de Madame » vers Prouville et Villers; elle se dirigeait donc par Lécuse vers Douai et Lille. Venait-elle d'Arras, de Cambrai ou de Bapaume? Plus probablement d'Arras. — Quant au premier voyage, l'indication est trop vague pour permettre de fixer l'itinéraire de M^{me} de Boufflers.

4. Archives du presbytère d'Escaupont.

mesure de Valenciennes, qui se paient annuellement à MM. de Saint-Amand.

2. En vertu de trois sentences, deux rendues au Parlement de Tournay, savoir le 15 février 1690 et le 22 janvier 1691, et l'autre à celui de Douai le 4 septembre 1720, la communauté est obligée à la maison de cure, qui contient six places, un fournil et une étable divisée en trois ; les granges appartiennent au curé.

3. En conséquence de l'abdication de dixme faite par Messieurs de Saint-Amand, le curé est obligé au chœur.

4. Le curé a toute la grosse et menue dixme exactement dans tout le terroir ; la grosse se paie à huit par cent, et la menue, tant de pomes, poires, laines, que de cœurs vifs, à dix par cent.

5. A la cure du dit Escaupont appartiennent six mencaudées de terre labourable situées au terroir dudit lieu, tenantes d'un bout à la piessente qui conduit de l'église à S^t Saulve, de l'autre à M. d'Aspremont, d'un long à M. Wolkrick de la Tourelle, et de l'autre à M. d'Aspremont.

6. Item six mencaudées de terre tenantes d'un bout à la piessente qui conduit à Fresnes, de l'autre à l'Escaut, d'une lisière à l'église du lieu, et de l'autre aux héritiers de Charles Parfait. Les dites six mencaudées doivent pour demi terrage quatre par cent à mess. de S^t Amand, et quatre sols six deniers de rente à l'église.

7. Un quartier de bonnier ou cent verges de pret nommé le petit jardin, tenant au marais d'Escaupont, à M. Musteller, à M^{re} de S^t Amand et à Jean Baptiste Delcourt.

8. Deux mencaudées de prairies nommées le petit préau, prises en cinq, dont les trois autres appartiennent à l'église, tenantes au pret de S^t François, au Haussemot, à Laurent Crudenaire et autres.

Fait à Escaupont, le vingt-quatre de may 1781.

P. J. LARME, curé d'Escaupont. — N. J. GOUZ. —
J.-B. MASSON. — Ignace-Joseph WARGNY. —
J.-B. DELCOURT. — Marque de Pierre-Joseph
LABY.

Les curés constitutionnels de Lecelles et de Rume- gies. — Le même membre envoie la note suivante :

La guillotine avait cessé de fonctionner à Valenciennes le 14 novembre 1794 ; mais il restait dans les prisons de cette ville un assez grand nombre de détenus. Ceux que la maladie frappait étaient envoyés à l'Hôpital général pour y recevoir les soins les plus urgents. C'est là que se trouvaient le 27 janvier 1795 les curés constitutionnels de Lecelles et de Rume-gies, internés eux-mêmes comme suspects. Voici l'ordre en vertu duquel ils furent mis en liberté provisoire à la condition de séjourner, l'un à Valenciennes, l'autre à Douai, sous la surveillance du pouvoir administratif.

« Du 8 pluviôse an III. — Jean-Baptiste-Antoine-Joseph Delcourt, de Lille, et Philippe Mané, d'Avesne, ex-prêtres sermentés, cy devant curés de Lecelles et de Rumegies, se rendront dans leur commune respective où ils resteront sous la surveillance des autorités constituées. Et sur l'observation du nommé Delcourt, qu'il n'avoit plus de parents à Lille, il lui a été permis de rester et de se fixer à Valenciennes, et le nommé Mané, à Douay ¹ ».

Les « serments » à Saint-Amand. — Du même collègue, nous avons reçu les deux documents qui suivent :

I. — *Liste des prêtres et religieux mentionnés comme ayant prêté devant les officiers municipaux de Saint-Amand le serment prescrit par la loi du 7 vendémiaire an IV* (19 septembre 1795) : « Je reconnais que l'universalité des citoyens est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la république » :

2 floréal an IV (21 avril 1796), Alexandre-Joseph Guyot, de la commune de Gommegnies.

2 pluviôse an V (21 janvier 1797), Étienne-François-Magloire Delplanque, prêtre originaire de Tournai.

16 pluviôse an V (4 février 1797), Casimir Masure, né à Tournai le 4 avril 1756, ex-bénédictin de Saint-Amand, puis curé constitutionnel de Maulde.

17 pluviôse an V (5 février 1797), François Thiébaud, ex-récollet de Tournai.

19 pluviôse an V (7 février 1797), Jacques-François Duroisin, né à Jollain-Merlin, près de Tournai, le 14 février 1758, ex-bénédictin de Saint-Amand sous le nom de dom Étienne, puis curé constitutionnel de Thun. — Le 14 nivôse an IV (4 mars 1797), Duroisin déclara qu'il avait prêté à Mortagne, le 24 novembre 1792, le serment à la constitution civile du clergé, et qu'il ne s'était jamais rétracté.

22 pluviôse an V (10 février 1797), Éloi Mailliez, ex-bénédictin de Saint-Martin, à Tournai.

13 ventôse an V (3 mars 1797), Pierre-Joseph-Louis Dubois, originaire de Saint-Amand, ex-religieux de Saint-Médard, à Tournai. — Il était frère d'Adrien-Joseph Dubois-Durabo, administrateur du département du Nord dès 1792, et oncle de Louis-Nicolas Dubois, préfet de police sous le premier Empire. Il fut nommé chanoine honoraire de Tournai le 5 novembre 1805, et refusa, dit-on, l'évêché de Montpellier. Il mourut à Saint-Amand le 9 décembre 1815.

17 ventôse an V (7 mars 1797), Louis-Joseph Laurent, ex-vicaire de la paroisse Saint-Jacques, à Tournai.

24 germinal an V (15 avril 1797), Henri-Philippe-Joseph Huré, né à Tournai en 1759, ex-prieur de Saint-Martin, de Tournai.

1. Archives de Valenciennes postérieures à 1790, A. 1. 174.

Guyot, Delplanque, Duroisin, Laurent, Dubois et Huré sont signalés comme ayant choisi « pour lieu de leur culte » la ci-devant église paroissiale de Saint-Amand. Celle-ci avait été rouverte au culte constitutionnel, sous la direction du prêtre Mercier, vers le 2 floréal an IV (21 avril 1796).

II. — *Liste des prêtres et religieux mentionnés comme ayant prêté devant la Municipalité de Saint-Amand le serment prescrit par la loi du 29 fructidor an V (15 septembre 1797) : « Je jure haine à la royauté et à la monarchie, attachement et fidélité à la république et à la constitution de l'an III » :*

1^{er} jour complémentaire an V (17 septembre 1797), Henri-Philippe-Joseph Huré. — Nommé curé de Saint-Amand en 1802, il mourut dans cette ville le 26 janvier 1823.

2^{me} jour complémentaire an V (18 septembre 1797), Jacques-François Duroisin. — On s'explique peu qu'après tant de serments coupables il figure comme ayant été incarcéré à la prison des Écossais, de Douai, jusqu'au 1^{er} janvier 1800. Ces épreuves ne furent pas inutiles à Duroisin. En 1808 il fut nommé curé d'Hasnon, où il mourut, entouré de respect, le 7 juin 1824.

30 vendémiaire an VI (21 octobre 1797), Aimable-Joseph Descarpentries, dit père Hilaire.

12 brumaire an VI (2 novembre 1797), Célestine Procureur, ex-religieuse clarisse, à Lille.

14 brumaire an VI (4 novembre 1797), Jean-Baptiste Dumoulin, ex-prêtre.

14 brumaire an VI (4 novembre 1797), Marianne Lolson, ex-religieuse bénédictine de Notre-Dame de La Paix, à Saint-Amand.

30 brumaire an VI (20 novembre 1797), Alexandrine Herbomez, ex-religieuse récollectine, à Valenciennes ¹.

M. Barbotin, curé de Prouvy. — M. A. BocQUILLET, membre associé, signale une note relevée par lui dans la *Revue des questions historiques*, janvier 1902, p. 294, et que nous reproduisons « ne pereat. »

L'abbé Barbotin, curé de Prouvy, près Valenciennes, député aux États Généraux par le clergé du bailliage du Quesnoy, appartient à cette catégorie de représentants, nombreux dans toutes les assemblées, qui ne manifestent leur présence qu'au moment du vote. Ses lettres inédites adressées, du 13 avril 1789 au 27 janvier 1790, au P. Baratte, capucin desservant intérimaire de sa cure, ne manquent pas cependant d'intérêt. M. Aulard, qui en publie quelques extraits (*Revue de Paris*, 15 oct. 1901 : L'Abbé Barbotin), montre que les sentiments dont

1. Archives de la ville de Saint-Amand, *Registres des délibérations et des correspondances*.

Barbotin est animé sont ceux d'une grande partie du bas clergé ; titulaire de sa cure, il jouit d'une situation privilégiée dans le bas-clergé et partage la défiance et la mésestime de sa caste à l'égard du haut clergé. Les dédains des évêques gentilshommes ont fait de lui un partisan des idées nouvelles et il n'hésite point à renoncer à sa vie tranquille pour aller grossir les rangs des curés révolutionnaires. Pendant les premières années il montre un égal souci des affaires de l'État et de ses affaires domestiques, et, le 27 juin, il applaudit à la défaite du haut clergé et de la noblesse coalisés : c'est l'apogée de son « exaltation patriotique ». Il espère que l'Assemblée va se hâter de voter une bonne constitution et qu'après il regagnera paisiblement sa province. Ces rêves durent peu : la journée du 14 juillet et l'insurrection pour ainsi dire permanente de Paris lui apprennent enfin ce qu'est une révolution. Il a peur, son ardeur patriotique s'éteint. Il trouve qu'il perd son temps à Paris ; l'abolition de la dîme lui porte le dernier coup, il en vient à détester la révolution. Prêtre insermenté, émigré, il revint en France sous le Consulat, mais attendit la seconde restauration pour reprendre possession de sa cure, où il mourut le 25 février 1816.

Un épitaphier de l'église de Saint-Étienne de Lille ;
note communiquée par M. Edm. LECLAIR, secrétaire.

Aux Archives communales de Lille, parmi les *registres aux baptêmes, mariages et sépultures* de la paroisse Saint-Étienne se trouve une *table des décès de 1694 à 1792*. Les 33 premiers feuillets de ce registre sont occupés par un relevé des épitaphes de l'église Saint-Étienne, au nombre de 185, ainsi réparties :

Chapelle S. Liévin.	23
Chapelle de la Vierge.	15
Chapelle S. Jacques.	7
Petite nef S. Jacques	30
Chapelle S. Salvator	10
Chapelle Sainte Barbe	8
Petite nef Sainte Barbe.	20
Chapelle du Nom de Jésus	19
Chapelle de l'Ange gardien.	30
Grande nef.	11
Chœur.	2
Sous les orgues.	10

Du ⁿ° 29 au ⁿ° 35, l'auteur a inséré une table alphabétique : « Cy après, les noms de toutes les pierres précédentes par ordre alphabétique; et le numéro qui y sera joint servira pour marquer la page où ils se trouveront. »

Nous avons voulu déterminer la date et l'auteur de cet épitaphier; voici le résultat de nos recherches.

L'épitaphier a été écrit après 1760; c'est ce que nous apprend la note du ⁿ° 11 : « Les épitaphes en cuivre ci-dessus étaient placées cy-devant contre la muraille du côté de la dite chapelle (Angegardien) vis à vis la première croisée d'icelle, 1760. »

Quant à l'auteur, nous n'avions, pour le découvrir, aucune autre indication que l'écriture même; mais celle-ci nous a conduit à une conclusion que nous n'hésitons pas à tenir pour certaine. Sans aucun doute, la main qui a écrit l'épitaphier et la *table des décès* jusqu'en septembre 1781, est la même qui a rédigé de nombreux actes de baptêmes, de mariages et de sépultures des registres de Saint-Étienne du 17 juillet 1766 au 15 juillet 1791; malheureusement ces actes ne sont pas signés par leur rédacteur, qui ne se nomme pas non plus. Il ne nous restait donc, après cette constatation presque négative, qu'à rechercher dans ces nombreux actes une trace de nom et une signature, de l'écriture de l'auteur. Nous avons été assez heureux pour découvrir un acte de mariage du 12 juillet 1791, où figure, entre autres témoins « *Maitre Louage, prêtre de cette paroisse* »; la signature « *M. Louage, ptre* » est certainement de la main de celui qui a écrit l'acte lui-même, et conséquemment les autres actes et l'épitaphier.

D'autre part, un acte du Tabellion, aux archives départementales du Nord, mentionne une vente faite, par devant M^e Ballenghien, notaire à Lille, le 28 juin 1768, par *Martial Louage, prêtre et clerc de l'église paroissiale de Saint-Étienne*, et Adrien-Joseph Louage, son frère, marchand, demeurant tous deux à Lille, enfants et héritiers immobiliers de demoiselle Marie-Élisabeth Desbonnets ¹.

Des recherches subséquentes, rendues faciles par les excellentes tables dont sont munis les registres d'*état-civil* des archives de Lille, nous ont appris que *Martial Louage*, fils de Jean-Baptiste et de Marie-Élisabeth Desbonnets, fut baptisé, en la paroisse de la

1. Il s'agit d'une pièce de 17 cents de terre labourable, située à Marcq-en-Barœul, tenue en coterie de la seigneurie dudit Marcq.

Madeleine de Lille, le 14 avril 1731, ayant pour parrain Pierre-Joseph Charlez et pour marraine Marie-Anne Gadenne. Son frère, Adrien-Joseph, fut baptisé, en la même paroisse, le 3 février 1734.

Nous nous trouvons donc en possession d'un épitaphier dont les inscriptions ont été relevées et transcrites par le clerc même de la paroisse. Malheureusement ce recueil n'est pas absolument complet, car, nous dit l'auteur en terminant son travail : « Il s'en trouve encore plusieurs autres de cuivre que je n'ay pas pu déchiffrer, tant par rapport qu'elles étoient trop vieilles ou trop effacées ; ainsi tout est fini. »

Nous avons levé une copie exacte et complète de l'œuvre de maître Louage, et nous l'avons remise entre les mains de notre Président, pour servir à l'*Épigraphie* que prépare la *Société d'études*.

Fondation de Claudine Labbe en la chapelle de l'Ange gardien, à Saint-Étienne de Lille ; note communiquée par M. Edm. LECLAIR, secrétaire.

Dans le recueil de maître LOUAGE, que nous avons présenté à nos collègues de la *Société d'études*, se trouve l'épitaphe de *Claudine Labbe*, bienfaitrice de la chapelle de l'Ange gardien à Saint-Étienne de Lille. Cette épitaphe ne portant point de date, notre Président nous pria de rechercher au moins une date approximative qui permit de classer l'inscription à son rang.

Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer, dans le 4^e dossier du carton 795 des Affaires générales, aux archives communales de Lille, le testament même de Claudine Labbe, « fille non mariée de feu Paulus et de Florence Deleforge, fait, sous sa signature, le 14 avril 1675 et réitéré le dit jour, pardevant François Petit et Pierre Duhem, notaires royaux. »

L'épitaphe est donc postérieure à cette date ; mais c'est le seul point que nos recherches nous ont permis de fixer. Claudine Labbe est-elle morte peu après ou longtemps après la rédaction de son testament ? Il ne nous a pas été possible de découvrir l'acte de son décès, survenu sans doute ailleurs qu'à Lille.

Quoi qu'il en soit, nous avons cru intéressant de reproduire les passages de son testament relatifs à la fondation faite par elle en

l'église Saint-Étienne, « pour seconder les pieuses et saintes intentions de feu son frère, Me Jacques Labbe, prêtre. »

Item je donne à la chapelle dudit saint Ange gardien de laditte église de Saint-Estienne, à son honneur, la moitié à prendre contre maditte sœur de toutes les choses cy après déclarez; scavoir : deux branches d'argent, un missel avec les quatre coings d'argent en oval, deux reliquaires ou deux pyramides aussy d'argent pour aider à dire la messe, une de sainte Cecille et une de sainte Agnès, avec les pièces d'argenteries y servans, qui seront avec lesdites saintes gardez, régis et administrez et en puissance de maditte sœur et du chapellain de laditte chapelle et après la mort d'icelle, en celle dudit commis présents et à venir, ou celle dudit chapellain, sans que les maîtres de laditte chapelle ou autres les puissent appréhender à tel titre que ce soit, ny même molester, ny exiger aucun écrit ou inventaire de maditte sœur, commis ou chapellain, ains se devront contenter de les avoir sur l'autel du saint Ange es jours de dimanche ou festes à la discrétion desdits dénommez. Ensemble, j'ay donné encore à laditte chapelle la part que j'ay aux draps d'autel, chasubles, aubes, amuse, cingles, napes, tant grandes que petites, serviettes et toutes autres choses servant à l'autel dudit saint Ange, sans rien réserver, sauf comme dit est le droit desdits dénommez.

Et désirant seconder les pieuses et saintes intentions de feu mondit frère, maître Jacques Labbe, prestre, afin que les grandes messes, sermons, solemnitez, prières et processions accoutumez célébrez, gardez et observez au d'octobre ou jour suivant, en cas d'empêchement à l'église, soient annuellement faites et commencez cito après mon trepas, en la chapelle dudit saint Ange, et continuez à toujours en la meilleure forme et manière qui se pourra à l'honneur dudit saint Ange, à qui l'on doit honneur et services et avoir confiance. J'ay donné et donne par cette, cinquante livres parisis par an à prendre aussy comme dessus sur mes plus clers et apparans biens et qui fera partie des trois cens livres par an cy-devant que mondit commis déchargera du vivant de maditte sœur, suppliant maditte sœur, au cas qu'elle jugeroit cette mienne donation ne pouvoir suffir pour lesdites solemnitez recommandées par notre dit frère, de faire de son cotté en telle sorte qu'il y ait après la mort de la solidité pour faire qu'à perpétuité elle se fasse chaque année avec toutes choses requises.

Et quant à l'un et quelconque mes autres biens que je délaisseray à mon trepas, non particulièrement donnez ou disposez, j'ay voulu et ordonné, veut et ordonne qu'après les choses cy-devant exécutées et aucunes cy après furnies et accomplies en la manière qu'il est déclaré, tout le surplus de mes biens, de quelle qualité nature et condition ils soient, servir et employer après la mort de maditte sœur en fondations à perpétuité, comme sera cy après dit et spécifié.

Primes. J'ay voulu et ordonné, veut et ordonne pour la fondation perpétuelle que je désire de tout mon cœur être faite à toujours,

qu'incontinent après le trépas de maditte sœur, il soit dit et célébré pour le repos de maditte âme et des âmes de mes père et mère, mes trois frères prestres, et de celle de maditte sœur Marie Labbe et de tous mes parens et amis, une messe tous les jours de l'an à perpétuité, en la chapelle du Saint Ange Gardien, en l'église dudit Saint Etienne en cette ville de Lille, à commencer à une heure ou à discrétion de mondit commis, pour laquelle messe perpétuelle sera païé à toujours dix pattars de chacune messe, à condition que le célébrant paiera les frais du vin et autrement, élisant pour les célébrer ledit maître Jean-Philippe Corroier et, après sa mort, tel autre que le pasteur de laditte paroisse et commis à mesdits biens trouveront convenir; mais arrivant qu'iceluy pasteur et commis à chacun le vouloir emporter de son coté et ainsy tomber en discution pour l'élection d'un autre prebtre, en cas je supplie Monsieur le premier pensionnaire de cette ville d'y apporter sa voix pour définir la chose, auquel j'ordonne un patacon pour ses peines; mais si mondit commis auroit un sien parent ou ami idoisme et capable, j'entends qu'il soit préféré à tous autres.

Et s'il se trouvoit encore des deniers restans provenans des revenus de mesdits biens (lesdites fondations et donations furnies et accomplies), seront donnez et distribuez chaque samedy aux pauvres, en nombre de neuf, à l'honneur des neuf chœurs des anges, qui se fera par ledit commis, lequel pourra multiplier ledit nombre de neuf à proportion des deniers restans, donnant dix sols parisis à chacun d'iceux paupes qui seront au jour dudit Ange Gardien tenus et obligez d'entendre la grande messe, d'y prier pour l'âme de mondit frère maître Jacques, de la mienne et de mes autres parens, laissant néanmoins pouvoir audit commis d'augmenter laditte distribution et faire d'autres aumosnes pour le salut de mon âme et celles de mesdits parents, à l'avenant qu'il aura des deniers es mains, si du moins il ne trouvoit à propos d'en faire quelque épargne pour réfectionner ou augmenter mesdits biens, afin de toujours les tenir en même état et valeur que je les aurais laissés à mon trépas, pour par ainsy à perpétuité pouvoir continuer mesdites fondations, comme étant tout mon désir et volonté.

La demoiselle Labbe fait encore, « à la réserve d'une messe perpétuelle, la donation de mil livres aux pères de la compagnie de Jésus ».

Elle désigne pour administrateur et receveur de ses biens, Pierre Delangre, concierge de la maison échevinale de Lille, qui devra prendre conseil du sieur pasteur de Saint-Étienne. C'est également pardevant ledit pasteur et non « pardevant autres » que les comptes de cette administration devront être rendus. Le receveur aura « pour reconnaissance » une somme de 300 livres une fois donnée.

**Les pierres tombales et les marguilliers des églises
de Saint-Étienne et de Sainte-Catherine de Lille;**
communication de M. Edm. LECLAIR, secrétaire.

En l'année 1687, les marguilliers de l'église Saint-Étienne de Lille, s'étaient permis, sous prétexte de « blanchir l'église et la rendre plus belle », et sans aucun avertissement, d'enlever « la plus saine partie des épitaphes » qui s'y trouvaient. Plusieurs « héritiers et parens » de ceux qui les avaient fait mettre protestèrent et en référèrent au Magistrat ; celui-ci rendit l'ordonnance suivante :

Le 12^e jour de juin 1687, la loy asssemblée, sur ce qu'il est venu à notre connoissance que les margliers de Saint Estienne en cette ville avoient de leur autorité fait quitter la plus saine partie des épitaphes qui se trouvoient dans ladite église et vraisemblablement à dessein de ne les point remettre, puisque pour blanchir l'église il n'étoit point nécessaire de quitter les épitaphes ; que plusieurs héritiers et parens de ceux qui les avoient fait mettre et, entre autres, les sieurs Dewasnes et Cantaloup, s'étant plaint à nous, nous avons fait appeller les marguilliers et ensuite Jean Lebatteur, procureur postulant, estant comparu tant pour lui que pour les autres marguilliers, ses confrères, sur ce que nous lui aurions représenté la chose, il nous auroit dit que lesdits margliers avoient fait quitter les épitaphes pour blanchir l'église et la rendre plus belle, puis que ces épitaphes ne faisoient qu'embarasser dans le dessein, promettant néanmoins de les remettre en cas que nous et les héritiers voulussent le rétablissement. Sur quoi, la chose mise en délibération, nous avons résolu de faire connoître auxdits marguilliers qu'il ne leur apartenoit point d'ainsi quitter les épitaphes de leur autorité, sans notre agrément, puis qu'elles avoient été placées à prix d'argent au proffit de l'église et que les excuses par eux avancées n'étoient point recevables, attendu que pour peindre l'église il n'y avoit aucune nécessité de quitter les épitaphes, qu'on ne l'avait jamais fait toutes fois et quantes on l'avoit reblanchie, et que pour remettre les épitaphes il n'étoit point nécessaire de les quitter nuitamment comme ils l'avoient fait faire, et d'enjoindre aux marguilliers de les remettre cito l'église blanchie, à moins qu'ils fassent apparoir du consentement des héritiers ou parens les plus prochains.

Ledit jour, la présente déclaration a été verbalement déclarée en plain Conclave par le conseiller Broide audit Lebatteur, qui s'est chargé de l'expliquer aux marguilliers, ses confrères ¹.

1. Registre aux résolutions du Conclave eschevinal de la ville de Lille, commencé le 8 février 1687 et fini le 5 janvier 1691, f^o 55.

Les marguilliers, paraît-il, ne se hâtèrent nullement d'obéir aux injonctions du Magistrat, car le 29 décembre 1687, plusieurs « parens et héritiers » se plaignaient de nouveau. « Il y avoit déjà longtemps, disaient-ils, que l'église estoit blanchie, et néanmoins lesdits marguilliers estoient encore en faute de remettre les dictes épitaphes. » Le Magistrat, considérant que la police extérieure de l'église lui appartient, et d'autre part « qu'il semble être de la décoration de la même église qu'il n'y ait point d'épitaphes aux piliers, à moins qu'ils (les épitaphes) soient arrondis, pour que la voix ne soit point interrompue, tant en chantant qu'en preschant », donna l'ordre de faire rétablir les épitaphes, objet de la plainte, « en admonestant néanmoins ceux qui réclament de vouloir bien souffrir que ces épitaphes soient placés dans les croisées ou dans les chapelles » ¹.

Le 10 février 1688, une nouvelle ordonnance du Magistrat enjoignait aux marguilliers « de mettre, en dedans huitaine, dans la chapelle de S. Nicolas, tous les épitaphes qu'ils ont quittés nuitamment, avec précipitation et sans son agrément, d'y mettre auprès tous les ferrailles avec lesquels ils estoient attachez et de lui donner en dedans le même temps, les noms de ceux qui se sont pourvus par devers eux afin de restablir lesdites épitaphes, pour ensuite estre fait par nous ce qu'il appartiendra par raison, au sujet dudit rétablissement » ².

Au mois d'avril 1688, l'affaire n'était pas encore terminée, mais le Magistrat veillait toujours, témoin la réquisition suivante, datée du 14 de ce mois :

Nous rewart, mayeur, eschevins, conseil et huit hommes de cette ville de Lille, voulant conserver les épitaphes que les marguilliers de l'église paroissiale de Saint Estienne en cette ville avoient quittez et détachez des places où ils étoient, lesquels sont présentement dans la chapelle de Saint Nicolas, selon l'inventaire et procès verbal qui en a esté dressé par nos commissaires, pour ensuite procéder au rétablissement desdits épitaphes selon qu'il sera par nous ordonné et afin qu'il ne soit point fait tort auxdits épitaphes par les garçons qui se trouvent dans l'église pendant et après l'office des ténèbres, Nous ordonnons auxdits marguilliers de si bien faire conserver lesdits épitaphes qu'il n'y soit fait aucun tort, à péril d'en répondre; et pour

1. Registre aux résolutions du Magistrat, côté 14 bis, f° 18.

2. Affaires générales, carton 797, dossier 6.

qu'ils n'en ignorent, la présente ordonnance leur sera signifiée et copie à eux laissée. Fait à Lille, ce xiii^e avril 1688. Signé B. HERRING¹.

Comment se termina ce conflit ? Le dossier ne nous l'apprend pas. Sans aucun doute, les épitaphes furent rétablies, puisque maître Louage en put faire le relevé, presque un siècle plus tard ; mais le furent-elles toutes ? N'y en eut-il pas qui disparurent ?

Un fait analogue s'était produit, en 1659, dans l'église de Sainte-Catherine. Les marguilliers avaient enlevé l'épitaphe des ancêtres d'Adrien-Pierre Le Prévost, écuyer, seigneur des Marissons, et celui-ci avait, sur assignation et malgré les « défenses » par eux produites, fait condamner les marguilliers à rétablir ce monument funèbre.

« Sur ce que Adrien-Pierre Le Prevost, escuyer, seigneur Desmarison, auroit par Antoine Leroux, sergent à ceste prevosté, faict convenir et adjourner les sieurs Fourmestaux, Fache, Blondel, Cardon et Hennion, tous mergliseurs de l'église paroissiale de Sainte Catherine en ceste ville, où estant comparus, sçavoir ledict Blondel et maistre Guillaume Deblie, aussy mergliseur seullement, quy déclarèrent eux faire fort de leurs confrères, fut de la part d'icelluy seigneur Desmarison pour demande, proposé que passé septante ans et plus, ses prédécesseurs avoient, au veu et au sceu des auteurs desdicts adjournez, faict attacher au piller gauche en entrant au cœur d'icelle église, communément dict le piller du Saint Sacrement, ung épitafie ou sont dépeint les pourtraicts de ses père, père grand, ayœul, mère grande et aultres, lesquels sont tous inhumez au devant d'icelluy piller, mesme au dessus dudict épitafie y auroient aussy faict attacher ung Christ, dont et de les ainsi maintenir ledict sieur Desmarison estoit en bonne et paisible possession. Ce nonobstant lesdicts merguilliers modernes, sans à ce prendre esgard, s'auroient ingéré de leur aucthorité privé et sans l'adveu d'icelluy seigneur d'avoir depuis peu de temps destaché ou faict destacher lesdictes épitafie et Christ et au lieu d'iceux y faict placher l'imaige de Saint Nazaire, troublant par ainsy ledict seigneur en sadicte possession et pour laquelle maintenir il auroit conclud à ce que lesdicts adjournés fussent tenus et comdampnés de prestement restablir et remestre à leurs fraicts et despens lesdicts épitafie et Christ ès lieu et place où ils les ont faict destacher. Sur quoy lesdicts adjournez pour defences auroient dict qu'il n'avoient aultrement faict destacher lesdicts épitafie et Christ et y plaché la susdicte imaige, que par permission de monseigneur le révérendissime de Tournay, et qu'au surplus la telle quelle possession advancée par ledict seigneur Desmarison ne luy pouvoit de rien servir, attendu

1. Affaires générales, carton 797, dossier 6.

qu'il ne faisoit paroistre de tiltre en vertu duquel ses auctheurs avoient eu ladicte permission et sy aulcune leur auroit esté donné quelle n'estoit que jusque à leur rappel; tellement qu'après divers aultres obligations et contestations respectives et rapport faict, lesdicts marguilliers ont esté comdampnés d'avant tout restablir et remestre promptement lesdicts épitafes et Christ es lieu et plache d'où il les ont quictés, eux entiers; ce faict, d'alléguer tel faict et moyens qu'ils trouveront convenir. Faict ce xxiii de may 1659 .¹.

Ces deux exemples suffisent à prouver avec quelle sollicitude les Magistrats d'autrefois veillaient à la conservation de ces souvenirs funèbres, que tant de marguilliers, sous prétexte de travaux d'embellissement, étaient parfois tentés de faire disparaître.

Solution arbitrale des revendications de l'église de Vimy contre les curés de Farbus et de Thélus; documents communiqués par M. le chanoine H. QUILLIET, membre titulaire.

Au moyen âge, la paroisse de Vimy possédait un château, fortifié d'un donjon et entouré de larges fossés. Dans l'enceinte de ce domaine seigneurial se trouvait une chapelle, assez souvent dénommée *chapelle de Vimy*. Là, de temps immémorial, les curés de deux paroisses voisines, Farbus et Thélus, venaient dire la messe une fois par mois, en exécution d'une fondation très ancienne des seigneurs, qui leur avaient abandonné la pleine dîme sur près de dix-neuf hectares de terres labourables².

Or, vers la fin du quinzième siècle ou au commencement du seizième, le château de Vimy fut détruit dans des circonstances que nous espérons bien pouvoir fixer quelque jour. Aux termes de la fondation, les curés de Farbus et de Thélus continuèrent à percevoir la dîme et à décharger les messes requises, mais dans l'église paroissiale de Vimy; et ce, sans verser une rétribution quelconque pour le luminaire qui leur était fourni.

1. Registre aux Mémoires, 1657-1662, folio 135 verso.

2. Exactement quarante-trois mesures et demie. La mesure de terre équivalant, dans le pays, à 42 ares 91 centiares.

Pour le pain et le vin, ces messieurs les apportaient, et pour les ornements, sans doute qu'ils leur étaient prêtés. Après deux siècles et plus de cette pratique, les représentants de l'église de Vimy constatèrent le préjudice, et se mirent en devoir d'en exiger la cessation, et même la réparation, des curés *pro tempore* de Farbus et de Thélus. Cette réclamation fut l'occasion d'un arbitrage fort curieux dont nous publions aujourd'hui les pièces originales retrouvées par nous aux archives de la paroisse.

I.

Voici d'abord la délibération des représentants de l'église de Vimy, en date du 25 mars 1733, qui charge le sieur Pierre Cayet, greffier de Thélus, procureur fiscal et en cette qualité, receveur des biens et revenus de l'église de Vimy, des poursuites à exercer contre les curés de Farbus et de Thélus.

L'an mil sept cent trente trois, le vingt cinq mars, nous, curé, margueliers anciens et modernes de l'église paroissiale de Vimy, tous administrateurs des biens et revenus d'icelle, estans assemblé après annonce faite au prosne et fait sonner la cloche par trois fois, à effet de résoudre sur ce que le sieur curé de Thélus vient annuellement dire la messe dans l'église dudit Vimy une fois par mois, comme aussi fait le sieur curé de Farbus, en conséquence d'une ancienne fondation faite par les Seigneurs desdits Vimy et Farbus, qu'ils ont abandonnées auxdits curés pour seureté de laditte fondation une disme, tel que huit du cent, sur quarante quatre mesures de terre labourable sur le terroir dudit Vimy, à charge de descharger lesdites vingt quatre messes par an dans la chapelle du château de ce lieu de Vimy, estant énoncé aux anciens titres desdits Seigneurs que, laditte chapelle estant tombée en ruine, lesdits sieurs curés desdits Thélus et Farbus sont obligés de descharger leurs messes dans l'église dudit Vimy, tant et si long temps que ladite chapelle sera rédifiée, et comme l'on ne voit pas par aucun titre ny papier d'icelle église qu'elle soit obligée de livrer pain, vin, ny luminaire et qu'iceux curés apportent seulement pain et vin, se servant des cires de ladite église de Vimy depuis qu'ils viennent descharger lesdites messes, ce qu'ils ont fait depuis vingt ans ou environ qui se servent desdites cires, ce qui a causé et cause actuellement des intérêts considérables à ladite église. La chose mise en dél(i)bération, laditte assemblée a résolu de se pourvoir contre lesdits sieurs curés, pour les faire rap-

porter les cires qu'ils ont consommées depuis lesdits vingt ans, à raison d'une livre par chacuns ans, comme étant une heure au moins à chaque messe ; auquel effet laditte assemblée a donné comme elle donne par ces présentes pouvoir au sieur Cayet, greffier de Thélus, de faire toutes les poursuites et diligences nécessaires à ce sujet, poursuivre les causes et instances qu'il pourra intenter jusqu'à sentence définitive, plaider, opposer, appeler, l'appel relever et généralement faire en tout ce qui en dépens comme procureur *ad lites* compétent et appartient.

Ainsi fait et résolu audit Vimy, en l'église d'icelle, les jour, mois et an que dessus.

Vaast PILLAT, curé de Vimy. — Louis WILLET. —
J. G. HOCQ : — J. F. SEVIN. — Ed. MALLET. —
J. F. HULEUX.

II.

Les diligences furent, sans aucun doute, bientôt commencées par le sieur Cayet, contre les curés de Farbus et de Thélus.

Le curé de Farbus était alors Maître Antoine Deladerrière. Il avait pris possession de sa paroisse le 11 août 1695. Depuis le commencement de l'année 1730, l'on voit plusieurs prêtres apporter au vénérable septuagénaire l'aide de leur charitable ministère. Il mourut le 2 mai 1734, à l'âge de quatre-vingts ans. Accablé par l'âge et peut-être aussi par les infirmités, M. Deladerrière abandonna à son confrère de Thélus le soin de régler leur commun différend avec les administrateurs de l'église de Vimy.

A la même époque, le curé de Thélus est Maître Antoine François du Rietz, nommé à cette cure avant le 1^{er} juillet 1709, à l'âge de trente-quatre ans. Il y resta jusqu'à sa mort, arrivée le 30 août 1751. D'un acte de baptême de la paroisse de Thélus, il nous est permis de conclure que M. Du Rietz appartenait à la noble famille des Du Rietz, établie à Willerval, paroisse toute voisine. Au baptême d'Alexandrine Cayet, fille de Nicolas François, « clercq clérifiant audit Thélus », le registre porte : « Le parain a esté messire Charle Alexandre Durietz chevalier comte de Willerval et la mareine a esté mademoiselle Marie Héleine-Alexandrine Durietz damoiselle de Willerval tous deux de la paroisse dudit Willerval. » Des relations qu'indique naturellement ce fait et de la ressemblance des noms, de cet autre fait

que les signatures des parrain et marraine et du curé se ressemblent de tous points, de certaines autres indications qu'il est inutile de développer ici, il nous est permis de conclure, jusqu'à plus ample informé, à la parenté de M. le curé de Thélus avec les Durietz de Willerval.

C'est lui, plus jeune, qui tient la plume au nom des deux curés en cause, et qui écrit aux administrateurs de l'église de Vimy, pour leur proposer un arbitrage ecclésiastique.

A Thélus, le 27 de 9^{bre} 1733.

Messieurs, Aiant appris qu'on a donné commissions sur commissions pour nous présenter requête au sujet de ce que nous pourrions devoir à l'église de Vimi pour les cires que nous avons consommé en déchargeant dans laditte église les messes de fondation des Seigneurs dudit lieu, j'ai l'honneur de vous dire que nous ne voulons pas de procès pour un objet aussi peti que celui-là : nous rendrons à Cæsar ce qui appartient a Cæsar, mais affin qu'on ait rien à nous reprocher, et que nos successeurs ne puissent pas se plaindre de nous de les avoir chargé mal à propos, nous sommes disposé à en passer par tout ce que Monseigneur d'Arras, ou son vicariat, ou son official en ordonera comme arbitre, si vous jugez à propos de les accepter comme tels et de commettre quelqu'un pour en finir, quand il vous plaira. Nous espérons que vous aurez la bonté de nous donner de vos nouvelles et je suis avec bien de l'estime, Messieurs, votre très humble et obéissant serviteur, Ant. Fr. DURIETZ, curé de Thélus.

A Messieurs les administrateurs des biens et revenus de l'église de Vimy, à Vimy.

III.

A la suite de cette lettre, un arbitrage fut constitué ; les documents nous manquent pour dire dans quelles conditions. En tous cas, nous possédons le mémoire introductif d'instance et la sentence arbitrale.

I. — *Mémoire pour les administrateurs de l'église de Vimy contre les sieurs curés de Thélus et Farbus.* — Il appartient auxdits sieurs curés de Thélus et de Farbus un droit de pleine dixme qui se cœuille sur quarante trois mencaudées et demie de terres au terroir de Vimy et Farbus : ce qui se justifie par le Livre rouge qui est le plus ancien titre de la seigneurie desdits Vimy et Farbus.

Par ce tittre, il est porté que lesdits curés doivent dire et célébrer chacun douze messes par an, qui est une par mois pour chacun

d'eux, dans la chapelle du château de Vimy, laquelle estant démolie il y a au moins deux siècles, iceux sieurs curés sont tenus dire et célébrer ces messes dans l'église dudit Vimy, jusqu'à ce que laditte chapelle soit réédifiée ; ce sont les titres dudit Livre rouge.

Pour dire et célébrer ces messes dans laditte église de Vimy, lesdits sieurs curés se contentent d'y porter le pain et le vin, mais pour les cires ils n'en portent aucunes, ils se servent de celles appartenantes à laditte église de Vimy, quoy que cette église ne retire aucun profit de cette fondation.

Depuis environ dix années, les administrateurs d'icelle église ont demandé auxdits sieurs curés le payement des cires qu'ils ont brûlé en disant leurs vingt quatre messes par an, qui leur sont d'obligation, l'église de Vimy n'étant point tenue de leur livrer les cires.

Lesdits sieurs curés disent qu'ils sont en possession de bonne foy de se servir des cires de l'église de Vimy pour y décharger leurs vingt quatre messes d'obligation.

C'est pour quoy il s'agit de scavoir si laditte église est obligé à livrer ces cires sans aucune rétribution, ou si lesdits sieurs curés sont eux-mêmes obligez de les payer pour le passé, et d'en porter de chez eux à l'avenir ; pour quoy il est nécessaire d'avoir un avis sincère tant pour l'église de Vimy que pour lesdits sieurs curés de Farbus et de Thélus.

II. — *Sentence arbitrale.* — Le Conseil soussigné, qui a examiné le mémoire cy-dessus et y répondant, est d'avis que la fondation des vingt quatre messes basses par chacun an à célébrer par les sieurs curés de Farbus et de Thélucq, n'ayant d'autre rapport avec l'église de Vimy, si ce n'est que par la démolition de la chapelle dudit Vimy, il a fallu décharger ces messes dans ladite église, qui ne tire aucun profit de semblable fondation ; c'est pourquoy les curés qui jouissent de tout l'avantage d'icelle fondation pour la rétribution de ces messes au moyen de la perception de la pleine dixme sur quarante trois mesures et demie de terre labourable, ce qui leur produit trois à quatre livres pour chacune messe, doivent non seulement se fournir de pain et de vin nécessaires pour célébrer ces messes, mais encore les cires pour le luminaire, en un mot supporter toute la dépense, n'y ayant rien de plus naturel ni de plus équitable que celui qui tire le profit de quelque chose, en supporte la charge qui y est annexée, suivant cette règle du droit canon : *qui sentit commodum, sentire debet et onus.*

Les sieurs curés de Farbus et de Thélucq n'ont pas plus de raison de prétendre que l'église de Vimy leur livre les cires pour le luminaire, que le pain et le vin qu'ils reconnoissent estre dans l'obligation

de se fournir pour célébrer leurs dites 24 messes, puisque toutes ces choses ont le même objet, et reviennent au même but : étant vray de dire que le luminaire aussi bien que le pain et le vin, sont les frais ordinaires et nécessaires de la célébration des messes.

Il importe peu que jusqu'à présent les administrateurs des biens de l'église dudit Vimy aient eu la facilité de tolérer que lesdits sieurs curés se servissent des cierges de l'église pour célébrer leurs vingt quatre messes en icelle. Telle possession de bonne foy en laquelle peuvent estre ces curés de se servir des cierges de ladite église à cette occasion, ne leur scauroit avoir acquis aucun droit légitime pour y assujettir l'église à l'avenir. Ce sont de ces choses qu'on appelle de pure faculté, qui ne tirent à aucune conséquence. Ainsi il est libre aux marguilliers de l'église de Vimy de continuer ou de s'abstenir de fournir des cires pour célébrer les messes en question ; d'autant que rien ne les y oblige, et qu'ils ne sont pas d'ailleurs compétens pour assujettir leur église qui est toujours censée mineure, à aucune servitude purement onéreuse.

Tellement que pour l'avenir l'on peut obliger les curés de Farbus et de Thélucq à se fournir tant de luminaire que de pain et de vin pour célébrer leurs vingt quatre messes en ladite église de Vimy. Mais par rapport au temps passé, l'on n'est point fondé à exiger d'eux le prix des cires qu'on leur a volontairement fourni sans aucune obligation.

Délibéré à Arras, le 9 de mars 1734.

CROCQUOISON. — S. ANSART. — GUÉRARD.

En marge : Aux consultés 4 livres 10 sols.

Qui sont ces arbitres ? Nous n'avons point retrouvé leurs noms parmi ceux de l'administration épiscopale d'alors, ni parmi les membres du chapitre. Peut-être s'agit-il de gens de loi, d'avocats au Conseil d'Artois ? Recherches faites, on trouve bien l'un ou l'autre de ces noms, mais sans pouvoir les identifier. Maître Joseph Crocquoison, avocat, est cité dans un acte judiciaire de Saint-Vaast, en 1728 (H. Saint-Vaast, 1172). Un M. Ansart, procureur du roi, est cité série B, registre 431 du Conseil provincial d'Artois ; et il est aussi question d'un M. Ansart, conseiller pensionnaire de la ville d'Arras, série C, registre 461. Enfin M. Guérard, Charles-Louis, seigneur de Razincourt, est nommé à l'office de Conseiller d'Artois, vacant par le décès de son père (Enregistré le 18 avril 1707. Conseil provincial d'Artois, Registre aux commissions, 1544-1790, p. 272).

Quelques documents concernant les églises des faubourgs de Valenciennes, communiqués par M. l'abbé E. MASURE, membre titulaire.

La paroisse actuelle de Notre-Dame du Sacré-Cœur, à Valenciennes, a eu successivement plusieurs églises érigées sous le vocable de Saint-Vaast. La première datait de 684 et fut détruite en 1527. L'antique édifice constituait un danger pour la ville en cas de siège, à cause de sa situation élevée sur les pentes occidentales de la vallée de l'Escaut, à cause aussi de l'épaisseur de ses murs que l'ennemi pouvait transformer en batterie qui eût découvert entièrement le dedans de la ville « tandis que la haute et puissante tour sur laquelle il y avoit une haute flesche » eût servi d'observatoire du haut duquel, suivant Simon le Boucq, il était facile de découvrir « au nud les habitants pourmener sur les rues » ¹. De cette église il ne reste plus aucun vestige. On sait seulement qu'elle se trouvait au delà de la citadelle actuelle, à quelques pas de l'ancienne porte d'Anzin.

La seconde fut érigée place de Glatignies, dans la partie de la paroisse qui s'étendait alors sur la rive droite de l'Escaut jusqu'à l'église des Jésuites (aujourd'hui Saint-Nicolas), et fut brûlée par les Espagnols en 1572. Réédifiée quelque temps après, elle fut démolie en 1689, pour en appliquer le terrain dans les fortifications de la citadelle.

Ceux des paroissiens de Saint-Vaast habitant hors les murs (faubourg Notre-Dame) ne pouvaient s'accommoder de l'église située place des Glatignies, en ville. Dès 1529 ils firent bâtir une petite chapelle à une nef, sur l'emplacement de la première église, afin que la messe pût y être célébrée pour leur plus grande commodité ².

Néanmoins, les bons habitants de Saint-Vaast en haut, ne perdirent pas de vue leur ancienne origine, et ils mirent tout en œuvre pour retrouver leur autonomie d'autrefois.

En 1736, malgré toute l'opposition qui leur fut faite, ils édifièrent l'église dont il reste encore quelques traces à l'entrée du faubourg, actuellement faubourg de Paris.

1. Simon le Boucq, *Histoire ecclésiastique*, fol. 50.

2. Simon le Boucq, *Antiquitez*, t. 1, p. 19.

Les archives de la ville ¹ conservent un mémoire d'un paroissien de Saint-Vaast, dans lequel il écrit :

On prétend que les habitants du faubourg n'osent qualifier leur vaisseau d'église paroissiale. C'est un abus considérable puisqu'ils exposeraient tout au monde pour le rendre dans ses anciens privilèges. Les paroissiens de la ville pour avoir suborné quelques pauvres paroissiens du faubourg en les menaçant de les priver des aumônes distribuées dans la paroisse de la ville, s'ils ne faisaient refus de payer leur côte part, sont assez faibles de croire qu'une grande partie des gens de bien s'intimideront à la vue de leurs menaces : ils peuvent hardiment espérer que le Seigneur fécondera leur pieuse poursuite, dans une affaire où il ne s'agit pas moins que du salut d'une des plus anciennes paroisses de tout le Pays-Bas. S'il n'y avait pas de justice dans le monde, on ne s'exposerait pas à une si juste poursuite, mais comme elle n'est pas abolie, ils ont tout lieu d'espérer qu'on ne leur refusera pas dans une affaire de telle importance.

Autre document sur le même sujet :

A Nosseigneurs de la cour du parlement de Flandre ².

François Fitzgeral, pair et procureur général de la paroisse de St Vaast là haut lez Valenciennes, représente à la cour, tant pour luy qu'au nom des curé, pairs et paroissiens de la ditte paroisse, que par un consentement unanime des paroissiens, du 1^{er} de mars 1734 et homologué de Messieurs du Magistrat le onze du même mois, approuvé de Monseigneur l'Evesque le vingt may suivant, il a mit la main à l'œuvre pour rétablir cette royalle paroisse de St Vaast là haut que la cour a conservé dans ses droits par des arrêts rendus le 27 janvier 1727, un autre du 25 may 1735, un autre le 24 novembre 1736 ; le suppliant verrait avec douleur cette paroisse anéantir s'il n'avait recours à la Cour qui la bien voulut conserver jusqu'à présent, pour achever le chef d'œuvre de la justice rendue par vos Seigneuries ; il a l'honneur de vous représenter que tous les paroissiens travaillent d'un zèle pieux à la remettre dans sa première splendeur en contribuant généreusement pour une paroisse que vos arrêts justes et favorables ont rendus aujourd'hui sur pied, la plus ancienne église du Hainaut, on aurait lieu d'espérer qu'elle subsisterait dans une tranquillité parfaite, si elle n'était troublée par trois ou quatre paroissiens entesté qui minent dessous pour la faire renverser en se

1. Archives communales antérieures à 1789. Série GG, n° 483.

2. Archives communales antérieures à 1789. Série GG, n° 12.

refusant de payer une petite taille qu'on a imposé d'un consentement unanime pour son érection, et pour les procès qu'on a soutenus à la cour pour sa conservation ; pour comble de malheurs ils travaillent avec grands soins pour corrompre la pieuse libéralité des autres. Sy le suppliant n'avait recours à la cour comment pourrait-on trouver des fonds pour rembourser des pairs qui ont généreusement prestés leur argent, tant pour l'érection du bâtiment que pour les frais des procès qu'ils ont justement tentés à la cour pour la conservation de ses droits — ce qui cause que plusieurs, qui sont venus dans la paroisse depuis son érection, veullent se soustraire à laditte taille et cela sous prétexte qu'ils n'ont pas consenti à ce que les autres ont faits avant leur arrivé ; restant dans leur pernicieux principe il faudrait conclure de là que sy les premiers qui y ont travaillés venaient à mourir, les derniers seraient obligez à la vendre pour satisfaire aux dettes qu'on a esté obligé de contracter pour son rétablissement.

Ce considéré, le suppliant a recours à la Cour pour demander préfixtion de jour pour comparaitre avec les opposans pour avoir un arrêt pour faire contraindre les refusans au payement de leur cotte par tant pour les paroissiens présens que pour ceux qui viendront jusqu'au plain remboursement tant et sy longtemps qu'ils seront paroissiens. Dans l'espérance que la cour continuera ses bontez pour la conservation de cette royale paroisse les zélés paroissiens adresseront leurs vœux au Ciel pour la conservation d'une sy noble Cour.

— F. FITZGERALD, proc. de la paroisse de S. Vaast la Haut.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 26 MARS 1903

Présents : MM. L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président ; Edm. LECLAIR, secrétaire ; Ém. THÉODORE, bibliothécaire-archiviste ; l'abbé BONTEMPS, l'abbé DESMACHELIER, J. DUBRULLE, L. FLIPO, J. LEBLANC, l'abbé MORTREUX, H. PAJOT, l'abbé TROUILLET, le chanoine VANDAME.

MM. l'abbé LEURIDAN, président, P. VILAIN, secrétaire, et J. DALLE s'excusent, par lettres, de ne pouvoir assister à la séance, que préside M. L. QUARRÉ-REYBOURBON.

Nécrologe des prêtres du diocèse de Cambrai. —

M. l'abbé GUIOT, curé de Walincourt, informe la Société qu'il achève en ce moment un travail du genre de celui qui est annoncé dans le Bulletin ¹.

Ce travail comprend : 1^o l'état du clergé constitutionnel du Nord, de 1791 à 1802 ; 2^o la nomenclature des prêtres originaires de la circonscription actuelle du diocèse de Cambrai, qui se sont fait incorporer, en 1802, aux diocèses d'Arras, de Tournai, de Soissons et de Bruges ; 3^o l'état du clergé du diocèse de Cambrai, du 15 août 1802 au 31 décembre 1900, avec les dates et lieux de naissance et de décès, les dates d'ordination, l'indication des fonctions exercées, etc. ; 4^o le tableau des ordinations faites dans le diocèse, de 1803 à 1901, comprenant les dates et lieux des ordinations, les noms des prélats consécrateurs et le nombre des ecclésiastiques ordonnés ; 5^o une table des paroisses ayant fourni des prêtres au diocèse de Cambrai pendant le XIX^e siècle.

M. l'abbé GUIOT met ce travail à la disposition de la Société. Le Bureau a décidé, en conséquence, de prier nos collègues, MM. DESMACHELIER et GUIOT, de vouloir bien se charger de la pré-

1. Tome V, pages 23-24.

paration définitive de ce travail qu'ils ont entrepris, chacun de leur côté, et dont ils pourront utilement former un ensemble achevé. C'est donc entre leurs mains que devront être centralisés les documents relatifs à cette publication.

Quant au projet d'un travail analogue pour la période antérieure à la Révolution et au Concordat, il reste en préparation ; tous les documents y relatifs pourront être adressés au Président de la Société d'Études.

Almanach et Ordo de Cambrai. — Ceux de nos collègues qui posséderaient les années ci-dessous désignées de l'*Almanach* et de l'*Ordo latin* du diocèse de Cambrai, et qui voudraient bien s'en dessaisir, soit gracieusement, soit à un prix à proposer, sont priés de vouloir bien les adresser à M. l'abbé Leuridan, archiviste diocésain, 60, boulevard Vauban, Lille.

Almanach ecclésiastique : années 1810, 1815, 1816, 1826, 1900, 1901, 1902.

Ordo latin : années 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1815, 1817, 1822, 1826, 1828.

Confrérie Saint-Roch à Beaucamps. — M. l'abbé MORTREUX communique les *règles de la confrairie de Monsieur Saint-Roch érigée en l'église paroissiale de Beaucamp*.

Sermons de Fénelon. — M. l'abbé GRISSELLE a remis au Bureau des extraits relatifs à deux sermons prêchés par l'illustre archevêque, à Mons, en 1699.

Église de Vimy. — De M. le chanoine QUILLIET, nous avons reçu des documents concernant une contestation soulevée entre l'évêque d'Arras et les administrateurs de l'église de Vimy, au sujet de réparations à exécuter au chœur de l'église paroissiale.

Le Prieuré de Fives. — Il est donné lecture d'une étude de M. l'abbé LEURIDAN, sur les chartes du prieuré de Fives, de 1104 à 1336.

Testament de M. Étienne Thion, curé de Saint-Amand. — M. l'abbé DESILVE a recueilli, pour notre Bulletin, ce testament inséré aux registres de l'échevinage de Saint-Amand¹ :

1. Archives de la ville de Saint-Amand, FF 7, f^o 64 à 71.

Du vingt six février mil sept cens soixante trois, à l'assemblée de Messieurs les Prévost et eschevins de la ville et terre de St Amand, est comparu le s^r Gruson, prêtre, vicaire de la paroisse de cette ville, lequel a remis un paquet cacheté; et aiant esté ouvert, on y a trouvé le testament olographe de M^e Etienne Thion ¹, vivant curé et doien de chrestiennté de cette ville; et lecture faite, Messieurs ont ordonné qu'il soit enregistré :

Sensuit ledit testament.

In nomine Domini. Amen. — L'heure de la morte étant incertaine et ne voulant mourir ab intestat, je donne mon âme à Dieu et mon corps à la sépulture, supliant sa miséricorde par le sang de J. C. de le resusciter pour la vie glorieuse. Je me recommande très humblement aux prières de la S^{te} Vierge, de mon s^t ange gardien, de mes bienheureux patrons, de tous les S^{rs} et en particulier de ceux qui sont honorés dans la paroisse et de ceux dont nous avons eu le bonheur d'acquérir nouvellement les sacrées reliques par la libéralité du cardinal duc d'Iorck, abbé commendataire de cette abbaye.

1^o Je demande un service selon mon état, et comme il se pratique pour les curés de cette paroisse, le corps présent, s'il se peut, lequel serat enterré près de feu mon père, que le S^{rs} l'eut en gloire, et que l'on pose une épitaphe pour luy et pour moy à l'angle de la chapelle, qui est entre la fenestre et la boiserie du fond de l'autel, en ovale, et attachés avec des crampons ;

2^o Que le peu d'argent que je laisserai soit emploté aux fraix ordinaires de mes funérailles, et le reste, moitié par moitié, une distribué aux pauvres le jour qu'elles se feront, et l'autre pour dire des messes à la rétribution de dix pattars par les vicaires de la paroisse; qu'il soit dit aussi une quarantaine.

3^o Mon intention et ma volonté est qu'on fasse une vente de tous mes effets, et que l'argent en provenant soit mis en cours de rente, aussy bien que celui provenant de tous billets et obligations, pour lesdites rentes, avec celles que mon frère m'a laissé, parvenir aux intentions marqués icy plus bas.

4^o Je donne à mes servantes Julienne et Catherine Leclercq le lit où elles couchent; un matelas et paillasse; deux couvertes, une médiocre et une bonne; et le lit de plume, s'il y en avoit; la garde-robe noire; les petites chaises de la cuisine; une pelle à feu et des pincettes de la cuisine; un chenet; deux douzaines d'assiettes de fayance commune, et les plats de terre et potteries qui leur conviendront, pour tenir leur petit ménage; tous les draps d'étoupe et essumains de même; et un coffre de bois.

5^o Je choisis pour héritiers et institue à cette effet la pauvreté de la paroisse de St Amand, à condition de remplir et exécuter mes volontés

1. Licencié en théologie.

cy dessous exprimés, espérant qu'elle pourrat y faire honneur et qu'il resterat encore quelque chose de bon pour distribuer aux pauvres.

Je prie mes exécuteurs d'agir de concert et par le conseil de M^{rs} les prévost et eschevins, et les uns et les autres d'établir pour receveur de mes rentes et payeur de mes volontés toujours la personne qui serat dépositaire de cette ville, tel que l'est à présent M^r Leblan, aux conditions que le Magistrat stipulerat avec luy pour le plus grand bien des pauvres ; et cela, affin que, les fonds affectés se vendant, il n'arrive pas que les deniers se purgent à l'insçu de la pauvreté, si ces M^{rs} ne trouvent pas plus sûr et plus à propos autrement.

7^e On payera à Julienne Leclerc trente deux écus par an, sa vie durante, à commencer le jour anniversaire de ma mort d'être payé, et vingt écus aussy à sa soeur Catherine, aussy viagèrement et de la même manière. Elles auront à ma mort l'année de gage échue, et chacune trente florins pour deuil. Si l'ainée vient à mourir la première, sa soeur aurat trente deux écus de trois livres, et si la dite Catherine meurt avant sa soeur, les vingt écus seront, la vie durante, adjoutés aux trente deux de l'ainée.

8^e M^{rs} les prévost et eschevins, de concert avec M^r le curé de S^t Amand, choisiront un prêtre admis du diocèse, autre que les quatre qui sont déjà dans la paroisse, qui sera tenu de dire tous les jours la messe à la même heure le matin, dans les diverses saisons, ainsi qu'il se pratique à Commines. Il sonnerat ou ferat sonner une demie heure auparavant ; avant sa messe, il fera tinter. Après le tintement, il dirat en aube, les prières du matin du catéchisme, et lirat la vie du S^t à l'offertoire, courte, de l'auteur que j'ay fait lire le carême passé, seulement les jours ouvrables. Les dimanches et fêtes il dira la messe à la même heure sans lecture ny prières. Il dirat seulement la messe pour le repos de mon âme, de mes frères et soeurs, père et mère, les dimanches, fêtes, et les samedis toujours à l'autel de la Vierge ; les autres jours, il aurat son intention libre. Tous les jours de l'année après sa messe, il réciterat un *de profundis* avec eau bénite, sur ma tombe, pour toutes les personnes susdittes. Ledit prêtre serat tenu les dimanches et fêtes, surtout les principales, de sortir de son confessional, toutes les heures à tout le moins, pour donner la communion, et verrat auparavant à la sacristie, s'il n'y a point quelque personne infirme, sourde ou autrement légitimement pressée, qui veuille avoir confiance en luy pour la confession, et l'accommoderat par charité sans acception de personne.

9^e Il ne serat point tenu à faire la semaine de malades comme les autres, sinon lorsqu'il en serat prié par quelqu'un de M^{rs} vicaires, absents, malades ou justement embarrassés ; pour lequel service ces M^{rs} luy rendront le même office pour ses décharges, lorsqu'il en aurat besoin.

S'il arrivoit qu'il devint impotent, le prêtre serat tenu de procurer un autre prêtre à ses dépens pour faire toutes lesdittes fonctions, ou désister de son office ou employ ; et M^{rs} du Magistrat avec le curé

auront droit de le remercier en ce cas là et en d'autres qu'ils jugeront suffisant en conscience pour cela, à condition cependant qu'ils seront obligés de consulter M^{rs} les vicaires généraux, qui le corrigeront auparavant et permettront de le destituer, si les causes en continuent, par exemple, une négligence continuée dans l'exécution de mes volontés marquées pour le bien de ma paroisse et la gloire de Dieu. Il sera obligé d'assister en surplis à la grande messe les dimanches et fêtes, aux vêpres et au salut, et d'y chanter. M^{rs} les vicaires généraux sont suppliés de présenter à M^{rs} les curés et eschevins un ecclésiastique à qui le poste compte pour service, lorsqu'ils seront avertis de la vacance et qu'ils en seront supplié, et même d'avoir la bonté d'accorder à ces M^{rs} celui qu'ils leur recommanderont. Surtout je souhaite qu'on préfère un pauvre prêtre de la paroisse, si on le trouve idoine. Si M^{rs} les prévost et eschevins veuillent que ledit ecclésiastique travaille avec plus de zèle, qu'il assiste aux offices les jours ouvrables pour les rendre plus solennels et avoir plus de prières pour les defunts et vivants, soit aux services, obits ou autres messes, je les prie très instamment d'augmenter quelque chose audits offices, par exemple, de luy faire avoir la moitié du second clerq; c'est à dire, quand le dernier a quatre pattars, que ledit prêtre en auroit deux sans préjudice des autres et à leurs droits. On pourroit encore rendre ledit poste plus important, si M^{rs} de ville, après le décès des filles Desilve ¹, luy donnoit, pour habiter, la maison qu'elles habitent, à charge d'enseigner gratis tous les jours les enfans de chœur qui servent la messe, de les dresser et instruire à la piété, à lire, escrire, et même les rudiments, si on trouvoit qu'il y en eut qui eussent de bonnes dispositions pour cela, et même d'autres à la nomination et volonté du magistrat. Ledit prêtre ne pourrat être absens sans que quelqu'un fasse sa fonction, ny même plus de huit jours sans avoir avertis M^r le curé à qui en tout tems il devrat demander permission, et M^r le prévost, qui devrat être avertis du tems de l'absence. Il faudrat, dans tous les cas et tems qu'il substituerat quelqu'un soit pour maladie ou longue absence nécessaire, que le substitué soit agréable au S^r curé et Magistrats, et qu'au préalable il le leur ay proposé pour l'accepter ou le refuser, en nommer même un autre s'ils le veuillent.

Pour toutes lesquelles choses exécuter, ledit prêtre recevat tous les ans du receveur de mes rentes la somme de trois cens soixante cinq florins ; et serat obligé de prendre le petit clerq laïc pour sonner sa messe à heure, au cas qu'il n'ait personne de sa maison pour luy rendre ce service et servir sa messe. Auquel clerq il donnerat un pattar chaque fois qu'il servira. Et s'il étoit négligent, il pourat en prendre un autre du consentement de M^r le curé ; lequel aussi, s'il le juge à

1. Les demoiselles Desilve, institutrices à Saint-Amand, occupaient une maison en face de l'église actuelle. Marie-Catherine, l'aînée des deux sœurs, mourut à l'âge de 75 ans, le 17 mars 1789.

propos, permettra audit prêtre de donner la bénédiction après sa messe. Bien entendu que ledit prêtre serat comme les autres aux ordres du curé pour la gloire de Dieu et le bien des ames, sauf mes intentions principales.

Enfin, jusqu'à l'extinction des viages cy dessus on distribuerat le reste le jour de ma mort, la moitié le jour de la mort de mon frère, l'autre moitié à autant de pauvres qu'il y aurat de douze pattars de plus, assistants à la messe qui se dirat ce jour là; et après l'extinction desdits viages, tous les trois mois au jour à choisir par le curé et magistrats, compris les jours du trépas, à chaque pauvres qui seront désignés chaque fois, un tiers par le curé, un tiers par le magistrat, et l'autre par le pauvriseur, vingt pattars. Et s'il arrivoit des déchets par des accidents qu'on ne peut prévoir et qui peuvent arriver, mon intention est qu'on diminue la hauteur de l'argent, et qu'on réduise la quantité qu'on distribuerat et le nombre des personnes, jusqu'à la moitié, afin que le prêtre ne souffre point de déchets. Mais s'il arrivoit qu'on fut encore obligé de diminuer les pauvres, je charge les curé et magistrats de diminuer le nombre des intentions de messes jusqu'à la moitié. Après quoy il faudroit diminuer, cependant insensiblement, sur la rétribution de tous les jours, le tout selon la conscience et prudence des magistrats et curé, ayant consulté même les vicaires généraux. Les Magistrats sont supplié d'interposer leurs soins pour avoir la permission de la cour, et les messes et distributions (exceptés les deux pensions viagères) sinon, lorsque ce qu'il aura couuté pour cela aurat été payé, et sitot, l'un et l'autre commenceront.

J'ajoute que le prêtre sera tenu faire encore le catéchisme en carême et les dimanches, de visiter une fois le mois toutes les écoles, d'y faire une heure d'instruction, tant à la ville qu'à la campagne; et M^{rs} les curé et eschevins pouront l'obliger à toutes les prières de tous les agonizans, lorsqu'il serat demandé de jour, et à tous, s'ils ont la bonté de luy procurer quelqueune des aisances que j'ay dit.

Je choisis pour exécuteurs testamentaires M^{rs} le curé de la Celle, Pourtraint, et l'avocat Lescohier. Je les prie d'accepter cette exécution et d'avoir toute la charité et attention possible, pour que tout soit exécuté ponctuellement, à charge de consulter le prévost et magistrats, et de leur rendre compte aussy, un curé présent. Je donne par reconnaissance au premier une tabatière doublé d'or, au second ma belle bague à pierre et le portrait du cardinal ¹, à charge qu'après sa mort il appartiendra au Magistrat pour placer dans leur belle chambre, et qu'il soit mis sur les registres qu'il m'a été donné et que je l'ay donné au Magistrat par fidécomis.

Je me réserve de faire un codicille où je pourray faire mention de Bernard Lemoine.

1. Henri-Benoît-Marie-Clément, cardinal d'York, dernier des Stuarts, dernier abbé de Saint-Amand.

Je crois que l'argent que je laisseray pour les petites dispositions suffira. Quand à ce que je puis devoir encore à Haubourdin, mon année de dixme, que j'ai bon encore, payés, lorsque de ce qui pourrat revenir pour la valeur des lettres de change sur le S^r Liart pourront y suffire, et quelques dettes actives, tout billet de ma servante moyennant son viage serat absorbé.

Fait à Saint-Amand, ce 10 décembre 1762. — *Signé* : THION, pasteur de Saint-Amand, doyen de chrétienté.

Collationné à l'original qui étoit dans un enveloppe, sur le dos duquel il étoit écrit de la main du s^r Thion : *Mon testament fait ce 28 février 1763.*

Du 28 février 1763. A l'assemblée de MM. du Magistrat de la ville et terre de Saint Amand sont comparus M^{re} François Poutrain, prêtre, curé du village de Lecelle, et M^{re} Philippe-Joseph Lescobier, avocat en Parlement, lesquels, en exécution du testament de M^{re} Etienne Thion, vivant curé de cette ville et doyen de chrétieneté, ont emprisé la coexécution testamentaire dudit défunt M^{re} Thion et ont prêté le serment *in forma*.

QUESTIONS

99. — La Journée du chrétien. — Dans quel ouvrage du P. Bouhours se trouvent les méditations de chaque jour du mois, imprimées dans la « Journée du chrétien » ?

Les prières du matin et du soir, insérées dans ce recueil, ne sont-elles pas de l'archevêque de Cambrai, Fénelon ? En connaît-on une édition imprimée de son vivant ?

Les prières de la messe du même recueil, ne sont-elles pas aussi de Fénelon ?

100. — Armoiries à déterminer. — A quelles familles appartenaient les armes suivantes :

1^o D'or au chevron de gueules accompagné en chef de deux coquilles d'argent et en pointe de deux bars adossés surmontés d'un croissant d'argent.

2^o Écartelé : au 1, d'azur au croissant d'argent ; aux 2 et 3 de gueules à deux lions passants de.... ; au 4, d'azur à une étoile d'argent à cinq rais, sur une mer ou un flot d'argent.

3^o D'or à trois grenades (?), feuillées et tigées de.... Ces deux derniers blasons ont été trouvés accolés.

Échos de deux sermons de Fénelon à Mons, en 1699 ;
communication de M. l'abbé GRISSELLE, membre titulaire.

Les correspondants du Père Léonard de Sainte-Catherine, ce religieux augustin dont la cellule fut un grand « bureau de nouvelles » à la fin du XVII^e siècle, eurent souvent occasion de lui parler de Fénelon, surtout après les retentissants débats du quiétisme. Je me promets souvent d'en recueillir à l'occasion quelques échos. Voici du moins aujourd'hui, malgré la source assez suspecte, ceux d'une visite pastorale et de deux sermons, interprétés « à la Calviniste » par le banquier de Rotterdam, dont Léonard a transcrit de sa main et annoté une lettre du 8 octobre 1699.

Je n'en extrais que le passage relatif à Fénelon. Les réserves marginales du Père Léonard seront données en italiques, entre crochets, à la suite des passages qu'elles rectifient.

Nous avons lu dans une de nos Gazettes qu'on a esté surpris à Paris que l'Archevesque de Cambrai a esté à Bruxelles, sous prétexte de faire la visite des brebis soumises à sa Jurisdiction pastorale. Pour moy, je ne crois pas qu'il l'ait fait sans permission de la Cour. J'ay vu une lettre de Mons qui parle que, dans la visite qu'il a faite dans cette ville-là, il y a presché deux fois. Un ministre protestant qui est au service d'un régiment suisse en garnison à Mons, à la paye des États Généraux, se trouva avec plusieurs officiers au sermon de ce prélat. On remarque que dans le premier il dit que la Sainte Escriture ny les traditions n'enseignoit point que la Sainte Vierge eust fait aucun miracle et qu'il sembloit que nostre Seigneur avoit eu quelque dureté pour elle lorsqu'il l'avoit perdue et Joseph dans le Temple, pour la response qu'il luy fit et cita l'exemple des nopces de Cana. Et qu'elle avoit toujours esté dans une grande humilité pour Jésus Christ.

[Tout cela n'est que comme il est rapporté dans cette lettre à l'esgard de M. l'archevesque de Cambrai].

Le second sermon fut sur la conversion de S. Mathieu, dans lequel il blasma beaucoup ceux qui pousoient trop la confession, que le principal estoit d'estre pénétré dans le cœur d'une vive douleur d'avoir offensé Dieu et d'avoir une sérieuse repentance. M. de Meaux trouvera du quiétisme là-dedans *[cela n'est pas croiable]*.

Cette lettre ajoute que ce prélat avoit parlé de ses ouvrages et de ceux de M. de Meaux dans une compagnie et qu'il avoit dit qu'il paroïssoit depuis peu un livre attribué à M. Jurieu, qui les avoit bien dupés ; mais que M. de Meaux avoit esté beaucoup plus estrillé que lui.

Ce traité de l'Amour divin par M. Jurieu s'imprime actuellement chez Acher. C'est un bon livre. Il sera composé de différens chapitres à la fin desquels on trouvera d'excellentes méditations et des prières propres à inspirer ce pur amour que nous devons à la divinité ¹.

Dans une lettre antérieure, du 13 juillet 1699, Fleurnois avait longuement analysé le *Traité historique contenant le jugement d'un protestant sur la théologie mystique*, dont la quatrième partie est si violente contre Bossuet ².

Nous aurons occasion de revenir sur cette lettre ; bornons-nous aujourd'hui à un autre extrait du même correspondant, du 17 août 1699, rapportant, à propos du *Télémaque*, une anecdote controuvée, tendant à présenter Fénelon comme une sorte d'illuminé, dès le temps même où il prêchait en Saintonge.

Mœticus, libraire de la Haye, vient de nous donner un second tome des *Avantures de Télémaque*. Il y a quelques fenêtres à remplir dans celui-ci ; il promet dans la suite. On trouve beaucoup de beautés dans cet ouvrage ; mais bien des gens ont de la peine à se persuader qu'il soit de M. de Cambray, car il ne sied pas le mystique ni l'homme d'église de composer ainsi un roman et donner des instructions sous l'idée des divinités payennes. C'est donner à son disciple un dégoût de la véritable morale. Ceux qui connoissent ce prélat nous le représentent comme un bon homme. Un officier qui a connu autrefois ce prélat à Rochefort, nous l'a dépeint comme un vrai méditatif, qui alloit tous les jours méditer dans la forest de ce lieu-là et ces messieurs (les officiers) pour se divertir, lui faisoient entendre, par le moyen de certaines trompettes, ces paroles « M. l'abbé de Fénelon, amandés-vous ; vous estes en estat de damnation » et ces officiers se divertissoient agréablement en luy voyant tourner la tête de tous côtés, pour voir d'où pouvoit venir cette voix ³.

On voit ce que valent ces récits. Ils ont l'avantage de nous montrer l'état d'esprit des protestants de Hollande à cette époque ; ce sont des « documents » sur Fénelon et l'idée que se faisaient de lui les réformés.

1. Ms. fr. 19.214, fol. 209 verso et 210.

2. *Ibidem*, f° 187.

3. *Ibidem*, f° 190 verso.

LES CHARTES DU PRIEURÉ DE FIVES

1104-1336

Les chartes qui révèlent l'origine et les premiers développements du prieuré de Fives, extraites du *Cartulaire de Saint-Nicaise de Reims* par le Comte O. DE GOURGAULT, ont été publiées en 1882, par A. WAUTERS, dans les *Bulletins de la Commission royale d'Histoire de Belgique*¹. D'autre part, il existe aux Archives du département du Nord un cartulaire de Fives dans lequel ces mêmes chartes sont transcrites en langage du XIV^e siècle. Malheureusement, ce dernier recueil, dans sa composition, trahit une main peu exercée à ce genre de travail ; les chartes y sont reprises sans ordre, sans méthode et sans critique ; comme œuvre de diplomatique il est dépourvu de toute valeur, mais il contient un certain nombre de pièces qui ne se trouvent pas dans le cartulaire de Saint-Nicaise et qui ont leur prix, en ce sens qu'elles permettent de suivre un peu plus avant les annales du prieuré.

Ces documents étant nés pour la plupart dans notre région et leur objet étant exclusivement local, il semble qu'à ce double titre il appartienne tout particulièrement aux historiographes du pays, de les commenter, de les interpréter et d'en faire ressortir l'intérêt.

Origine du prieuré.

Le prieuré de Fives, de l'ordre de Saint-Benoît, fut fondé, en 1104, par un chanoine de Lille, Herman, qui, possesseur des autels de Saint-Martin de Fives et de Sainte-Marguerite de Faches, les remit aux mains de Baudry, évêque de Tournai, pour être attribués à l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims.

C'est ce que nous apprend le premier diplôme.

1104. — « Nous, Baudry, évêque de Tournai, faisons connaître que Herman le Jeune, chanoine de l'église de Lille, qui gérait le personnat de deux chapelles situées dans le Mélantois, savoir : Saint-Martin de Fives

1. Quatrième série, t. X.

et Sainte-Marguerite de Faches, sous l'église de Tournai, nous a supplié de céder ces autels à l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims pour l'usage des frères qui y servent Dieu ; que, de l'assentiment de l'abbé Joran, consulté par Manassès, métropolitain de Reims, et de l'avis de notre très cher fils, Lambert, archidiacre de Tournai, ainsi que de nos autres clercs, nous avons accédé à cette demande, à telle condition que les droits ordinaires dus pour ces autels seront acquittés chaque année et que le prêtre jugé par l'abbé et les frères digne d'y être placé recevra de l'évêque ou de ses ministres, sans aucune exaction, la charge d'âmes, et répondra envers eux des choses divines selon le droit canonique ; qu'enfin les frères de Saint-Nicaise feront annuellement mémoire de notre concession. » ¹.

Bien que le titre de 1104 soit muet sur ce point, l'intention du donateur était, à n'en pas douter, que l'église de Fives fût desservie par une petite colonie monastique ; toutefois, à s'en rapporter au titre suivant, ce désir ne se serait réalisé que plus tard.

Ordinairement un autel ne comportait qu'un tiers de la dîme de la paroisse avec les oblations ; les deux autres tiers étant, sous le nom de *bodium*, aux mains de laïcs. Ce tiers réservé à la subsistance du prêtre n'aurait pu suffire à plusieurs, et c'est par suite de nouvelles libéralités que cinq ou six religieux purent se réunir à Fives et y vivre sous la direction d'un prieur. Quand le fait eut-il lieu ? On ne le sait pas exactement, mais il semble n'avoir pu précéder de beaucoup le don fait aux moines, par une famille seigneuriale, du terrain nécessaire à l'établissement de leurs demeures et de leurs officines. Or, cette donation a été effectuée sous le règne de Thierry d'Alsace, « *me presente et assentiente*, » dit ce prince, moi présent et consentant. Elle ne peut donc être antérieure à 1129.

L'histoire de cette famille seigneuriale, dont le domaine comprenait une notable partie de Fives, est si intimement liée à celle du prieuré qu'on ne peut guère se dispenser de lui consacrer quelques lignes.

La famille seigneuriale.

A la fin du XI^e siècle florissait un seigneur nommé FRUMALDE DE AQUA, en roman DE L'AUE, que la collégiale de Saint-Pierre

1. *Cartulaire de Saint-Nicaise*, n° 14, f° 16. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, t. X, pp. 171-173.

de Lille comptait au nombre de ses bienfaiteurs ¹. On connaît à ce FRUMALDE :

1° Un fils, HUGUES DE AQUA, dit DE BRUC, qui avait épousé la seconde sœur de Roger le Jeune, châtelain de Lille de 1098 à 1130, et de Robert, troisième prévôt de la collégiale de Saint-Pierre de 1095 à 1132. Ceux-ci, dit une chronique contemporaine, avaient plusieurs sœurs : l'aînée, Sarra, s'était alliée au châtelain de Courtrai et lui avait donné, entre autres enfants, Roger, qui fut châtelain de Courtrai et dont le nom est à retenir comme rappelant un des bienfaiteurs du prieuré de Fives.

2° Trois filles : l'une était la femme de Bernard II de Roubaix, dont un fils, Bernard III de Roubaix ; une autre était mariée à Olivier de Bondues et une troisième à Lambert Nappin, père de Berthulf, prévôt de Saint-Donat à Bruges, d'où Burchard, meurtrier du comte Charles le Bon. Berthulf, bien qu'il occupât la plus haute dignité de Flandre, était d'origine servile ; ses frères étaient serfs comme lui, et il est presumable que Frumalde, en donnant une de ses filles à Lambert Nappin, avait été trompé, ainsi que d'autres le furent, sur la condition de cette famille dont la souche était de plus, dit-on, impure et criminelle ². Disons tout de suite à l'honneur de Hugues de l'IAUE, de Bernard de Robays et d'Olivier de Bondues, que ces seigneurs, partagés entre les liens du sang et l'horreur du crime commis à Saint-Donat, n'hésitèrent pas cependant à livrer à la justice leur neveu Burchard qui, après le meurtre du comte Charles, était parvenu à s'évader et avait gagné les environs de Lille, espérant trouver un refuge auprès d'eux. 1^{er} mai 1127 ³.

Le fils de Frumalde, HUGUES 1^{er}, paraît dans les chartes en 1117 et en 1122 sous le nom DE AQUA qu'une chronique romane traduit en 1127 par DE L'IAUE ⁴. En 1128, sous le nom DE BRUC, Hugues assiste avec son fils, ROGER DE BRUC, et ses deux beaux-frères, Roger, châtelain de Lille, et Robert, prévôt de la collégiale de Saint-Pierre, à une assemblée solennelle tenue à Lille et dans laquelle le fier Roger de Bruc défend contre le nouveau comte, Guillaume de Normandie, l'honneur de son oncle le prévôt ⁵.

1. Voir Mgr Hautcœur, *Histoire de Saint-Pierre de Lille*, t. I, p. 42.

2. Vita B. Caroli Boni auctore Guallero, apud Acta Sanctorum Bolland., mense martio. — Dom Bouquet, t. XIII.

3. *Chronicon comitum Flandrensiū (Flandria generosa)*, apud J.-J. de Smet, *Corpus chronicorum Flandriæ*, t. I, p. 88.

4. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. I, p. 40 ; anno 1117. Archives du Nord, *Cartulaire de l'abbaye de Marchiennes*, p. 110, anno 1122. *Li génération, li parole, et li lignée des contes de Flandre*, dans le *Corpus chronicorum Flandriæ*, t. II, p. 79, anno 1127.

5. A. Wauters, *Un épisode des annales des communes belges. Avènement et mort du comte de Flandre, Guillaume de Normandie*, p. 30.

En 1132, il est appelé HUGUES DE BRUECH dans l'acte qui constate la donation faite par Bernard II de Roubaix, son beau-frère, d'une terre à l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés, de Tournai ¹. En 1136, c'est avec la désignation de fils de Frumalde qu'il fait au prieuré de Fives des dons importants.

Évidemment, ces diverses dénominations : *de Aqua*, *de l'laue*, *de Bruc* et *de Bruech*, désignent un même personnage, le seigneur du Breucq, et peut-être désignent-elles un même lieu. Il y a, en effet, une réelle affinité entre *aqua*, l'eau, et le flamand *broeck*, marais. On sait d'ailleurs que le Breucq, situé précisément sur l'eau, sur la Marque, est un fond marécageux. La seigneurie du Breucq, dont le siège était à Flers, mais dont les dépendances s'étendaient au loin, notamment à Fives et à Lille, constituait alors l'un des domaines les plus considérables de la région.

Hugues I^{er}, mort vers 1151, eut de la sœur du châtelain de Lille au moins quatre fils :

1° HUGUES II DE AQUA, de Bruc ou del Broch, dit le Jeune, qui succéda à son père dans le domaine du Breucq. Il fut aussi, en son temps, un bienfaiteur du prieuré de Fives.

2° ROGER DE BRUC, l'ardent chevalier qu'on vient de voir en 1128 et qui ne reparait plus, au moins sous ce nom.

3° JEAN, dit frère de Hugues II et de Frumalde II.

4° FRUMALDE II, dit frère de Hugues II et de Jean.

Hugues II avait épousé une dame du nom de Mathilde qui mourut avant lui et pour le repos de laquelle il fonda au prieuré de Fives un service religieux en 1163.

Après lui vint HELLIN DE BRUECH, qui, en 1179, du consentement de Sara, son épouse, fit un échange de terres avec l'église de Saint-Martin de Fives. Sara mourut avant 1190 ; Hellin de Bruech, du consentement de Pierre, son fils, de Hadevide et de Gelvide, ses filles, fonda au prieuré de Fives une messe quotidienne pour le repos de l'âme de ladite Sara.

Pierre du BREUCQ, chevalier, fils de Hellin et de Sara, épousa une dame nommée Béatrix dont il eut Péronne qui, par son mariage avec Gérard DE MARBAIS, porta dans la puissante maison de ce nom la seigneurie du Breucq.

1. J. Vos, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés*, n° 9, t. XII des *Mémoires de la Société historique et littéraire de Tournai*.

La charte de 1136.

1136, à Lille. — Moi, Thierry, par la miséricorde divine comte de Flandre, fais savoir que je concède et confirme, pour mon salut et celui de mes prédécesseurs, à l'église de Sainte-Marie et de Saint-Martin de Fives¹, et aux moines de Saint-Nicaise de Reims, qui y servent Dieu, tous les biens qu'ils ont recueillis de la pieuse libéralité des fidèles et ceux qui leur seront donnés par la suite, fussent-ils de mon fief, de telle sorte, néanmoins, que le service qui m'est dû et mes revenus ne soient point diminués.

Je concède aux moines, pour être possédée par eux perpétuellement et sans trouble, la terre près de l'église et du cimetière qui leur a été donnée, moi présent et consentant, par Hugues, fils de Frumalde, pour y établir leurs demeures et leurs officines. — Ledit Hugues leur a donné en outre huit bonniers d'alleux dans le bois de Barœul : *in silva de Barul*.

Semblablement, de notre assentiment, Bernard de Roubaix, neveu dudit Hugues, a donné à la même église, pour l'âme de son père, Bernard, une terre gisant à Barœul : *apud Barul jacentem*².

Walter de Lesquin a donné 4 bonniers de terre à *Anstaing*³.

Gomare, un manse de terre à *Aelbeke*⁴.

Roger, châtelain de Courtrai, 2 bonniers à *Mouscron*.

Walcher de Lezennes, un jardin àudit lieu et deux gerbes de dîme sur ce jardin ; ses fils, Hugues et Ursio, ont donné un bonnier.

Olivier de Bondues, un bonnier.

Bauduin de Courtrai, une terre rendant 9 rasières de froment, 5 douzels d'avoine et 4 deniers.

Évermolde, surnommé Bonet, Étienne et Jean, ses frères, à la prière de

1. Ce double vocable de la Sainte-Vierge et de Saint-Martin est souligné par les auteurs de la *Gallia Christiana* comme « chose digne de remarque, puisque dans une charte antérieure de l'évêque Baudri, cette église est citée comme dédiée seulement à saint Martin. On peut conclure, ajoutent-ils, que le culte de la Sainte Vierge y fut apporté ou du moins propagé avec plus de faveur par les moines de Saint-Nicaise. » (Voir le *Cameracum Christianum* du d' Le Glay, p. 340.) — Je suis loin de contredire que les moines de Saint-Nicaise aient apporté et propagé à Fives le culte de la Sainte Vierge. Le fait ne saurait être douteux ; mais si le vocable de Sainte-Marie en est le témoignage, il y a lieu de s'étonner qu'il n'ait pas persisté et qu'on ne le retrouve dans aucune autre charte du prieuré, même dans celles qui émanent du même prince et sont datées du même lieu.

2. D'après une étude attentive des textes, le Barœul, *Baruel*, *Barul*, était à l'origine un ancien domaine du Fisc, s'étendant sur les territoires de Marcq, de Wasquehal, de Flers, de Mons, et de Fives, où l'on trouve le fief du Maisnil-en-Barœul. Les diverses parties de ce domaine données ou inféodées par les comtes, devenus maîtres du pays, furent désignées comme situées dans le Barœul, qui prit ainsi l'apparence d'un petit canton.

3. Voir l'*Histoire de Lesquin*, par l'abbé Th. LEURIDAN.

4. Aelbeke, Flandre occidentale.

leur frère, Herman, moine, ont donné 3 bonniers d'alleux ¹ et une mesure à Thumesnil ².

Lambert Tahuns a donné une terre à Fives, rendant 12 sous (nummos), et une pièce de terre à Grosbus.

Hengelbert de Flers et Bauduin, son frère, ont donné la moitié d'un bonnier d'alleu et 6 deniers de cens dus sur l'autre moitié par Héribert et Éveruvin.

Robert de Hellemmes, une terre à une rasière.

Seiher de Heppignies, un bonnier et demi et environ cent pieds sur La Phalecque ³.

Gomar et Emma, son épouse, un bonnier d'alleu sur la Marque et un jardin à Instin ⁴.

Évrard d'Esquermes, 3 bonniers d'alleux dont deux à Mancaressum et un à la Croix-Herman, et deux jardins à Basinghem ⁵.

Walter et Berrenger, son frère, 2 bonniers d'alleux à Avelin; in *Hacelin* ⁶.

Wautier de Croix, 2 bonniers et demi de terre et une mesure à Flers.

Alard de Gorguemez ⁷, une terre rendant 4 rasières de froment.

Éva de Hellemmes, une pièce de terre *ad Aquaticum*.

Disdele d'Ascq, un demi-bonnier d'alleu in *Hacelin*, *alias* in *Haneluc*.

Henri Salembien, *Saliens in bonum* ⁸, un bonnier de terre à Heppignies ⁹.

Anastase de Hellemmes, une partie de pré qui a été échangée pour une pièce de terre in *Weschim*.

Wicard de Roubaix, un bonnier de terre et le quart d'un bonnier d'alleu.

Amauri de Thumesnil, une pièce de terre d'alleu.

Gérard d'Anstaing, un demi-bonnier.

Simon de Lesquin, la dtme d'un bonnier et demi de terre.

Berrenger, convers, un bonnier et demi de terre à Hellemmes.

1. A cette époque, l'*allodium*, l'alleu, qui revient une dizaine de fois dans la charte de 1136, signifiait peut être encore la terre patrimoniale opposée à la terre acquise, plutôt que la terre libre opposée à la terre dépendante, en un mot la terre de la *Sala* ou la terre attachée au manoir du possesseur. Sinon, il faudrait admettre que les alleux, dans le sens de terres indépendantes, étaient alors en bien grand nombre dans notre région.

2. Hameau de Faches, terre d'Empire.

3. Cours d'eau à Fives. Il y avait aussi à Fives un domaine de La Phalecque, qui a laissé son nom à une famille du pays.

4. Un Henri de Instin figure, en 1176, dans un titre de l'abbaye de Loos. Original n° 23.

5. Basinghem ou Basinghien, hameau et seigneurie à Loos près Lille.

6. Est-ce bien Avelin ? Une copie de cette charte, levée en 1859, aux Archives nationales (Supplément au Trésor des Chartes, K. 12, W. SS. Fives, 2.) par M. Henri Fremaux, de Lille, porte *Haneluc*.

7. Seigneurie sise à Roubaix, aux confins de Croix et d'Hem.

8. Voir, pour l'origine de ce nom, la *Statistique féodale* de Th. Leuridan, introduction, p. 21.

9. Lieu-dit à Fives.

Walter, fils de Flozer, 4 deniers de cens et 2 chapons.

Gérard d'Hem, un bonnier et demi de terre dans la paroisse de Fives, du consentement d'Alard, son seigneur.

Robert, clerc, surnommé Boter, une mesure dans la rue des Cordonniers.

Benscelin et Évrard, son fils, la moitié d'un manoir dans la même rue des Cordonniers.

Godelende, sa maison payant 2 sous de cens.

Hermenzende et Nicolas, son fils, une mesure.

Helvide *medica*, sa maison, sa terre et toute sa propriété après sa mort.

Lisende, 12 deniers sur la terre de sa maison.

Helvide de Vendeville, sa maison et une terre dans la rue de Courtrai.

Accroissement des biens du prieuré.

Les biens repris dans la longue énumération de 1136 sont relativement considérables et dès lors l'existence de la colonie monastique est assurée. D'autres libéralités rappelées par des actes du comte Thierry et de ses successeurs, des achats mêmes, viennent encore arrondir le domaine des religieux.

Une charte du comte Thierry, de 1150, nous apprend que Wautier de Croix a donné à l'église Saint-Martin de Fives, 8 bonniers de terre à Flers et à Hellemmes, et Hugues de Aqua, une partie de champ, pour augmenter le manse des religieux ¹.

Dans une autre charte de 1151, le même comte atteste que Hugues, fils de Frumalde, et H., fils de Hugues del Broch, ont donné en aumône à l'église S. Martin de Fives, près de la court du Prieuré, une terre gisant de chaque côté de l'eau, l'eau elle-même, et, en accroissement de la dite court, le manse de Reinger après la mort de celui-ci ; — que Gomer del Ries et Emma, son épouse, en présence et du consentement de leurs fils, ont aussi donné une terre rendant chaque année 17 sous 3 deniers, 3 muids et 4 douzels et demi d'avoine, une demi-rasière de froment, 9 chapons et 2 oblations ² ; — que les moines ayant acheté 3 bonniers de terre, Roger del Ries, son épouse et leurs fils, de qui

1. *Cartulaire de Saint-Nicaise de Reims*, n° 139, f° 62. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, t. X, pp. 179-180. — Tardif, *Monuments historiques, cartons des Rois*, p. 172, d'après l'original qui se trouve aux Archives nationales. — *Cartulaire de Fives*, n° 22.

2. Présent en nature fait par le tenancier au seigneur et considéré ensuite comme droit par celui-ci. Les oublies, sorte de gâteaux, d'abord offerts, étaient aussi devenues une redevance.

ces trois bonniers étaient tenus, ont à titre d'aumône, renoncé à leurs droits sur cette terre et en ont investi le prieuré. ¹

En 1163, Hugues de l'Isle, après la mort de Mathilde, sa femme, donne à l'église Saint-Martin la tierce partie de la dime de Fives, pour le salut de la dite Mathilde. ²

En 1179, Hellin du Breucq, de l'assentiment de Sara, son épouse, échange cinq bonniers de terre à Fives, contre une terre que l'église Saint-Martin possède à Marcq, au lieu dit l'Anglée. ³

Par une charte à laquelle il faut assigner la date approximative de 1180 ⁴, Philippe, comte de Flandre, atteste que Sara, épouse de Hellin du Breucq, alors qu'il vivait encore et de l'assentiment de son mari, a donné, pour le salut de son âme, aux moines de Saint-Martin de Fives, un demi-muid de froment et six chapons à percevoir chaque année sur ses propres alleux du Breucq à Walincamp : *de propriis allodiis de Brech apud Vualincamp*; — que Hellin, voulant compléter l'œuvre de son épouse, a ajouté à cette largesse, de l'assentiment de ses héritiers, Pierre, son fils, Adevide et Gelvide, ses filles, un bonnier de terre gisant entre deux monts, à la condition qu'une messe sera célébrée chaque jour autant que faire se pourra, pour le repos de sa dite épouse et des fidèles trépassés du lieu.

Signalons enfin, pour terminer le XII^e siècle, les trois actes suivants :

1200, 19 avril. — Pierre, seigneur du Breucq, de l'assentiment de Béatrix, sa femme, et de Péronne, sa fille, épouse de Gérard de Marbaix, investit Gui, prieur de Fives, d'une dime vendue au prieuré par Jean du Bussoit, chevalier, qui la tenait en fief de lui, Pierre. — Jean, archidiacre de Tournai, confirme cette vente faite à « Dan Guy, prieur de Fives. ⁵ »

1. *Cartulaire de Saint-Nicaise*, n° 140, f° 71. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, t. X, pp. 180-181. — *Cartulaire de Fives*, n° 12, avec la fausse date, 1105.

2. *Cartulaire de Fives*, n° 17.

3. *Cartulaire de Saint-Nicaise*, n° 141, f° 61. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, t. X, pp. 189-190. — *Cartulaire de Fives*, n° 6, avec la fausse date 1199 pour 1179.

4. *Cartulaire de Saint-Nicaise*, n° 143, f° 73. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, pp. 185-186. Cette pièce sans date est nécessairement postérieure à la mort de Sara, laquelle vivait encore en 1179, alors qu'elle approuvait un échange fait par son mari avec le prieuré de Fives. Elle est publiée par la Commission royale d'Histoire sous la date matériellement impossible de 1160 environ, qu'il faut reporter à 1180 au plus tôt. — *Cartulaire de Fives*, n° 18 bis.

5. *Cartulaire de Fives*, n° 2 et 3.

1200, 24 mai. — Jean Leroy et sa femme vendent au prieuré de Fives cinq sous de rente assignés sur leur terre située derrière le Bus, tenue de Hellin du Bos, de Avisse, sa femme, et de Hellin, leur fils. ¹

1200, 18 août. — Willaume, doyen et chanoine de Lille, et M^r Jean adjugent, comme arbitres, au prieuré de Fives, la dîme de Fau pour laquelle il y avait contestation entre ledit prieuré et les moines de Wavrin.

Le prieuré de 1201 à 1266.

Ainsi qu'on a pu le constater dans ce qui précède, les seigneurs du Breucq avaient, dès l'origine, détaché des parties importantes de leur fief pour constituer et agrandir successivement le domaine de la colonie monastique de Fives, et s'étaient constamment montrés les bienfaiteurs attitrés des religieux. Il arriva néanmoins que l'un de ces seigneurs, Pierre du Breucq, le dernier et le plus illustre de sa race, s'oublia gravement contre le prieuré un jour de l'année 1201. Ce fut comme un éclair de colère, car il fit aussitôt amende honorable dans l'église de Fives.

1201. — « Moi, Pierre, seigneur du Breucq, fais savoir que dans l'église de Saint-Martin de Fives, en présence de sire Marcel, abbé de Cysoing et de plusieurs autres, j'ai reconnu n'avoir aucune avouerie sur le Prieuré ni sur ses possessions; que, irrité contre l'église de Saint-Nicaise de Reims, j'ai fait enlever des mains du dépensier de Fives les clefs de la maison et fait violemment occuper ses biens par mon sergent, mais que, mu de repentir, j'ai avoué devant l'autel, en présence dudit abbé, de mes chevaliers et de mes hommes, avoir agi injustement et sans raison envers le Prieuré auquel j'ai donné satisfaction pour cette injure, et, déclaré que je ne pouvais rien réclamer des moines sinon de leur amour et de leur volonté. »

1201, à Fives. — « Moi, Marcel, abbé de Saint-Calixte de Cysoing, déclare que noble homme Pierre du Breucq a reconnu en ma présence, dans l'église de Saint-Martin de Fives, n'avoir aucune avouerie sur le prieuré ni sur ses possessions. J'ai aussi entendu que le prieur s'était plaint parce que le dit Pierre, irrité contre l'abbé de Saint-Nicaise pour un futile motif, et revenant d'un tournoi donné dans la province de Reims, avait, en son « impétuosité de courroux, » fait enlever des mains du dépensier de Fives les clefs du Prieuré et avait établi dans la maison un sien sergent pour en occuper les biens; mais il avait humblement reconnu devant l'autel, en présence de ses chevaliers et de ses hommes, qu'il avait fait une grande injure à l'église, qu'il ne pouvait rien réclamer des moines, sinon de leur amour et de leur volonté, et qu'il se repentait de ce qu'il avait fait. » ²

1. *Cartulaire de Fives*, n° 19.

2. *Cartulaire de Saint-Nicaise*, n° 144, f° 63 et n° 145, f° 63. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, t. X, p. 194-196.

Le même Pierre du Breucq et sa femme Béatrix firent don au prieuré de Fives, le 11 avril 1211, d'un muid de froment à prendre sur leur seigneurie du Plouich, près le Fau de Walincamp. ¹

Trois ans plus tard, Jean, chevalier, seigneur de Cysoing, Mabille, sa femme, et Jean, leur fils, investissent le prieuré de Fives d'une dîme sur 20 bonniers à Lompret, tenue d'eux et cédée audit prieuré par Hellin du Bois et Aelide, son épouse. Cet acte est souscrit par Gui, prieur de Fives, Richer et Radulfe, prêtre et moines, et cinq hommes du seigneur de Cysoing. ²

En 1225, Jean, seigneur de Cysoing, Marie, sa femme, et Gilles, leur premier-né, renoncent en faveur du prieuré de Fives aux droits qu'ils avaient sur 4 bonniers de terre à Templemars, tenus d'eux et achetés par Gérard Fauviaus, bourgeois de Lille, lequel payera annuellement au prieuré 2 deniers de rente pour chaque bonnier. ³

En avril 1230, Daniel de Halluin, chevalier, fait savoir que Henri de Faches, chevalier, qui tenait de lui en fief une dîme prélevée à Faches, l'a vendue à l'abbaye de Saint-Nicaise du consentement de sa femme, de son premier-né et de ses deux autres fils, et que lui Daniel, de l'assentiment du comte Fernand, a remis cette dîme libre de tout droit féodal à ladite église de Saint-Nicaise ⁴. Cette vente est approuvée par le comte de Flandre ⁵ et par l'évêque de Tournai ⁶, à la demande de W., doyen de Lille ⁷.

Par un acte du troisième vendredi de carême de l'an 1236, Guillaume, chanoine et official d'Arras, à la prière de Dom Simon, prieur de Fives, condamne à restitution et aux dépens Jean d'Oignies, frère de Gilles, chevalier, qui avait troublé le prieuré de Fives dans la pleine possession de la dîme d'Oignies que ledit Gilles lui avait vendue sans opposition de la part de son frère ⁸.

1. *Cartulaire de Fives*, n° 13.

2. *Cartulaire de Saint-Nicaise*, n° 142, f° 63. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, t. X, p. 198-199.

3. *Cartulaire de Fives*, n° 8.

4. *Cartulaire de S. Nicaise*, n° 150. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, t. X, p. 202.

5. *Cartulaire*, n° 146. — *Bulletins*, p. 203.

6. *Cartulaire*, n° 148. — *Bulletins*, p. 204.

7. *Cartulaire*, n° 149. — *Bulletins*, p. 205.

8. *Cartulaire de Fives*, n° 4.

Le 3 juin 1250, l'abbé de Loos, débiteur envers l'église de Fives d'une rente annuelle de 32 deniers et une maille et d'une demi-rasière de froment, constitue un homme vivant et mourant, pour le relief ¹.

Constatons, en terminant, que, dans la subvention ecclésiastique accordée le 14 octobre 1266, par le pape Clément IV, pour la croisade de Tunis, la part du prieuré de Fives fut fixée à 10 livres tournois, égalant ainsi celle des maisons religieuses les plus importantes de la région ².

Le prieuré sous la Maison de Marbais.

La Maison de Marbais a possédé pendant plus d'un siècle le domaine du Breucq avec ses dépendances à Fives et à Lille. Après Gérard, l'époux de Péronne, dame héritière du Breucq, vint un autre Gérard, sire de Marbais et du Breucq, qui fit au prieuré de Fives une importante donation.

1270, 11 avril. — Moi, Gérard, sire de Marbais et du Breucq, fais savoir qu'à la suite de différends et débats surgis entre moi et les religieux de Saint-Martin de Fives au sujet de certaines droitures en l'eau de Fives qui longe toute la terre du Prieuré, à la demande du Prieur et des moines, pour Dieu et pour le salut de mon âme et de celles de mes ancêtres, je leur ai abandonné cette eau en accroissement de leur domaine, de telle sorte que moi et mes successeurs ne pouvons désormais y pêcher ni faire pêcher, qu'ils la tiennent à toujours sauve ma justice, qu'ils peuvent l'enclore à l'un et l'autre bout sans toutefois en empêcher le cours, et qu'il leur est loisible de déplacer les saules plantés derrière leur manage. — De même je leur ai octroyé qu'ils puissent acquérir en accroissement de leur prieuré, deux mez contigus, sauves ma rente et ma justice, et à condition d'y placer des laïcs ³ qui puissent acquitter la rente et les reliefs, lesquels laïcs seront exempts d'ost et de chevauchée et du service des plaids ⁴.

1. *Cartulaire de Fives*, n° 5.

2. *Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre. Annales*, t. X, 2^e série, n° 3, pp. 274-276. — Rapporté dans le *Bulletin de la Société historique et littéraire de Tournai*, t. V, p. 57.

3. *Alias* : homme vivant et mourant pour nos rente payer.

4. *Cartulaire de Fives*, n° 18, sous la date du 22 mars 1269 (v. st.) — Imprimé en son texte roman avec la date du 11 avril 1270 dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire de Belgique*, 4^e série, t. X, pp. 74-76, d'après l'original qui est aux Archives nationales à Paris.

Cette donation fut approuvée et confirmée par la comtesse Marguerite ¹.

Sous ce Gérard, en décembre 1273, Alix, dame de Wambrechies, reconnaît que ses ancêtres, d'aussi longtemps qu'il n'était mémoire du contraire, devaient au prieuré de Fives une rente de six rasières de froment et de deux deniers artésiens ; elle y oblige tout son fief de Wambrechies, affectant spécialement, pour sûreté de la rente, un pré sis à Huvest ² qu'elle tient du prieuré. Alix requiert Jean de Roubaix et Baudon Le Borgne de joindre à ces présentes lettres leurs sceaux au sien ³.

Gérard II de Marbais, encore vivant en 1279, avait pour femme Ade de Pereweis, dame du Casteler, qui lui survécut et qu'on rencontre dans les actes, jusqu'à la fin du XIII^e siècle, comme douairière du Breucq. — Le successeur de Gérard, Henri de Marbais, fut aussi un bienfaiteur du prieuré de Fives.

1284, octobre, le samedi après le jour de saint Luc, évangéliste. — Nous, Henri, chevalier, sire de Marbais et du Breucq, et Mahaut, ma femme, châtelaine de Bruxelles, savoir faisons que des débats étant survenus entre nous, d'une part, et le prieur et les moines de Fives, d'autre part sur ce que nous prétendions pouvoir, par droit et usage, tenir tous nos plaids dans le Prieuré et court de Fives, nous reconnaissons que nous n'avons en cela nulle raison et nous renonçons expressément à tous droits, usages et coutumes que nous demandions et que nos successeurs seraient tentés de demander, ainsi qu'à toutes autres prétentions qui pourraient préjudicier et nuire au prieuré. — Nous agréons et approuvons en tous points les lettres de notre prédécesseur, Gérard, chevalier, jadis seigneur de Marbais et du Breucq ⁴. Et pour Dieu avant tout et moyennant les vingt-six livres parisis que nous avons reçues, nous autorisons le prieur et les moines à acquérir audelà des deux mez qu'ils ont pu réunir à leur enclos en vertu des lettres susdites, sept à huit pieds de terre en largeur, sur la longueur dont ils auront besoin, sauves nos rentes et notre justice, à charge de nommer homme vivant et mourant pour payer nos rentes sans plus, lequel nous exemptons d'ost et chevauchée, de tous dons, de toutes tailles et de tout service de plaids ⁵.

Henri de Marbais et Mahaut de Bruxelles laissèrent, outre Gérard, leur fils aîné, sire de Marbais et du Breucq, Jean, qui va suivre, Marie et Ade de Marbais.

1. *Cartulaire de Fives*, n° 16. — *Bulletins*, p. 76.

2. Huvel, dépendance de Fretin.

3. *Cartulaire de Fives*, n° 9.

4. *Ibidem*, n° 9.

5. *Ibidem*, n° 21. — Imprimé dans Bruu-Lavaigne, *Roisin*, p. 306.

Jean de Marbais épousa, en 1291, Jeannin, fille de Baudon Le Borgne, bourgeois de Lille. A l'occasion de ce mariage, Gérard III vendit audit Baudon la moitié des héritages dépendant du Breucq, « à prendre sur le plus lointain du manoir du Bruech, » c'est-à-dire à Fives, Lille et environs. Cette moitié comprenait, entre autres parties, 37 hommages avec 40 bonniers de terre à labour à Fives. Gérard donna à son frère l'autre moitié, comprenant 380 livrées de terre avec le manoir de Flers. La partie qui était la dot de Jeannin Le Borgne prit le nom de Pairie du Breucq.

Jean de Marbais mourut quelques années après son mariage, laissant de Jeanne Le Borgne un fils, Gérard IV, et une fille qui épousa Gérard de Rhode, seigneur d'Ingelmunster. La veuve de Jean se remaria à Bauduin d'Auberchicourt, dont un fils du même nom. — Gérard, fils de Jean, paraît n'avoir pas contracté d'alliance. Il eut aussi quelque rapport avec le prieuré de Fives.

1335, 24 juillet. — Gérard de Marbais, sire du Breucq, renonce à tous droits de seigneurie et de justice qu'il prétendait avoir sur les biens des religieux de Fives et sur les héritages de leurs sujets; il renonce aux mêmes droits qui ne lui étaient pas contestés sur trois masures sises dans le pourpris du Prieuré, en échange de la seigneurie et justice sur deux autres masures que le Prieuré lui abandonne et de 7 livres de rente perpétuelle. — Ledit Gérard requiert son frère (utérin), Bauduin d'Auberchicourt, chevalier, et sa sœur Mahaut de Marbais, ses hoirs, de sceller ces présentes lettres avec lui ¹.

1336, août. — Confirmation par Philippe de Valois de l'accord passé entre Gérard de Marbais, chevalier, seigneur du Breucq, et les religieux de Saint-Nicaise de Reims touchant les droits de justice sur le manoir du Prieuré de Fives ².

A la mort de Gérard, arrivée avant 1339, la seigneurie du Breucq à Flers échut à sa sœur Mahaut, dame d'Ingelmunster, et la pairie du Breucq à Lille et à Fives, celle qui intéressait le prieuré, revint à Bauduin d'Auberchicourt du chef de sa mère, Jeannin Le Borgne. A ce seigneur succéda Beauduin V d'Auberchicourt qui possédait encore la pairie en 1391; mais trois ans plus tard cette pairie appartenait à Jean Canart, évêque d'Arras; puis à Gui Lescot, après 1407, et c'est des mains de ce dernier qu'elle passa par acquisition en celles de Jean de Roubaix, qui en était

1. *Cartulaire de Fives*, n° 1.

2. Tardif, *Cartons des Rois*, n° 1216.

seigneur en 1413. A la requête de celui-ci, le duc de Bourgogne réunit, le 22 juillet 1423, la pairie du Breucq à la seigneurie de Roubaix. Les sires de Roubaix qui se succédèrent jusqu'à la Révolution paraissent s'être peu préoccupés du prieuré de Fives.

Les prieurs de Fives.

Les chartes du prieuré de Fives comprises entre les dates qui limitent ce mémoire, fournissent peu de renseignements sur les prieurs de ce temps; c'est à peine si on y trouve quelques noms. De sorte que la liste, d'ailleurs fort incomplète, qui va suivre et qui ne commence qu'à la fin du XII^e siècle, est formée en partie d'emprunts faits en dehors de ces chartes.

ÉTIENNE, entre 1180 et 1192. — Témoin d'une sentence arbitrale prononcée par Gautier, abbé d'Arrouaise, et R., archidiacre d'Arras, pour terminer le différend qui divisait l'abbaye de Cysoing et B., prêtre, au sujet de la délimitation des paroisses de Baisieux et de Camphin ¹.

Gui, 1200-1218. — Gui, prieur de Fives, acquiert, en 1200, une dime pour son prieuré ². Il intervient, le 1^{er} décembre 1212, dans une sentence arbitrale condamnant Urson de Fretin, chevalier, à réparer le tort qu'il avait causé au chapitre de Saint-Pierre de Lille en lésant ses droits sur ses hôtes ³. En 1214, Gui, prieur de Fives, souscrit avec deux religieux, Richer et Radulphe, un acte relatif à son prieuré ⁴. Le 1^{er} mai 1215, avec l'abbé de Loos et le prieur de Wavrin, il est requis de signifier les ordonnances par lesquelles le légat du Saint-Siège approuve la donation d'une maison claustrale aux deux chanoines de Saint-Pierre de Lille, chargés de la messe quotidienne de la Sainte-Vierge, et confirme la fondation de deux chapellenies dans la crypte de Saint-Pierre ⁵. Le prieur de Fives intervient encore, en 1216-1218, dans une sentence arbitrale qui condamne le prévôt et les échevins de Lille

1. I. de Coussemaker, *Cartulaire de l'abbaye de Cysoing*, n° XL.

2. *Cartulaire de Fives*, n° 2 et 3.

3. Mgr Hautcœur, *Cartulaire de Saint-Pierre de Lille*, pp. 403 et 404.

4. *Cartulaire de Saint-Nicaise*, n° 142, f° 63. — Commission royale d'Histoire, *Bulletins*, 4^e série, t. X, pp. 198-199.

5. Mgr Hautcœur, pp. 110-112.

à diverses satisfactions pour avoir empiété sur la juridiction de Saint-Pierre ¹.

SIMON, 1236, 3^e vendredi de Carême. — Simon soutient un procès contre Jean d'Oignies, chevalier, qui avait troublé le prieuré dans sa pleine possession de la dîme d'Oignies ².

JEAN, 1270, 11 avril. — « Segneur Jehan, le prestre de Fives, » est repris dans les lettres de Gérard de Marbais, relatives à l'eau qui longe les terres du Prieuré ³. Le prêtre de Fives était sans doute le prieur.

GUYTERON DE SOLIO, 1333, 4 septembre. — Le prieur intervient dans les lettres de fondation par Jean de Boubierch, dit Harpins, clerc, en l'église de Saint-Pierre de Lille, d'une chapellenie sous le vocable de Saint-Martin ⁴.

Les chartes du prieuré de Fives, qui viennent d'être analysées, n'ont qu'un seul objet : les biens du monastère, donations, acquisitions, défense, rien au delà. Elles ne sont pas moins muettes sur la vie intérieure du prieuré que sur son personnel. Comme elles, je n'ai donc pu montrer que le côté matériel de son histoire ; à d'autres, mieux préparés, de dégager des documents que de patientes recherches feraient encore découvrir, le rôle accompli par les moines de Fives et l'influence qu'ils ont dû exercer autour d'eux. Cette phase des annales du prieuré de Fives serait peut-être sans grand éclat, mais non sans intérêt pour notre région.

1. Mgr Hautcœur, *Cartulaire de Saint-Pierre de Lille*, p. 117.

2. *Cartulaire de Fives*, n° 4.

3. *Ibidem*, n° 18. — Commission royale d'Histoire de Belgique, *Bulletins*, 4^e série, t. X, pp. 74-76.

4. Mgr Hautcœur, p. 674.

TABLE DES NOMS DE LIEUX

DES

PROVINCES DE LIÈGE, LIMBOURG, LUXEMBOURG & NAMUR

mentionnés dans l'Inventaire sommaire de la série B
des Archives départementales du Nord ¹.

Acosse, 1625 ⁷.

Aelst, seigneur, 2533.

Agimont, 1437, 1546, 1653 ³, 1792 ⁶, 1810 ²⁰, 2788 ², 2910, 3211, 3631 ;
— bailli, 2898 ; — bois, 1653 ¹ ; — cession, 1643 ¹, 2520 ; — château,
1624 ⁸, 1655 ⁵, 2849 ; — mines, 1666 ⁵ ; — recette, 2961 ; — receveurs,
2906, 2916 ; — rentes, 1643 ⁴, 1660 ; — seigneurie, 1628 ², 2510 ⁴,
2514, 2538 ; — seigneurs, 70, 80, 105, 155, 416, 467, 521, 526, 811,
848, 854, 863, 878, 944, 947, 2152, 2157, 3659 ⁹.

Ahin, engagère, 1669 ⁴.

Aische, engagère, 1665 ⁴.

Andenne, 1623 ⁹, 1628 ⁶, 1820 ³¹ ; — chanoinesses, 1828 ² ; — chapitre,
1564 ¹³, 1670, 1797 ¹ ; — houille, 1672 ².

Annevoie, 1561 ¹⁷.

Anthée, 1797 ⁶.

Anthismes, 3362 ⁸.

Arlon, 1534, 1749, 1760, 1773 ⁵, 1780, 1783 ; 1788, 1791 ⁸, 1810 ²⁵,
1811 ¹⁰, 1814 ², 8, 14, 1819 ⁸, 1820 ²⁶, 2130, 2482 ¹⁰, 12, 13, 2492, 2788 ²,
3026, 3141 ⁴, 3228 ¹, 3362 ⁸, 3408, 3437, 3490, 3520 ; — château,
115 ; — marquis, 71, 169, 181 ; — prévôts, 2128, 2423, 2486 ; —
seigneurs, 1563 ⁶, 1588.

Assesse, vente, 1671 ³.

Avin, 1797 ⁸ ; — bailli, 1797 ⁹.

Awans, 235.

Aywaille, mines, 1671 ⁶.

1. Voir les observations préliminaires placées en tête de la Table de l'arrondissement d'Avesnes (*Bulletin de la Société d'études*, août 1899, page 42.) Les chiffres supérieurs indiquent la colonne de l'article où se trouvent les mentions ; 1625 ⁷ doit se lire : article 1625, colonne 7.

- Balatre, 39 ; — seigneurs, 1677 ⁵, 1829 ²², 1830 ³.
- Bastogne, 1703 ⁶, 1730, 1757, 1770, 1773 ², 1775, 1779, 1786 ³, 1789 ⁷, 1792 ⁵, 1793 ^{8, 12}, 1794 ⁸, 1797 ^{5, 8, 12}, 1806 ⁷, 1809 ^{9, 17}, 1814 ¹⁵, 1816 ⁵, 1817 ⁷, 1818 ¹⁸, 1820 ^{25, 30}, 1824 ², 2482 ¹⁰, 2788 ², 3228 ¹, 3362 ⁸, 3364 ², 3522 ³; — justice, 1783; — privilèges, 1791 ¹; — tailleurs, 1798.
- Beaurain, 1467, 1527, 1733, 1744, 1810 ¹⁶, 1973; — abbaye de Saint-André-au-bois, 1833; — aides, 1487; — comte, 2785; — seigneurs, 1426, 1764, 1829 ²¹, 1839, 2232, 2234, 2656, 3382-3384, 3473 J, 3505 ⁶, 3621 ^{3, 4}, 3622, 3623.
- Bellefontaine, 1694, 1749; — bailliage, 1559; — baillis, 1930, 1943, 1946, 2014, 2018; — château, 1464, 1928, 2041; — châtelains, 1472, 1934; — lieutenants, 1928, 1932, 2027; — seigneurs, 1636 ³, 2031.
- Ben, 1788.
- Bergilers, 1793 ⁸.
- Beuzet, 1794 ⁷.
- Biesme, 1634 ²; — moulin, 1628 ².
- Biesme-lez-Fosse, 1796 ³.
- Biesmerée, 1670.
- Bièvre, prévôté d'Orchimont, 1797 ¹⁴; — seigneurs, 2015, 2097, 2110, 2113, 2398 ⁶, 3546.
- Bioul, dime, 2588.
- Bollines, vente, 1674 ⁴.
- Bomal, 1748; — seigneur, 1676 ⁵.
- Boneffe, 1794 ⁸; — abbaye, 1825, 1832 ³, 3347 ³; — engagère, 1662 ⁴; — religieux, 1622 ⁴, 1655 ³.
- Bonsin, mayor, 1813 ⁸.
- Bossière, 1670, 1791 ⁵; — bailliage, 2938; — brasserie, 1638 ³.
- Bouge, 1624 ⁷.
- Bouillon, aide, 1884; — ducs, 2776 ¹⁰, 3664 ¹⁹.
- Bourseigne neuve, 2520.
- Bourseigne vieille, 2520.
- Bouvignes, 220, 1596 ²⁰, 1625 ⁶, 1628 ², 1637 ², 1640 ¹, 1642 ⁵, 1661 ⁴, 1689, 1691, 1739, 1762, 1763, 1775, 1783, 1786 ⁴, 1796 ¹⁰, 1814 ^{4, 15}, 1818 ¹⁰, 1827 ⁵, 2156, 2411 ⁶, 2650, 2668, 3443, 3497 ², 3517 ^{3, 4, 6}, 3568, 3650, 3659 ^{4, 9}; — bac, 1651; — bailliage, 1632 ⁶, 1654 ⁵; — baillis, 1663, 2132; — batteurs, 1635 ¹; — bouchers, 1646 ¹; — bourgeois, 1632 ¹⁰; — château, 97, 98; — cure, 1786 ²; — dime, 1654 ⁷; — échevins, 1639 ², 1660, 1975, 2157; — église, 1832 ⁶; — exemptions, 1635 ¹, 1654 ³; — foire, 1710; — forge, 1626 ⁶; — garnison, 1486; — mairie, 1831; — mayeurs, 1658, 1831, 1975; — moulins, 1626 ⁵, 1628 ⁶, 1663; — octroi, 1623 ³; — pauvres, 1832 ⁶; — prise, 1633 ⁷; — privilèges, 533, 1669 ¹; — recette, 1825; — receveur, 2084; —

- rentes, 1825; — seigneur, 3519¹¹; — tonlieux, 1622², 1627⁵; —
tour de Crèvecœur, 2147, 3497².
- Bovigny, receveur, 2950.
- Brusthem, 3517⁷; — bataille, 3517⁸.
- Burdinne, engagère, 1663.
- Bure, 1775.
- Castillon, 1566.
- Cerfontaine, 307, 720.
- Champion, 1809⁵.
- Charneux, 1783.
- Chaudfontaine, seigneur, 3089.
- Chiny, 1608², 1796⁸, 2746⁷, 3228¹; — comtes, 1565¹⁴, 1591, 1606⁶,
1658, 1750, 1813¹⁶; — coutumes, 1808¹; — gouverneur, 2448⁵; —
privilèges, 1787¹.
- Chokier, seigneurs, 1632⁶, 1787¹.
- Corbion, 1797¹⁰.
- Corroy, 1591.
- Corthys, 1564⁶.
- Créhen, 1812⁶; — seigneur, 1652³.
- Dalhem, 3211, 3228¹, 3629, 3640, 3643, 3647²; — château, 1598²,
3533.
- Daussoulx, 1620⁷.
- Dhuy, seigneurs, 1646⁶.
- Diepenbeek, seigneur, 1270.
- Dinant, 156, 841, 968, 1476, 1483, 1494, 1539², 1624⁶, 1661⁴, 1691,
1707, 2061, 2411⁶, 2754, 3120, 3517²⁻⁴, 3619⁴; — aides, 1884;
— bourgmestre, 1640¹; — Carmes, 1693; — confiscations, 1603⁵;
— échevins, 3032; — fortifications, 2058; — greffier, 2498; —
loterie, 1635¹; — marchands, 1001; — rébellion, 1600³, 1608³;
— religieuses du Mont des Carmes, 1609⁵; — sièges, 1633⁷, 1692,
3517⁵, 3519¹¹.
- Duras, seigneur, 2522.
- Durbuy, 1583¹, 1789², 1795⁴, 1810²¹, 1815^{3, 5}; — seigneurs, 1561¹⁷.
- Émines, 1821.
- Ermeton, 1792⁴; — justice, 1640³.
- Étalle, 1796⁸.
- Évrehailles, 1823³; — seigneurie, 1637⁵.
- Exel, 1801⁶.
- Eysden, 3117.
- Fagnolles, seigneurs, 1583¹⁰.
- Falaën, 1818⁸.
- Fallais, 3359², 3480; — seigneurs, 1637⁵, 3225¹.

- Falmagne, 1483, 1624⁶; — mayeur, 1823⁵.
Fellenne, 1813²³, 2521).
Ferrières, 1593⁸.
Flavion, brasserie, 1637²; — engagère, 1661⁵.
Florefte, 232, 1591, 1663, 1796¹³, 1797^{1, 5}, 3358⁴; — abbaye, 413, 626, 1591, 1620⁸, 1654⁷, 1672³, 2046, 2147; — fiefs, 1636⁸; — moulin, 1629².
Florennes, seigneurs, 1795⁷, 3582.
Florenville, 1813¹⁶.
Fontenelle, 1400, 1797^{11, 13}, 1810²⁰.
Forêt, bois, 2117.
Fraipont, seigneurs, 3093.
Franière, engagère, 1663; — vente, 1664⁴.
Fresin, château, 3547²; — comtes, 1641⁶, 2853; — seigneurs, 2388, 2626⁴.
Gedinne, seigneurs, 1469.
Gelbressée, 1820⁴¹.
Gembloux, 1516, 2504¹⁰, 2604, 2746², 2794, 3051, 3357⁴, 3358⁴, 3359^{2, 3}, 3361², 3403, 3410, 3630; — abbaye, 413, 491, 1706, 2148.
Godinne, 1810¹²; — seigneurs, 1643⁵.
Gothem, 1793⁸, 1797⁵, 1798; — fiefs, 1567²⁰, 1668⁵.
Haelen, 1083, 2794.
Haillot, 1770.
Haltinne, 1672²; — seigneurie, 1672⁵.
Ham-sur-Sambre, 3638, 3643.
Hanefte, château, 1583¹⁰; — seigneurs, 615, 1583¹⁰.
Hannut, 3051.
Hasselt, 1728, 1731, 1809⁴, 2257; — érection en comté, 1677¹¹; — foire, 1742; — rébellion, 1600³.
Hastière, abbaye, 1691.
Heppen, 3277¹.
Herstal, seigneurs, 206, 1533⁹, 1584⁷.
Herve, 277; — château, 282.
Heure, 1599², 1811⁵, 3345, 3346², 3347^{6, 7, 10}, 3351^{3, 5}, 3354, 3355⁴, 3356³; — Célestins, 1616⁷; — moulin, 1655^{4, 6}.
Heusden, 1580, 1770, 1776, 1777, 1779, 1785, 1789⁴, 1792¹⁴, 1794¹⁰, 1805⁸, 1820^{29, 41}; — châtelain, 1550; — engagère, 1663; — fiefs, 1596³³; — seigneurs, 424, 1677⁸.
Hingeon, 1812²³.
Houffalize, 1739, 1770, 1795², 1813^{5, 15}, 1814⁵, 1820^{18, 21}, 1822; — seigneurs, 396, 586, 1565¹¹, 1583⁸, 1662⁷, 3382, 3473², 3621⁴.
Houx, engagère, 1669⁴. — Voir : Poilvache.

Huy, 236, 410, 568, 1571, 1628 ⁵, 1639 ², 1673 ¹, 1691, 1786 ⁵, 1788, 1797 ⁸, 1813 ¹⁷, 1822, 2591, 2648, 3348 ⁴, 3350 ¹¹, 3359 ², 3480, 3521 ¹³, 3522 ⁵, 3523; — aides, 1884; — château, 1796 ⁴, 2070, 3521 ⁹, 3524 ⁴; — châtelainie, 1707; — engagère, 1658; — forteresse, 3538; — gouverneur, 1672 ²; — pêche, 1668 ⁶; — rebelles, 1600 ³; — Saint-Ghislain, 3272 ¹⁰.

Izel, 1801 ⁵; — collecteur, 1873; — vinage, 1570 ².

Izier, 1570 ², 1795 ⁴, 1807 ¹⁵, 3665; — engagère, 1658.

Jamagne, 1799 ⁴.

Jambes, seigneurs, 1654 ⁶.

Jamoigne, 1779, 1789 ⁶, 1820 ¹⁴, 1823 ⁷, 1824 ¹⁰; — seigneurs, 1658, 1677 ¹¹.

Jupille, 1752; — seigneurs, 3209 ⁹.

Laer, 1792 ¹⁴.

Lamine, camp, 2591.

Landen, 2794; — bataille, 3224 ⁶, 3225 ¹.

Landenne, 1766, 1792 ⁷.

Leignon, 1814 ².

Les Bulles, engagère, 1658.

Lesve, 1792 ⁶.

Leuze-lez-Dhuy, 1814 ¹⁹.

Liège, 968, 1249, 1387, 1390, 1392-1394, 1404, 1420, 1429, 1442, 1523, 1537, 1538, 1584 ³, 1610 ⁶, 1624 ⁶, 1625 ⁵, 1636 ⁵, 1640 ¹, 1644 ¹, 1647 ⁴, 1673 ¹, 1674, 1677 ⁵, 1682, 1691, 1709, 1714, 1763, 1778, 1787 ¹, 1792 ¹⁰, 1795 ⁷, ¹⁰, 1797 ⁵, ¹⁴, 1807 ⁷, 1812 ⁴, 1813 ², ⁸, 1814 ⁵, 1819 ¹, 1820 ²³, ²⁸, 1840, 1854, 1884, 1886, 1887, 1889, 1891, 1894, 1895, 1912, 1915, 1939, 1960, 1983, 1939, 2002, 2060, 2061, 2065, 2071, 2084, 2092, 2101, 2363, 2404 ³, 2436 ³, ⁴, ⁷, 2442 ⁸, 2493 ⁷, 2504 ⁴, ⁷, 2510 ⁴⁻⁶, 2591, 2672, 2681, 2688 ², ⁵, 2694, 2700, 2706 ², 2740 ³, 2752 ², 2794, 2901 ⁴, 2936, 2994, 3147, 3222 ⁵, 3225 ², 3241, 3266 bis ⁶, 3269 ¹¹, 3272 ⁷, 3350 ¹¹, 3357 ⁹, 3393, 3430, 3432, 3475, 3516 ⁷, ¹¹, ¹³, ¹⁴, 3517 ⁷, ⁸, ¹⁰, 3518 ¹, 3521 ¹³, 3523, 3619 ², 3656, 3661 ¹⁴; — abbaye Saint-Jacques, 754, 1672 ², 1686; — abbaye Saint-Laurent, 75; — aides, 1388, 1396, 1398, 1399, 1407, 1434, 1480, 1884; — aluns, 1835 ⁴ 2802; — archidiacre, 2493 ⁶; — Augustins, 2776 ¹¹; — bailli, 1698; — bataille, 1345, 1873, 1943, 2165, 2251; — bourgmestres, 2285, 2291; — cartulaire, 1571; — chanoines, 151, 347, 572, 724, 1562 ¹¹, 1565 ³, 1585 ⁸, 1587, 1610 ⁴, 1621 ³, 1632 ⁹, 1675 ⁵, 1723, 2974; — chapitre, 696, 698, 699, 701, 721, 724, 749, 826, 1565 ⁴, ⁷, 1571, 1657 ³; — dîme, 922; — diocèse, 413; — doyens, 296, 1417, 1452, 1465, 1474, 1477, 1609 ⁷, 1923, 1936, 1937, 2031; — drapiers, 1673 ⁸; — échevins, 1430, 1561 ¹⁴, 1583 ⁷, 1909; — écolâtres, 1571, 3268 ¹⁰; — églises,

2, 4, 1371, 2068, 2958, 3641; — évêché, 347, 702, 973, 976, 1222, 1383 ¹, 1584 ⁸, 1849; — évêques, 1, 38, 43, 48, 69, 72, 76, 8J, 98, 99, 149, 151, 152, 164, 186, 205, 218, 230, 233, 235, 237, 247, 253, 254, 286, 302, 312, 414, 432, 483, 485, 491, 519, 530, 610, 618, 693, 696, 698-702, 704, 717, 749, 754, 811, 826, 850, 851, 853, 869, 911, 1083, 1249, 1282, 1294, 1323, 1387, 1415, 1429-1432, 1436-1438, 1440, 1459, 1460, 1464, 1479, 1483, 1486, 1489, 1500, 1504, 1544, 1550, 1561 ¹¹, 1565 ^{4-7, 14, 21}, 1566 ⁷, 1571, 1582 ², 1583 ^{1, 5}, 1584 ⁸, 1585 ¹², 1587, 1591, 1600 ³, 1611 ¹, 1619 ^{8, 9}, 1621 ³, 1634 ⁹, 1637 ², 1638 ⁶, 1639 ⁷, 1694, 1786 ⁵, 1796 ⁴, 1909-1912, 1914, 1916-1918, 1954, 1993, 2106, 2118, 2121, 2164, 2467, 2168, 2286, 2311, 2344, 2345 ^{1, 6}, 2351 ², 2357 ⁴, 2363, 2370 ⁸, 2386, 2392 ², 2398 ⁵, 2404 ^{4, 3}, 2418 ^{4, 5}, 2430 ^{2, 4}, 2442 ⁴, 2504 ⁴, 2510 ⁴, 2539 ⁶, 2626 ⁴, 2632, 2644, 2648, 2668, 2672, 2688 ⁴, 2740 ⁴, 2752 ⁷, 2860 ², 2866, 2913 ⁵, 3229, 3238, 3240 ⁵, 3281, 3282, 3308 ², 3331 ⁴, 3352 ⁵, 3359 ^{2, 5, 7, 8}, 3393, 3401, 3425, 3426, 3428 ⁵, 3472 ^{3, 7}, 3480, 3521 ⁶, 3524 ³, 3664 ^{2, 3, 17, 19}; — faubourg Saint-Gilles, 3348 ⁴; — grand vicaire, 3639; — haut voué, 2345 ²; — image de Notre-Dame, 2095; — Jésuites, 2795; — lieutenant, 1609 ³; — maires, 2198, 2284, 2292, 3642; — monnaie, 1404, 1607 ³, 2994; — officiaux, 2280, 2291, 2442 ⁴; — paix, 1580; — prévôts, 2147, 2159, 2280, 2300, 2345 ³, 2866, 3330 ⁷; — prince électeur, 2968; — prisons, 3215; — rébellion, 1401, 1406, 1600 ³, 1610 ⁹, 1693, 2058, 3376; — receveurs, 1895, 1909; — verrerie, 1640 ².

Liers, 1792 ⁵.

Looz, 1429, 1610 ⁶, 1691, 2118; — amman, 1574 ⁴; — comté, 754, 968, 973, 1393, 1693, 1884; — comtes, 174, 249, 701, 704, 762, 769, 1249, 1479, 1485, 1565 ¹⁴; — lieutenant, 1609 ³.

Louveigné, 1628 ⁵

Lustin, 1667 ⁵.

Maeseyck, capitaine, 2128; — couvent, 2002.

Marche-en-Famenne, 1758, 1759, 1764, 1765, 1767 ⁴, 1777, 1779, 1786 ², 1791 ⁴, 1792 ^{3, 10}, 1794 ⁶, 1795 ¹⁰, 1804 ², 1803 ⁵, 1807 ^{3, 15}, 1814 ¹⁶, 1820 ^{21, 34}, 2555, 2648, 2746 ⁷, 2788 ².

Marche-les-Dames, 1621 ⁴, 1624 ⁶, 1792 ⁶.

Marche-sur-Meuse, 1640 ⁶, 7, 2544; — forgerons, 1710.

Mariembourg, 2504 ³, 2788 ²; — capitaine, 1655 ⁴; — château, 2580; — gouverneurs, 1640 ⁴, 1644 ⁴, 1670, 1677 ¹⁰; — receveur, 2482 ²; — religieuses du Saint-Sépulcre, 1665 ².

Marlagne, château, 1591; — forêt, 205, 1623 ⁹, 1632 ¹⁰, 1643 ⁷, 1650 ⁶, 1651, 1665 ⁵; — houille, 1672 ²; — religieux, 1667 ².

Martelange, 1820 ²⁶, 3362 ⁸.

Mazy, justice, 1662 ⁴.

- Meeuwen**, 1770, 1776, 1794¹⁰, 1803^{3, 4}, 1807⁸, 1809⁴.
Meldert, 1758.
Merlemont, poldre, 1645².
Mesnil, seigneurs, 1469, 1995.
Mesnil-Saint-Blaise, 2520.
Messancy, 1810²⁵.
Meux, moulin, 1638³.
Millen, 1250, 1268.
Mirwart, 616, 858; — château, 491, 492; — forêt, 1584⁷; — seigneurie, 414; — seigneurs, 18, 1583⁷.
Montenaeken, seigneurs, 2192, 2195, 3462⁸, 3546.
Morialmé, forteresse, 1438; — seigneurs, 108, 147, 156, 189, 199, 217, 218, 224, 247, 280, 312, 365, 1421, 1561¹³, 1566⁴, 1584³, 3621⁴.
Moustier-sur-Sambre, 1694, 1788, 1812³, 3652.
Mozet, engagère, 1672¹.
Mussy, 1774.
Muysen, 1628², 1776, 1792¹⁰, 1825; — bailliage, 1620⁴.
Namèche, 1624⁶, 1768, 1783; — mines, 1664³.
Namur, 101, 172, 212, 216, 235, 479, 1475, 1486, 1516, 1518, 1537-1539, 1543, 1580, 1592, 1606⁷, 1607¹¹, 1608², 1609⁵, 1611², 1612⁵, 1613⁶, 1617⁸, 1621^{4, 8}, 1623^{8, 9}, 1624⁷, 1625^{5, 6}, 1630^{1, 8}, 1632^{6, 10}, 1633^{2, 7}, 1634², 1637^{5, 6}, 1638⁴, 1640⁶, 1641^{1, 2}, 1642⁵, 1643⁵, 1644², 1651, 1661⁴, 1662³, 1663, 1664², 1665⁵, 1666⁵, 1667³, 1675⁷, 1676⁵, 1695, 1698, 1702, 1703, 1708-1714, 1716, 1730, 1733, 1740⁴, 1746, 1748, 1750, 1752, 1758, 1762, 1763, 1766, 1767², 1768, 1770-1772, 1774, 1775, 1778, 1783, 1785, 1786^{5, 6}, 1789⁶, 1791^{4, 5}, 1792^{4-7, 10, 14}, 1793^{5, 9, 10}, 1794^{2, 3, 5, 7, 8}, 1795^{2, 8, 11, 12}, 1796⁶, 1797^{8, 10, 13-15}, 1799^{3, 4}, 1804⁷, 1805^{3, 5}, 1807^{2, 6, 7, 15}, 1809⁷, 1810^{20, 23, 26, 31}, 1812^{5, 11}, 1813^{6, 16, 24, 25}, 1814^{15, 20}, 1816⁵, 1817^{3, 9, 13}, 1820^{3, 23}, 29, 34, 36, 1822, 1827⁵, 1828¹⁶, 1831, 1835⁴, 1837⁴, 1838⁶, 1855, 1941¹, 1966, 1972, 1975, 1983, 2021, 2026, 2084, 2121, 2124, 2133, 2138, 2139, 2162, 2263, 2278⁵, 2282, 2311, 2339³, 2345⁵, 2398¹¹, 2436³, 2493¹⁰, 2498, 2504^{3, 4, 10}, 2516⁷, 2520, 2527, 2530, 2580, 2608³, 2620, 2623, 2650, 2653, 2668, 2672, 2676, 2681, 2682, 2688^{2, 5}, 2700, 2718, 2746^{2, 8}, 2754, 2758^{2, 9}, 2776², 2782^{3, 8}, 2785, 2791, 3023, 3038, 3063, 3075, 3132, 3137, 3174^{2, 5}, 3202, 3211, 3212, 3224⁶, 3226⁴, 3228^{2, 6}, 3238, 3269¹¹, 3347³, 3350¹¹, 3351⁵, 3357^{4, 5}, 3359², 3362^{8, 11}, 3377, 3403, 3410, 3443, 3454, 3468², 3480, 3490, 3492, 3497², 3515^{2, 4}, 3517^{2, 3, 5, 6}, 3518¹, 3519^{8, 10, 12}, 3520, 3522²⁻⁵, 3525-3527¹, 3529, 3534, 3539, 3542, 3543, 3568, 3592, 3594, 3619², 3626, 3628-3639, 3642, 3643, 3645, 3646, 3647², 3650, 3656, 3659^{4, 10, 11}, 3661², 3665; — aides, 1608², 1943, 2051; — arba-

létriers, 1795 2 ; — archiprêtre, 1813 2 ; — archives, 1605 5 ; — baillis, 296, 863, 1617 5, 1667 5, 1994, 2024, 2137, 2212, 2331, 2398 6, 10, 2431, 2693, 2764, 2776 3, 2937, 3357 8, 3621 3, 3659 8 ; — batteurs de cuivre, 1643 2 ; — bois, 1561 18, 1622 1, 1625 5 ; — bouchers, 1638 2, 1793 1 ; — boulangers, 1614 3, 1638 2, 1727 ; — bourgmestres, 1640 3, 2669 ; — camp, 2657 ; — capitaines, 1663, 2304 9, 3567 ; — Capucins, 1639 10 ; — carte du comté, 2510 3 ; — cartulaire, 1591 ; — chapitre Notre-Dame, 1611 9 ; — chapitre Saint-Pierre, 1561 10 ; — charpentiers, 1800 ; — château, 255, 1642 6, 1643 4, 1665 5, 2075, 2150, 2436 3, 2452, 2510 4, 2644, 2672, 2800 6, 2818, 2887, 2890 5, 6, 3081, 3123 3, 3213 2, 3497 2, 3527 3, 4, 3556, 3569 ; — châtelain, 2021 ; — comptes, 2697 ; — comté, 30, 35, 100, 101, 103, 106, 111, 125, 155, 166, 174, 286, 371, 374, 480, 854, 1103, 1323, 1456, 1458-1460, 1483-1486, 1488-1490, 1494, 1545, 1561 14, 15, 1582 3, 1583 2, 1591, 1602 7, 1612 7, 1614 1, 1620 3, 7, 1621 3, 4, 1622 4, 1623 9, 1624 7, 1625 5, 1628 5, 6, 1629 2, 1630 2, 9, 1638 3, 1639 2, 9, 1640 3, 1653 2, 5, 1654 5, 1657 5, 1660, 1661 3, 5, 1662 2, 1664 2, 5, 1665 4, 5, 1667 5, 1668 5, 1669 2, 4, 1670, 1671 3, 4, 6, 1672 2, 5, 1677 2, 5, 10, 12, 1686, 1710, 1727, 1753, 1781, 1787 4, 1789 7, 1797 11, 1798, 1823 5, 1825, 1829 22, 1923, 1941 3, 1987, 2019, 2065, 2147, 2148, 2356, 2530, 2541, 2815, 3111, 3136, 3222 3, 3230, 3618 2, 3627, 3645 ; — comtes, 200, 222, 228, 232, 252, 321, 377, 420, 441, 461, 471, 475, 480, 485, 491, 492, 500, 511, 532, 533, 564, 571, 575, 605, 607, 613, 626, 632, 643, 668, 669, 696, 701, 704, 714, 716, 782, 809, 812, 818, 848, 850, 858, 865, 869, 870, 878, 883, 885, 891, 912, 924, 964, 969, 970, 972, 975, 994, 1005, 1035-1037, 1050, 1053, 1055, 1057, 1059, 1063, 1074, 1076, 1081, 1082, 1090, 1100, 1148, 1202, 1204, 1206, 1270, 1311, 1323, 1378, 1448, 1452, 1456, 1459, 1471, 1472, 1486, 1526, 1561 11, 14, 1565 3, 8, 14, 21, 27, 1567 2, 12, 1568, 1582 1, 1584 2, 1591, 1596 6, 7, 28, 1597 2, 1603 2, 1604 7, 8, 1605 11, 1607 1, 1646 6, 1681 2, 1686, 1848, 1923, 1934, 1942, 1947-1949, 1961, 1963, 1966, 1969, 1972, 1975, 1978, 1980, 1982, 1988, 1991 1, 1999, 2194, 3273 2, 3, 13, 3276 4, 3404 1, 2, 5, 3405, 3406, 3443 ; — confiscations, 1605 5, 2611, 2687 ; — confréries, 1642 2 ; — conseil, 1614 1, 1667 3, 1668 2, 1672 1, 1677 3, 1753, 1808 1, 1829 21-23, 1830 25, 1831, 2345 3, 2357 4, 2404 4, 2582, 2631, 2780, 2788 11, 2806 3, 2823, 2924 3, 2970, 3120, 3166, 3184, 3228 5 ; — conspiration, 1591 ; — cordonniers, 2754 ; — convent de Saint-François, 3643 ; — Croisières, 1625 7, 1832 4 ; — diocèse, 1650 6, 2901 5 ; — don, 74 ; — échasseurs, 1819 5 ; — échevins, 348, 1467, 1591, 1621 2, 1648, 1654 4, 1662 2, 1663, 1666 2, 1676 7, 1677 3, 4 ; — église Notre-Dame, 1703 4, 3652 ; — église Saint-Aubin, 1323, 1561 13, 1564 10, 1591, 1623 8, 1923 ; — église Saint-Pierre,

1561¹³; — escrimeurs, 1797¹; — estimation, 359; — états, 1630⁴, 1631^{3, 6}, 1632⁴, 1637⁴, 1638⁵, 1639^{4, 5}, 1640¹, 1664³, 1667⁶, 1668⁴, 1670, 1830^{1, 4}, 2163, 2596, 2786, 2797, 2946, 3554; — évêques, 1625⁸, 1637⁵, 1642⁸, 1670, 3111, 3629; — ferrons, 1650²; — fortifications, 3217; — Frères mineurs, 2022, 2423; — gabelle, 1623³; — gouverneurs, 1609³, 1637⁴, 2123, 2345², 2436⁴, 2448⁵, 2602, 2691, 3019, 3209², 3623; — greffier, 3090; — halle aux draps, 1561¹⁴; — haute cour, 1818¹³; — huissiers, 2594; — impôts, 1632⁸; — investiture, 53; — lieutenants, 1636³, 1639⁶, 2105 bis, 2442⁵; — lombards, 4492; — loterie, 1635¹; — magistrat, 1677²; — maires, 1522, 1591, 1612⁵, 1640³, 1663, 1691, 1830³, 1988, 2075, 2144, 2200, 2889, 3403, 3639⁵; — mairie, 1830¹; — marché, 1726; — marquis, 13, 103, 407, 123, 136, 160, 312, 404, 4563³; — merciers, 1638²; — mines, 1664³, 1666⁵, 1671⁶, 1672⁵; — monnaie, 407, 1479, 1482, 1564⁵, 1596⁶, 1602⁹, 1603⁹, 1604², 1605^{5, 6}, 1932; — moulins, 1623¹⁰, 1650⁵, 1651, 1654⁴, 1663; — navigateurs, 2772; — octrois, 1621², 1625³, 1631^{3, 4}, 1632⁴, 1634³, 1636¹¹, 1638⁵, 1641³, 1652⁵, 1659, 1662³, 1664³, 1668⁴; — official, 2582; — pairie, 313; — poissonniers, 1647²; — poldres, 1611¹⁴, 1612⁴, 1626⁴, 1632², 1659, 2582, 2860², 3228¹; — prévôts, 347, 2147, 2283, 2345², 3641; — prairie des grains, 2971; — privilèges, 1699; — procureur, 1830²; — recette, 1606³, 1830¹, 2653, 2709, 2841, 2889; — receveurs, 157, 174, 179, 193, 215, 219, 220, 227, 232, 251, 1561^{13, 17}, 1611⁶, 1620³, 1622⁴, 1653¹, 1664², 1667³, 1668¹, 1675⁵, 1677⁷, 1830⁸, 1945, 2104, 2574, 2575, 2679, 2823, 2906, 2934, 2940, 2943, 2950, 3181⁷, 3187, 3213², 3217, 3218¹, 3219², 3222², 3227³, 3228³, 3518⁴, 3617; — refuge de Floreffe, 1672³; — rentes, 1618³, 1619⁸, 1659, 1660, 1828¹, 1831, 2554, 2566, 2681, 2973; — révolte, 1703³; — savonnerie, 1672⁵; — seigneurs, 35, 421, 426, 433, 435, 1298, 1316, 1327, 1337, 1345, 1374, 1467, 1480, 1504, 1521, 1525, 1534, 1562^{5, 7}, 1570², 1596^{13, 21}, 1606⁹, 2007, 3390, 3401, 3553; — Sœurs de Notre-Dame des Carmes, 1832³; — tanneurs, 2754; — tiasseranda, 1641¹; — tonlieu, 1612³; — traité, 1294; — vénérie, 1487, 1944, 2786; — veneurs, 1941⁵, 2182; — vente, 97, 98; — verrerie, 1670; — vignobles, 1662⁶. — Voir : Salzinne (abbaye de).

Naninne, 1591.

Neerpelt, 1792¹⁴.

Neerwinden, batailles, 3224⁶.

Neuville, 32, 1586, 1616⁵, 1639⁶, 1672⁵, 1684³, 1792⁸, 1796¹⁵; — seigneurs, 20, 47, 972, 1593⁴.

Niel, seigneurs, 1546.

Nieuwerkerken, 1738, 1768, 1772, 1774, 1778, 1824¹¹; — seigneurs, 1757, 1815¹.

Ohey, engagère, 1663⁴.

Omal, seigneur, 1677¹³.

Onhaye, seigneurie, 1672¹.

Orchimont, 838, 1796⁸, 1797¹⁴; — foire, 1797²; — seigneur, 1565¹³.

Oret, curé, 1650⁶; — moulin, 1628².

Oreye, 1817⁶.

Ortho, 1810³¹.

Oteppe, 1810⁸.

Perwez, 3129¹, 3158¹, 3167.

Poilvache, 166, 169, 495, 769, 858, 1551, 1583^{1, 2}, 1624⁶, 1637⁵, 1807⁷, 1818⁸, 1824⁴; — cense de Champalle, 1654⁷; — château, 173, 1593⁴, 1602⁷, 1686, 2641; — fiefs, 480; — prévôté, 1647⁴, 3650; — prévôts, 2018, 2816, 3120; — seigneurie, 1459.

Ramet, seigneur, 1661⁵.

Rivière, 1780, 1786⁵, 1797⁶; — curé, 1827⁴; — comte, 2103; — seigneur, 1641⁴.

Rocheftort, 1683, 1686; — comtes, 2367, 2396, 2437, 2533, 2688⁶, 2740²; — relief, 2418⁵; — seigneurie, 1437; — seigneurs, 2157, 3418-3420.

Rocourt, 1620¹⁰.

Rosée, engagère, 1661⁵.

Russon, 3636, 3638.

Saint-Denis, 1619¹⁰, 1649, 1788, 1794⁸, 1806⁶, 1807¹⁴; — moulins, 1621⁹, 1638³.

Saint-Denis-lez-Gembloux, 1628⁶.

Saint-Georges, 1767⁵, 1809¹⁷, 1810²⁶, 2998, 3108; — espier, 1616⁶; — poldre, 1612⁵; — seigneurs, 1623⁴, 1661⁷.

Saint-Gérard, 3357⁵, 3358⁴.

Saint-Germain, 1643⁵.

Saint-Hubert, 1793¹², 2482¹³, 3354, 3498¹⁸, 3513¹⁵, 3661^{17, 20}; — abbaye, 1546, 1583⁷, 2788¹⁰, 2845; — marché, 1583⁷.

Saint-Léger, 1764, 1773⁵, 1801⁴, 1805^{3, 4}, 1807¹⁸, 1811⁴, 1813⁶, 1821, 1824^{5, 7}, 3206; — seigneurs, 1601⁶, 1628⁴, 1686, 1738, 2452, 2469.

Saint-Martin, 1671⁵, 1828^{7, 23}; — église, 3665; — engagère, 1659, 1663; — seigneurs, 1865, 3621⁴.

Saint-Nicolas, 1620⁵, 1653⁴, 1746, 1775, 2484, 2803, 3191; — moulins, 1620¹⁰, 1621⁸.

Saint-Trond, 1565^{6, 23}, 2836, 3430, 3625¹⁰; — abbaye, 1620⁸, 1698, 1761; — rebelles, 1600³; — religieuses, 1563³; — seigneurs, 1675².

Salzinne, abbaye, 2021, 2154, 2166, 2168, 2311, 2518.

Samart, seigneur, 1795⁷.

Samson, 1666³, 1794⁹, 2818, 2823, 3211, 3228², 3517⁸; — capitaine, 2793; — château, 97-99, 1583², 1591, 1605⁹, 1623¹⁰, 1650², 2117,

- 2325, 2380 5, 2558, 2912, 3070, 3497 2, 3556; — moulin, 1542; —
recette, 2811, 2954; — receveurs, 1670, 3023, 3222 3; — rentes,
1660; — siège, 3517 7.
- Sartbernard, 1666 3.
- Sart Eustache, 1778; — vente, 1671 4.
- Sautour, forteresse, 1438.
- Sclayn, 174; — seigneurie de Strud, 1660; — seigneurs, 1677 7.
- Scy, prairies, 1653 5.
- Seilles, 1664 4, 1692, 1793 5, 1794 5, 1801 3; — seigneur, 1827 27.
- Senzeille, seigneurs, 2241, 2245.
- Seraing, échevins, 3175.
- Serville, 1672 2.
- Silenrieux, engagère, 1660.
- Sombreffe, 1793 7, 1812 12, 3468 2; — bailli, 1814 20; — seigneurs, 677.
- Sorée, 1761.
- Sorinne, 416.
- Soumoy, 1813 8, 9.
- Spa, 2706 2, 2724 2, 4, 2830 2, 3158 6.
- Spontin, château, 1707; — seigneurs, 1545, 1985.
- Sprimont, 3211; — château, 282; — châtelain, 277.
- Spy, 1643 5.
- Stavelot, 1823 2; — abbaye, 289.
- Stockheim, 3523; — capitaine, 2293.
- Tamines, 1616 4.
- Taviers, seigneur, 1665 4.
- Temploux, 1670, 1987.
- Thon, 1813 6, 1818 13; — seigneur, 1827 20.
- Thy-le-Château, 1812 2.
- Tilleur, 1797 5.
- Tillier, 1564 6.
- Védrin, 1668 5, 1672 2 1757; — mines, 1663, 1664 2, 5; — poisson,
1614 4; — privilèges, 1005.
- Velaine-sur-Sambre, 1823 10, 3206, — engagère, 1670.
- Verlaine, 1815 5.
- Vezin, 1781, 1796 15; — mines, 1664 3.
- Ville, 1586, 1727, 1758, 1794 6, 1796 11, 1816 5, 3347 5, 3504 2; — église,
1833; — seigneurs, 884, 1612 5, 1689, 1833, 2163, 2164, 2170, 2171,
2182, 2185, 2187, 2190, 2192, 2193, 2198, 2199, 2203, 2297, 3334 2,
3335 2, 3384 3, 3362 2, 3463 4, 3504 3, 3621 4, 3629, 3664 22.
- Ville-en-Hesbaye, 1669 4.
- Villers, 1603 10, 1606 9, 1653 1, 1662 4, 1746, 1813 6, 1818 14, 2076,
2418 7, 3433; — aides, 2778; — seigneurs, 2403; — vente, 1638 2.

Villers-Sainte-Gertrude, 1792 6, 11, 1823 6, 7.

Virton, 1789 6, 7, 1796 8, 1820 13; — receveur, 2486.

Visé, 1674.

Walcourt, 1100, 1656, 1781, 1791 2, 1813 24, 2910; — abbaye, 1613 6, 1623 9, 1653 5; — échevins, 1148; — maire, 1620 7; — moulins, 1613 6, 1644 5; — octroi, 1662 3; — rachat, 1458; — recette, 2659; — seigneurie, 1456, 1620 3.

Wanghe, seigneur, 3166.

Wanne, seigneur, 2756.

Waret, 1768, 1795 12.

Waret-la-chaussée, 1765.

Warisoulx, 1820 23.

Wasseiges, 1651, 1792 4, 1796 11, 1808 2, 1810 14, 1820 18, 3228 2; — bailliage, 1830 1; — baillis, 1830 3; — moulin, 1636 3; — receveur, 3222 3.

Waulsort, 1759, 1773 3, 1818 13; — abbaye, 70, 80, 105, 1827 27.

Wellin, 1778.

Weris, curé, 1789 2.

Wierde, dépendance d'Andoy, 1804 5.

Wintershoven, 1816 3; — seigneurs, 1639 8.

Yvoir, 1626 6, 1654 5, 1657 5, 1759, 1771, 1776, 1789 6, 1791 1, 5, 1798, 1806 5, 1813 3, 1823 4, 2788 2; — bouchers, 1793 1; — château, 2007, 2011, 2016; — drapiers, 1806 1; — prévôt, 2917.

M. PRIMAT A LILLE

M. Derode, dans son *Histoire de Lille* ¹, parle assez brièvement du premier séjour de l'évêque constitutionnel Primat dans la bonne ville de Lille, sans donner de détails circonstanciés et en n'en fixant qu'approximativement la date. Voici quelques notes à ajouter au récit de l'historien lillois ².

Dès que la nouvelle de l'élection de Primat, faite à Douai, le 20 mars 1791 ³, fut connue à Lille, le corps municipal prit la délibération suivante, datée du 29 mars dans les registres :

Résolu de se rendre au *Te Deum* qui sera chanté à S. Pierre, à cause de l'élection de M. Primat à l'évêché du département et qu'il sera envoyé une députation de 4 personnes pour le féliciter ⁴.

Deux mois plus tard, le 27 mai 1791, la municipalité recevait une lettre de l'évêque intrus lui annonçant son arrivée à Lille, le 4 juin ; il fut décidé qu'on le logerait à l'hôtel de la ci-devant intendance ⁵.

On prit aussitôt les mesures nécessaires pour le recevoir dignement. Nous lisons en effet ce qui suit dans le registre des délibérations, à la date du 3 juin :

Le corps municipal s'assemblera demain vers 3 h. de relevée en la maison commune d'où il partira pour se transporter sur le glacis de la porte de la Barre, afin d'y attendre M. l'évêque ; qu'il sera ordonné à toutes les paroisses et couvents de sonner leurs cloches pendant une heure, aussitôt le signal d'entrée donné par l'artillerie de la ville ; qu'il sera fait une réquisition à MM. les commandants de la garde nationale et à M. le commandant pour le roi, de faire border la haie depuis la porte de la Barre jusqu'à S^t Étienne, où il

1. Tome III, p. 62.

2. Voir aussi : Th. Leuridan, *Le Clergé de la Flandre Wallonne pendant la Révolution*, ch. IV, § 1. *L'évêque Primat*.

3. Et non le 16 avril, comme le dit Derode.

4. Registre I, n° 181.

5. Registre I, n° 197 verso.

sera chanté un *Te Deum* et ensuite de St Étienne jusqu'à la ci-devant intendance où M. l'évêque doit loger, de lui faire présenter les armes, saluer des drapeaux par les commandants de bataillon, de faire en outre la réquisition à MM. les commandants de la ville, de la citadelle et du fort, de faire faire une décharge de l'artillerie des remparts, aussitôt l'entrée de M. l'évêque. Il a été résolu en outre de nommer des commissaires à effet de veiller aux besoins que M. l'évêque pourrait avoir, et pour une chambre où M. l'évêque puisse voir un feu d'artifice qui doit se tirer dimanche sur la place au moment de l'illumination qui aura lieu et qui sera annoncée par affiches, avec exhortation aux habitants de vouloir éclairer la façade de leurs maisons ¹.

Ce programme fut exécuté de point en point, mais la réception de l'évêque fut précédée d'une autre cérémonie que le procès-verbal officiel relate en ces termes :

Aujourd'hui 4 juin 1791, le Corps municipal de la ville de Lille s'est rendu vers trois heures de l'après-dîner en la maison commune d'où il est parti pour se rendre sur l'Esplanade, afin d'y distribuer à la Garde nationale des cravattes aux trois couleurs, portées dans une corbeille par deux jeunes gens vêtus de l'uniforme de garde nationale, et qui étoient placés entre le Maire et les officiers Municipaux ; au passage sur la place, des Dames entourées de jeunes gens en uniforme de garde nationale et accompagnées de jeunes demoiselles, portant aussi dans des corbeilles des cravattes dont ces Dames se proposoient de faire présent aux Troupes de Ligne, suivirent le corps municipal jusqu'à l'Esplanade où la Garde Nationale et la troupe de Ligne se trouvoient en bataille en face l'une de l'autre : le corps municipal se rendit au centre de la Garde Nationale ; M. le Maire présenta aux Commandants de ce corps, les cravattes, après avoir prononcé le discours suivant :

« Messieurs, nous venons, au nom de la Loi, offrir les couleurs de la liberté à nos concitoyens, armés pour le maintien de la liberté et de la Loi. Que ce signe de ralliement d'une nation régénérée, flotte à jamais sur les drapeaux de ses intrépides défenseurs ; qu'il y soit tout à la fois l'emblème de leur fidélité à la Nation, à la Loi et au Roi, le gage de leur attachement à notre heureuse constitution, le prix de leur civisme, l'allègement de leurs fatigues et de leurs veilles, et le témoignage éclatant de la reconnaissance de la Patrie. »

1. Registre 1, f° 199 verso.

Se séparèrent alors les dames pour aller présenter des cravattes aux divers régiments de troupe de ligne, et le corps municipal alla de division en division de la garde nationale, pour que M. le Maire attachât les cravattes aux neuf drapeaux.

Le procès-verbal poursuit ainsi :

Cette cérémonie finie, le corps municipal sortit de la ville par la porte de la Barre et se plaça dans une tente posée sur le glacis, en attendant l'arrivée de M. Primat, évêque du département.

Peu de temps après, le clergé de la ville se rendit avec les croix au Pont de l'Ecluse de la Barre, où étoit un détachement de la Garde nationale qui attendoit aussi M. l'Evêque, qui, étant arrivé au faubourg de la Barre vis-à-vis la tente, fut complimenté, au nom du corps municipal, par M. le Maire. Et aussitôt le cortège se mit en marche vers la ville dans l'ordre suivant : premièrement divers citoyens des Gardes nationales de Bailleul et d'Armentières, suivis d'un détachement de garde nationale de cette ville, qui s'étoit rendu à Bailleul, à cause de certains troubles qui s'y étoient élevés; ensuite le clergé précédait M. l'Evêque qui marchait à pied, ayant M. le Maire à sa droite et M. le curé de Saint-Etienne, faisant les fonctions de maître de cérémonies, à sa gauche; immédiatement suivaient les officiers municipaux, après lequel étoient MM. les chefs de la Garde nationale. A la porte de la ville se trouva l'Etat-Major de la ville, ayant à sa tête M. De Montrozier, commandant de la Place, qui complimenta M. l'Evêque; ensuite l'Etat-Major prit place à la gauche des officiers de la Garde nationale. A l'entrée de M. l'Evêque, toute l'artillerie de la Place, de la Citadelle et du Fort le saluèrent; et à son passage, pour aller à l'Eglise de Saint-Etienne, ainsi que pour se rendre de cette paroisse à l'hôtel de la ci-devant Intendance où il devoit loger, la Garde nationale et la troupe de Ligne, rangées en haye, lui présentèrent les armes; les commandants de Bataillon et les drapeaux le saluèrent le long de la route; un peuple immense le reçut aux acclamations les plus vives; les cloches de toutes les paroisses et de toutes les communautés, sonnèrent pendant une heure. Le *Te Deum* fut chanté dans l'église de Saint-Etienne. Après quoi, le même cortège reconduisit M. l'Evêque à la ci-devant Intendance, où il trouva une garde d'honneur composée de cinquante hommes de garde nationale et d'autant de troupes de ligne, chacune avec son drapeau et chacune commandée par un capitaine. Enfin la journée finit par un souper que MM. les citoyens membres du corps municipal donnèrent à M. l'évêque dans une des salles dudit Hôtel, et auquel MM. les

curés, les chefs des corps administratifs et judiciaires et militaires, avoient été invités ¹.

Le lendemain, dimanche, Primat célébra la messe à Saint-Étienne et le surlendemain, il se rendit à l'hôtel de ville, où il fut complimenté par le Maire. Le registre aux cérémonies municipales nous a conservé le texte du discours du premier magistrat de la cité et celui de la réponse de Primat, dont l'impression fut demandée.

Aujourd'hui, 6 juin 1791, le corps municipal ayant été averti que M. Primat, Evêque du département du Nord, se seroit rendu à la maison commune, s'est assemblé au Conclave, en noir et en écharpe ; deux commissaires attendirent l'Evêque au bas de l'escalier, et aussitôt son arrivée, l'introduisirent au Conclave : le corps municipal alla le recevoir en dehors de la salle et le conduisit ensuite sur les gradins à côté de M. le Maire, qui fit un compliment en ces termes :

« Monsieur, — Vous avez accueilli les premiers élans de l'allégresse publique, quand nos concitoyens, fiers de fixer les premiers regards de leur Evêque, se précipitoient en foule sur votre passage.

Agréez avec la même bonté, l'expression naïve de la joie, que votre retour renouvelle, et dont le respect retient à peine les transports.

C'est l'épanchement du cœur d'un peuple sensible et franc qui retrouve, dans le Prélat qu'il honore, le Pasteur modeste qu'il a chéri, dès qu'il a pu voir sur son front l'empreinte de son âme.

C'est le tribut d'un peuple reconnoissant, qui se félicite de l'accomplissement de ses vœux les plus chers.

Il demandoit à la Loi un Pontife citoyen qui, pénétré de respect pour elle, donnât à ses coopérateurs, et par eux à tout son troupeau, un grand exemple de la soumission, dont dépend leur bonheur.

Il demandoit à la religion un guide sûr, éclairé, ferme sans rigueur, tendre sans faiblesse, propageant la foi par ses discours, l'amour du bien par ses préceptes, la pratique des vertus par ses actions.

Il demandoit au ciel un ange de paix, plaignant l'erreur, compatissant à notre fragilité, prompt à bénir, censurant à regret, aimant encore, en sévissant, le prévaricateur sourd aux exhortations touchantes de la charité.

Les enfants lui demandoient des mœurs, les pères de famille leur tranquillité, les ames timorées un modèle, les foibles un soutien, les

1. Registre aux cérémonies municipales, 1^o 2.

malheureux un consolateur, les pauvres un père, tous les citoyens un ami.

Ah ! quand tous leurs désirs sont comblés, que ne peuvent-ils se sentir dignes de cette faveur signalée de la Providence.

Ramenés par notre sage constitution aux beaux jours de l'Église, que ne pouvons-nous offrir à celui qui nous en rappelle les premiers apôtres, quelques-uns des traits qui caractérisoient les premiers fidèles.

La pureté de leurs mœurs, leur zèle pour notre religion sainte, leur amour de la paix, leur attachement à leurs frères, leur charité pour tous les hommes, étoient tout à la fois l'ouvrage et la récompense de leurs dignes Pasteurs.

Vous nous retracez leurs vertus, vous nous rappellerez nos devoirs ; édifiés comme l'étoient leurs ouailles, surveillés, chéris comme elles, nous en deviendrons les émules, et rendus meilleurs à votre exemple, et par votre tendre sollicitude, notre régénération sera l'ouvrage de vos soins, notre bonheur, le prix de vos travaux, notre salut, votre triomphe. »

M. l'Évêque y répondit de la manière suivante :

« Messieurs, — Je n'aurois jamais cru qu'il fut possible d'ajouter aux sentiments que vous m'inspirâtes, le jour de ma proclamation dans votre ville ; mais les témoignages nouveaux d'affection que je reçois en ce moment, me pénètrent si vivement, et l'expression en est si touchante, si variée, si nouvelle pour moi, que je ne trouve point de termes qui répondent à ce que j'éprouve et à ce que je sens. Lisez, chers concitoyens, lisez donc dans mon cœur ! et vous, homme chéri, si digne de l'estime et de la confiance publique, cherchez dans votre cœur sensible, ce qu'il y a de plus tendre et de plus affectueux, et daignez être vous même l'interprète de mes sentiments. »

Et l'impression des deux discours fut demandée. Ensuite M. l'évêque sortit et fut reconduit dans le même ordre ¹.

L'Évêque du Nord séjourna à Lille jusqu'au 15 juin.

15 juin 1791. — L'évêque devant partir aujourd'hui, une députation de 4 membres se transportera chez lui pour le conduire jusqu'à la porte des malades ; il sera fait une réquisition à MM. les commandants de la garde nationale et au commandant pour le roi, de faire tirer, savoir par les canonniers de la garde nationale, le canon de la batterie de la porte des malades, et par les canonniers militaires, celui de la batterie de la porte de Fives ².

1. Registre aux cérémonies municipales, f° 4 verso.

2. Registre 1, f° 204.

L'évêque parti, il fallut solder les frais occasionnés par sa réception. La caisse communale régla, sans réclamation, le paiement de la musique exécutée au *Te Deum* du 4 juin et à la messe pontificale du lendemain :

A été observé que le S^r Schorne, maître de musique, demande le paiement de la musique qui a été exécutée dimanche dernier pendant la messe qu'a célébrée à Saint-Etienne M. l'évêque ; que cette messe est une suite du *Te Deum* qui avoit été chanté le jour précédent, par délibération, dans la même paroisse. La matière mise en délibération, et où le procureur de la commune, il a été résolu que la musique dont est question sera payée par la caisse de la commune ¹.

Les autres dépenses, beaucoup plus considérables, ne furent réglées que cinq mois plus tard. Le mémoire du marchand de vin s'élevait à 309 l. 15 s. ; celui du cuisinier, à 929 livres. La commune paya au premier 75 livres et au second 529 livres ; le surplus « formant le montant de ce qu'il a coûté pour le souper qui a été donné à M. Primat, le jour de son arrivée » dut être versé par les citoyens membres du corps municipal.

A été observé que M. Primat, évêque du Département, ayant demandé l'hospitalité à la commune, lors de sa première venue en cette ville en juin dernier, il avoit dû être logé et défrayé aux frais de la commune pendant le temps qu'il étoit resté en cette ville ; que les fournisseurs n'avoient point encore été payés et présentoient leur mémoire, savoir celui du S^r Despelchain, cuisinier, neuf cent vingt-neuf livres ; celui du S^r Desruelles, marchand de vin, trois cent neuf livres quinze sous ; et celui du S^r Courouble, de quinze livres six sous. La matière mise en délibération, et où le procureur de la commune, il a été résolu de dépêcher ordonnance sur le trésorier au profit du S^r Courouble, de quinze livres six sous ; à celui du S^r Despelchain, de cinq cent vingt-neuf livres et à celui du S^r Desruelles, de soixante quinze ; le surplus formant le montant de ce qu'il a coûté pour le souper qui a été donné à M. Primat, le jour de son arrivée, par les citoyens membres du Corps municipal, devant être payé par chacun d'eux individuellement. Il a été arrêté en outre qu'il sera payé quarante-huit livres à la veuve Thunot pour le loyer de la chambre qui a été occupée par le Corps municipal, pour être présent au feu d'artifice qui a été tiré le lendemain de

1. Registre I, n^o 302, du 10 juin 1791.

l'entrée de l'évêque du Département et le jour de la proclamation de l'Acte constitutionnel ¹.

Quelques années plus tard, Primat revint à Lille, où il semble avoir habité assez longtemps une maison de la rue Princesse, à peu de distance de l'Esplanade ². C'est encore à Lille, qu'il présida le 16 août 1797 le « synode diocésain » convoqué pour l'élection d'un député au concile national qui devait se réunir à Paris.

1. Registre II, f° 44, du 4 novembre 1791.

2. Notes manuscrites de M. l'abbé Salembier, de Roubaix.

LES PROCESSIONS A LILLE

en 1790, 1791 et 1792.

Nous avons eu déjà plusieurs fois l'occasion de parler des processions à Lille¹ ; voici quelques documents relatifs à celles de 1790, 1791 et 1792.

En 1790, le Corps municipal, dans sa séance du 29 mai, après avoir résolu « que les invitations pour la procession de Lille seront faites aux corps et personnes qu'il étoit d'usage d'inviter, » prit l'ordonnance suivante :

Nous, maire et officiers municipaux de la ville de Lille. La procession solennelle de cette ville instituée en 1269 par Marguerite, comtesse de Flandres, en l'honneur de la Sainte Vierge, invoquée sous le nom de Notre Dame de la Treille, devant se faire cette année, dimanche 6 du mois de juin, nous avons cru devoir, conformément à la résolution du 22 mars 1769, en suivant les dispositions de l'ordonnance du 6 mai de la même année, prescrire les points et articles nécessaires pour que tout s'y passe convenablement, et qu'un chacun s'y comporte avec la décence et le bon ordre qu'exige la sainteté de la cérémonie. A ces causes, ouï le Procureur de la Commune, nous avons ordonné et ordonnons les points et articles suivants :

Art. I. — Les corps de métiers avec leurs torches ordinaires et gonfanons s'assembleront dans la rue des chanoines, depuis la rue de Saint Pierre jusqu'au Pont neuf ; ils se rendront de là vis à vis l'Eglise St Pierre, d'où ils se mettront en marche à neuf heures du matin, et les Confrairies suivront chacun leur rang sans intervalle, conformément aux ordres qu'ils recevront de nos Commissaires.

II. — La marche se fera par la rue de St Pierre, la Place St Martin, les rues des Cabochus et de la Grande Chaussée, la petite Place, la rue des Manneliers, la Grand'Place, la place de Rihour, l'hôtel de ville, la rue du Palais, la place et la rue des Jésuites, la place de l'Arbalète, la rue des Bouchers, des Bonnes filles et d'Angleterre sans interruption.

1. *Bulletin*, t. II, p. 11 et 12 (processions de 1771) ; t. III, p. 99 (procession de 1603) ; t. III, p. 135 (processions de 1793).

III. — Les communautés religieuses se rendront dans l'église St Pierre assez tôt pour se mettre en marche à dix heures au plus tard et suivront immédiatement avec les Châsses et le surplus de la Procession, en observant le même ordre et le même rang que les années précédentes, et en se conformant du tout pour le reste à l'usage observé jusqu'à présent.

IV. — La châsse de la Sainte Vierge sera portée sous un dais par les suppôts jurés de cette ville, et le Corps municipal la suivra.

V. — Si les corps de métiers et autres qui forment le commencement de la procession arrivaient à la rue d'Angleterre avant que nous soyons sortis de St Pierre, pour suivre la procession, ils ne passeront point la rue du Gland, et ils prendront par cette rue, pour éviter la confusion ; dans le cas contraire, ils iront jusqu'à l'église en la manière ordinaire.

VI. — Les habitants des rues par où la procession passe, les feront balayer, le matin à bonne heure, chacun vis à vis de leurs maisons, à la satisfaction de nos commissaires ; ils décoreront les façades de leurs dites maisons le mieux qu'il sera possible et ils jetteront ou feront jeter de l'eau, devant l'étendue de leur occupation, afin qu'il n'y ait point de poussière.

VII. — Ordonnons aux propriétaires des maisons que l'on rebâtit dans le passage de la procession, aux maçons, piqueurs de grès, tailleurs de pierre et autres chargés de la direction des bâtiments, de faire ranger et ôter les matériaux, mortiers, terres et décombres nonobstant toute permission contraire, en sorte que le passage de ladite procession soit libre.

VIII. — Ordonnons de plus très expressément aux adjudicataires des boues de se rendre avec leurs chariots dans les rues par où elle doit passer, pour enlever exactement les boues et immondices, et aux sergents préposés au nettoiemment d'y tenir scrupuleusement la main.

IX. — Faisons défense à toute personne de paraître à la procession autrement qu'en habit décent, et d'y introduire aucune nouveauté sans notre permission par écrit.

X. — Défendons pareillement aux corps de métiers de rien mettre d'extraordinaire à leurs torches et aux confréries d'y rien faire paraître qui soit contraire à la sainteté de la cérémonie.

XI. — Défendons expressément à tous bourgeois, habitants, cabaretiers ou autres, de donner ou présenter à boire aux corps de métiers, porteurs de torches, confrères et autres qui marcheront à ladite procession, et pendant la marche, et à ceux-ci d'en prendre ou recevoir.

XII. — Pareille défense à tous particuliers de quelque âge ou condition qu'ils soient d'insulter ceux qui assistent à la procession, et de rien faire ou souffrir qui puisse les distraire de cette sainte cérémonie et en troubler ou interrompre l'ordre.

XIII. — Ordonnons à tous de s'y comporter avec décence et respect.

XIV. — La procession ne sortant plus des rues et places de cette ville, moyennant le tour que nous avons prescrit par l'article II de ladite ordonnance nous avons trouvé convenable de nous rapporter aux soins de nos commissaires au nettoitement pour la propreté de celles par où la procession doit passer, et de supprimer en conséquence la visite qui se faisait ci devant la veille de la procession ; nous exhortons en conséquence et chargeons nos commissaires au nettoitement de tenir la main à l'exécution des articles VI, VII, VIII, chacun dans leur quartier et de faire assigner les contrevenants pour être punis ainsi qu'il appartiendra.

XV. — La présente ordonnance sera exécutée dans tous ses points et à péril d'amende proportionnée à l'exigence des cas. Les pères, mères, chefs et maîtres de maisons et familles, seront responsables pour leurs enfans, serviteurs et autres qui sont à leurs ordres. Et afin que personne n'en ignore, elle sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera en la manière accoutumée ¹.

A cette ordonnance nous joignons le procès-verbal inséré au registre du Conseil communal :

Aujourd'hui 3 juin 1790, jour de la Fête-Dieu, le Corps municipal de la Ville de Lille s'est assemblé en la maison commune et en est parti vers neuf heures et demie du matin, pour se rendre en l'église collégiale St Pierre ; à la porte de laquelle il a été reçu par une députation de deux chanoines, qui l'a conduit dans le sanctuaire du côté de l'Évangile, où il y avait un *priez Dieu* pour Monsieur le Maire et des chaises avec des carreaux pour les autres membres dudit corps. — La bénédiction donnée, la procession est sortie pour faire le tour d'usage ; Monsieur le Maire à la tête du Corps municipal suivait immédiatement le baldaquin ; après la Municipalité marchait le Corps des officiers de la Gouvernance ; au côté droit du dais se trouvait un détachement des gardes nationaux, et au côté gauche un autre de troupes de ligne ; les rues étaient bordées à droite en sortant de l'église par les gardes nationaux, et à gauche par les troupes de

1. Registre I, f° 49.

ligne ; sur la place, près du drapeau de ladite garde nationale était son état-major, et près d'un drapeau des troupes de ligne, en face du premier à gauche, était l'état-major de la place, à la tête duquel était M. de Montrozier, commandant pour le Roi en cette ville. Enfin, la procession finie, le corps municipal a été reconduit jusqu'à la porte de ladite église par la même députation et est retourné en la maison commune ¹.

La même ligne de conduite fut suivie par la Municipalité à l'occasion de la procession de l'Assomption. Elle fut « annoncée suivant l'usage, par affiche ² » et le procès-verbal en fut inséré au registre communal :

Aujourd'hui 15 août 1790, quatre heures et demie de relevé, le corps municipal, accompagné de ses sergens, est sorti de la maison commune pour se rendre à la collégiale S^t Pierre, et y assister à la *procession du Roi*. A son passage sur la place, la cloche *Emmanuel* a été sonnée, et à son arrivée à ladite église, il a été reçu par une députation de deux chanoines de S. Pierre, qui l'ont conduit dans le sanctuaire du côté de l'évangile, où il y avait des chaises avec des carreaux, le priez-Dieu préparé pour le Maire, qui était absent, est resté vacant. L'office terminé, le corps municipal a marché immédiatement après le Saint Sacrement et a été suivi par les officiers de la gouvernance, etc. (*Le reste comme au procès-verbal ci-dessus* ³.)

L'année suivante, 1791, il y eut bien quelque hésitation chez nos Municipaux ; mais ils maintinrent les trois processions ordinaires « nécessaires pour la tranquillité publique » et pour la satisfaction du peuple, « quelle que soit sa façon de penser sur les affaires présentes. » Nous citons entièrement l'intéressante délibération qui fut prise à cette occasion, le 20 mai 1791 :

A été fait lecture d'un projet du S^r Brovellido, relatif aux processions de la Fête-Dieu, de l'Assomption et de celle de Lille, dont la teneur suit :

Il ne paraît point douteux que, dans les grandes villes, il ne soit nécessaire que les processions de la Fête-Dieu et de l'Assomption continuent à se faire avec toute la solennité possible, en réunissant

1. Registre I, f^o 52.

2. Registre I, f^o 72 verso.

3. Registre I, f^o 75 verso.

à l'église primaire tout le clergé des autres paroisses, et en invitant tous les citoyens à y assister avec flambeaux ; à cet effet, il serait fait une ordonnance qui indiquerait aussi le tour et la marche de ces processions solennelles, semblables en tous points, à l'exception que celle de la Fête-Dieu se ferait à dix heures du matin et celle de l'Assomption à quatre heures après-midi.

Il serait peut-être inutile d'y inviter les religieux, parce qu'il est assez probable qu'ils se refuseraient d'y assister en corps ; à cet égard, le Corps municipal délibérera ce qu'il est à propos de faire ; d'ailleurs, la présence des religieux ne peut pas être chose durable.

L'église de Saint-Étienne étant regardée comme la principale, la réunion de tout le clergé de la ville, en chape, s'y ferait à neuf heures du matin. Pour rendre ces processions aussi nombreuses qu'il serait possible, on y inviterait particulièrement les confrères du Saint-Sacrement de toutes les paroisses et ceux de la Sainte-Croix, qui serait portée par le chapelain au milieu des flambeaux.

A l'imitation de ce qui se pratique à Paris, le Saint-Sacrement sera précédé par quatre ou cinq grands encensoirs et par des enfants portant des corbeilles remplies de fleurs qu'ils jettent en l'air au moment des encensements ; les enfants de la Grange continueraient d'accompagner le Saint-Sacrement comme ci-devant ; deux bassons et deux bons serpentistes suffiraient pour que le chant soit soutenu, et exécuter au reposoir, avec cinq ou six bonnes voix, un Motet et un *Genitori* à grand chœur ; on pourrait s'entendre pour cela avec le maître de musique, ou avec le Sr Lombar ; la dépense, qui serait petite, serait fixée, et la même à chaque procession.

Il est inutile de dire que les gardes nationales et les troupes de ligne seraient requises, comme de coutume.

A l'égard du tour et des rues que ces deux processions traverseraient, voici la marche que je proposerais :

On prendrait la rue Esquermoise, les rues Basse et des Dominicains, celle de la Grande-Chaussée, le Marché aux Fleurs, la Grand'Place, et le reposoir y serait placé près le corps de garde ; on traverserait ensuite la place Rihour, la Maison Commune, les rues du Palais et des Jésuites, la rue des Bouchers, la rue Esquermoise, pour rentrer à Saint-Étienne ; les troupes seraient placées sur la Grand'Place, de manière que la procession puisse la traverser librement dans le milieu.

Quant à la procession de la Ville, où cependant il ne sera plus question de torches et de quelques autres accessoires, je crois que le peuple serait très mécontent d'une suppression totale, et qu'il serait même impolitique d'y penser ; d'après cette idée, voici ce que je proposerais :

Comme cette procession arrive nécessairement dans l'octave de la Fête-Dieu, je serais d'avis que le Saint-Sacrement y soit aussi ; mais, outre tout ce qui serait exécuté dans les deux autres processions, on y ajouterait de plus la châsse de Notre-Dame de la Treille et toutes les châsses et saints des paroisses qui doivent être conservés. Ils seraient portés, comme ci-devant, au milieu du clergé et des flambeaux, et pour la première fois, peut être, on verrait la décence et le bon ordre régner dans cette procession ; la marche qu'on pourrait adopter, pour ne pas ressembler aux deux autres, s'exécuterait de cette manière :

On la commencerait par la rue Esquermoise, la Croix de Sainte-Catherine ; on suivrait par les rues des Bouchers et des Jésuites, et l'on placerait un reposoir rue du Molinel, vis-à-vis de la rue des Jésuites ou de celle du Molinel ; on traverserait ensuite toute la rue du Molinel, la partie de la rue des Malades jusqu'à la Petite Place, la rue des Manneliers, la Grand'Place par le milieu, pour rentrer à Saint-Étienne.

Les enfants des maisons de Stappaert et des Bonnes-Filles, ceux des Grisons et des Bleuets et Bapaumes ouvriront la marche des trois processions.

Les gardes nationales et les troupes de ligne seraient aussi demandées ce jour là.

En faisant cette procession, que je crois nécessaire pour la tranquillité publique, je pense aussi qu'on peut éviter toute autre espèce de dépense, et que le peuple sera satisfait, quelle que soit sa façon de penser sur les affaires présentes ; on pourrait cependant établir qu'à pareil jour et tous les ans, à cause de la solennité de cette ancienne fête, on inviterait les citoyens à illuminer la façade de leurs maisons.

La matière mise en délibération, et où le procureur de la Commune, il a été résolu, en adoptant ledit projet, d'autoriser MM. les Commissaires aux processions d'en diriger et d'en régler les détails ¹.

Le maintien des processions, malgré les agitations et les menaces du temps, était donc un fait acquis, que l'on ne songea même pas à remettre en question l'année suivante ². Tandis qu'à Paris, dit

1. Registre I, f° 195.

2. Entre temps, la municipalité se préoccupait même de l'ornementation du reposoir de la Grand'Place :

« A été observé que le District doit envoyer à la Monnaie quatre chandeliers et un christ de cuivre ; qu'il consent de céder ces pièces pour le même poids de cuivre ; que

Derode, la révolte forçait les Tuileries et exigeait la sanction des lois contre les prêtres, la municipalité lilloise ordonnait les processions du Saint-Sacrement, où devaient figurer la garde nationale et la garnison ¹. Sa délibération du 1^{er} juin 1792 est ainsi conçue :

Les processions du Saint-Sacrement et de Lille auront lieu cette année dans la même forme que l'an dernier à l'exception que le tour que parcourra cette dernière sera inverse de celui de l'année passée ².

Aussi laconique, mais aussi formelle est l'ordonnance du 10 août suivant, relative à la procession de l'Assomption et à la messe de Saint Roch :

La procession de l'Assomption aura lieu ainsi que les années précédentes. La messe de Saint Roch se célébrera de la même manière que les années précédentes ³.

Mais, le 15 août, « vu l'incertitude du temps et la fatigue du service extraordinaire dont la garde nationale était chargée », on donna contre-ordre ; néanmoins la messe de Saint Roch eut lieu le lendemain, et suivant l'antique usage, la Municipalité s'y rendit en corps ⁴.

En 1793, le culte religieux était presque totalement proscrit. La municipalité décida qu'elle n'assisterait plus aux processions, et qu'elle ne ferait plus les frais du reposoir. De plus, il fut statué « qu'il ne se fera plus des processions de toutes les paroisses ou de plusieurs paroisses réunies. » Cependant, respectueuse encore de la liberté de ses administrés, elle n'empêchait pas « qu'on ne fit les processions soit dans l'intérieur des églises soit dans l'arrondissement des paroisses ⁵. »

l'acquisition pourrait être profitable à la commune, pouvant servir à l'autel qui s'élève sur la place lors des processions publiques. La matière mise en délibération et où le procureur de la commune, il a été résolu d'autoriser le S^r Brovellido de fournir du cuivre pris dans les magasins de la commune, s'il s'en trouve, et dans le cas contraire, à en acheter pour faire l'échange dont est question. » (Registre II, f^o 38, acte du 21 octobre 1791.)

1. *Histoire de Lille*, t. III, p. 95.

2. Registre II, f^o 117 verso.

3. Registre II, f^o 138.

4. Derode, *Histoire de Lille*, t. III, p. 95.

5. *Bulletin de la Société d'études*, t. III, p. 135.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 14 MAI 1903

Présents : MM. l'abbé Th. LEURIDAN, président ; L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président ; Ém. THÉODORE, bibliothécaire-archiviste ; l'abbé DEWEZ, J. DUBRULLE, L. FLIPO, J. LEBLANC, l'abbé MASURE, H. PAJOT, l'abbé PASTOORS.

Dons et hommages. — *Un enfant du Cateau, soldat et martyr. Jean-Antoine-Joseph de Villette, massacré à Paris le 3 septembre 1792*, par M. E. VILLETTE (Cambrai, 1903. In-8.) — *Congrès archéologique de Troyes et Provins, 24 juin au 2 juillet 1902*, par M. L. QUARRÉ-REYBOURBON (Lille, 1903. In-8.). - *Vie intime de M. le chanoine Benoist, ancien avocat, ancien archiprêtre de Saint-Omer*, par M. l'abbé A. MOUCHON (Calais, 1903. In-8.).

Épigraphie du Nord. — M. le Président annonce que les 5 premières feuilles de l'*Épigraphie* sont tirées ; plusieurs autres sont en épreuve, de sorte que le premier fascicule pourra être distribué vers le 15 juin. Les mesures sont prises pour que les autres fascicules suivent régulièrement et qu'un premier volume soit achevé pour la fin de l'année.

Un « status » du diocèse de Cambrai. — M. BOCQUILLET, membre titulaire, offre à la Société de lever une copie exacte d'un *status generalis totius diocesis Cameracensis, hodie, sede vacante, 1^{er} januarii 1724*, conservé aux Archives nationales. Ce document contient les renseignements les plus circonstanciés sur l'administration diocésaine, sur l'état des paroisses, des chapitres, des communautés religieuses, et sur le clergé tant régulier que séculier. Le Bureau accepte avec reconnaissance l'offre aimable de M. BOCQUILLET, dont le travail trouvera place dans nos publications.

Lectures et communications. — M. l'abbé J. DESILVE et M. BocQUILLET communiquent *le testament de Jean Tate*, chapelain de l'église Saint-Martin à Saint-Amand, daté du mois d'août 1282.

M. J. LEBLANC, membre titulaire, donne lecture de la relation de quelques *fêtes célébrées à Tourcoing* pendant la révolution.

M. L. FLIPO, membre titulaire, a recueilli aux Archives d'Ypres un curieux document intitulé : *Remède singulier contre la peste, envoyé du médecin du Pape à Monseigneur Reverendissime l'évesque de Cambrai*.

Faut prendre feuilles de sehu (*sureau*), de la saille (*sauge*), feuilles de rue, feuilles de ronces de mœures (*mauves*) avec blanc alonne (*absinthe*), autant de l'ung comme de l'autre, de chacun une once, pour en faire un lot et le tout faire tremper vingt quatre heures dedens vin blanc et le broyer en ung mortier tout ensemble avec ledict vin blanc le plus fort que faire se peult. Et quant ils sont bien broyez et estampez, fault remectre lesdicts herbes dedens ledict vin blanc et le tout faire passer parmy ung linge net en une fiolle ou en ung pot de terre nœuf. Ce faict, prenez de la poudre de blanc gingembre demy once pour en faire ung lot et le mettez après qu'il sera passé avec ladicte breuvage et en beuvez par nœuf matinés, plain une petite louche de bouche et pour le première fois serez affranchy de vingt quatre heures et après les nœuf fois expirez, serez affranchy pour toute l'année. Ce faict, pourrez aller et venir librement avec toutes gens et riens ne vous pourra nuyre, comme bien est approuvé le ayant expérimenté.

JUDOCUS RYTHOVIVS.

Anno XV^e octogesimo primo, primo die octobris.

M. l'abbé PASTOORS, membre titulaire, donne lecture d'une *étude sur les clercs de Notre-Dame du Puy de Douai ou clercs-parisiens*.

Les communications de MM. DESILVE, LEBLANC et PASTOORS seront insérées au *Bulletin*.

Commission diocésaine permanente. — Un membre de la Commission demande s'il ne serait pas possible de rétablir dans l'église Sainte-Catherine de Lille, à l'endroit où il était exposé, un cadre doré Louis XV, intéressant morceau de sculpture. Ce cadre a été enlevé, il y a peu de temps, pour faire place à un cadre moderne « quelconque. »

Le même membre fait observer qu'il serait urgent de veiller à la conservation des tableaux qui ornent l'église Saint-André

de Lille, dans les bas-côtés, entre les confessionnaux. Ces toiles, œuvres d'artistes du pays, flottent sur leurs châssis et portent même des accrocs. Il serait urgent de pourvoir à cet état de choses par de bonnes réparations et même par un rentoilage.

La Commission délègue deux de ses membres pour faire, en son nom, les démarches nécessaires.

QUESTIONS

101. — Pharmacopée de Saint-Omer. — A quelle époque a été imprimée la *Pharmacopée de Saint-Omer* ? Cet ouvrage a-t-il eu plusieurs éditions ? Connait-on une bibliothèque publique ou privée de la région qui le possède ?

102. — Généalogie. — On désire des détails sur *Julien de Vissocq*, seigneur de Bomy, et *Marie de Fléchin*, sa femme, 1599. — Quels étaient leurs pères et mères ? Ont-ils laissé postérité ?

103. — Triptyque armorié. — Un triptyque provenant d'Arras, et datant du commencement du XVII^e siècle, porte sur les revers de ses volets les armoiries suivantes :

Volet de gauche : Écu écartelé (*Dumont* et de *Fives*) : aux 1 et 4, de gueules au chevron d'or, accompagné de trois trèfles d'argent ; aux 2 et 3, de sable à la gerbe d'or et au chef du même. Heaume de profil, à lambrequins d'or et de gueules ; cimier : un sauvage armé de la massue et du bouclier. — Cet écu est cantonné des quatre autres qui suivent : 1^o *Dumont*, de gueules au chevron d'or, accompagné de trois trèfles d'argent ; 2^o *De Fives*, de sable à la gerbe d'or ; 3^o *De Leløge*, de sable à trois coquilles d'argent ; 4^o *Ghorelle*, écartelé : aux 1 et 4 d'or à trois hures de sable ; aux 2 et 3, de sable à l'écusson d'argent en abîme, accompagné de huit coquilles du même en orle.

Volet de droite : Écu en losange parti du précédent (*Dumont* et de *Fives*) et de *Malapert* : d'azur fleurdelysé d'argent. — Cet écu est cantonné de ces quatre autres : 1^o *Malapert*, d'azur fleurdelysé d'argent ; 2^o *Du Quesnoy*, de sable au chevron d'or accompagné en pointe d'une feuille de chêne du même ; 3^o *Fiefvel*, d'argent au chevron de sable accompagné de trois quintefeuilles de gueules ; 4^o *Moulendon*, d'argent à trois anilles de gueules.

Le sujet du panneau central est l'Adoration de l'Enfant Jésus par les anges. Sur le volet de gauche, à l'intérieur, est agenouillée la donatrice, religieuse cistercienne (manteau blanc, voile noir, croix rouge sur la poitrine), accompagnée de la Vierge et de sainte Anne.

D'après la règle qui fait accompagner les donateurs de leurs patrons, la religieuse devait se nommer Anne, ou Marie, ou plutôt Anne-Marie.

— Le volet de droite représente la mort de sainte Pharaïlde (on y lit son nom : S. Pharaïldis), assistée d'un religieux cistercien qui récite les dernières prières.

On demande qui est cette donatrice, à quel monastère elle appartient, et tous les détails qu'on pourra fournir sur sa famille (M. R. Roubière, place Verte, à Montreuil, P.-de-C.)

104. — Bénédictines anglaises de Cambrai. — Les bénédictines de l'abbaye de N.-D. de Consolation à Stanbrook-Worcester (Angleterre) seraient reconnaissantes aux érudits de la région du Nord de la France, pour tous renseignements qu'il leur serait possible de leur communiquer au sujet des *Bénédictines anglaises de Cambrai*, de leur arrestation en 1793 et de leur transfert à Compiègne.

LETTRES DES ROIS DE FRANCE

PAR

M. l'abbé H. DUBRULLE

(TROISIÈME SÉRIE)

1350, 9 octobre. — *Jean le Bon renouvelle l'autorisation accordée par Philippe de Valois, aux habitants de Cambrai, de tirer des vivres du royaume, moyennant attestation des échevins ou du chapitre.*

Johannes Dei gracia, Francorum rex, baillivis Viromendensi et Ambianensi, collectoribus impositionum nec non custodibus et commissariis portuum et passagiorum regni nostri vel eorum loca tenentibus, salutem. Supplicationem dilectorum prepositorum, decanorum, capitulorum, abbatum, religiosorum virorum et personarum ecclesiasticarum aliorumque clericorum Cameracensium nec non feudatariorum Episcopi Cameracensis et eorum familiarum, accepimus, continentes quod dudum inclite recordationis, carissimus dominus et primogenitor noster, grata et utilia predictorum et aliorum in civitate Cameracensi degentium, attendens impensa, servitia nec non dampna, jacturas et incommoda que occasione guerrarum nostrarum incommode subierunt, gracie per suas litteras, concessit eisdem, quod ipsi et omnes de civitate predicta et infra banileucam habitantes, vina, victualia, mercaturas et omnia vivaria necessaria, extra regnum France in civitatem predictam et infra predictam banileucam, absque impositione quacumque de novo imposita vel imposterum imposituram seu alia quavis exactione, possint libere extrahere et transferre, solvendo tamen redibentias ab olim et paagiam consuetas. Hoc adjecto quod quilibet predictorum volens uti dicta gratia, erga scabinos Cameracenses, de non abutendo sub pena amissionis vivariorum et omnium commerciarum cautionem prefecerit competentem, prout in litteris inde confectis dicitur, lucidius apparere. Et cum omnes persone prefate Cameracensis ecclesie ipsiusque quatuor franci clientes, et eorum familie, ac religiosi omnes clerici clericaliter viventes et alli clerici mercatores et uxorati, eorum uxores et liberi, nec non viginti quatuor feudarii et eorum uxores et liberi, tam jure privilegio quam usu et consuetudine notariis et etiam approbatis, a jurisdictione, punissione, multa, impositione ac omnium cohercione predictorum scabinorum, tam in corpore quam in bonis presertim mobilibus penitus sint exempti, et pro consequens, si aliqui premisorum prefata gracia abutuntur, scabini ipsius civitatis cautionem eis prestatam executionem demandare nequirent, nec abutentes modo debito cohercere, quod in nostri dampnum non modicum et in fraudem

dicte gracie cedere videretur, cum dicti scabini nichil in nostris dominio et jurisdictione possideant, et tamen plures supplicantium predictorum in dictis nostris jurisdictione et dominio plura mobilia et immobilia possidere noscuntur, ac etiam talis obligatio vergere dignoscitur in ordinariorum supplicantium prejudicium et diminutionem jurisdictionis et ecclesiastice libertatis, prout supplicantes asserunt antedicti, quapropter nobis humiliter supplicarunt ut super premissis providere competenti remedio dignaremur. Nos igitur eorum supplicationi annuere et indemnitati nostre in hac parte precavere volentes, eisdem supplicantibus gratiose concessimus et concedimus per presentes quod eorum quilibet prefata gracia uti volens, prestando cautionem ydoneam, coram suo iudice ordinario tantummodo, de eadem gracia uti valeat et gaudere. Quocirca vobis et vestrum cuilibet tenore presentium mandamus, si necesse fuerit, committendo firmiter, injungentes quatinus, predictae gratie tenore prospecto seu ejus copia sub sigillo autentico, si eam talem vel similem in effectu fore reperitis vobis primitus certificatis per ipsorum supplicantium ordinariorum litteras de cautione ipsis prestita competenti, supplicantes eosdem et eorum quemlibet, omni difficultate sevicta, uti predicta gracia secundum formam et tenorem ejusdem, permittatis pacifice et quiete que omnia et singula eisdem supplicantibus concedimus, si opus sit de gracia speciali, litteris a nobis vel a nostra curia in contrarium impetratis seu etiam impetrandis non obstantibus quibuscumque. Datum apud Crespiacum in Valesio, sub sigillo nostro quo ante susceptum regni nostri regimen utebamur, IX octobris, anno Domini millesimo CCC^o quinquagesimo.

Carton 44, parchemin, Vidimus défectueux et en mauvais état.

1350, 20 décembre. — *Jean le Bon mande au bailli de Vermandois d'intervenir entre l'abbé de Saint-Denis et le chapitre de Cambrai, dans des difficultés soulevées au sujet d'un fief à Bousies.*

Jehan, par la grasse de Dieu roi de Franche, au bailli de Vermandois, salut. Complaint se sont à nous l'abbé et le couvent de Saint Denis en Franche, qui sont de nostre especial garde en chief et en membres, que comme Jehan de Fiulaines tiègne un fief de eus à Boussies, lesquels ont audit fief toute signerie haute molenne et basse, seul et pour le tout, si com il dient; et li maire et eschevins de Boussies en nostre royaume, liquel maire et eschievins sont des canoines de Sainte Croix de Cambrai, aiant saisi et pris ledit flé et plusieurs biens pris en nostre royaume et transporté hors de l'empire par force et contre la volenté et assentement des complaignans, ne rendre ne restablir ne les voloient, requis souffisamment et ont advoüé le fait lesdits canoines, laquelle chose est ou prejudice de nous et de nostre garde et damage grant desdis abbé et couvent et moult nous en dislaist s'il en est ainsî, se il est venu à ta congnaissance, nous nous tenons

mal apaisé de toi de che que tu ni as mie autre conseil ; pour quoy nous te mandons et estroitement commandons que se, appelés cheux qui seront à appeler sommèrement et de plaint, il te apparoit que il soit ainsi, la saisine mise ou dit fié par les dis maires et eschievins faches oster et les biens qui ont esté pris en nostre rolaume, et transportés hors de la France, en la value souffisante, rendre et restituer à plain et à nous amender et as dits abbé et couvents les dictes choses si donné de raison sera et à che contrains les preneurs et déthenans des dits biens par voies dues hastivement et sans delay, en chelle manière que tu n'en soies repris de négligence. Donné à Paris le XX^e jour de décembre l'an de grace mil CCC et cinquante.

Carton 44, vidimus défectueux de Jean Blondel, bailli de Vermandois.

1356, 25 août. — *Jean II ordonne au bailli de Vermandois de faire l'enquête réclamée depuis longtemps par le chapitre de Cambrai.*

Johannes, Dei gratia Francorum rex, baillivo Viromandiæ vel ejus locum tenenti, salutem. Prepositus, decanus et capitulum ecclesie Cameracensis nobis sua gravi querimonia monstraverunt quod cum pro eo quod Guillelmus Staise, predecessor tuus, Hamelum de Lierrament, in certo loco in jurisdictione alta media et bassa conquerentium predictorum, capi deinde justiciarii fecerit, ipsi conquerentes in quorum et sue jurisdictionis predictæ prejudicium predicta facta extiterunt, predictum predecessorem tuum et postmodum te debite requisierunt, ut gravamen quod eis in expleto hujusmodi illatum fuerat reparetis ; nichilominus predecessor tuus et tu hoc facere recusatis et adhuc te facere recusas indebite et injuste, in ipsorum et sue jurisdictionis dampnum et prejudicium, sicut dicunt, supplicantes humiliter per nos sibi super hoc de remedio provideri. Quocirca mandamus tibi quatenus si, vocato procuratore nostro tue baillive, repereris ita esse, dictos conquerentes seu locum et jurisdictionem ipsorum predictam de predicto Hamello restituas seu restitui et restabili facias per figuram, prout mediante justicia fuerit faciendum, litteris subreptitiis in contrarium impetratis non obstantibus quibuscumque. Datum Parisius, die vicesima quinta augusti, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo sexto, sub sigillo carissimi primogeniti nostri.

Carton 44, vidimus sous le scel du notaire Jacob de Aniga.

1361, 29 septembre. — *Jean le Bon confirme, au profit des chapitres et églises de Cambrai, les avantages accordés par Philippe VI, en 1339.*

Jehan, par la grâce de Dieu roy de France, à noz amés et féaux les généraulx trésoriers à Paris sur le fait des aides naguères ordenez pour nostre delivrance, aux esleuz sur ycellui fait ès cités, villes et dyocèses de nostre royaume, aux receveurs et fermiers du treiziesme du vin de l'impositiion foraine de quatre deniers pour livre et de dix

sois pour chacun tonnel de vin et de toutes autres impositions et aides dessus dis, à tous officiers, commissaires et sergens commis sur le fait dessus dit, et par tous lieux où les dictes aides s'estendent, ou à leurs lieutenans, salut. Nous avons receu la supplication de noz bien améz les prévoz, doyens et chapitres de Nostre Dame, de Saint Géry et de Sainte Croix de Cambray, des religieux abbés et couvens des églises de Saint Aubert et de Saint Sépulcre dudit Cambray, des curez, chappelains, bénéficiez et tout le clergé de ladicte ville de Cambray, disans que comme pour les bons et agréables services que les eschevins, université et habitans de la dicte ville, de laquelle les diz supplians sont et font une grande et notable partie, avoient pièça fais à feu de bonne mémoire nostre très chier seigneur et père dont Dieu ait l'ame, et qu'il espéroit qu'il feissent à lui et à ses successeurs ou temps avenir, et aussi par certaines considérations et alliances, promesses, traictiez, accors et convenances sur ce faites avec eulx, nostre dit seigneur eust octroyé de grace especial à perpétuité et de ce obliga lui et ses successeurs roys de France, que toutesfoies que les diz eschevins, université et habitans de la dite ville de Cambray et banlieue d'icelle, ou aucun d'eulx voudroient dès lors en avant avoir des vivres ou marchandises de nostre royaume pour mener en ladicte cité et banlieue, que il en pourroient mener et faire transporter franchement en leur dite cité de Cambray, ce que mestier leur en seroit, sans fraude, en paient les débitez et palages anciennement accoustumez, sans ce qu'il feussent ou soient tenuz pour ce paier à nous ou à nos successeurs ou autres personnes pour nous, taille ou imposition nouvelle mise ou à mettre ou temps lors avenir, desquelz vivres et marchandises ou cas que ils seroient portez hors de la dicte cité et banlieue, celui ou ceulx des diz habitans, à quel requeste les diz vivres et marchandises seroient venuz en la dicte cité, seroient tenuz de payer à nous ou à nos gens la value des diz vivres et marchandises comme forfais au cas que il seroient portez hors de la dicte cité et banlieue, et seront les diz eschevins tenus de prendre telle seurte et caution à leurs gens et habitans en ce cas comme bon leur semblera, et la seurte ou caution ainsi prinse nos baillifs, prévoz et autres noz justiciers ou officiers quelconques seront tenuz, à la rescription des diz eschevins et université, de leur faire délivrer sans délai leurs diz vivres et marchandises, sans aultre mandement attendre de nous, non contrestant quelconques ordenances ou mandemens à ce contraires, si comme ces choses sont, entre les autres, plus à plain contenues ès lettres de nostre dit seigneur faites l'an de grâce mil trois cens trente et nuef, ou mois de novembre, scellées en laz de soye et cire verte, enregistrées en nostre trésor à Paris, desquelles il vous est apparu ou apparra par vidimus ou copies scellées sous scel autentique, si comme il dient¹. Par vertu desquelles lettres les diz supplians ont depuis

1. Cette lettre a été reproduite dans le *Bulletin de la Société d'Études*, tome V, p. 46.

l'accort dessus dit tousiours joy et usé paisiblement des choses dessus dites, si comme ont fait et font les autres habitants de ladicte ville. Néanmoins vous ou aucuns de vous, vous efforcez et voulez ou pourriez efforcier de demander, lever et recevoir des diz supplians ou d'aucuns d'eux le treziesme du vin, imposition foraine, de quatre deniers pour livre et de dix sols parisis pour chascun tonnel de vin ou autres impositions, gabelles ou aydes pour les vins, vivres et marchandises que iceulx supplians ou aucuns d'eulx ont fait, font ou feront mener hors nostre royaume pour leur vivre ou pour leur user en la dicte cité et banlieue de Cambray, lesquelles choses sont, seroient ou pourroient estre contre les diz accors et convenances et lettres ottroïées par nostre dit seigneur, pour lui et pour ses successeurs roys de France, aus diz eschevins, université et habitans de ladicte ville, desquels lez diz supplians sont une grande et notable partie, comme dit est, et lesquelz sont pour la plus grant partie nez de nostre royaume, si comme il dient, en nous suppliant que, eue considération aus choses dessus dictes et à ce que plusieurs des diz supplians ont esté grandement grevez et dommagiez pour le faict et occasion de noz guerres, durant lesquelles ils nous ont bien et loyaument servi à leur pouvoir, nous leur veuillions sur les choses dessus dictes pourveoir de gracieux et convenable remède. Pour quoy, nous qui voulons tenir, garder et acomplir les accors, promesses et convenances faictes par nostre dit seigneur, sans icelles enfreindre en aucune manière, considéré ce que dit est, vous mandons, commandons et estroitement enjoignons à chascun de vous, si comme à lui appartient, que toutefois que il vous apparra, par rescription ou lettres testimoniaux faictes soubz les seaulx aus causes d'aucuns des diz chapitres ou d'autre scel autentique, les diz vins, vivres et marchandises que yceulx supplians ou aucuns d'eulx feront mener de nostre dit royaume en la dicte cité et banlieue de Cambray soient à eulx ou pour leur dit vivre et pour leur user sans fraude, comme dessus est dit, vous yceulx laissiés passer et mener franchement et quittement, excepté des pealges et redevances anciennes de nostre royaume en la dicte cité et banlieue de Cambray, sans leur demander impositions, treiziesme ou autres aides, charges ou subventions quelxconques ordenez ou à ordonner pour le fait de nostre dicte délivrance ou pour quelconques autres causes que ce soit et vous défendons expressément et sur quanques vous pavez meffaire envers nous, que pour ce vous ne les arrestés ou empeschiés ou souffrez estre arrestés ou empeschiez en aucune manière, en corps ou en biens, mais se ils estoient empeschiez par vous ou par autres, si les délivrez et faites délivrer tantost et sans delay, veue la dicte rescription ou certification testimoniaux avec ces présentes ou le vidimus d'icelles fait soubz scel autentique, et gardés que en ce n'ait aucun deffault, car il nous en desplairoit et vous en punirions griefment. Donné à Paris le pénultième jour de septembre, l'an de grace mil CCC soixante et un.

1362, mars (n. st.) — *Jean le Bon vidime et confirme la lettre précédente.*

Jehan, par la grâce de Dieu roy de France (*Suit le texte de la lettre précédente.*) Et comme par l'inspection des lettres dessus transcriptes, il appert clèrement avoir tousjours esté l'intention de feu nostre très chier seigneur et père et la nostre, en la concession desdiz privilèges, les diz supplians estre réputez habitans de la dicte ville de Cambray, desquels ils sont une grand et notable partie et aussi ont ils tousjours à ce tiltre des diz privilèges usé paisiblement, considérans les choses dessus dictes et aussi les grandes pertes et dommages que il ont souffert et encouruz pour occasion de nos guerres tant en nostre royaume comme en Haynaut et ailleurs, à yceulx supplians nous avons ottoïé et par la teneur de ces présentes ottoïons de nostre plainière puissance, autorité et grâce especial, que en montrant ces présentes les lettres dessus transcriptes leur baillent comme original, aussi comme sont les dictes lettres aus diz eschevins et que autelle foy y soit adjoutée comme aus originaulx, et nous plaist et voulons :..... par nos dictes lettres avons autrefois ottoïé aus diz supplians que ainsin comme il font à présent et que font les eschevins et autres habitans de la dicte ville, il puissent achater, avoir et faire mener toutes manières de vivres et marchandises de nostre royaume jusques en la dicte ville de Cambray franchement et quittement ce qui leur en sera mestier, sans fraude, en paiant les débités et peiges anciennement accoustumez, sans ce que il soient tenuz pour ce paier à nouz ou à noz gens, noz successeurs ou autres personnes à cause de nous, taille ou imposition nouvelle mise ou à mettre ou temps à venir, et sauf tant que les doyens et chapitres de Nostre Dame et de Saint Géry à Cambray dessus diz pour eux et pour le clergie de la dicte ville et banlieue de Cambray, à quelle requeste les diz vins et marchandises seroient venuz en la dicte cité, seront tenuz de paier à nous la value des diz vivres et marchandises comme forfaiz, ou cas où il seroient portez hors de la dicte cité et banlieue, et les diz doyens et chapitres prendront telle caution de leurs gens et clergie en ce cas comme bon leur semblera et la seurté et caution ainsi prise nos bailliz, prévos et autres nos justiciers, officiers et receveurs, commissaires et fermiers quelconques il soient, à la rescription des diz doyens et chapitres ou de l'un deuz, seront tenuz sans délai de leur faire délivrer leurs diz vivres et marchandises sans autre mandement attendre, non contrestant ordonnances ou mandemens fais ou à faire au contraire, comme dict est es lettres dessus transcriptes, en montrant toutes voies aus gardes commis ou fermiers des dictes impositions ou subsides les dictes lettres à tesmoinsage soubz le scel de la dicte église de Nostre Dame ou de

1. Le parchemin est troué en cet endroit.

Sainct Géry que les dis vivres et marchandises seront menez à Cambray ou en la banlieue et non ailleurs, comme dit est; ausquelles lettres testimoniaux soubz les diz seaux, nous voulons estre obéy et foy estre adjoustée comme se elles estoient scellées du scel des dis eschevins. Si donnons en mandement par la teneur de ces présentes à nos diz conseillers, les généraulx trésoriers, aus diz esleuz sur le dit faict ès cités et dyocèses de nostre royaume, aus baillis de Vermandois, d'Amiens et de Senlys, et à tous les aultres justiciers de nostre royaume ou à leurs lieutenants présens et à venir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra que les diz supplians et chascun d'eulx facent et laissent jouir et user paisiblement de nostre présente grasse et octroy, et contre la teneur d'icelle ne les empeschent ou molestent aucunement; en rappelant, veues ces présentes, tout ce qui auroit esté fait au contraire. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes, sauf en autres choses nostre droict, et l'autrui en toutes. Ce fut fait à Paris, l'an de grâce mil CCC soixante et un, ou mois de mars.

Carton 46, original parchemin.

1363. — *Jean le Bon vidime et confirme les lettres de Philippe VI (1339, novembre) et les siennes (1361, septembre et 1362, mars).*

Jehan, par la grâce de Dieu roy de France, savoir faisons à tous présens et à venir, que si comme nous avons entendu par humble supplication de noz bien amez les prévoz, doiens et chapitres de Nostre Dame, de Saint Géry, de Sainte Croix, et de tout le clergie, religieux, abbez et couvens de la cité de Cambrai, que, comme pour les bons, loyaulx et agréables services que eulz et les autres habitans de la dicte ville de Cambray avoient faiz ou temps passé à noz prédécesseurs roys de France et par espécial à nostre très cher seigneur et père que Diex absolle, il eust ottroïé certains privilèges aux eschevins, habitans et communauté de la dicte ville, dont il sont une grant partie, esquelz privilèges, combien que les diz supplians n'y furent pas spécialement nommés, toute voies de par noz lettres les y avons declairé estre comprins. Desquex privilèges et nos dictes lettres les teneurs s'ensuivent (*Suivent les lettres indiquées ci-dessus*). Fait à Paris, l'an de grace mil CCC soixante et trois ou mois de....¹

Carton 53, vidimus de Charles V.

1364, 3 septembre. — *Charles V mande aux trésoriers de l'aide levée pour la délivrance de Jean II, de ne rien percevoir sur les habitants de Cambrai et de leur restituer ce qui aurait été induement perçu.*

Charles, par la grâce de Dieu roy de France. A noz amez et féaulx

1. La fin de l'acte est déchirée.

les généraulx trésoriers à Paris sur le fait des aides ordonnées pour la délivrance de nostre très cher seigneur et père dont Dieux ait l'âme, et aus esleuz sur ycellui fait ordonnez es cités et dyocèses de nostre royaume, aux receveurs et fermiers du treiziesme du vin et de toutes autres impositions, et à tous autres officiers députez et commis où les dictes aides et ordonnances se extendent, ou à leurs lieux tenant, salut. Oye la supplication de nos bien améz les clergie, eschevins et habitans de la cité de Cambray disant que, contre la fourme de certains privilèges perpetuelz qu'il ont de nous ou de noz prédécesseurs roys de France, vous voulez lever ou faire lever d'eulx ou de leurs marchandises certaines redevances, tant le XIII^e comme autres impositions, ou grief préjudice et dommage d'iceulx et de ladicte cité, de quoy il nous desplaist moult, s'il est ainsi, car en tels choses ne les tenons ne voulons estre comprins. Si vous mandons et estroitement commandons et à chascun de vous que de ce faire vous cessez et désistez du tout en tout, mais tous les diz privilèges et chascun d'eulz desquelx vous est apparu ou apparra par vidimus ou copie soubz signe ou scel autentique, leur tenez et gardez, et faictes tenir et garder entièrement sans les enfreindre en aucune manière; et se aucune chose avez fait ou fait faire ou lever au contraire, remettez la ou faites remettre et restituer, tantost ces lettres vues, au premier et deu estat, car ainsi le voulons nous estre fait et leur avons ottroyé et ottrions de nostre certaine science et grâce especial, non contrestant quelconques ordennances, mandemens, commandemens, deffenses à ce contraires. Donné à Paris, le III jour de septembre l'an de grace mil CCC soixante et quatre.

Carton 58, vidimus des trésoriers généraux.

1368, 5 février (n. st.) — *Charles V mande aux trésoriers de l'aide levée pour la délivrance de Jean II, de ne rien exiger du chapitre de Cambrai pour les biens qu'il possède dans le royaume.*

Charles, par la grâce de Dieu roy de France, A nos améz et féaulx conseillers les généraulx trésoriers à Paris, sur le fait de la délivrance de nostre très cher seigneur et père que Diex absoille, les généraulx esleuz illec sur le fait de la provision et défense de nostre royaume et aux esleuz recepveurs et autres commis et députez ou à députer de par nous sur les ditz faiz, salut et dilection. Comme pour certaines causes nous avons naguères voulu et ordonné que toutes personnes de nostre royaume bénéficient en sainte église soient franz, quictes et exemps de toutes impositions, subventions et autres aides ordonnées pour les faiz dessus diz, tant des rentes et revenues de leurs bénéfices comme de leurs patrimoines, nous, à la supplicacion de noz biens améz les prévost, doyen et chappitre de l'église de Cambrai, considérant les grans pertes et dommaiges que les diz supplians ont euz et soustenuz pour le fait de noz guerres et aussi l'amour et loyauté

qu'ils ont tousjours eue à la couronne de France, à nos prédécesseurs et à nous, et espérons qu'il auront ou temps à venir, et aussi qu'il ont tousjours païé et paient dizlesmes de ce qu'il tiennent en nostre dit royaume, ainsi comme les autres gens d'église d'icellui ; de nostre certaine science et de grâce especial avons ottroyé et ottroions par ces présentes aus diz supplians et à chascun d'eulx, que eulx soient franz, quittes et exemps de toutes impositions, subventions et autres aides ordonnées pour les faiz dessus diz, de tout ce qu'il tiennent en nostre royaume, tant à cause de leur bénéfice, comme de leur patrimoines et héritages, tout en la forme et manière que en sont quittes, franz et exemps les autres personnes de nostre royaume bénéficiez en sainte Eglise. Si vous mandons et enjoignons estroictement et à chascun de vous, comme à lui appartendra, que les diz supplians faites, souffrez et laissez joir et user de nostre présente grâce, en leur mettant leurs biens au délivré si aucuns sont ou estoient pour ce prins, saisis, détenuz ou arrestez en aucune manière, non obstant que le chief de la dite église soit assis hors de nostre royaume, mandemens ou deffenses au contraire. Donné en nostre chastel du Louvre, le V^e jour de febvrier l'an de grace mil CCC LX et sept et de nostre règne le quart.

Carton 49, original parchemin, scel de majesté à simple queue.

1369, juillet. — *Charles V amortit un fief sis à Sailly, donné par Raoul de Coucy au chanoine Jean de Tournay, et par celui-ci au chapitre cathédral de Cambrai.*

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Inter curas et sollicitudines que nobis ex ministerio regalis dignitatis incumbunt, sollicite cogitare nos convenit ut ad id summo opere nostre considerationis versetur acies, per quod possimus Altissimo complacere ac nobis fideliter obsequentibus, juxta ipsorum meritorum exigenciam, nos reddere liberales. Notum igitur facimus universis presentibus pariter et futuris quod, audita humili supplicatione dilecti et fidelis militis et consiliarii nostri Radulphi de Cocyaco, continente quod ipse domum suam de Salliac, quam cum certis terris arabilibus, quodam colombario et duobus pratis, unum videlicet in loco dicto Sauchy le Cauchie, et aliud dictum pratum de Hordain, obtinet de presenti cum omnibus suis pertinentiis, que omnia a domino de Cocyaco in feodum, ratione castri sui de Oslaco, et in retrofeodum carissime consanguinee nostre comitisse Artesii tenentur, ac summam sex viginti et quatuor librarum turonensium monete nunc currentis annui et perpetui redditus communi estimacione non excedunt, sicut dicit, dilecto magistro Johanni de Tornaco, canonico Cameracensi, pro certis ipsius Radulphi negociis ac sua evidenti utilitate proponit, ipseque magister Johannes dictum redditum, dum ipsum adquisiverit ac in possessione et saisina ejusdem fuerit pacifice et quiete, in dotacione et fundacione unius vel

plurium capellaniarum, domorum hospitalium, aliorumque locorum miserabilium, aut in alios pios usus committendum, pro sue et parentum ac benefactorum suorum animarum remedio et salute, prout melius sibi visum fuerit expedire, dare et concedere caritative disponit, prout per dictum Radulphum nobis extitit relatum, si noster super hoc assensus interveniat, ipsumque redditum amortizare dignemur; Nos utilitatem predicti Radulphi in hac parte considerantes ac laudabile dicti magistri Johannis propositum in domino commendantes, et ut precipue cultus divinus augeatur, nosque et predecessores nostri reges Francie in suffragiis missarum et devotarum orationum que in locis quibus redditum hujusmodi assignari vel concedi contigerit, divino mediante auxilio, participes efficiamur, ipsum redditum usque ad predictam sex viginti et quatuor librarum turonensium summam communi estimatione, ut prefertur, dicte monete nunc currentis, cum omni jurisdictione et justicia si quas in locis predictis habemus, ex certa scientia nostraque speciali gratia et auctoritate regia in casu predicto amortizavimus et tenore presentium amortizamus prefato magistro Johanni de Tornaco, liberaliter concedentes ut ipse hujusmodi redditum locis predictis aut in alios pios usus committendum dare et concedere ac transferre valeat pro sue et parentum et benefactorum suorum animarum salute, ac sue libito voluntatis queque persone ecclesiastice, in quas idem magister Johannes prefatus redditum concesserit aut transtulerit in toto vel in parte, ipsum tanquam amortizatum habere, tenere et possidere possint et valeant perpetuo, pacifice et quiete, absque eo quod ipsas sex viginti et quatuor libras dicte monete annui et perpetui redditus, ut est dictum, vendere, alienare aut extra manum suam ponere teneantur, mediante tamen moderata financia, hac vice dumtaxat nobis ratione hujusmodi persolvenda. Dantes, tenore presentium, in mandatis, dilectis et fidelibus gentibus compotorum nostrorum Parisius, ceterisque justiciariis et officiariis regiis aut eorum locatenentibus, presentibus et futuris, quatenus prefatum magistrum Johannem ac illum vel illos in quem seu quos hujusmodi redditum communiter vel divisim concedi et transferri contingerit per eundem, ut prefertur, nostra presenti gratia uti et gaudere pacifice faciant et permittant, et contra tenorem presentium ipsos inquietent nullatenus, molestent, aliis gratiis per clare memorie dominum genitorem nostrum et nos eidem Radulpho factis, temporibus dudum lapsis, statutisque et ordinationibus, defensionibus et mandatis contrariis non obstantibus quibuscumque. Que ut robur perpetue stabilitatis obtineant, presentes litteras nostri sigilli fecimus appensione muniri, salvo in aliis jure nostro ac in omnibus quolibet alieno. Datum Rothomagensi, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo nono, et sexto regni nostri, mense julii.

Registrata in registro Camere compotorum et ibidem expedita, mediante financia C francorum, prout in dicto registro continetur, die XI^a mensis decembris anno MCCCLXIX.

1377, 13 juillet. — *Charles V, arbitre entre l'évêque, le prévôt et les échevins de Cambrai, d'une part, et le chapitre, d'autre part, reconnaît la seigneurie de l'évêque.*

Karolus, Dei gratia Francorum Rex ¹.....

Datum Parisiis die XIII julli anno Domini millesimo CCC septuagesimo septimo, regni vero nostri XIII^o.

Carton 49, copie parchemin.

1378, 15 novembre. — *Charles V vidime les lettres données par Jean le Bon, en mars 1362 (n. st.)*

Karolus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis presentibus pariter et futuris, Nos inclite memorie carissimi domini progenitoris nostri litteras in laceo serico et cera viridi sigillatas vidisse, formam quæ sequitur continentes : (*Suit la lettre de Jean le bon reproduite ci-dessus*). Sic signatas: par le roy à la relation de son conseil. Serricas, doub. collatio facta est, visa. Quas quidem litteras et omnia singula queque contenta in eisdem rata et grata habentes et perpetuum eisdem nostrum regium prebentes assensum, eas laudamus, ratificamus et approbamus ac tenore præsentium, ex nostris certa scientia, potestatis plenitudine et gratia speciali nostræ confirmationis roboramus. Similiter mandantes tenore presentium dilectis et fidelibus nostris generalibus consillariis super facto subsidiorum guerre, baillivis Viromandensi, Ambianensi et Silvanectensi, omnibusque justiciariis et officialis nostris et eorum locatenentibus presentibus etiam et futuris, quatinus prefatos prepositos, decanos et capitula, religiosos abbates et conventus ejusdem civitatis Cameracensis, quibus supra litteris et privilegiis in eisdem contentis uti faciant et permittant modo et forma quibus alias rite et juste usi sunt et fuerunt exinde, absque eo quod in premissis seu aliquo premissorum ipsos impediant seu impedire presumant quoquomodo. Quod ut firmum et stabile perpetuo maneat, presentes litteras fieri fecimus super hoc et nostri sigilli appensione muniti, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum in Castro nostro nemoris Vincennis die XV mensis novembris, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo octavo, quinto declinoque regni nostri.

Carton 49, original parchemin, muni du grand sceau royal.

1380, 29 novembre. — *Charles VI vidime les lettres de Charles V du 15 novembre 1378.*

Karolus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam

¹. Cette lettre est publiée dans le *Mémoire pour M. l'archevêque de Cambrai*, n° XLVI, p. 103.

presentibus quam futuris, Nos carissimi domini progenitoris nostri infrascriptas vidisse litteras formam que sequitur continentes. (*Suit le texte de la lettre reproduite ci-dessus*). Quas quidem litteras infrascriptas et singula in ipsis litteris contenta, ratas habentes et gratas, eas ad supplicationem dilectorum nostrorum prepositorum, decanorum, capitulorum, clerique, religiosorum abbatum et conventuum, necnon scabinorum et totius universitatis dicte civitatis Cameracensis, ac pro ipsis et eorum quolibet, et ad ipsorum et cujuslibet eorumdem utilitatem, qui quidem prepositi, decani, capitula clerusque, religiosi abbates, conventus, scabini et universitas, necnon et cum ipsis dilectus et fidelis consiliarius noster episcopus Cameracensis, nobis super hoc unanimiter et concorditer supplicarunt, volumus, laudamus, ratificamus, approbamus ac de gracia speciali, certa scientia, auctoritate regia et plenitudine nostre potestatis, tenore presentium confirmamus, mandantes dilectis et fidelibus nostris gentibus compotorum nostrorum, consiliariisque super facto domanii nostri et thesaurariis Parisiens., necnon generalibus consiliariis super facto subsidiorum regni nostri, ac baillivis Viromandensi, Ambianensi et Silvanectensi, ceterisque justiciariis, officariis, commissariis et deputatis nostris modernis et futuris, aut eorum locatenentibus, ipsorum cuilibet, prout ad eum pertinerit, quatinus prefatos supplicantes et ipsorum quemlibet pretranscriptis litteris ac omnibus et singulis in eisdem contentis uti et gaudere perpetuo, prout hactenus usi sunt, faciant et permittant, ipsos aut eorum aliquem in contrarium nullatenus contrastantes aut perturbantes, seu molestari vel perturbari a quoquo permittentes. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum in absentia magni ordinatum presentibus litteris duximus apponendum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Actum Parisius die penultima novembris, anno Domini millesimo CCC octogesimo et regni nostri primo.

Carton 53, vidimus du bailli de Vermandois. Sur le repli « per regem ad relationem consilii in quo erant domini duces Andegavensis, Bituricensis, Burgondie et Borbonii ac nonnulli alii. »

1384, 25 mai. — *Charles VI confirme les lettres de ses prédécesseurs autorisant la sortie du royaume pour les marchandises destinées à Cambrai.*

Charles, par la grâce de Dieu roy de France. A noz améz et féaulx les généraulx conseilliers sur le fait des aydes ordonéz pour la guerre, salut et dilection. De la partle (*sic*) de nos biens amez les prévost, doyen et chapitre cathédral, de Saint Géry, de Sainte Croix, des religieux abbés et couvens de Saint Aubert et de saint Sépulcre de Cambray, et de toutes les autres gens d'église d'icelle ville, nous a esté exposé que jasoit ce que par vertu de certaines alliances faites par nostre très

chier seigneur et besayeul le roy Phelippe, que Dieux absoille, avec les eschevins et habitans d'icelle ville, et aussi par vertu de certains privilèges et ottoirs fais aux dis exposans par nostre très chier seigneur et ayeul le roy Jehan et depuis confermés par nostre très chier seigneur et père, que Dieu pardoint, et par nous aussi; lesdiz exposans dient estre et demourer et aient tousjours esté quittes de paier aucune taille, redevance ou imposition de vivres et autres choses qu'il mainnent ou font mener de nostre royaume en ladite ville de Cambray, parmy baillant certaine caution que iceulx vivres ne seront point portés hors de la ditte ville, néantmoins les receveurs et commis des marches du pays de Cambrésis à lever les aydes à présent ayans cours en nostre dit royaume, ont pris et levé les dittes aydes des vivres qu'il ont fait et font mener de nostre dit royaume en la ditte ville de Cambray et ne veulent souffrir que les dis exposans ou aucuns d'eulx mainnent ou facent mener de nostre dit royaume aucuns vivres en icelle ville se il ne paient les dittes aydes, en empeschant les dits exposans en leurs dis privilèges, grâces et ottoirs, en venant contre iceulx, si comme il dient; si nous ont supplié que comme il aient tousjours esté et soient encore bons et loyaux envers nous et que, par le fait de nos guerres et de nos ennemis, il aient esté dommagiez et plusieurs de leurs ville et maisons arses, et aient bonne volonté de tousjours estre bien veullans envers nous comme bons et loyaux franchois, nous leur veuillons sur ce procuroir de remède. Pourquoi nous, considérées les choses dessus dites, avons aus diz exposans et à chascun d'eux octroiez et ottoirons de grace especial par ces présentes, que en la forme et manière qu'il ont usé et esté quittes de payer lesdites aydes, tailles ou impositions ou temps passé, il en soient et demeurent quittes sans paier les dittes aydes d'iceulx vivres et autres choses. Si vous mandons que les diz exposans et chascun d'eux vous faires et laissez joir et user paisiblement de nostre présente grâce et ottoir sans les empeschier ou souffrir estre empeschés en aucune manière au contraire, nonobstant quelconques ordonnances, mandemens ou deffences à ce contraires. Donné à Paris, le XXV^e jour de may l'an de grâce mil trois cens quatre vins et quatre et le quart de nostre règne.

Carton n° 50, copie très défectueuse du 2 décembre 1696.

1384, août. — *Charles VI confirme les lettres de ses prédécesseurs étendant aux divers chapitres et au clergé de Cambrai les privilèges accordés aux échevins.*

Charles, par la grâce de Dieu roi de France. Savoir faisons à tous présens et à venir que comme nostre très chier seigneur et besayeul le roy Philippe, que Dieux absoille, eust pour le temps qu'il vivoit fait certains traittiez, accors et alliances, pour lui et ses successeurs, roys de France, avecques les eschevins et université de la cité et ville de Cambray, par lesquels traittiez, accors et alliances, entre les

autres choses, yceulx eschevins et université sont adstrains, tenuz et obligiez, ou cas que nous ou noz successeurs roys de France aurons à faire de leur aide et de la ditte cité, que lesdits eschevins et université recevront amiablement et sanz contredit en icelle cité et banlieue noz gens d'armes et ceulx de nos successeurs roys de France, contre toutes personnes quelconques contre lesquelles nous aurons à faire, excepté l'empereur de Romme ou le roy d'Alemaingne et l'évesque de Cambray. Et parmi ce, nostre dit seigneur et besayeul le roy Philippe, entre les autres choses, accorda et ottroya aus diz eschevins et université et à tous les habitans de le dicte ville et cité et de la banlieue d'icelle que, toutes foiz que eulx ou aucuns d'eulx voudroient avoir vivres et marchandises en nostre royaume et les mener en ladicte ville, faire le pourroient en tant que chacun en auroit besoing, sanz fraude, franchement, en paiant les débitez et piages anciennement acoustumez, sans paler à nous ou à aucuns de noz gens ou officiers tailles, impositions, ne autres aides nouvelles mises ou à mettre pour le temps advenir, parmi ce que les diz eschevins et université doivent certifier que les vivres et marchandises dessus dites doivent estre menées en la ditte cité et banlieue de Cambray et non ailleurs, desquelz vivres et marchandises, ou cas qu'il seroient portez hors de la ditte cité et banlieue, celui ou ceux desdiz habitans, à quel requeste lesditz vivres et marchandises seroient venus en la ditte cité, seroient tenus de paier à nous et à noz genz la value desdiz vivres et marchandises comme forfaiz. Et sont tenus les diz eschevins et université de prendre telle seurté et caution de leurs gens et habitans comme bon leur semble, si comme par les lettres de nostre dit besayeul ces choses et autres peuent plus à plain apparoir. Et combien que noz chiers et bien amez les prévost, doyen et chapitre de l'église cathédrale Nostre Dame, doyen et chapitre de saint Géry, de Sainte Croix, les abbés et couvens de Saint Aubert et de Saint Sépulcre, les curez, bénéficiez et tout le clergie de la ditte cité de Cambray, qui sont grant partie des habitans de la ditte cité, doivent estre comprins es dis privilèges et en doit joir et user paisiblement comme les diz eschevins, université et habitans d'icelle cité de Cambray, et qu'il ait esté déclaré par nostre très chier seigneur et ayeul le roy Jehan, dont Dieux ait l'âme, en confirmant, louant et approuvant les diz traittiez, accors et alliances, que lesdictes gens d'église y doivent estre comprins, ja soit ce qu'il n'y soient exprimez ou nommez en espécial; et aussi que nostre très chier seigneur et père, que Dieux absoille, et nous, avons confermez les traittiez, accors et alliances dessus dictes, en y comprenant les dictes gens d'église. Néanmoins soubz ombre de ce que en confermant par nous et ratifiant les considérations, accors et alliances dessus dites, yceulx gens d'église qui tousjours en ont joy du temps de noz diz prédécesseurs ne s'estoient obligiez envers nous à tenir, inténir et accomplir lesditz traittiez, accors et alliances pareillement que avoient faiz lesdiz eschevins et université, les dites gens d'église avoient esté et estoient empeschiez

ès diz privilèges, libertez et franchises, et pour ce se feussent doluz et complains à nous, en nous suppliant que, considéré qu'il ont tousjours esté, sont et veulent estre bons et loyaux envers nous et la couronne de France, et veulent, en tant qu'il leur touche, tenir, entériner et accomplir les diz traittiez, accors et alliances par la forme et manière que contenu est ès lettres sur ce faites, en offrant à nous en bailler lettres sur ce pareillement que ont fait les diz eschevins et université, nous les veuillons quant à ce annexer avec les diz eschevins et université et déclarer estre comprins ès diz privilèges, libertés et franchises, Nous, qui surtout avons eu pleine et meure délibération avec les gens de nostre conseil ou quel ont esté appelez et oys les gens de nostre parlement, nostre procureur général, noz advocats et autres notables personnes, ces choses considérées et la bonne amour, loyauté et affection que ont tousjours eue à nous et à nos prédécesseurs roys de France les dittes gens d'église, attendu aussi qu'ilz se sont obligiez envers nous et nos successeurs roys de France et nous ont promis et accordé, par leurs lettres scellées de leurs seaulx, à tenir, garder, entériner et accomplir lesdiz traittiéz, accors et alliances, par la forme et manière que ont faiz les diz eschevins et université, ausdiz prévost, doyen et chapitre de l'église cathédrale de Nostre Dame, doyen et chapitre de saint Géry, de sainte Croix, les abbés et couvens de Saint Aubert et de saint Sépulcre, les curez, bénéfices et tout le clergie de la dicte cité de Cambray, avons ottroyé et ottroyons par ces présentes, de grâce especial, de nostre autorité et plaine puissance royal, que selon les diz traittiez, accors et alliances, pareillement que font et puent faire les diz eschevins et université, il joissent de telz libertez et franchises et puissent acheter, avoir et faire mener toutes manières de vivres et marchandises de nostre royaume jusques en ladite ville de Cambray, franchement et quittement, ce qui leur en sera mestier sanz fraude, en payant les débitez et péages anciennement accoustumez, sanz ce qu'il soient tenuz pour ce paier à nous et à nos successeurs roys de France, ne à aucuns de nos officiers ou autres personnes pour nous, tailles, impositions nouvelles mises ou à mettre ou temps avenir, et tout en la forme et manière qu'il est accordé et ottrolé par noz diz prédécesseurs et nouz aus diz eschevins et université, sans marchander et sans préjudice des cellers des dites églises de Nostre Dame et de Saint Géry, dont il pourront joir et user comme il faisoient paravant les diz traittés, accors et alliances, et ont fait depuis icelles, sanz fraude, parmi ce que les dittes gens d'église seront tenuz de certifier par lettres seellées du seel de l'église, etc. (*Le reste, comme dans les lettres précédentes*). Donné à Paris, ou mois d'aoust l'an de grâce mil trois cens quatre vins et quatre, et de nostre règne le quart.

Carton 50, original, muni du sceau de majesté en cire verte, pendant à des lacs de soie.

1390, 5 mars (n. st.) — *Charles VI admet un appel interjeté par le chapitre métropolitain de Cambrai devant la cour du Parlement.*

Karolus, Dei gratia Francorum rex, Universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod cum dilecti nostri prepositus, decanus et capitulum ecclesie Cameracensis et Colardus Plantehaye, eorum procurator, appellantes contra Andream Postelli, appellatum in nostra parlamenti curia, proposuissent quod dicta eorum ecclesia, ville, bona, redditus et revenuti, pro majori parte extra regnum nostrum existebant, et plures alias villas et bona in regno nostro possidebant et habebant, quarum quidem villarum, tam in regno nostro quam extra consistentium et ad dictos de capitulo spectantium et pertinentium, plures erant ville arresti, et quod dictus Andreas in certa villa Wanquetin nuncupata et extra dictum regnum nostrum situata, ratione certi debiti, ad requestam Petri de Bellavalle, fuerat arrestatus, qui de Bellevalle necnon appellantes predicti, ad requestam Andreæ predicti, coram ballivo nostro Ambianensi fuerant adjornati, coram quo dictus Andreas, procuratore nostro secum adjuncto, plures rationes et facta ad finem dictum arrestum et processum per eos factos adnullandi, necnon exinde proposuisset dictis appellantibus causam predictam coram ipsis de capitulo remitti petentibus, dictus baillivus noster dictam causam per ipsum minime remittendam fore pronuntiaverat dictum de Bellavalle ad revocandum seu revocari faciendum arrestum et processum per eos factos, necnon in dampnis interesse et expensis Andree predicti ac etiam erga nos in emenda condempnandum; a qua sententia dicti decanus et capitulum ac etiam Colardus, eorum procurator predictus, ad dicti parlamenti curiam appellaverant et ab hoc concludendo petiissent dictum baillivum nostrum male judicasse ipsosque bene appellasse pronunciari et declarari, et dictum Andream in eorum expensis condempnari. Dictus vero Andreas e contrario proposuisset quod ipse in regno nostro, in certa villa in bailliva Ambianensi existente, ad requestam Petri de Bellavalle captus et postmodum extra dictum regnum nostrum transportatus fuerit, quique dictis de capitulo non erat subjectus nec in eorum jurisdictione commorans, dictus etiam Andreas jurisdictionem de capitulo sortitus non fuerat, et ob hoc appellantes predictos coram baillivo nostro Ambianensi fecerat adjornari, coram quo predicta contra dictos appellantes proposuerat petendo et requiringdo dictum de Bellavalle ad revocandum seu revocari faciendum arrestum seu captionem predictam, necnon in dampnis interesse et expensis Andree predictis condempnari et compelli, dictis de capitulo causam predictam coram ipsis remitti petentibus, dictus baillivus causam predictam per eum non esse remittendam pronuntiaverat, dictum de Bellavalle ad revocandum seu revocari faciendum arrestum seu captionem predictam, nec non in dampnis interesse et expensis Andree predicti condempnando. Quare peciisset concludendo dictos de capitulo ac etiam

Colardum eorum procuratorem predictum tanquam appellantes nullatenus admittendos fore, et si admicterentur dictum baillivum nostrum bene judicasse et appellantes predictos male appellasse pronuciari et declarari, ipsos que appellantes in expensis Andree predicti condemnari, dictis appellantibus replicando dicentibus quod in dicta sententia per prefatum baillivum lata de translatione dicti Andree extra regnum nostrum ut dicebatur facta nulla mencio fiebat, dictus insuper Andreas extra regnum nostrum transportatus arinine? fuerat, quod que villa in qua dictus Andreas captus fuerat extra regnum nostrum erat situata, quiquidem Andreas per arrestatum in ejus persona factum juridicionem dictorum de capitulo sortitus fuerat, et quod casus occasione cujus idem Andreas captus extiterat non erat nec est privilegiatus, plures alias rationes et facta proponendo et alia concludendo prout supra, dicto Andree predicta duplicando proponente et alia concludente prout supra. Tandem dictis partibus super premissis et alia que proponere voluerant ad plenum auditis, visis insuper certa commissione nec non sententia baillivi predicti, et ceteris in hac parte considerandis et actendendis, per arrestum ejusdem curie nostre dictum fuit dictum baillivum nostrum male judicasse et dictos appellantes bene appellasse. Et per idem arrestum dicta curia nostra causam predictam coram iudice prepositi, decani et capituli predictorum remisit et remittit, dictum Andream in expensis coram baillivo nostro predicto factis condemnando, dictarum expensarum taxatione dicte curie nostre reservata. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum Parisius in parlamento nostro, quinta die mensis marcil, anno domini millesimo CCC^o octogesimo nono, et regni nostri decimo.

Carton 55, original parchemin, muni du sceau royal en cire blanche pendant à une double queue de parchemin.

1395, 2 décembre. — *Charles VI relève le chapitre de Cambrai de toute peine qu'il a pu encourir pour emprise de juridiction, à l'occasion d'un différend avec le seigneur d'Ilre.*

Charles, par la grâce de Dieu roy de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Receus avons la supplication des prévost, doyen et chapitre de l'église de Cambray, contenant que comme à cause de leur fondation et dotacion de ladicte église, ils aient pluseurs terres, rentes, justices, seignouries et noblèches en l'empire, hors de nostre royaume, et entre les autres ont au terroir d'Ilre, certaine terre tenue d'eulx, appartenant à Jehan Bruisse, assise en leur justice hors de nostre royaume, tenant au chemin par lequel on va de la ville d'Ilre à Maissencouture, sur la moietie duquel chemin, du costé de la dicte pièche de terre lesdits supplians, par l'usage et coutume du pays, aient toute justice, seuls et pour le tout et en l'empire. Et pour ce que Robert de Bellefortière, soy disant seigneur

du chastel et ville d'Itre, tenu en partie de nous à cause de nostre chastel de Péronne, avoit fait prendre par Jehan Chastellain, son sergent en la dicte ville d'Itre, deux fossoyeurs qui avoient fait un fossé pour ledit Jehan Bruisse, entre la dite terre et ledit chemin, pour eschiever que les bestes n'entrassent en ladicte partie de terre, disant que ce ilz avoient fait sur sa justice, desquels ledit Bruisse emprist l'adveu et charge et luy fist ledit Robert amender, combien qu'il y eust que veoir ne que congnoistre, attendu que ledit fossé fu fait en la justice desdis supplians comme dit est, le bailli desdis supplians fist prendre ledit Jehan Chastellain qui fu trouvé hors du royaume et le fist emmener prisonnier en leurs prisons hors du royaume, où il fu par huit jours ou environ, que ses amis le requièrent aux dis supplians, lesquels eslargirent ledit Chastellain à caution et depuis l'ont eslargy à sa caution de retourner quand il sera mandé. Soubs ombre de laquelle prinse et emprisonnement fait hors de nostre royaume dudit Chastellain, le bailli de Vermandois fist piécha prendre et mettre en nostre main tout le temporel que les dis supplians ont en nostre dit royaume et demoura en nostre main par aucun temps et jusques ad ce que par vertu de noz autres lettres les dis supplians furent receus à opposition et jour assigné pardevant ledit bailli ou son lieutenant à Péronne, et leur dit temporel à eulx délivré par récréance et à leur caution seulement et ont fait nostre dit procureur et ledit Robert grans et grosses conclusions contre les dis supplians et mesmement nostre dict procureur disans que ce qui a esté fait par les dis supplians ou leurs officiers pour eulx en prenant ledit Jehan Chastellain et d'avoir iceluy si longuement détenu prisonnier ou séjour et es prisons, en contempt des exploits fais ou royaume a esté fait, en entreprenant sur nos drois et noblesches concluant et tendant à fin de grans et grosses amendes. Sur quoy ait été tant procédé pardevant ledit bailli ou son lieutenant à Péronne, que lesdites parties sont appointies à escrire par fais contraires et à enquester, combien que ce qui a esté fait par lesdits bailli et officiers desdis supplians n'ait aucunement esté fait pour voloir aucunement entreprendre sur nos drois, noblesches et seignouries. laquelle chose lesdis supplians n'oseroient ne ne voudroient avoir en aucune manière fait ne fait faire, mais de tout leur pooir s'en veulent garder, si comme ils dient, requérans humblement que ces choses considérées et que la mespren-tare dessus dite a esté faite par ignorance plus que par aucuns mauvais malice ne pour voloir sur nos drois, ne de nos subgiez, entreprendre et qu'ils sont prest de quictier audit Jehan Castelain sa caution, nous leur veuillons sur ce impartir nostre grâce. Pourquoy nous, en contemplacion de Sainte Église, aux dis supplians oudit cas avons quittié, remis et pardonné, et par ces présentes de grâce especial et auctorité royal, quittons, remettons et pardonnons le fait dessus dit avec toute offence et amende que pour occasion dudit fait, ilz pevent avoir encouru envers nous et justice : et imposons sur ce silence perpétuel à nostre procureur, et leur mettons leur

dit temporel à plaine délivrance, en refondant à nostre dit procureur tous les despens fais oudit procès, et audit chastelain ses dommaiges et intérêts qu'il a eulz et soustenus à cause de ladicte prise et emprisonnement. Sy donnons en mandement au bailli de Vermandois où à son lieutenant que les dis supplians face, seuffre et laisse joïr et user plainement et paisiblement de nostre présente grâce, sans les molester, travaillier ou empeschier ne souffrir estre molestés, travailliés ou empeschiés en aucune manière contre la teneur de ces présentes, en ostant tout empeschement qui mis a esté en leur dit temporel. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre seel à ces présentes lettres. Donné à Paris, le second jour de décembre l'an de grâce mil trois cens quatre-vins et quinze et de nostre règne le seiziesme.

Carton 53, vidimus du bailli de Vermandois, parchemin, scellé.

Fêtes populaires à Tourcoing sous la Révolution ;
communication de M. J. LEBLANC, membre titulaire.

I. — Fête des Victoires et de la Reconnaissance, célébrée à Tourcoing, département du Nord, le 10 prairial an VI (29 mai 1798).

L'an sixième de la République une et indivisible, l'administration municipale de la Commune de Tourcoing s'est assemblée à deux heures de relevée au lieu ordinaire de ses séances, où le juge de paix, assesseurs, commissaires de police et autres assistèrent pour célébrer la fête des Victoires et de la Reconnaissance.

A Trois heures, l'Administration Municipale et les autres autorités constituées de cette commune, précédées et suivies de la Garde Nationale, escortées par les vétérans au milieu desquels paraissait un groupe de militaires blessés, sortirent de la Maison Commune, et le cortège s'est rendu sur la grand'place de la Commune où était élevé un autel à la reconnaissance avec les attributs symboliques de la fête.

Là des hymnes patriotiques et des chants de victoire et de reconnaissance se firent entendre, et le citoyen Antoine Lehoucq, président de l'administration municipale de Tourcoing, prononça le discours suivant :

Citoyens,

Notre gouvernement qui fait son patrimoine de toutes les vertus qui ont brillé dans les républiques anciennes, vient d'ordonner une fête de la Reconnaissance.

Qui mieux que le peuple français et dans les circonstances glorieuses où il se voit placé, doit s'abandonner aux élans sublimes de ce sentiment généreux ?

Citoyens, en dissipant les ténèbres de l'ignorance, des sages nous ont instruits, des guerriers intrépides ont soutenu nos droits, ils ont cimenté de leur sang l'édifice de la liberté : qu'ils reçoivent en ce jour l'expression franche et sincère de notre gratitude.

Ne craignez point de vous avilir en rendant hommage au mérite utile, la reconnaissance est l'apanage des plus grands hommes ; n'avons-nous pas vu, il a quelque temps, le célèbre vainqueur de l'Italie, s'arrêter dans le cours de ses conquêtes, pour honorer le berceau de Virgile et l'embellir d'un monument qui manquait jusqu'alors à sa gloire ?

Où la reconnaissance a-t-elle enfanté plus de miracles que chez les Romains ? Pour venger l'honneur et la mort de Lucrece grossièrement insultée par un Roy, Brutus renverse son trône ; sa récompense fut

la première dignité d'une république naissante; cette distinction magnifique fait naître l'émulation : un peuple d'esclaves se change en un peuple de héros, qui, sortant des bornes étroites où il était retenu, devient en peu de temps le maître de l'univers.

C'est ainsi que la République Française, qui protège les talens, qui honore les vertus et récompense le courage, fera connaître à toute la terre les principes éternels de la liberté.

Plus sages que les Romains, nous n'irons pas chez nos voisins chercher des esclaves, en y portant la désolation; nous irons y répandre des bienfaits et embrasser des frères.

Citoyens, secondons aujourd'hui les vœux du gouvernement, en nous livrant aux mouvemens de la reconnaissance; animés d'un saint enthousiasme, répétons tous ensemble : honneur à la philosophie qui a fait jaillir les flots d'une lumière pure ! Gloire à nos invincibles soldats qui vont ajouter à leurs conquêtes la conquête de l'Angleterre !

Vive à jamais la République !

Des airs et des hymnes patriotiques succédèrent à ce discours et furent suivies par la lecture des noms des militaires de toutes armes de notre commune, qui ont reçu d'honorables blessures, ou qui se sont distingué en combattant pour la liberté et l'égalité, dans les armées de la République.

Pour extrait du procès verbal de l'administration Municipale de la commune de Tourcoing, présent les citoyens Antoine Lehoucq, président; Wattel-Florin, ad. mal.; Facon, id.; P. D. Ghesquière, id.; R. Bouche, id.; Suin, id.; Lorthiois, id.; et Delobel, Commissaire du directoire exécutif, et Leman secrétaire.

Pour extrait conforme,

signé : Leman, secr : greff :

II. — Fête de la Reconnaissance et plantation d'un arbre de la Liberté.

Le 10 prairial an VII de la République Française une et indivisible, l'administration Municipale de la commune de Tourcoing, après avoir fait les dispositions nécessaires pour rendre aussi solennel que ses facultés lui permettent la fête de la Reconnaissance et la plantation d'un arbre de la liberté, en remplacement de celui que des ennemis de la République ont coupé et emporté dans la nuit du 30 floréal au 1^{er} prairial dernier, y a procédé de la manière suivante :

A dix heures du matin, l'administration s'est rendue au temple décadaire pour faire lecture des lois.

A deux heures après midy, l'administration accompagnée de la garde nationale, d'un détachement de troupes de ligne, de la Musique et d'une affluence de citoyens, formant le cortège, a célébré la fête de la reconnaissance, et de suite, s'est mise en marche pour aller chercher l'arbre de la Liberté ; arrivé au lieu où il était déposé, la musique a exécuté plusieurs airs patriotiques, et l'administration après avoir assuré la dignité qui doit accompagner une cérémonie aussi précieuse s'est remise en marche, accompagnée du cortège, pour se rendre sur la place où l'arbre orné de rubans tricolores a été planté au son d'une musique guerrière.

L'administration, la garde nationale, le détachement de troupe de ligne ainsi que le concours considérable de citoyens ont défilés au tour de l'arbre de la Liberté au son chéri de « La Victoire en chantant » et au milieu des cris de « Vive la République. »

A quatre heures toute la garde nationale a été assemblée et l'administration a fait reconnaître les chefs de la Garde, que le libre choix des citoyens admis à porter les armes, aux termes de la Loi, avaient élus.

La journée s'est terminée par un prix d'oiseaux à l'arc et nul désordre ne l'a troublée.

Fait à Tourcoing les jour, mois et an susdits.

signé : F. J. Suin, président ; Bigo-Boyaval, administrateur ; F^{ois} Odoux, id. ; N. L. J. Bouche, id. ; Leman, secr : greff.

III. — Fête de l'agriculture de l'an VII.

L'an sept de la République française une et indivisible, l'Administration Municipale de la Commune de Tourcoing conformément à l'arrêté du Directoire Exécutif en date du 20 prairial an IV qui ordonne que la fête de l'agriculture sera célébrée dans toutes les communes de la République, après avoir assuré tous les moyens que les localités lui permettent pour rendre cette fête aussi brillante, aussi majestueuse qu'il est possible, l'a célébrée dans l'ordre suivant :

- 1^o A la tête un détachement de la Garde Nationale et la Musique.
- 2^o Une charrue attelée de deux chevaux et ornée de feuillages et de fleurs.
- 3^o Un char aussi attelé de deux chevaux dans lequel étaient les ustensiles du labourage.
- 4^o 20 laboureurs suivis de leurs femmes et de leurs enfants, tenant

chacun d'une main un bouquet d'épis et de fleurs et de l'autre un ustensile de labourage orné de feuillage et de rubans tricolores.

5° Le peuple rangé en ordre sur la place publique, les officiers civils, le receveur d'Enregistrement, le juge de paix, les Notaires, les instituteurs et les institutrices et leurs élèves, l'administration municipale et les employés.

L'administration ensuite a désigné le citoyen Facon qui par son intelligence, sa bonne conduite et son activité dans les travaux de l'agriculture a mérité d'être donné pour exemple, et son nom a été proclamé.

Le président ayant prononcé un discours *en alogue* à l'objet de la fête, le cortège, au son de la musique et des tambours, passant par la rue de Tournay s'est avancé dans la campagne, et arrivé sur un terrain dont l'administration pouvait disposer, les laboureurs au signal donné ont fait, mêlés parmi les citoyens armés, l'échange momentané de leurs ustensiles de labourage contre des fusils.

Au son de la musique et des tambours le président a enfoncé dans la terre le soc de la charrue et a commencé un sillon ; les laboureurs de suite ont rendu les fusils ornés d'épis et de fleurs et ont repris leurs ustensiles, au haut desquels flottait le ruban tricolore.

Cette cérémonie finie, le cortège s'est remis en marche et s'est rendu sur la place où le Président et le laboureur honoré du prix ont déposé, au son de la musique, sur l'autel de la Patrie tous les ustensiles et les ont couverts de fleurs et de diverses productions de la terre.

Le commissaire du Directoire, par une lettre, a fait part à l'administration que les intérêts de la Commune l'appelant à Lille, il ne pourrait point se trouver à la fête.

La fête s'est terminée par des danses et avec ordre.

fait à Tourcoing les jours, mois et an susdits.

Signé : Wattine, administrateur ; N. L. J. Bouche, id. ;
Louis Desurmont fils id. ; Leman, greffier.

**Contestation entre les Administrateurs de l'église de
Vimy et Monseigneur l'évêque d'Arras, au sujet
de réparations au chœur de l'église paroissiale ;
communication de M. le chanoine H. QUILLIET, membre titulaire.**

Au 20 mai 1727, un chanoine d'Arras, M. Villin, au nom sans doute de l'administration diocésaine, intimait au curé de Vimy

l'ordre d'afficher immédiatement la mise en adjudication de travaux à exécuter au chœur de l'église paroissiale.

Ces travaux (couverture, charpente, maçonnerie, menuiserie) si urgents fussent-ils, n'eurent pas le don de plaire aux paroissiens de Vimy, du moins comme ils étaient prévus. Depuis longtemps, en effet, les fidèles réclamaient la réouverture de deux belles fenêtres du chœur de leur église, « lesquelles ont été rebouchées avec des briques, au temps du règne de feu Monseigneur de Sève, à cause des guerres en ce pays. »

Aussi, le 25 mai, les curé, marguilliers, gens de loi, corps et communauté de Vimy, se sont empressés de se réunir. L'assemblée a aussitôt pris la résolution de s'opposer à l'adjudication, du moins dans les termes où elle était ordonnée, et elle délégua tout pouvoir au procureur fiscal de l'endroit pour faire les diligences nécessaires à cet effet.

En conséquence, le mercredi 28 mai, quand M. le chanoine Villin ou tout autre secrétaire ou agent de Monseigneur l'évêque d'Arras s'est présenté pour faire procéder à l'adjudication, le procureur fiscal lui signifia l'opposition, avec réserve de tous droits et actions.

Nous donnons ci-dessous les trois documents en question :

I. — Lettre de M. le chanoine Villin au curé de Vimy.

A Arras, le 20 mai 1727.

Monsieur,

Vous trouverez jointe une affiche pour les réparations au chœur de votre église que je vous prie de faire publier et afficher à l'issue de votre messe paroissiale, et si vous connaissez quelques bons ouvriers capables de faire ces réparations, je me flatte que vous voudrez bien les procurer au tems de l'adjudication. Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

J. VILLIN ¹.

1. M. J. Villin, selon sa signature, ou Willain, selon l'abbé Fanien et le Parlement, avait été nommé par Mgr Guy de Sève. Son bénéfice lui ayant été contesté par un chanoine régulier, Anne-Théodore Fouquier, un arrêt de la Grande Chambre du Parlement de Paris, du 20 mars 1727, maintint M. Villin en sa légitime possession. Cf. P. FANIEU, *Histoire du Chapitre d'Arras*, Arras, 1868, p. 459-460.

II. — Délibération et résolution des administrateurs de l'église de Vimy, s'opposant à l'adjudication.

Cejourd'huy, vingt cinq may mil sept cent vingt sept, jour de dimanche, à l'issue des vêpres paroissiales de l'église de ce lieu de Vimy, en conséquence de l'affiche mise et attachée au portail de laditte église cedit jour à l'issue de la messe paroissiale de la part de monsieur Villin, prêtre, chanoine de Nostre Dame d'Arras, comme il appert de sa lettre missive cy-jointe dattée du vingt du courant, agissant apparament au nom de Monseigneur l'évêque d'Arras¹, décimateur de ce lieu de Vimy, par laquelle affiche il se voit que l'on expose au rabais et moins disans les ouvrages et travaux à faire au chœur de laditte église de Vimy et autres, tant en couverture et charpente qu'en massonnerie et menuiserie, sans qu'il y soit parlé des vittres du mesme chœur dont il y en a deux à renouveler entièrement, lesquelles ont estés rebouchées avecq des briques au temps du règne de feu Monseigneur de Sève² du consentement des administrateurs d'ycelle église et des paroissiens, et par complaisance qu'ils avaient pour leur évêque, à cause des guerres en ce pays. A ces causes, les curé, marguilliers, gens de loy, corps et communauté dudit Vimy avecq le procureur fiscal dudit lieu se sont assemblé au lieu ordinaire, en suite du son de cloche, en la forme et manière accoustumée, après publication et convocation en tel cas requis, pour voir ce qu'il y a à faire au sujet de laditte affiche.

Toutes choses mises en délibération, cette assemblée a résolue d'une voix unanime de s'opposer à laditte adjudication qui se doit faire mercredi prochain vingt huit de ce mois, dix heures du matin, par le sieur Villin ou autres, ne fut que dans laditte adjudication il appert que du nombre des travaux à faire au chœur de laditte église de Vimy les deux belles vittres qu'elles sont à présent rebouchées en font partie, et qu'elles seront renouvelles en uniformité des autres selon et conformément aux sentences rendues au Conseil d'Artois contre plusieurs décimateurs les 17 febvrier 1682, 28 febvrier 1685, 12 mars 1686, 12 aoust 1713, et autres; autorisant à cet effet ledit procureur fiscal pour faire toutes poursuites diligences nécessaires afin de faire redifier lesdittes vittres et autres réparations à faire audit chœur. Pourra même commettre procureur ad lites et luy [donner] tel pouvoir qu'à semblable procureur compet et appartient

1. Mgr Bagillon de la Salle, évêque d'Arras, de 1723 à 1752.

2. Guy de Sève de Rochechouart, docteur en Sorbonne, évêque d'Arras de 1670 à 1724.

pour faire dire et ordonner par le juge compétent que Monseigneur d'Arras, en sa qualité de décimateur, devra et sera tenu faire lesdites redifications et réparations à ses despens, etc. Ce que ladite assemblée promet avoir pour agréable à toujours. Ainsy fait et résolue par icelle les jour et an susdits.

III. — Signification d'opposition par le procureur fiscal.

A la requête des curé, marguilliers, gens de loix, corps et communauté de Vimy, le procureur fiscal dudit lieu joint, soit déclaré et fait sçavoir au sieur Villin et autres secrétaires et agents de Monseigneur l'Évêque d'Arras qu'ils prétendent faire procéder à l'adjudication des travaux à faire au chœur de l'église dudit Vimy cejourd'huy, sans en ces travaux comprendre la redification de deux belles vitres dudit chœur présentement rebouchées, que suivant la résolution de l'assemblée de la communauté dudit Vimy tenue en la forme et manière accoustumée dimanche dernier, vingt cinq du courant, à l'issue des vêpres paroissiales de ladite église, ils s'opposent à ladite adjudication, tant en leur qualité d'administrateurs des biens et revenus de ladite église comme autrement, si en icelle adjudication lesdites vitres n'y sont comprises, avecq protestation de leur pourvois en temps et lieux pour parvenir au contenu en ladite résolution d'assemblée.

Les Clercs de Notre-Dame du Puy de Douai, ou Clercs parisiens ; *communication de M. l'abbé PASTOORS*, membre titulaire.

Au moyen-âge, chacune de nos villes avait une ou plusieurs confréries littéraires, connues sous les noms de Chambre de rhétorique ou de Puy d'amour. Elles avaient choisi pour patronne Notre-Dame du Puy, honorée tout spécialement en Velay. Dans les premiers temps de la monarchie française, c'était la vierge la plus célèbre du royaume et un grand nombre d'églises lui furent consacrées.

Valenciennes peut réclamer l'honneur d'avoir inauguré les associations littéraires. D'après les historiens, le Puy de Valenciennes est, en effet, le premier en date. C'est donc là que notre historien national, Froissart, a entretenu et développé la connaissance de cette belle langue française qu'il manie si bien.

Outre la perfection et la diffusion de la langue française, ces sociétés avaient pour but d'entretenir la piété, par la dévotion à Marie : de là leur vocable un peu étrange, de prime abord, du Puy d'amour ¹.

Vers 1380, d'autres historiens fixent l'époque de 1330, des jeunes gens de Douai, qui avaient fait leurs études au collège de Sorbonne, à Paris, fondèrent dans l'église Notre-Dame, une confrérie littéraire qu'ils placèrent sous le vocable de Notre-Dame du Puy de Douai, « afin d'entretenir l'émulation de la jeunesse lettrée, de développer le bon goût avec la culture des lettres françaises, » car, disent les statuts, « la confrérie faisoit appel à ceux qui goustaient le miel de la langue françoise, estimant la parisienne pour la plus pure de France. » Elle voulait en outre « honorer la Sainte Mère de Dieu par des offices célébrés en son honneur et par la composition de pièces de vers à sa louange. »

En 1475, Charles le Téméraire, duc de Bourgogne et de Flandre, accorda des lettres d'amortissement à cette confrérie, pour les rentes et héritages qu'elle avait acquis avant et depuis soixante ans.

Le Président, renouvelé tous les ans, prenait le titre de « Prince » et les membres portaient, en leur réunions, un collier d'argent orné de plusieurs rangs de perles, au bas duquel pendait une médaille de vermeil.

Chaque année, le dimanche dans l'octave de l'Assomption, la confrérie distribuait des couronnes aux auteurs des pièces primées qui devaient être des chants royaux et des odes ou ballades composés en l'honneur de la Mère de Dieu. On appelait chant royal une pièce en vers de dix syllabes, écrite en style noble et élevé. Les sujets, mis au concours, avaient été affichés au portail de chacune de ces églises de la ville et les prix étaient, à partir de ce moment, exposés à Notre-Dame. C'étaient une couronne d'argent, — fleurs et lauriers entrelacés — et un affiquet ou chapeau d'honneur, pour « les deux meilleurs ouvriers du chant royal », et une statuette d'argent « pour l'auteur de l'ode la mieux façonnée. »

La veille de la distribution des récompenses, les confrères de Notre-Dame du Puy faisaient célébrer une grand'messe du Saint-Esprit, afin d'obtenir les lumières nécessaires pour porter un

1. A Boulogne, il existe une rue appelée « le Puy d'amour ».

jugement sûr et indépendant sur les sujets présentés ; les juges ou experts s'appelaient censeurs judiciaires, et les vainqueurs recevaient le titre de *poètes laurés*.

Le lendemain, il y avait office solennel, messe et vêpres, et, à cinq heures de l'après-midi, commençait la cérémonie de la proclamation des vainqueurs. Une affluence considérable de fidèles se portait à Notre-Dame : on y voyait les abbés des monastères voisins, les dignitaires des églises, les seigneurs de la contrée, les bourgeois lettrés, plus tard la jeunesse des écoles avec les professeurs de l'Université. Un membre de la confrérie montait en chaire, faisait lecture du chant couronné, et le premier magistrat, ou un membre de la gouvernance décernait au lauréat la couronne d'argent.

Parmi les vainqueurs de ces joutes pacifiques, plusieurs se sont fait un nom dans les lettres et ont eu leur heure de célébrité. Citons Antoine Blondel, seigneur de Cuincy, qui avait fondé une société littéraire, sous le nom de Banc poétique de Cuincy, et qui réunissait en son château, pendant la belle saison, les esprits distingués de la région. Plusieurs fois couronné prince, il mourut en 1603 ; ses œuvres ont été imprimées.

La docte confrérie couronna deux poètes, Jean et Jacques Loys, le père et le fils, 1612. Distingués par leur science juridique, ils ont brillé dans les lettres et chanté Marie avec une grâce charmante. Jean remplit honorablement les fonctions d'échevin de Douai.

Parmi les poésies laurées, il en est une de Jean Loys qui a pour titre : « Le doux rameau que la colombe apporte. » La colombe, c'est la Vierge Marie ; le rameau, c'est son divin Fils. Je transcris une strophe de cet aimable poème :

Sauveur du monde, o Christ, qu'une pucelle
A enfanté, qui fut l'arrhe et le sceau
Du grand amour de l'Essence éternelle,
Tu es voilé sous cet ombreux bandeau
Et contenu sous l'Ecorce sacrée
De cette olive : — Et toi, représentée
Par la Colombe, o Vierge, tout l'honneur
Du saint palais ; par Toi l'homme pécheur
Etant lavé, en la paix se comporte,
Car il reçoit, — Dieu calmant sa fureur —
Le doux rameau que la Colombe apporte.

Une autre année, notre poète traçait le portrait de la Vierge et dédiait son poème à Jean Bellegambe, le maître des couleurs, voulant rendre hommage à l'ancien clerc parisien qui avait chanté si admirablement l'auguste reine des cieux en ces tableaux dans lesquels la science, la piété, le génie ont su donner à Marie quelque chose de la beauté céleste.

Le dernier concours fut ouvert en 1778, le lauréat fut M. Legrand de Laleu.

En l'église Saint-Pierre, à l'entrée de la chapelle de Notre-Dame des Miracles, un tableau représentant l'Assomption de la sainte Vierge, patronne du Puy de Douai, rappelle la piété de ces amis du beau langage. C'est un hommage fait par les clercs parisiens à la Dame de Douai ¹.

Une inscription en faisait foi. Cette inscription a disparu : « Offert par MM. de la Confrérie des Clercs Parisiens ».

— Une autre société littéraire avait son siège dans la chapelle des Trinitaires.

1. Ce tableau est signé par Lagrenée, qui a exécuté une partie du plafond de la galerie d'Apollon, au Louvre.

AUTOUR D'UN PROCÈS DE 200 ANS

à LOOS

PAB

M. Charles LIAGRE

MEMBRE TITULAIRE

En 1663, messire Jean-Baptiste de Thiennes, seigneur des Fresnes, à Loos, passait une transaction, concernant les droits temporels de l'église de Loos, avec MM. André de Bay, François de Bescq et Anthoine Le Mahieu, dignitaires du chapitre de Saint-Piat de Seclin. On décidait de nommer un bailli commun, susceptible d'être destitué, qui devrait rendre des comptes.

Plus de cinquante années après, en 1719, Madame la comtesse de Thiennes, au nom de ses enfants, et les chanoines qui représentaient alors Saint-Piat, pour éviter des frais de procédure, concluaient encore un arrangement. Ils s'engageaient, la première à verser une rente annuelle à Saint-Piat, celui-ci à ne plus révéndiquer de droits sur la seigneurie de Loos.

La seigneurie de Loos était, en effet, depuis de longues années, le sujet d'une contestation, à laquelle les religieux de l'abbaye de Notre-Dame n'avaient pas cru devoir rester étrangers.

Le chapitre de Seclin était possesseur de l'autel de Loos et seigneur temporel du village. Les seigneurs du fief des Fresnes avaient un siège particulier au chœur, leurs bancs plaidoyables sur la place, et n'entendaient se départir ni des avantages, ni des privilèges que leur valait leur situation. Quant à l'abbaye, elle intervenait comme ayant acquis en 1218 le sixième de la dîme, ce qui lui constituait des obligations — et des droits aussi — en partage avec les autres décimateurs.

Les histoires de la localité n'ont retenu de cette affaire que des renseignements d'importance minime. Fort heureusement, grâce à plusieurs documents qui nous ont été communiqués, nous avons pu reformer, par le groupement, non pas la totalité, mais la majeure partie du dossier soumis aux gens de loi, et fixer la raison d'être, ignorée, d'autres pièces déjà analysées.

Le premier acte de la procédure, qui devait se continuer deux siècles durant, est du 5 novembre 1517. Le lieutenant du gouverneur du souverain bailliage de Lille certifie que le seigneur des Fresnes a le pouvoir, depuis l'époque la plus reculée, — ce qu'on avait méconnu — de permettre la danse sur la place, le jour de la « dédicasse » du village, d'établir une imposition sur les « merchiers » et de les laisser s'installer ailleurs.

A la « dédicasse » de 1525, le sergent de Saint-Piat obtient des vendeurs une redevance légère. Il est contraint, en 1527, de confesser son abus de pouvoir et de rembourser la somme perçue à tort.

Enfin, à la suite d'un troisième incident, est rendue, le 9 juin 1529, une sentence qui semble destinée à devenir définitive, en raison de la longue énumération des privilèges de Charles de Souastre.

Celui-ci, que les marguilliers avaient froissé en vérifiant leurs comptes en son absence, avait demandé et reçu satisfaction. Le représentant du bailliage le constate, observant que Charles de Souastre, de par la possession de son fief, a le droit d'autoriser, le jour de la ducasse, la fête, danse et « esbatement » sur sa seigneurie et la place près de l'église ; de donner une épinette ce jour-là et personne d'autre ; de faire porter la verge le même jour à la procession par son bailli ou le lieutenant ; d'avoir un siège au chœur de l'église ; d'aller au chœur à sa place pour le service divin ; d'assister à la reddition des comptes des marguilliers ; d'accomplir tels actes d'autorité que d'ordinaire accomplissent les seigneurs de village ; enfin, de faire réparer tous les torts qu'on aurait eus à son égard.

Les chanoines de Saint-Piat, pour un temps, profitèrent de la triple leçon, car ils laissèrent Jacques, puis Hélène de Souastre et Hélène de Lannoy occuper paisiblement leurs terres.

De tous les seigneurs des Fresnes, J.-B. de Thiennes eut le plus à se défendre contre le chapitre de Seclin et l'abbaye. Le chapitre prétendait annihiler l'influence de « M. du Moulin moderne » dans tout ce qui avait avec l'église un rapport quelconque ; l'abbaye venait à la rescousse et refusait de le reconnaître pour seigneur principal du village.

En 1655, l'établissement des impôts ayant occasionné des contestations et des difficultés entre les habitants, la gouvernance

de Lille chargea de la fixation des tailles Jean Plancque, lieutenant-bailli de la seigneurie des Fresnes, Louis Grimbél et autres. Dom Taverne, à cette époque procureur du monastère, protesta, déclarant que le seigneur des Fresnes, ou son représentant, n'avait pas à prendre une part plus grande que les seigneurs voisins, ou leurs baillis, aux discussions relatives aux répartitions. Après requête de J.-B. de Thiennes, une ordonnance du 3 mars 1656 établit que Jean Plancque, sans expression de qualité, assisterait aux comptes et les signerait le premier.

Cette solution était peu conforme aux désirs de M. du Moulin, qui, ne voulant laisser porter atteinte à aucun de ses privilèges, estimait avoir le droit de présider les assemblées où étaient discutés les comptes non seulement du village, mais encore de l'église et des pauvres.

Aussi, le 17 mars suivant, fit-il rédiger par Valérien Blauart, notaire à Lille, en bonne et due forme, deux attestations émanant de Florent Carlier, fils de feu Pierre, manouvrier, âgé de 46 ans, et de Gérard Béghin, fils de feu Pasquier, manouvrier, âgé de 96 ans. Le premier certifie « qu'il at esté né audit Los, y [a] » toujours demeuré, saulf et excepté deux à trois ans en la » paroisse de Wattignies, durant lequel temps et depuis trente » quatre ans et plus il a veu que le Bailly de la sgrie des Frennes » at en sadite quallité de Bailly de ladite sgrie toujours entrevenu » aux assiettes des tailles, xx^{es}, contributions et toutes aultres » assiettes, ensemble aux comptes quy se sont rendus desdits » assiettes et comptes de l'eglise et pauvres dudit Los, ce qu'il » scait estre veritable pour avoir son dit feu pere esté longues » années collecteur dudit Los et en [avoir] rendus les comptes » et l'avoir ainsy veu practiquer, promestant de le rattiffier par » devant tous s^{rs} et justices toutes les fois qu'il en serat requis. » Telle est également dans les points essentiels, la déclaration de Gérard Béghin, lequel ajoute, de plus, qu'il « n'at jamais veu ni » entendu qu'aultres s^{rs} ou baillys d'aultres sgries s'extendans » audit Los y aient entrevenus en leurs quallités auxdites assiettes » ny renditions desdits comptes. »

Jean-Baptiste de Thiennes en appela de la sentence du 3 mars. Aucune sanction juridique ne fut donnée.

Il faut noter la démarche faite à Lille, le 12 mars 1661, par M^e Bauduin Sohier, pasteur, le seigneur du Moulin, Ignace Godon,

son lieutenant-bailli, les marguilliers et autres manants, pour remettre à la bourse des pauvres de cette ville, en échange de revenus annuels, 1.550 florins légués par Athanase Segond aux pauvres de Loos. De la présence de J.-B. de Thiennes inférerait-on que sa participation aux différents comptes de la paroisse ne soulevait plus d'objection ? Tout permet de le penser, d'autant plus que l'année d'après, 1662, surgit un nouvel incident, mais d'une nature différente.

Le chapitre de Saint-Piat refusait au seigneur des Fresnes la qualité de seigneur temporel de l'église.

Le 1^{er} juillet 1662, devant M^e Philippe Vanoye, notaire à Lille, Hubert Gobert, fils de Pierre, âgé de 57 ans, bocquillon, sur la demande de M. de Thiennes, déclara, en réponse, « que le » sgr du Moullin, des Frennes, etc., at, a cause de sa sgrie des » Frennes, plusieurs heritaiges aud. village de Los, abondant à » la place de lad. sgrie, laquelle est abondante au chimetiere, » si comme ceux de Pierre Graveline, Ignace Godon, Jean » Blancquart et Toussaint Lesaffre, comme aussy que la dame » du Moullin, mère grande aud. sgr, y avoit son siege au cœur de » l'église dudit lieu, au costé droict de l'évangille, ainsy qu'à pnt » audit costé at led. sgr du Moullin le sien et auquel se donne le » premier l'eau benite aussy bien que de leur faire baiser la croix » le premier apres le pasteur, ayant mesme bonne memoire que » lad. dame du Mollin seroit enterré avecq son mary au millieu » du cœur et ce pour avoir avecq les aultres porté une torche a » l'enterrement dudit feu sgr, comme y est aussy enterré la feue » compaigne dud. sgr du Mollin. De plus, affirme que le jour de » la dedicasse dudit lieu, le mayer de la chandeille de S. Nicollas » vient demander et requérir ledit sgr après la messe achevée, de » luy vouloire donner la permission de danser sur la place (ce que » led. seigneur luy accorde) donnant raison de science de tout ce » que dessus pour estre demourant audit lieu dès sa jeunesse et » avoir veu et remarqué ce qu'il atteste cy dessus, promettant » tout ce que dict est le rattifier en jugement par serment toutes » les fois que requis serat. »

Par un accord conclu le 16 janvier 1663, on décida la nomination d'un bailli commun ; mais ce moyen ne termina point l'affaire, qui reprit de plus belle trois ou quatre ans après ; quelques documents en font foi.

Sur une pièce établie en 1667, on peut lire au dos : « *La description avec les deux fenestre derier la grande table d'ostel avec leurs armoiries et tout les cartiers qui sont les veritables seaux du seigneur fondateur de leglise de Los.* » La feuille dépliée représente une sorte de plan du chœur, comme l'indique le titre : « *Description ou forme du chœur de l'eglise de Los avecq les armes aux vitres ou fenestres derriere la table d'autel.* » A gauche de l'emplacement marqué de la table d'autel est écrit : « *Derriere ladite table d'autel en la fenestre du costé de l'Evangile se trouvent les armes que s'ensuivent.* » Et plus bas, avec le dessin de l'écusson : « *Lesdites armes sont avecq le fond d'argent et les chevrons ¹ gueulle, l'image de S^t Pierre a costé des armes, et dessoubz sont deux petits personnages à genoux.* »

A droite, on lit : « *Item, en la fenestre du costé de l'epitre derriere ladite table d'autel se trouvent les armes que s'ensuivent.* » Plus bas, près de l'écusson : « *Cesdits armes sont avecq le fond sable le lion d'or et des petits carez aussy d'or ².* » Au-dessus desdits armes y at un crucifix avec la Vierge et « *S^t Jan. A costez et dessoubz sont deux personages. Avecq lesquels armes y at encores dix quartiers, les six entieres et les quatre autres en blancq avecq les escusons de ver blancq come ils apperent avoir étez rompus ³.* »

Au-dessous, et sur toute la largeur du document, est libellée la déclaration :

Je notaire soubsigné, resident à Los, atteste avoir faict et collationné ce que dessus en la meilleure forme et au plus juste qu'ay peu faire et trouvé le tout concorder audits armes, ainsy qu'elles sont posées esdits vitres ou fenestres, présents Pierre Philippes Louys Ruyant, clercq dudit Los et Guislain Guluy, manœuvrier, demeurant

1. Trois chevrons.

2. Autrement dit : de sable au lion d'or, parsemé de billettes du même.

3. Les quartiers dont il s'agit ici étaient ceux des familles de Joye, Le Nepveu, de Pontewart, Vlieghe. Un manuscrit sans date les représente grossièrement et donne également le texte des pierres tombales de Gérard et Renaud de Warenguien, de Catherine Le Prendhomme. On y lit de plus :

« En une aultre chapelle au droict costé du cœur

« Chy gist noble homē Hubert le batteur s^r du Marex en son temps bailly d'Hau-
bourdin et de Los qui trespasa l'an 1436 le 6^e jour de . Priez pour l'ame.

« Chy gist demoiselle Agnies Du bus demoiselle du Mares quy trespasa l'an 1400
le 19 de may. »

audit lieu, tesmoins à ce appelez, le 1 febv. 1667. P. Phles.
L. RUYANT. Marque de Guislain GULUY. P. LEPLAT.

Une autre pièce de la même époque est conçue en ces termes :

Nous soubsignez attestons par cest qu'au milieu du chœur de l'église de Los y a ung grand chandelier avecq ung pulpitre sur lequel est gravé en lettres anciennes : *Cest chandelier donna damoiselle Katherine Le Preudhomme vefve de feu Grard de Warengchien en l'an mil iii^{je} et xxxvii^j. Pries Dieu pour l'ame.* Et dessoubz ledit chandelier gist une pierre bleue d'épitaphe, où il y a deux personnages armez et est escrit alentour de ledite pierre : *Cy gissent nobles hommes Grard de Warengchien lequel trespassa l'an de grace mil iii^{je} (et le surplus effacé sauf la fin où sont les dernieres sillables du soubnom Warengchien) son fils qui trespassa l'an de grace mil iii^{je} et xv, le second jour d'octobre. Priez pour, etca.*

A côté gauche joindant la pierre est une aultre petite pierre bleue où est gravé ung personnage avecq quatre quartiers et est escrit alentour : *Cy gist Heleine de Thienne qui trespassa le cinquesme mois de son eage, le VI^e d'aoust 1612.* — Ainsi est-il pour les avoir veu et leu. Tesmoing M^e Bauduin Sohier, pasteur de ladite église de Los. — P. LEPLAT, prêtre dem^t audit Los.

M^e Pierre Leplat contresigne, en 1671, un acte où M^e Bauduin Sohier relève la généalogie de Catherine Le Preudhomme.

Nous soubsignez attestons d'avoir veu et leu la genealogie de Jan de Preudhomme, fils de Pierre, en l'an 1289, lequel estoit pere d'Allard de Preudhomme, aiant vescu ledit Allard depuis 1300 jusques 1337. Lequel estoit pere de sire Allard de Preudhomme, s^r de le Meyrie d'Anap et du Breux, l'an 1360. Lequel estoit pere de Pierre de Preudhomme, 2^e fils, s^r de Meyrie d'Anapes, lequel estoit pere de dame Catherine de Preudhomme, à son trespas, vefve de Gerard de Warengchien, seign^r de Los. — Ainsi est-il pour les avoir veu et leu. — M^e Bauduin SOHIER, pasteur de Loos, 1671. — P. LEPLAT, pbre et notaire dem^t audit Los.

Enfin, le 7 février 1673, en présence de Hubert Gobert, Nicolas Rogie, Antoine Chombart, hommes de fief de la seigneurie des Fresnes, et de Pierre Leplat comme notaire, Josse Lecocq, marguillier, mesure les héritages abondant et tenant au cimetière. Il accomplit cette opération, « pour le zele et desir qu'il a, tant pour l'embellissement de l'église et conservation de ses droicts,

affin que personnes n'empièteroit sur le dimache d'icelle eglise. qu'à raison d'un desordre et scandal faicts dans icelle, le jour de la dedicace l'an 1672 — aiant donné à baiser la bonne croix premier a ceux à qui il n'appertenoit et pour quoy eviter a l'advenir et pour voir celui qu'il a le plus grand droict de preminence... »

La terre des Frennes, « joindant la plache où l'on faict la feste y aians bancqs plaidoyables avecq ung pilory au sgr de la sgrie d'Effrennes », mesure trente-cinq verges et demie, « sans y comprendre ung flegard appartenant à ladite eglise entre icelle Srie d'Effrennes et terres tenus de l'eschevinage de Saint-Piat de Seclin, lequel contient trois verges ou environ. »

« Ensuiuant ladicte sgrie d'Effrennes et flegard cy devant est le lieu pastoral tenus dudit eschevinage, s'extendant aussy en longueur jusques à la terre cy suivant spécifiée tenus de la sgrie de la Haye, lequel contient vingt trois vghes et demys. »

Les terres de la seigneurie de la Haye et de la seigneurie du Marais ont la première onze verges et demie, la seconde quatorze verges trois pieds.

Le tour du cimetière avait donc environ quatre vingt huit verges, soit vingt-deux verges de côté.

Le 13 août 1673, les parties aplanirent par une nouvelle transaction les difficultés pendantes. Mais l'abbaye ne jugea point l'affaire close en ce qui la concernait et, le 28 octobre 1676, fit signer un acte d'indemnité par le seigneur du Moulin. Jean-Baptiste de Thiennes déclarait que, par le procès-verbal qui terminait ses démêlés avec Saint-Piat, il n'avait voulu causer aucun préjudice aux autres possesseurs de seigneuries à Loos, ni empiéter sur leurs droits antérieurs.

Le seigneur des Fresnes, par ce dernier incident, dut s'apercevoir que l'abbaye ne demandait qu'à rouvrir l'ancienne querelle. Peut-être, en 1667, ne s'en doutait-il pas encore, quand il donnait, comme seigneur du Moulin, l'autorisation à dom Gouzelaire de percevoir de l'argent sous son crédit à la suite de la prise de Lille; mais, en 1671, il semble se préparer à toute éventualité, lorsqu'il obtient de Louis XIV, en raison de l'ancienneté de ses fiefs et de l'obscurité de ses papiers, le pouvoir de se faire donner les rapports des terres occupées par ses vassaux et de faire établir de nouveaux registres.

Son intérêt était désormais de dissiper toute équivoque en affirmant résolument ses prétentions. Dans le rapport de son fief des Frennes, qu'il fit en 1685 à la princesse d'Épinoy, Jean-Baptiste de Thiennes n'y manque point. Après l'énumération de ses terres, il ajoute, en effet : « De plus, j'ai trois rentiers, l'un garde la porte de mon château des Frennes, pour la seureté de ma personne en temps de guerre, le deuxième garde la porte de mondit château et le troisième mes prisonniers. Je suis seigneur du village et de la place de Los et fais tous devoirs et actes de seigneur temporel et j'ay bailli, lieutenant et sergent, hommes de fief, juges cottiers. »

Deux années ne s'étaient pas écoulées que son fils Philippe-Charles prenait ouvertement le titre de seigneur de Loos.

Il n'en fallut pas davantage pour exciter, chez les religieux, des sentiments de jalousie, que partagea, à leur instigation, Louis de Harchies de Ville, dit d'Estrepy, seigneur de Milomez, d'Hallennes, d'Erquinghem, Avelin, Basinghien et Menin. Dès 1687, l'abbé de Loos et le comte d'Hallennes élevèrent des protestations ; ils décidèrent, en 1690, devant la résistance de M. du Moulin et de son fils, de déposer une requête pour s'opposer à une qualification qu'ils disaient usurpée. Le 10 novembre de la même année, une ordonnance mit MM. de Thiennes dans l'obligation de se défendre, ce qu'ils firent par le mémoire suivant :

Le s^r du Moulin et le s^r de Loz son fils aîné satisfaisans a l'ordonnance de la cour du 10^e 9^{bre} 1690, rendue au proces qu'ils ont eueux défendant contre les religieux abbé et couvent de Notre Dame lez led. Loz et le s^r d'Hallennes impts de req^{tes}, laquelle ordonnance leur enjoint de mettre entre les mains du s^r procureur du Roy de cete gouvernance de Lille les titres documents et moyens par lesquels ils pretendent d'être s^{rs} dud. Loz, produisent et emploient ceux qui suivent, par lesquels il paroitra de leur bon droit non seulement par titres, mais par preuve de faits permanens, et qu'il est bien dure a des gentishommes de nom et d'armes de se voir sous l'animadversion du fiscal a l'occasion de tels qui ne s'émancipent pas seulement en publicq contre les ordonnances, mais font métier de récidiver en jugement.

La querelle est au sujet du titre de sgr de Loz que porte le second opposant : mais si les premiers demandeurs ne vouloient pas ignorer l'histoire de leur abbaye, ils ne diroient pas que jamais personne ne s'est qualifié seigneur de Loz : mais conviendroient de bonne foy

qu'il y avoit des seigneurs de ce nom avant que s^t Bernard vint en ce village, en mendiant. Ce n'est pas une partie, mais un prince qui parle pour leur faire souvenir de leur premier etre, mais de leur etre parfait :

Ego Philippus, Dei gratiâ comes Flandrie, notum facio omnibus quod libertatem et confirmationem quam pater meus Theodoricus domno Bernardo abbati ac domui ejus de Clarevalle in eleemosinam concessit et in perpetuum contradidit, simili modo concedo abbati et ecclesie de Loz ¹.

La fondation est de 1136 ou 1137, mais comme il est aisé de croître en bon terroir, les moines firent emplette dez 1147 selon les lettres de Thiery d'Alsasse reportées par le même auteur ² : *Ego Theodoricus, Dei gratiâ Flandrie comes, notum fieri volo quod monachi de Clarevalle emerunt ad opus Ecclesie beate Marie apud Loz terram Bernardi d'Ennekin* ; notez ces termes *apud Loz* qui prouvent que le village avoit été avant que l'abbaye fût en être et partant, c'est avecq raison qu'on l'a dit Abbaye de Notre Dame lez Loz ; mais ce qui confond l'ambition des moines, ces lettres sont sellées par le seigneur dud. Loz qui vivoit en ce temps là, par son frère et par son neveu.

Signum Rogerii de Wavrin, Petri du Matnil, Hugonis de Loz, Derbaldi fratris ejus et Lamberti filii : voilà comme on parloit des seigneurs des villages en ce tems là, et encore longtems après ; même en langage vulgaire, on en rapportera des exemples qui approchent le second demandeur de bien près, afin de faire voir le tort qu'il a eu de se joindre à des moines pour vexer son seigneur.

Guisse parlant de Philes, fils d'Henry, seigneur de Sebour, dit qu'il épousa la fille de *messire Allard d'Estrepy* et parlant en après de la croisade du comte Bauduin, met entre les seigneurs qui l'accompagnèrent *Gautier de Wille* ³.

Une heritière de ce nom de Loz en porta la terre en la famille militaire des Frennes, dont *Hugo miles* selon les titres de l'abbaye luy vendit la dtme de Loz en novembre 1236, ce qui a donné occasion a Monsieur l'abbé de Notre-Dame, qui ne va pas plus long que son tems, de traiter le second oposant en gentilhomme a gentilhomiere, disant que ses predecesseurs n'étoient que des petits souldars habitans de Loz.

Voilà comme les superbes bâtimens des abbayes cachent de leurs

1. Mitzæus, *Not. eccl. Belgii*, c. 156.

2. *Id.*

3. *Annales de Haynaut*, 3^e vol., lib. iv, cap. 86.

ombres les merveilles de l'antiquité, a ceux qui sont nés croniqueurs : mais il ne faut que secouer la poudre des chartes des chatellains de Lille qui ont enrichy cette maison pour revenir de cet égarement ; on reconnaitra par les légendes de leurs seaux qu'il n'y avoit pas de titre plus relevé apres le diadème que celui de *miles*, qui veut dire chevalier, titre que les enfans des princes souverains étoient obligez d'acheter au prix de leur sang ; l'on n'en rapportera icy qu'un peu d'exemples pour ne pas faire trop de confusion a Monsieur l'abbé ; ils sont en Wredius ¹ où l'on voit des seaux d'un fils de Haynaut avecq cette legende, *Sigillum Florentii de Haynonia militis*. Le même auteur en ses preuves de la table 14 rapporte un arrêt de parlemt qui sied bien à cette contestation où Claude de Lannoy de la Motterie entrera bientôt *inter dilectum Philippum de Lannoy militem et Margaritam de Chatillon ejus uxorem actores, etc.*

Il est vrai que l'on ne trouve aucun moniment des s^{rs} dessusd. dans l'église de Loz ; cela n'empêche pourtant pas que cette église, sa situation et son usage ne décident par preuve aussy sensible qu'irréprochable que les s^{rs} defendeurs en sont les s^{rs} temporels aux termes de la coutume de la salle de Lille, titre de la juridiction, art. 29, puisqu'ils n'ont pas seulement la pluspart des heritages abordans au cemetiere, mais *pilory et bangs plaidoiables* sur la place joute led. cemetiere, *banc srial dans le chœur* de l'église, *armes a la maitresse vitre, pierres sepulcrales et autres marques des autoritéz* et munificences de leurs ayeux partout lad. église a l'exception de tous autres.

Preuves de faits permanens. Commençant par l'intérieur de l'église la vérité est qu'aux deux maitresses vitres du chœur se retrouvent plusieurs écus en triangles aiguz, forme la plus ancienne des armoiries. La droite porte un écu d'argent au chevron de trois pièces de gueule ² avecq la représentation de deux personnes revetues de blanc a genoux devant un St Pierre, la gauche porte aussy deux personnes devant un crucifix et sous elles un écu de sable semé de billets d'or au lion de même. Il n'y a aucun nom ny ecriteau : mais on ne peut revoquer en doute que ce ne soyent des monimens de gens de qualité qui étoient s^{rs} de cete église, puisque l'on voit encore sous le dernier écu des quartiers fort entiers en verre tres antique et diapré, tels que Legrand, de Joye, Pontrewart et Le

1. Wredius, *Généalogie des comtes de Flandre*, table 10.

2. « Ce sont les armes du Plecis, du cardinal Richelieu, et le dite écu au chevron de trois pièces de gueules se trouve sur la porte du château du seigneur du Molin, de mesme que sur la maitresse vitre du cœur. »

Neveux, qui sont de familles patriciennes de Lille et de la plus ancienne noblesse militaire.

Les dits deux premiers écus se trouvent rassemblés en un sur la seconde vitre de la nef de l'autel St Pierre où l'épaule du lion se trouve chargé dud. ecu d'argent au chevron de trois pièces de gueule, l'écu couché sur le côté et timbré d'un pot en tête avec tocque et mantelet, qui sont des marques d'une filiation très ancienne, a laquelle la terre de Loz seroit devolue du chef des personnages représentez ausdits premiers vitres du chœur, premieres places et les plus honorables qui ne sont dûes qu'aux s^{rs} des villages.

Laditte vitre de la nef de St Pierre porte quelques fragmens d'écriteaux qu'il est mal aisé de déchiffrer, a la reserve d'une datte qui est de 1304 : l'antiquité cache bien des choses sous ces armes en grand volume, et telles que portoient les plus hauts seigneurs de ce tems là, ainsy qu'il est aisé de vérifier par les empreintes aux généalogies des comtes de Flandres écrites par Wredius et par la Science des armoiries de Gelliot sur ces mots lambrequins, manteaux et supposts : mais la vitre du chœur au-dessus du siege ^{s^{riale}} posé *a cornu evangelii* mettra toutes choses en evidence pour la propriété et la possession du titre de s^r de Loz, fournissant une preuve que led. ecu couché est de la famille militaire des Waringhien, s^{rs} de Loz.

Cette vitre porte l'alliance d'une fille de Preudhomme avecq Waringhien, qui est toujours des deux mattresses vitres du chœur, sçavoir les chevrons écartelez dud. lion de sable, pour ne faire qu'une maison de deux et Preudhomme accolé a Waringhien annonce le mariage de Catherine fille du s^r d'Annappes a Gerard de Waringhien, s^r de Loz, ainsi qu'il conste par l'extrait de la généalogie de la maison des Preudhomme cy coté avec l'estat du chœur de Loz. A.

Ce Gerard de Waringhien fils, s^r de Loz, vivoit en 1402, selon une sentence qu'il obtint contre Bauduin Ghomer pour les plantis du wez de Menin. Il y a une remarque a faire en ce titre ou Gérard de Waringhien n'est pas traité ny de s^r Desfrennes ny de Loz. Ce qui sert de preuve que les titres d'honneur qui sont en faculté ne se perdent pas pour ne s'en point servir, lad. sentence porte seulement qu'il a un bailly étably en sa justice qu'il a à Loz et ès parties d'environ ; d'ou selon la jurisprudence des demandeurs l'on pourroit aussy inferer qu'il n'étoit pas seigneur des Frennes non plus que de Loz. Lad^e sentence cotée B.

Mais oultre qu'il paroît par une piece indifferente et d'une maison étrangere qui n'a jamais pensé à ce procès, que l'on traitoit son pere de seigneur de Loz, il y a cela de plus que tous deux se trouvent inhumez au chœur de l'église dud. Loz aussy bien que Catherine de Preudhomme.

La preuve est à leur pierre sepulcrale qui porte cette inscription : *Cy gisent nobles hommes Gerard de Waringhien lequel trépassa l'an de grace mil quatre cent.* Le reste est usé à marcher dessus, sauf les dernières sillabes *renghien son filz qui trépassa l'an de grace mil quatre cent quinze.*

Et pour ce qui est de la mere de ce dernier, il se voit encore aujourd'hui au milieu du chœur un candélabre de cuivre avec un lutrin portant ces mots en lettres gotiques : *Cet chandelier donna damoiselle Catherine de Preudhomme veuve de Gerard de Waringhien en l'an mil ccccxxviij.*

Retournant à la vitre de dessus le banc s^{rial} l'on voit tout au bas d'ycelle un écu de femme portant de Lannoy écartelé d'Oignies contre-écartelé de Halluin party de Bonnières dit de Suastre, qu'y anonce l'aliance d'Heleine de Bonnières dit de Suastre dame Desfrennes et de Loz, fille de Jaques, écuier s^r desd. lieux, avecq messire Claude de Lannoy chevalier s^r du Mollin dont sera parlé cy après ;

Dans le même chœur de Loz à gauche de la sepulture de Waringhien il se voit une petite pierre bleue portante la représentation d'un enfant avecq cette inscription : *Cy gist Heleine de Thiennes qui trepassa le cinquiesme mois de son âge le 16 août 1612.*

Si ces preuves muettes et irréprochables de la propriété, possession, titres et honneurs de l'église de Loz communiqués même aux enfans selon Loiseau ¹ ne suffisent pas, l'on passera à la preuve des droits extérieurs en rapportant autant de titres et munimens que l'antiquité et les guerres continuelles ont bien voulu laisser aux s^{rs} oppos^{ts}.

Preuves par titres. Phlès Freumault seigneur de la même terre qui vivoit en 1465 a laissé un mémoire étiqueté de sa main portant ces termes : *Reformatio candelaie nostri villagii* ; il contient la réforme de l'épinette de la paroisse de Loz, à cause que ce seigneur ne trouvoit pas bon qu'on l'aportasse de l'église à un arbre planté devant son château avecq certaines cérémonies et ballets qui ressembloient le paganisme et donnoient à souvenir du culte des arbres, dont Plin parle en ces termes : *Hec fuere minimum templa, priscoque ritu simplicia rura, etiam nunc Deo precellentem arborem dicant, nec magis auro fulgentia, atque ebore simulacra, quam lucos et in iis silentia adoramus.*

Ce seigneur étoit pannetier du duc de Bourgogne et avoit peut être observé que la feste de l'épinette de Lille commençoit à décliner en ces tems là si l'on en croit à Buzelin. Le mémoire cy coté . . . C.

Noel Garniers, Gerard Planque et autres merciers n'ayant pas

1. Loiseau, *Traité des seigneuries*, chap. ii, n° 55.

voulu payer le droit d'estalage sur la place de Loz le jour de la dedicasse a Charles de Souastre écuyer s^r Desfrennes, ce seigneur de Loz fut maintenu par complainte décrétée a la gouvernance de Lille le 5 9^{bre} 1517, lad^e sentence avecq un desaveu d'un sergent de S^t Piat de Seclin qui avoit pris deux estrelins sur la place le jour de la dedicasse de Loz rendant lesd^s estrelins aud. Charles de Suastre, cy cité. D.

Le même seigneur obtient pareil decretem^t de complainte a lad^e gouvernance le 9^e juin 1529, contre Pierre Lefebvre, Jean Planque, et Bernard Cambelin, marguilliers de lad^e église, sur ce qu'ils s'étoient de leur autorité privée ingéré et avancé de rendre leurs contes par tel jour que bon leur auroit semblé en l'absence et desceu et sans le signifier ny evoquer led. s^r. Lad^e sentence cy citée. E.

Barbe de Landas mariant Heleine de Suastre sa fille a Hugues de Lannoy, écuyer, s^r du Maisnil le 1^{er}. 1580 dit en termes expres que sa fille est dame de la S^{rie} paroissiale de Loz lez la ville de Lille. Le traité cy coté F.

Ce seigneur vendant des bois publicem^t le 16 may 1581 se qualifie s^r de Loz, la feuille cy coté G.

La même Heleine de Bonnières dit de Suastre ayant proces a l'échevinage de Lille en 1593 est qualifiée dame Desfrennes, Los, etc., dont quatre actes cy citez. H.

Laditte Barbe de Landas veuve immiscée de Jacques de Bonnières dit de Souastre plaidant au Conseil en Flandres par apel du baillage de Lille dit que *son mari avoit delaissé a son trépas sur la s^{rie} des Frennes et partout les flegards a luy appartenans en la terre de Loz dont il étoit seigneur, grand nombre d'ormeaux et autres bois*, dont sentence du huit juillet 1600. Icy cité. J.

Messire Claude de Lannoy, chevalier, s^r du Moulin, second mary de laditte Heleine de Bonnières dit de Suastre donnant l'aveu et denombrement au baron de Cysoing dit qu'il est s^r du village de Loz a cause dudit fief des Frennes dit de Waringhien, dont recepissé du 3^e 7^{bre} 1601, cy coté K.

La Cour est suppliée de faire consideraon sur cette piece, qui marque que la terre des Frennes est fort s^{riale}, jusques a avoir des vassaux obligez d'en garder le seigneur en tems de guerre, la porte de son château et ses prisons : elle est aussy suppliée d'examiner le dénombrement donné a ce seigneur par Gérard de Harchies, escuyer, s^r de Basinghien, le 24 mars 1604, pour confondre monsieur d'Allennes en ce qu'il dit qu'il n'est pas vassal des oppos., comme aussy celui donné par les religieux abbé et couvent de Notre Dame de Loz pour preuve du changement que l'ambition a fait, led. dénombr^t cy cités. L.

Cet endroit de Claude de Lannoy nous rejoint a la vitre qui est au-dessus dud. bancq s^{rial} au chœur de Loz portant d'Oignies et mérite un avertissement au lecteur qu'il est étonnant que le second demandeur qui doit toute son élévation à la maison de ce nom par le moyen de feu Mons^r le comte de Zuweghem son beau-père se soit laissé séduire par des moines contre des gentilshommes alliés au défunt par les maisons de Lannoy, d'Oignies, d'Halluin et de Croÿ; s'il avoit été bien conseillé, il se seroit bien gardé d'entrer en procès pour un nom, apres en avoir ajouté deux a celui de son père.

Mais revenons a Heleine de Bonnières dit de Suastre laquelle étant veuve dudit s^r du Mollin a toujours pris la qualité de dame du Mollin, Loz, et^a, témoins deux instrumens de bail de l'an 1622, cy coté M.

Messire Jean-Batiste de Thiennes, chl^r, s^r de Willersy relict de dame Héleine de Lannoy, fille et héritière de lad^e dame Héleine de Bonnières, dit de Suastre, donnant pareil aveu et denombrement par Jean Batiste son fils, dit qu'il est seigneur du village et place de Loz, lad^e piece coté. N.

Après tant de titres et moyens si autentique il ne peut rester aucun doute que le s^r du Mollin soit en droit de faire apeller son fils aîné seigneur de Loz, puisque suivant Loiseau ¹ c'est a celui qui a la plus grande partie de la directe de se dire s^r d'un village, d'en prendre le nom vacant et il *ne peut mieux appartenir a autre qu'à luy*. Il est de même sentiment par tout ce chapitre où il cite la coutume de la salle de Lille, n^o 12 et 55, et tient que *les enfans des s^{rs} y participent tant en absence qu'en présence de leur pere par la raison de la loy, in suis de liber. et posthum.*

Joint un brief de 1408 qui marque tous les héritages au tour du cimetière de Loz, cy coté O.

Un conte extendu des rentes s^{riales} coté P.

Ils ont présidé par eux, leurs predecesseurs et leurs baillys, aux contes de l'eglise et des pauvres selon les attestations cy après.

Aux assiettes des tailles et xx^{es} et aux logemens des gens de guerre selon les memes attestations.

Et fait maintenir le dedicace de lad^e paroisse de tems immemorial selon les actes et attestations cy cotés Q.

Voilà la scituation des choses de tems immemorial jusques a l'an 1662 que lors les moines se lassans du repos de leur solitude, susciterent des competeurs a Monsieur du Moulin apres avoir semé la discorde entre ce seigneur et partie de ses habitans. Ce furent messieurs de S^t Piat de Seclin qui luy firent un proces pour

1. Loiseau, *Traité des seigneuries*, cap. II.

la s^{rie} temporelle de l'église de Loz et bien que rien ne fût si clair que le droit de ce seigneur, qu'il en eut de bons titres et spécialement contre lesd^s s^{rs} de St Piat, ainsy que s'est vu cy dessus, les moines luy donnerent aussy un médiateur qui le fit transiger en la maniere qui se voit par l'acte de 1673 et ce pendant l'absence de ses fils au service d'Espagne, led. acte cy coté. R.

Et les choses ont depuis été exécutées religieusement jusques aujourd'huy mais comme lesd. s^{rs} de St Piat né sont point en droit d'empêcher led. s^r du Mollin de donner le titre de Loz a son fils, non plus que mess^{rs} de n^{re} Dame de Tournay n'empêchent le titre de Noyelles au seigneur de ce nom quoy qu'ils soient s^{rs} par indivis on ne voit pas par quel endroit les dem^{rs} se sont engagés a cette procédure contre le sentiment de Loiseau qu'ils citent pourtant pour eux : *estimant que non-seulement un particulier a faute d'intérêt légitime ne seroit recevable de leur empêcher ce titre, mais même le seigneur justicier du village, n'y seroit fondé, c'est à dire le seigneur mediat en ce pays.*

Et c'est pourquoy le s^r du Mollin moderne donnant son aveu et denombrement a madame la princesse d'Epinoÿ, barone de Chisoing, n'a pas hésité pour prendre la qualité de seigneur de Loz ainsy qu'il paroît par les lettres de recepisce icy coté. S.

Il a donné ce titre à son fils aîné en dernier lieu, mais il a aussy mis les moines dans une telle inquiétude qu'ils crient partout a l'aide jusques a emprunter le nom de tous ceux qui ont des s^{ries} à Loz, lesquels pourtant ont étez trouvez réduits à mons^r d'Allennes seul, quoy qu'ils aient fait un bruit assez grand pour ne pas entendre la voix du prophète : *Laudabo nomen Dei cum cantico et magnificabo eum in laude* ¹; voilà le langage des moines quand ils vinrent, mais le tems passé n'est plus, a moins qu'on ne dise que la fable d'Esope reprend vigueur d'exécution et que le corbeau de St Benoît n'a point assez de force pour emporter au désert le pain. . . .

Assurément que cette procédure qui ne leur est bonne à rien tient plus du mont orgueil que du mont Cassin, plus de la vallée de Corfou que de Clairveau. S. Bernard n'a point voulu plaider pour dix monastères qu'on luy avoit enlevés, selon Ribadeneira ², et ses enfans font un gros proces pour un nom; il est plus que tems de ramener les hommes neufs en matière de titres d'honneur, la contagion en est passée jusques aux curez, on ne les appelle plus messire Jean, messire Pierre, mais monsieur de Loz, monsg^r d'Allennes. Si

1. Psalm. 68.

2. Ribadeneira, *Vie des Saints*.

l'abondance n'avoit pas tiré le rideau sur l'Evangile, l'on écouterait St Mathieu : *Quicumque voluerit inter vos major fieri, sit vester minister, et quicumque voluerit inter vos primus esse, erit vester servus : sicut filius hominis non venit ministrari sed ministrare.* L'empereur Marcian a beau crier aux moines du Concile de Calcédoine : *Cum oportuerit vos quieti vacare*, on ne peut plus l'entendre pour le bruit des plaideurs qui ont pris la place des pauvres dans les chambres d'hôtes.

Le droit et la société civile abhorrent les actions ambitieuses, c'est de là qu'est venu ce beau proverbe, *quod tibi non nocet, et alteri prodest, facile concedendum*. Qu'on tourne cet affaire de quel côté que l'on voudra, l'on n'y trouvera pas un once d'interret a M. les Religieux et Abbez de Notre Dame les Loz puisqu'ils ont donné leur déclaration judiciaire qu'ils ne sont pas srs du village de ce nom.

Pour ce qui est du second demandeur étant vassal de la srie des Frennes qui porte en soy le titre du village de Loz, son interrêt et même se déclarent pour le sr dominant de son fief a moins que continuant dans la félonnie il ne le veuille fourfaire, puisqu'il n'est homme du sr de Loz, des Frennes, dit de Waringhien, que pour le servir en la guerre de son prince selon l'ancien usage des fiefs, au moins pour le servir en cour et garder ses droits selon la coutume de la salle de Lille qui a adoncq la possession des fiefs dont le nom signifie gage en vieux gaulois tellement que l'on peut dire que les vassaux sont aux gages et retenues de leur seigneur et que les fiefs sont des bénéfices personnels dans leur origine.

Il se trouve des animaux qui se fachent a la vüe de certaines couleurs et ces messieurs s'effarouchent pour un nom. S'ils avoient consulté l'antiquité, ils auroient appris que les hommes ou seigneurs communiquoient le plus souvent leurs noms propres a leurs fiefs et qu'ainsy par succession de tems les familles peuvent changer leurs noms et le reprendre de même que ceux de leurs terres. Il y a aussy des fiefs qui renferment plusieurs noms quoy qu'ils ne facent qu'un seul corps de srie. Tout cela se trouve aux environs de Loz.

Le fief du chatellain de Lille porte les noms de Phalempin, Attiches, Neuville, Austricour. La berrie de Flandres porte Chisoing, Camphin et Baisieux. L'échissement de Phalempin consistant en la comté d'Herlies porte La Bassée et Transloy : si un chatellain de Lille avoit fait appeller son fils afné chr de Phalempin, l'abbé de St Christophe en ce lieu auroit-il été en droit de l'empêcher? Posé que cela fut inouy jusque lors? Cela n'est pas (plus) soutenable que la querelle que les sœurs grises de La Bassée pourraient faire à Monsieur le comte de Flettres et d'Herlies pour la seule raison qu'il feroit nommer son fils Monsieur de la Bassée.

L'ancien nom du village de Wavrin étoit Wazieres ; celui de Santes Maugré ; celui de Lompret Ligniere, celui de Trazenies en Hainaut Le Brun, celui de Hainin au même pays Broignart, celui de Griboval en Arthois Quille. Se trouveroit-il homme assez visionnaire pour empêcher les s^{rs} et dames de ces lieux de reprendre leurs anciens noms ? Il ne s'est pas encore vû personne pour faire proces à mess^{rs} les comtes de Bossu de ce qu'ils ayent repris le nom d'Alsasse et vraiment il n'y auroit pas plus de raison que de se scandaliser de ce que mons. d'Allennes a repris *Ville et Estrepy* ; il les porte parce qu'il les a trouvé dans sa famille. Monsieur du Mollin en fait autant envers son fils aîné pour avoir trouvé le nom de Loz dans son fief et dans sa famille, feu monsieur de Wilergy l'apelle des Frennes dit de Waringhien à cause qu'il avoit passé par cette famille militaire, le premier du nom des Frennes qui l'a possédé pouvoit l'appeller des Frennes dit de Loz. Enfin puisque monsieur d'Allennes se dit d'Archies de Ville dit d'Estrepy, qui peut trouver mauvais que le dernier du nom de Waringhien se nommât Waringhien des Frennes dit de Los ? En vérité cela fait pitié.

Quant à Monsieur l'abbé de Nre Dame, à moins qu'il ne se fonde sur les visions de Don Quixote de la Manche qui vouloit combattre à tous venans, même jusques aux moulins à vent, l'on ne voit aucun moyen de l'excuser de la perte de son temps et de l'argent de son abbaye ; puisqu'il conste par les titres de sa maison qu'il y a eu des seigneurs du nom de Loz, que ce village a été, que c'est l'ubication de l'abbaye et qu'il n'est point perdu dans les neiges, que personne ne le vindique ny ses honneurs, que mons^r du Mollin les a dans l'église de ce lieu, procession, épinette, danse, étalage, place, pilory, où est celui qui ait le plus de droit d'en porter le titre ? Il est seigneur au désir de la coutume, il a titres au pardessus, il peut donc aussy le donner à son fils qui n'est qu'une même personne. C'est pourtant ce que partie apelle usurpation.

P. C. DE THIENNES, s^r DE LOZ.

RINGUIER.

La réponse de l'abbaye ne se fit pas attendre ; les religieux l'adressèrent le 28 juin 1691. Un dossier de parchemin, en très mauvais état, dont plusieurs feuillets de commencement et de fin sont absents, à l'écriture passée et presque illisible, nous en a heureusement fourni les parties essentielles. L'écrit de M. du Moulin et de son fils y est également contenu, précédant la réplique des religieux.

Les seigneurs, on l'a vu, exposent le différend avec clarté, groupent judicieusement et présentent avec habileté leurs moyens

de défense. Dans le mémoire du couvent, au contraire, le style est diffus, les périodes longues et embarrassées ; on se borne à suivre point par point MM. de Thiennes et à tenter de les réfuter en retournant contre eux, plus ou moins adroitement, et à grand renfort de citations latines, les preuves et les arguments qu'ils ont donnés en leur défense.

Voici d'abord comment les moines justifient leur intervention dans cette affaire :

Or pour faire veoir, disent-ils, que les demandeurs et toute la communauté du village de Los avoient interest que les deffendeurs n'usurpassent point la qualité de seigneur de Los, il suffisoit de remarquer qu'ils ne pouvoient estre seigneur de Los sans y avoir certain droit de seigneurie, c'estoit a dire certaine puissance et autorité publique sur les personnes et biens des mannans habitans et propriétaires du lieu comme de se pouvoir faire servir en cour avec leurs pairs et compagnons, de pouvoir exiger d'eux des droits de relief à la mort de l'héritier, des lots et ventes et autres droits sriaux, et le reste, car les charges et servitudes des vassaux estoient trop notoires pour estre besoin d'en faire un plus grand détaille et il estoit trop claire qu'on se récie toujours pour la liberté. . . . ainsy il n'y auroit personne qui comme les demandeurs ne donnassent leur plainte à la justice contre une pareille usurpation qui pourroit augmenter de jour [en jour] s'il n'y estoit pourveu de remedes convenables, car l'on remarquoit qu'ils commençoient par leurs deffences à faire une recrue de vassal de leur pretendue seigneurie de Los par le comte d'Hallennes, de plus quand même que les deffendeurs se voudroient borner a la simple qualité de seigneur de Los sans aucune puissance autorité préférence ou prérogatif sur les autres sieurs aians seigneurie dans Los ny sur les manans de cette communauté, les demandeurs ny les mannans et habitans d'icelle seroient encore bien fondés de s'y opposer parce que ce seroit une nouveauté, une usurpation d'un titre qui n'appartenoit point aux deffendeurs et une usurpation enfin qui par la suite leur pourroit donner lieu de prétendre a quelque préférence ou supériorité dans lad. paroisse.

Aussi, pour ces raisons, ils supplient la cour « qu'il soit fait droit sur leur différent conformément aux conclusions qu'ils avoient prises par leur requeste et led. s. comte d'Hallennes pour ses interests particuliers a ce qu'il seroit suivant ce ordonné aux deffendeurs de biffer en sa présence au greffe de la gouvernance la qualité de vassal du seigneur de Los qui luy avoient faussement donnée par leurs deffences. . . »

Après avoir rappelé leur protestation de 1687, puis leur requête de 1690, les religieux considèrent que « au fond c'estoit avec justice et même avec bien du sujet qu'ils s'estoient plaint par leur^de req^{te} des emprises et nouveauté des deffendeurs. »

Quelles sont, demandent-ils, les raisons de M. du Moulin et de son fils ?

Ils ne possèdent que le fief des Fresnes dans tout le village, et ni eux ni leurs prédécesseurs dans la seigneurie n'ont eu le pouvoir d'instituer ou de destituer clerc paroissial, ministres, marguilliers, charitables des pauvres. Les comptes de l'église se rendaient autrefois par devant le pasteur et toute la paroisse ; si les seigneurs des Fresnes les ont signés, c'est au même titre que tous les autres « manans ». La publication et l'assiette des tailles, vingtièmes, contributions, ont toujours été faites par les principaux censiers ; les lettres étaient adressées au bailli et gens de loi de Loos, et si on les a remises quelquefois au bailli des Fresnes, il est arrivé aussi que d'autres en ont fait l'ouverture sans l'intervention de ce bailli. La sentence du 3 mars 1656 a été prononcée dans ce sens.

Les prédécesseurs de MM. de Thiennes n'ont jamais été qualifiés de seigneurs de Loos, mais bien de seigneurs des Fresnes. Les religieux en donnent une longue suite de preuves :

1^o Un acte du 5 novembre 1236, portant renonciation de dîmes à Loos, au profit de l'abbaye, par le chapitre de Seclin.

2^o L'ordonnance du roi de France, Charles IV, en 1322, contre Jean de Warenguien.

3^o Des lettres d'achat de 1436, où on lit : « Catherine Le Preudhomme, veuve de feu G. de Warenguien, de son fief, justice et seigneurie qu'on disoit *des Frennes*, enclavée et gisante en la paroisse et teneur de Los lez Lille. »

4^o Un arrêt du Conseil à Gand, du 27 novembre 1549, dans lequel il est dit qu'à Charles de Souastre appartenoit la seigneurie des Frennes, *gisante en la paroisse de Loos*.

5^o L'acte de 1529, déjà cité.

6^o Des titres d'achat de terres en septembre 1630 : « Antoine Duthoit, bailli à noble seigneur J. B. de Thiennes, chevalier, seigneur de Vilersy, Neufville, *des Frennes*, baron de Montigny, etc.

7^o Une procuration, du 13 juillet 1637, de messire J. B. de Thiennes, chevalier, s^r du Moulin, *demeurant au village dudit Los*.

8^o Un récépissé de dénombrement donné en 167. (?) par l'abbé

de Loos, où M. de Thiennes est dit simplement seigneur des Frennes.

9^o La sentence du 3 mars 1656.

10^o L'accord de M. du Moulin avec Saint-Piat en 1663.

11^o Leur transaction du 13 août 1673.

12^o L'acte d'indemnité du 28 octobre 1676.

Les religieux insistent sur la portée considérable à leurs yeux de ce dernier acte et prétendent qu'en le signant, pour maintenir « dans l'ancien pied et ainsy que de raison » les autres possesseurs de fiefs à Loos, M. du Moulin avouait d'une manière évidente n'être point seigneur du village.

Ainsy, continuent-ils, que le conseil des s^{rs} du Moulin soit né croniqueur, outre qu'il scauroit l'estre, qu'il schassasse (*sic*) le mieux du monde ce que c'estoit que de cimier et d'escart, de pal et de contrepal, de lambel et de face et qu'une haute sagesse ne soit point pour luy le fruit tardif d'une lente vieillesse qu'il. . . . secoue la poudre des chartes et s'abstienne d'entrevenir aux raports et jugement de ce different, pour luy priser son encre et sa plume tant qu'il voudra, il aura beau faire et travailler son esprit pour produire une seigneurie qui n'avoit jamais esté, tout ce qui avoit jamais esté dans Los sous le titre de Los n'avoit jamais esté qu'un fief jadis appelé le fief de Los et présentement appelé le fief du petit Menin appartenant aujourd'huy par indivis aud. s^r comte d'Hallennes et aux heritiers du s^r du Pecq ; il estoit sans doute, diroit-on, quelquefois bon d'entreprendre quelque chose forte, *adjuvat ipse Deus*, disoit Tibul, mais il faillloit voir avec quel fondement, autrement l'entreprise iroit jusques a la temerité et a une vexation manifeste, car qui seroit jamais en sceureté s'il suffisoit seulement d'attaquer, *si licet invadere quis securus erit*, disoit autrefois l'empereur Julien. . . . »

Vient alors l'examen successif des arguments apportés par MM. de Thiennes dans leur mémoire ou « applicat. »

Le conseil de MM. du Moulin prétend, d'après Miraeus, qu'il y avait des seigneurs du village avant saint Bernard ; mais Miraeus n'a aucune autorité, et le passage cité donne d'ailleurs à croire que le comte de Flandre lui-même était jadis seigneur de Loos, comme le roi de France l'est aujourd'hui en qualité de seigneur suprême de ce qui est sous sa domination. « De plus, le conseil des s^{rs} du Moulin estoit fort méchant historien, car S. Bernard n'estoit point venu en ce pays en mendiant, mais il y avoit esté appelé et convié par le comte de Flandres. . . . La fondation de l'abbaye de Los n'estoit pas si ancienne qu'il l'avait voulu dire par l'article 4 dudit applicat, il

estoit pourtant vray qu'elle estoit devant l'an mil un cent quarante sept, mais encore une fois, cela ne faisoit point au fait, et *nihil magis ad rem quam sus ad Minervam*. . . . »

Hugues de Loos qui scella avec son frère et son neveu l'acte d'acquisition de la terre d'Ennequin, « n'estoit point seigneur de Los, non plus que son frère et son neveu, ceux qui avoient connoissance de l'ancienne noblesse, comme disoit tres bien Messire Gilles André de la Rocque, ch^lr, s^r de la Contiere en son *Traitté de l'originel des noms et des surnoms*, chapitre 16, scavoient qu'il y avoit plusieurs grandes et illustres maisons qui avoient pris leurs noms de leurs premieres terres et seigneuries ; les premiers siecles nous en pouvoient assez fournir d'exemples, car il estoit certain qu'alors on imposoit aux maisons de familles les noms des terres et seigneuries pour en perpetuer l'honneur et la memoire. C'estoit la maxime des Hebreux selon la remarque du prophète Roy dans son Pseaume 48 *Tabernacula eorum in progenie vocaverunt nomina sua in terris suis*, c'estoit a dire *vocaverunt nominibus suis terras suas*, comme l'interpretoit Gilbert Genebrard, archevesque d'Aix, mais il estoit bien absurde, même inouye jusques a present, de vouloir inferer comme faisoit l'auteur de cet applicat que l'on estoit toujours seigneur du nom que l'on portoit c'estoit a dire que Hugues de Los estoit seigneur de Los ; si cela estoit il n'y auroit personne jusques au dernier miserable qui ne fut seigneur du village qui porteroit son nom et parmy plusieurs du même nom qui ne fussent esgaulx entre eux ; si cela estoit absurde dans la proposition general, il n'y avoit pas moins d'absurdité dans la thèse particulière dont il s'agissoit, car les rescribens feroient voir par titres authentiques et prouveroient même autrement bien et deuement en tant que besoing seroit qu'il y avoit eu diverses familles du surnom de Los qui n'avoient jamais esté ny pretendus d'estre seigneur d'aucun fief ou seigneurie de Los. . . . »

Les seigneurs du Moulin citent un passage des *Annales du Hainaut*, puis ajoutent : « qu'une héritière du nom de Los avoit porté la terre et seigneurie en la famille militaire des Frennes. Belle fable ? Car ou estoit cette terre de Los que cette heritiere avoit portée en la famille des Frennes ! Car cette heritiere estoit-elle dame des Frennes ? Non, car au dire de la partie elle s'estoit marié a un seigneur des Frennes mais elle estoit dame de Los disoit la partie et depuis cette alliance les seigneurs des Frennes estoient devenus seigneurs de Los, les seigneurs des Frennes n'estoient donc pas seigneurs de Los auparavant, et ils ne l'estoient pas a cause de la seigneurie des Frennes comme ils se vantoient d'estre par leur rapport ou denombrement, cette heritiere n'avoit point aussy porté le

titre de Los dans la famille des Frennes parce que cette seigneurie n'avoit jamais esté en estre comme l'on avoit encore dit et si Hugues leur avoit vendu la dixme de Los qui appartenoit à l'abbaye de Los ou si cette disme provenoit de quelque autre seigneur, elle n'estoit néanmoins jamais provenue d'aucun seigneur de Los....

» L'auteur dud. applicat disoit de plus sur la fin dud. article 8 que l'abbé de N^{re} Dame qui n'alloit point plus long que son temps, auroit pris de la occasion de traiter le fils dud. s^r du Molin en gentilhomme à gentilhommière, disant que ses prédécesseurs n'estoient que des petits soudars habitans de Los; on ne se souvenoit cependant d'avoir dit ou escrit la moindre chose touchant la noblesse des seigneurs des Frennes dont ils auroient peu estre aucunement offensez et on avouoit même qu'on auroit eu tort de le faire, c'estoit pourquoy, les rescribens pourroient représenter à l'auteur dud. applicat ce qui estoit dit dans l'Escriture Sainte, proverbe 23 : *Veritatem eme et noli vendere sapientiam....* »

Les abbé et religieux ne répondent pas à l'article 9, « parce qu'il ne contenoit qu'un éloge du titre de *miles* qu'on ne pretendoit point de contester. »

Aux articles 10, 11, 12, 13, 14, la description du chœur, la généalogie de Jean Le Preudhomme ne prouvaient pas que les seigneurs du Moulin fussent seigneurs temporels de l'église.

« Supposé même que lesd. s^{rs} du Moulin seroient effectivement seigneurs temporels de l'église de Los qu'ils ne pouroient rien inférer de là pour la seigneurie du village. Il étoit aussi certain que tous les honneurs dans une église ne prouvoient point qu'on en seroit nécessairement seigneur, autrement dans le temps les s^{rs} du Moulin se qualiferoient aussy peut estre seigneurs de la chapelle N^{re} Dame de Grace comme ayant la posé leurs armes prez du grand autel quoy qu'il soit constant que les seuls abbé et religieux de Los estoient seuls seigneurs temporels de lad. chapelle de N^{re} Dame de Grâce comme il paroissoit par les comptes de lad. chapelle et par le procès jugé en faveur des abbé et religieux de Los contre l'évesque de Tournay. »

Le chandelier de Catherine Le Preudhomme, les pierres sépulcrales, l'intérieur du chœur, poursuivent les religieux, sont-ils pour quelque chose en faveur de MM. de Thiennes ?

« Au contraire c'estoient des preuves de faits permanents qui condamnoient ouvertement leurs pretentions pour la prétendue qualité de seigneur de Los, puisqu'elle ne se trouvoit point exprimée ny au bas des armoiries des seigneurs des Frennes, ny dans l'építaphe

de Gerard de Warengchien, ny dans celle de son fils, non plus que dans celle de Heleine de Thienne ny a l'égard d'aucun autre de leurs ancestres bien qu'une pareille qualité de seigneur de village a clocher quand elle estoit legitime estoit toujours ce que l'on mettoit premier sur les tombeaux des seign^{rs} sur leurs épitaphes ou autre pareille marque d'honneur qu'ils prenoient et qu'on leur donnoit dans les églises et surtout lorsque leurs tombeaux, leurs épitaphes et autres monumens funebres se mettoient dans les églises des villages ou des paroisses dont ils estoient seigneurs en sorte que l'obmission de cette prétendue qualité estoit une marque très forte du contraire. . . . »

Les certificats de M^e Bauduin Sohier, de M^e Pierre Leplat, l'acte de 1402, ne sont que des titres privés ; on y peut mentionner ce que l'on veut, ce ne sont pas des preuves dignes de foi, comme le sont les épitaphes, monuments publics exposés « à la veüe et à la critique d'un chacun. »

Si dans l'acte de 1402, Gérard de Waringhien ne s'y trouvoit pas traité ny de seigneur des Frennes ny de seigneur de Los et que cela serroit de preuve que les titres d'honneur ne se perdoient pas pour ne s'en point servir c'estoit raisonner si mal pour renseigner leur prétendu seigneur de Los que les alleguations faisoient pitié car l'obmission d'une qualité ou d'une seigneurie, n'estoit evidemment point une preuve qu'on possedoit la qualité ou la seigneurie obmise... Au reste les rescribens denioient formellem^t cette prétendue qualité et disoient au surplus dud. article 16 qu'on ne pouvoit rien inférer de leur sépulchre, sinon qu'ils estoient gens de qualité, mais non pas seigneurs de Los, car autrem^t comme l'on venoit de dire cy dessus l'on auroit point obmis cette qualité sur leur pierre sépulchrane et ne l'estant point cela serroit assez [de] forte présomption contre.

La réfutation des articles 17, 18, 19, 20, 21 porte tout entière sur le titre de Los que les religieux ne trouvent nulle part attribué aux seigneurs des Frennes. Dans le document de 1402, par exemple, ils observent que

Le fief dud. Gerard de Waringhien estoit dit « sen fief, terre et seigneurie à Los et non de Los, car il estoit à remarquer par la lettre *a* qui pourroit sembler d'abord estre douteuse et estre prise pour *d*, à cause que le caractere estoit ancien et assez mal aisé à lire estoit cependant asseurement un *a* comme il estoit très evident par la comparaison de la meme lettre *a* qui se trouvoit dans la 16^e ligne de lad. sentence, veu que le bon sens ne souffroit point qu'elle pourroit estre prise pour une autre lettre que pour un *a* et que le *d* ne pouvoit avoir sur tout aucunement lieu.

« Le prétendu memoire delaissé par Phles Fremault produit par lesd. s^{rs} de Moulin sous la lettre C dont il est parlé par l'art. 21 et 22 de leur applicat ne seroit aussy de rien à leurs intentions, car outre que ce titre estoit privé il se paroissoit point qu'il parloit du village de Los et encore moins du village de Los comme d'un village qui luy appartiendroit mais comme un village commun a lui et a d'autres, *reformatio candelaē nostrī villagii*... comme par exemple si un bourgeois disoit dans nostre ville et un paysant dans nre village, ou cependant ny l'un ny l'autre n'y auroit un seul pouce de terre comme il arrivoit assez souvent. Le passage de Pline touchant le culte des arbres et la reflexion que lesd^s s^{rs} du M. faisoient encore par lesd. articles 21 et 23 que led. Phles Fremault estoit pannetier du duc de Bourgogne et avoit peut estre observé que la feste de l'Epinette de Lille commençoit a decliner en ce temps là ne faisoient aussy rien du tout au fait et il arrivoit en ce regard ce que deplorait Faber, lib. 5^e, chap. 13^e, *ut in causis multa dicantur et de paucis judicetur*. Le decret^m de la complainte qu'ils avoient produit sous la lettre D et dont ils se pourvantoient dans l'art. 24 de leur applicat disoit simpl^m que le seigneur des Frennes avoit droit de ne pas souffrir ny hayon ny floes sur les mets de la seigneurie qui est en Los et non pas de Los, sans en avoir donné la permission, les autres ayans seigneurie au même village avoient le même droit chacun respectivement sur l'enceinte de leur seigneurie, sans que pour cela personne ne soit et ne puisse se dire et qualifier s^r de Los.

Les religieux rappellent les diverses phases de l'action en justice relative aux comptes de l'église et des pauvres, en 1655 et 1656, et naturellement en déduisent des conclusions défavorables à leurs adversaires.

Leur prétendue seigneurie de Los n'estoit pas mieux établie par les actes de mariage entre Hugues de la Tramerie et dame Heleine de Souastre, dame des Frennes, passé le 4 8^{bre} 1580 exhibé sous la lettre F et pourvanté par l'art. 26 dud. applicat, puisque ce traité de mariage portoit que lad. Helcine de Souastre estoit fille de noble homme Jacques seigneur des Frennes seulement et non pas seigneur de Los; il estoit vray que lad. Heleine de Souastre pour faire sa condition meilleure par son traité de mariage avoit déclaré qu'entre les biens a elle delaissés par le trespas de sond. père luy estoit succédé la terre et seigneurie des Frennes et qu'a cause d'icelle terre et seigneurie elle s'estoit déclarée dame et disoit d'avoir la seigneurie paroissiale de Los lez Lille avec les autres droits portez par les rapports et enseignemens concernant lad. seigneurie, mais lesd. s^{rs}

du Moulin n'en pouvoient rien inférer à leur avantage, parce que ce traité de mariage estoit un titre privé ou ceux ayans seigneurie dans le village de Los n'avoient point esté appellez non plus que les autres intéressé et ou Hugues de la Tramerie n'avoit garde de contredire ou disconvenir de cette prétendue seigneurie, a cause qu'il ne pouvoit avoir que de l'avantage que sa femme fut ainsy qualifiée ; ainsy ce traité de mariage reprochoit *tanquam vis inter alios acta* et ou le papier souffroit tout et le nottaire ne disputoit rien estant en pareilles occasions assez largement payé de ses vacations. La vente des bois assurée par l'art. 28 ne paroissoit que par un papier volant du 16 mai 1581 produit par led. s^{rs} du M. sous la lettre G, et ne meritoit pas qu'on y feroit aucune reflexion : il estoit sans signature et selon toute apparence fabriqué par quelque ignorant pour porter une vente de bois, ou le seigneur du Moulin estoit qualifié seigneur de Los ; ainsy il falloit que les titres par eux [choisis] seroient bien insuffisants et même bien faibles puisqu'ils recherchoient quelque secours d'un semblable papier, car on en fabriquerait une douzaine en moins d'une heure de temps et aussy avantageux.

..... Car que dirait-on d'une personne qui voudroit passer pour noble ou seigneur d'une terre a clocher qui n'avoit pas d'autre preuve de sa pretendue seigneurie que des baux de cense passez par devant quelque notaire ou il s'estoit fait donner a sa fantaisie les qualités d'escuyer, ou de s^r de quelque s^{rie} telle que bon luy auroit samblé. Autre chose seroit sy ces sortes d'actes auroient esté faites et passées en présence des personnes interressées et des legitimes contradicteurs, les s^{rs} du Moulin et des Frennes estoient assez defiez d'en produire des pareilles et led. s^r du Moulin s'estoit bien gardé de prendre la qualité de seigneur de Los dans l'acte notariale de la procuration qu'il avoit donné le 13 juillet 1667 avec feu don Antoine Duquesne abbé de Los et madame de la Haye conjointement avec les principaux mannans du village de Los, ... par lequel il auroit autorisé dom Michel Gouselaire lors procureur de lad. abbaye de lever de l'argent sous leur crédit pour survenir aux urgentes nécessités de leur village peu après la réduction de la ville de Lille à l'obeissance de Sa Majesté. Si le s^r du Moulin y auroit pris la qualité de seigneur du village de Los et que les parties interressées dénommées dans lad. procuration l'auroient souffert sans y contredire il pourroit avoir quelque raison de s'en prévaloir, ce qu'il ne pourroit faire par des actes qui n'avoient jamais esté connus ny passés es mains d'aucuns legitimes contradicteurs. La sentence du conseil de Flandres du 8 juillet 1600 produite par les s^{rs} du Moulin sous la lettre J et par eux pourvantee par l'art. 29 de leur applicat ne servoit aussy en nulle manière a leurs intentions. Il estoit vray qu'il estoit dit par lad.

sentence que Jacques de Souastre avoit laissé à son trépas sur sa seigneurie des Frennes et partout sur les flegards a luy appartenant en la terre de Los dont il estoit seigneur grand nombre d'ormeaux et autres bois croissans, mais ces derniers termes *dont il estoit seigneur* ne vouloient point dire qu'il estoit seigneur de Los, mais sur sa seigneurie des Frennes et partout sur les flegards dont il estoit seigneur... Le rapport et dénomb^t que messire Claude de Lannoy, chl^r, s^r du Moulin, second mary de lad. Heleine de Bonnières dite de Souastre aurait donné au baron de Cysoing dont il estoit parlé par l'art. 30 de leur applicat sous la lettre K estoit aussy un titre privé qui ne scauroit faire la moindre preuve pour la décision du différend dont il s'agissoit, car il n'estoit nullement surprennant que ce denomb^t n'auroit point esté rejetté pour cela par les officiers du seigneur dominant, parce que cette pretendue s^{rie} de Los quoyque mal fondée ne pouvoit qu'estre avantageuse a leur seigneur. . . . Le juge estoit trop éclairé pour ne point scavoir que le stil ordinaire des lettres de recepissé des rapp. et dénombrem^{ts} estoient reçus sans préjudice aux droits d'autrui. . . . C'estoit ainsy et non autrement que le bailliy de la terre de Cysoing avoit accepté le dénombrem^t du fief des Frennes servy par le sieur du Moulin moderne l'an 1685 dont il avoit exhibé les lettres de recepissé sous la lettre S. Les [s^{rs} du Moulin] prenoient a profit les deux rapports et denomb^{ts} donnez l'un par Gerard d'Archies en l'an 1604.... et l'autre par les abbé et religieux de Los en l'an 1606.... ces deux rapports avoient esté acceptez par le s^r des Frennes puisque les deffendeurs les exhiboient et cependant led. s^r des Frennes n'y estoit qualifié par aucun d'iceux seigneur de Los, ainsy c'estoit un argument de son adveu du moins tacite que cette qualité ne lui estoit point deue, autrement il n'auroit jamais souffert ny accepté des rapp. et dénombremens des fiefs et terres tenus de sad. s^{rie} des Frennes dans lesquels cette belle qualité de s^r de Los auroit esté obmise.... L'art. 32 de leur applicat estoit impertinent au sujet et même faux, car le comte d'Hallennes n'avoit hérité ny biens ny noblesse de feu le comte de Zweweghem son beau-père et led. s. comte d'Hallennes n'estoit point et n'avoit jamais esté vassal d'aucun s^r de Los parce qu'il n'y en avoit jamais eu, mais bien vassal du s^r des Frennes à cause de la s^{rie} du Basinghien qui relevoit de la s^{rie} des Frennes et non de celle de Los qui estoit purement chimérique. L'art. 33 dud. applicat ne meritoit point d'estre repondu, ...le papier que les deffend^{rs} avoient produit sous la lettre M estoit un papier privé sans scel et sans signature contenant un simple rapport et dénomb^t que JB^{te} de Thiennes escr s^r de Willersis auroit donné à la princesse de Ligne au nom de JB^{te} de Thiennes son fils, escr, s^r du Moulin, à raison de son fief des Frennes, à raison duquel led. s^r dénomb^{rant} auroit déclaré que

sond. fils estoit seigneur du village et de la place de Los, comme lesd. srs du Moulin l'avoient posez par l'art. 34 de leur applicat. . . . et ce ne scauroit estre que des papiers inefficaces et de nulle valeur pour la decision de la s^{rie} dont il s'agissoit.... Ainsy il ne suffisoit pas de se dire seigneur pour l'estre, mais il falloit prouver qu'on le seroit effectivement pour se pouvoir dire légitimement s^r, c'estoit ce que les pontifs juifs avoient bien reconnus dans l'évangile S^t Jean chap. 19 ou ils avoient dit à Pilate : *Noli scribere rex Judaeorum, sed quia ipse dixit rex Judaeorum sum....* Le brief produit par eux sous la lettre O contenoit les rentes du fief des Frennes gisant a Loz ou étoient mis ces mots sur la couverte servant de titre : ce sont les rentes du fief des Frennes gisant à Los tenu de medemiselle de Ecrembraue en descendant de la Salle de Phalempin renouvelées en l'an de grace 1408 ; d'où il estoit evident qu'il n'y avoit point de seigneur de Los ny de terre tenue de luy en qualité de seign^r des Frennes ny autrem^t.... Parmi quoy estant respondu en partie à l'art. 35 les demandeurs respondoient au surplus dud. art. par lequel lesd. deffendeurs s'estoient voulus prevaloir du sentiment de M. Charles Loyseau en son traitté des seigneuries et des droits honorifiques des simples justiciers, estoient qu'ils avoient droit de se dire et se qualifier seigneurs de village auquel ils avoient leur justice bien qu'ils ne l'auroient en tout le village, pourveu qu'ils l'auroient en la plus grande partie d'iceluy, que le sentiment d'un auteur particulier ne pouvoit donner la regle, ne citant nulle autorité ny raison de son dire que cet auteur dans cet endroit, outre qu'il y avoit plusieurs exemples et usage au contraire dans cette chastellenie comme a l'égard du s^r de Guermané qui avoit seigneurie et justice haute moyenne et basse dans Emmerin avec justice à trois pilliers, pillory et banc plaidoyable sur la place et tout joignant le chimetiere, lequel cependant ne se disoit ny se qualifioit point seigneur d'Emmerin mais le s^r marquis de Longastre a cause de sa femme, et si les deffendeurs repliquoient qu'il y avoit de la disparité aud. Emmerin attendu que la seigneurie n'estoit point vacante mais possédée par led. s^r de Longastre, on leur representoit le village de Chemy. . . . »

Cette analyse et ces extraits du mémoire de l'abbaye montrent à quel point les esprits étaient montés. Les abbé et religieux n'attendirent pas l'arrêt de la gouvernance. Comme pour braver le seigneur du Moulin, en bannissant de leurs terres le moindre indice de son autorité, malgré ou peut-être à cause de la mort de son fils Philippe-Charles, arrivée le 27 mars 1692, ils firent abattre, le 13 mai, au chœur de la chapelle de N.-D. de Grâce, la maitresse vitre ornée des armes de Thiennes.

Vers la fin de l'année, la Cour rendit son arrêt : J.-B. de Thiennes, seigneur du Moulin, des Fresnes, etc., alors âgé d'environ 80 ans, était autorisé à ajouter à ses titres celui de Loos.

Cependant, le vieux seigneur ne voulut pas laisser sans protestation l'acte d'hostilité du mois de mai et se mit en mesure d'en obtenir réparation.

Par requête à la gouvernance de Lille, portant sa signature et celle de Louis-Thomas de Thiennes, comte de Rumbeke, chef des armes de Thiennes, il exposa que « quoy qu'il ne fût point permis aux particuliers de se faire raison il estoit néanmoins que frère Albericque Bouly abbé de nre Dame lez Los estant eschauffé d'un procès qu'il avoit... au sujet du titre de Los qui auroit été depuis confirmé par arrêt ¹... se seroit tant oublié ou quelqu'un de ses moines par ses ordres ou de son aveu que d'abattre le treize de may 1692 les armes de Thiennes qui estoient à la maîtresse vitre de la chapelle de N^{re} Dame de Grace aud. Los, comme aussy de faire emporter la chaise de la plache que led. sgr du Molin estoit en possession d'avoir en ladite chapelle. » Il suppliait ensuite que le tout fut rétabli et que l'abbé fût amendé « pour une voie de fait si injurieuse à toute famille militaire. »

Le 6 mai, la cour décida que la requête serait portée à la connaissance de dom Boulit. Celui-ci en ayant reçu copie le 8, l'affaire fut fixée à huitaine. Le 15 mai, Jacques de Rocque, au nom du seigneur de Loos, exigea satisfaction. Mais le procureur de l'abbé, Jean-François du Riez, demanda remise ; le 20, il représenta que la requête du seigneur du Moulin n'était point recevable, « la raison estoit que ceste permission d'y mettre ses armes ne luy avoit esté accordée par monsieur l'abbé deffunct avec qui led. s^r du Moulin estoit fort bon amis, que précairement et sous condition, sy point expresse du moins tacite, que ledit s^r abbé et ses successeurs les pourroient faire oter toutes fois et quantes ils le voudroient sans aucune formalité de procédure, et sans que ledit s^r du Moulin, ses hoirs ou ayans cause y puissent contredire en aucune manière non plus au possesseur qu'au positoire. » Jean-François du Riez ajouta que dom Boulit n'avait pas eu d'intention injurieuse ; son dessein avait été d'empêcher

1. Ces citations sont tirées de la sentence de la gouvernance du 5 décembre 1693.

que dans l'avenir on en vint à prendre pour acquis ce qui ne l'était point. Il conclut en priant la Cour de rejeter la requête.

La cause fut de nouveau reportée à huitaine. Le 28 mai, Jacques de Rocque n'ayant point accepté les raisons de la partie adverse, l'affaire fut retenue pour être examinée.

: Sans perdre de temps, Jean-Baptiste de Thiennes fit authentifier les 4 et 10 juillet, par Jacques de Rocque, deux témoignages.

Le premier est celui de Pierre Ruyant, fils de feu Charles, âgé de 52 ans, clerc et greffier du village :

Il atteste « d'avoir vu, passé plusieurs années a la maitresse vitre du vieux cœur de la chapelle de N^{re} Dame de Grace a Loz, la représentation d'un homme et d'une femme a genoux sur un prie-Dieu, avecq leurs manteaux de chevalerie que l'on disoit tout communement estre de Monsieur et Madame du Molin grand pere et grand mere du s^r du Molin moderne, sy at affirmé d'avoir vu les armes de Thiennes a la premiere vitre du nouveau cœur de laditte chapelle qui a esté bastie par Mathieu Mangé maitre masson en l'an mil six cent septante neuf, que ledit cœur a esté deffait et puis rebasty de nouveau par François Vollant aussy maitre masson en l'an mil six cent quatre vingt trois, que lors lesdits armes de Thiennes estoient encore a la maitresse vitre et qu'il y sont restez jusques au mois de may mil six cent nonante deux... »

L'autre témoignage est celui de M^e Adrien-Martin Pottier, curé de Linselles, âgé de 50 ans.

Après serment par luy presté, *in verbo sacerdotis manu pectori apposita*, at affirmé d'avoir diverses fois rendu visite a maitre Allard Defferrez vivant pretre chapellain de Notre Dame de Grâce, son oncle, depuis l'an mil six cent soixante, jusques en l'an mil six cent septante quatre ou environ et plus, pendant quoy il a par plusieurs fois esté en la chapelle de Notre Dame de Grace a Loz ou estant il auroit remarqué qu'il y avoit a la vitre premiere du cœur a la main gauche la representation d'un homme et d'une femme a genoux sur un prie-Dieu avecq leurs manteaux de chevalerie, portant respectivement les armes Delannoy écartelez d'Oignies et contrecartelez d'Halluin, l'autre de Guisnes Souastre ou d'Harnes que le s^r du Mollin moderne luy auroit diverses fois déclaré que c'estoient les armes de ses pere et mere grande, sy affirma d'avoir vu les armes de Thiennes au vitre du nouveau cœur a coté gauche, qui a esté basty par deux fois scavoir une fois par Mathieu Mangé maitre

masson et l'autre par François Vollant aussy maitre masson, selon la memoire du comparant, ainsy qu'il l'a pu apprendre, dont la premiere fois lesdits armes de Thiennes estoient encore au susdit vitre... »

Le 15 juillet, le procureur de l'abbaye eut communication de ces documents ; puis les moines présentèrent à leur tour les preuves sur lesquelles ils basaient leur qualité de seigneurs temporels du sanctuaire.

Ces preuves, par décision du 10 octobre, furent également communiquées à Jean-Baptiste de Thiennes, lequel fit dresser un nouvel acte, le 18 novembre.

Comparant personnellement Guislain Guiluy fils de feu Jean aagé de soixante cinq ans laboureur dem^t au village de Loz, après serment par luy presté at affirmé qu'il y a bien quarante ans qu'il est demeurant au village dud. Los, pendant quoy il a diverses fois frequenté les vieilles et nouvelle chapelle de N^{re} Dame de Grace audit Los, et tres bien remarqué qu'à la vitre du vieux chœur de la mesme chapelle du côté de l'Evangile il y avoit des portraits de feuz Monsieur et Madame du Moulin tous deux a genoux sur un prie Dieu orné d'un tapis verd, au-dessus desquels portraits et a laditte vitre il y a veu et tres bien remarqué les armes dud. sieur du Moulin qui estoient de trois lyons verds, écartelez avecq d'autres armes, desquels l'affirmant n'a connoissance. Ayant aussy vu a la maitresse vitre du nouveau chœur qui est encore a present les armes de Monsieur du Moulin moderne et de feue Madame sa compagne composez d'un lyon rouge, ce qu'il scait pour les raisons dittes et pour estre de son fait et connoissance pour avoir veu et remarqué ce que dessus, pendant vingt cinq ans ou environ et jusques a ce que lad. vielle chapelle at esté desmolie, et depuis son retablissement jusques en l'an seize cent nonante deux.... »

La sentence fut enfin rendue le 3 décembre 1693. L'abbé était condamné à rétablir les armes, à remettre la chaise en place, et à payer les frais du procès. Il lui était de plus enjoint d'obtenir autrement que par des voies de fait ce qu'il jugeait propre au maintien de ses droits et privilèges.

Le chapitre de Seclin et l'abbaye de Loos essayèrent vraisemblablement de profiter de la minorité de Gaëtan de Thiennes, qui hérita de son grand-père Jean-Baptiste, en 1716. Le premier, dont les officiers avaient fait abattre des arbres sur un chemin relevant de la seigneurie des Fresnes, fut débouté, le 4 novembre

1716, au parlement de Douai, de son appel d'une décision antérieurement rendue contre lui. Dans cet arrêt, il est fait incidemment observer que la question de seigneurie temporelle de l'église est agitée de nouveau.

Le duc de Melun, prince d'Épinoy, baron de Cysoing, dont relevait la seigneurie des Fresnes, prit cette fois la défense de son vassal. Sur sa demande, Josse Desbiens, fils de feu Mathias, âgé de 66 ans, « couvreur d'escalles » affirma, le 7 mars 1718, que le jour où il avait travaillé pour la première fois à la tour du château, quarante ans auparavant, il avait remarqué que les armes peintes sur la girouette étaient semblables aux armes des vitraux du chœur, côté de l'évangile, à l'église ; un quartier d'armes taillé en blanc au-dessus de la porte du château se trouvait également reproduit dans les mêmes vitraux.

Le lendemain, M. Romain Delannoy, curé de Loos, âgé de 56 ans, sur la requête du même prince, et après serment prêté *in verbo sacerdotis manu pectori apposita*, certifie qu'il ne connaissait point de seigneur ayant la mouvance seigneuriale du presbytère, le croyant héritage amorti depuis un temps immémorial. Il n'avait payé aucune rente ni foncière, ni seigneuriale, et n'avait jamais été inquiété à ce sujet par aucun seigneur, depuis onze ans qu'il administrait la paroisse. C'était pour le seigneur de Loos une importante déclaration, car on en pouvait déduire que le temporel de l'église ne regardait point le chapitre de Seclin.

Enfin Antoine Deleruyelle vint dire, le 2 mai suivant, que le lieu ou place de Loos, où se trouvaient le pilori et les bancs plaidoyables de la seigneurie des Fresnes, était l'endroit où ils avaient de tout temps existé et que là se donnait par les seigneurs la permission de danser et « menestroder » le jour de la « dedicasse de la paroisse ».

Ces trois actes furent rédigés à Loos par Antoine-Richard Lesaffre, notaire d'Ennetières-en-Weppes.

Au mois d'octobre de cette année 1718, les bailli et gens de loi et quelques habitants, signèrent une attestation, où ils reconnaissaient qu'il ne s'était jamais pratiqué à Loos que l'abbé de Notre-Dame ou un moine délégué fût venu prendre part aux « assiettes et comptes des affaires de la communauté, à la reserve que par une nouveauté depuis quatorze à quinze mois, ils se sont contre droit introduit et été présents aux assiettes ».

Le chapitre de Saint-Piat et la douairière de Félix-François de Thiennes, au nom de ses enfants, réussirent, le 13 juin 1719, à clore le procès qui avait tant préoccupé leurs prédécesseurs et qui menaçait de s'éterniser. En présence de Jean-Éloy Deleruyelle, conseiller du roi au bailliage de Lille, Gérard Lestievenon, doyen, Gilles Cordonnier, Jean Chocquet, Remy Duhamel, chanoines, en compensation d'une rente annuelle que M^{me} de Thiennes, ses enfants et leurs successeurs, serviraient au chapitre, déclarèrent qu'à l'avenir celui-ci ne ferait plus entendre de réclamation concernant la seigneurie temporelle de l'église.

Entre les seigneurs et l'abbaye, disparaît aussi bientôt toute trace de rivalité, s'il faut donner ce nom à un acte où, pour une dernière fois, il est question de privilège revendiqué en vertu de la seigneurie du clocher. Le 3 octobre 1720, les plus anciens de Loos, Jacques Dubois, fils de Jean, 77 ans, Allard Delobel, fils de Simon, 76 ans, Pierre Lesaffre, fils de Toussaint, 74 ans, Arnould Gobert, fils d'Hubert, 73 ans, et d'autres encore, déposent, par-devant le notaire d'Ennetières, que les auteurs et prédécesseurs de Gaëtan de Thiennes et lui jusqu'à ce jour, comme seigneurs de Loos, ont chassé avec leurs domestiques ou leurs officiers dans toute l'étendue du village, sur les terres et dans les bois de l'abbaye, à la porte même du monastère, au vu et au su des abbés et sans le moindre empêchement.

A partir de cette époque, Gaëtan de Thiennes de Loos, soit sous l'influence des conseils maternels, soit de son propre mouvement, consacre ses efforts et ses soins à mettre son nom et son titre à l'abri de nouvelles contestations.

En 1722, il fait établir une drève, conduisant du pavé de Lille à son château, et cède le terrain nécessaire pour construire, au bord de l'avenue, l'hôtel de Thiennes, où devront se tenir les assemblées de la loi et de Saint-Sébastien.

Le renouvellement des hommes de loi, la nomination des marguilliers, en 1725 et 1728, par exemple, sont faits avec quelque solennité; les intéressés prêtent serment « sur la sainte Évangile », en présence du pasteur, « revêtu de surply, muni d'estolle » au château ou au chœur de l'église; ils en signent le procès-verbal et le seigneur y appose son cachet. M. de Thiennes nomme aussi et institue régulièrement le connétable de la « confrairie de l'arc en main ».

Le 29 décembre 1730, M^{lle} Anne-Marie-Thérèse de Thiennes, sœur de Jean-Baptiste et grand'tante de Gaëtan, morte la veille, est enterrée au chœur de l'église.

En 1735, dans le rapport et dans le dénombrement de son fief au prince de Rohan-Soubise, baron de Cysoing, Gaëtan de Thiennes spécifie qu'il a trois rentiers, lesquels, en outre des rentes seigneuriales dues par leurs maisons et héritages, sont tenus l'un de garder la porte de son château pour sa sûreté personnelle en temps de guerre, le second de garder la porte du château, le troisième de veiller aux prisonniers. A cause de la seigneurie des Fresnes, ajoute-t-il, « je suis seigneur du village de Los et réputé fondateur temporel de l'église, y ayant tous les droits, honneurs et prerogatifs accoustumez et m'appartient le droit de commettre bailli, lieutenant, greffier, sergent, hommes de fief et eschevins, pour administrer, garder, gouverner et juger ès droicts, loix, possession et saisine. »

M. de Thiennes, qui, par le décès de son cousin Albert-François, comte de Thiennes et du Saint-Empire, était devenu comte, et s'appelait désormais comte de Thiennes de Loos, tenait à posséder réellement toute la terre de Loos. En 1727, il acheta la seigneurie des Marets ; deux ans avant de mourir, il fit l'acquisition du Quint du Basinghien.

Son frère et successeur, Philippe-Guislain, poursuivit le même but. Il devint, en 1742, par retrait lignager, seigneur de la moitié du fief indivis de Menin. Lorsqu'il mourut, en 1753, il fut enterré au chœur de l'église, comme sa mère, Marguerite de Thiennes de Jauche, l'avait été en 1751.

Puis les droits des enfants de Philippe-Guislain, Louis et Eugène, furent consciencieusement défendus par leur mère, Marie de Houchin, et, celle-ci étant morte, par leurs tuteurs, MM. Jacquerye de la Croix et Alexandre de Croix de Bucquoy, notamment à propos d'un différend pour la dîme entre l'abbaye et les habitants, dont les intérêts se confondaient désormais avec ceux de leurs seigneurs (1768-1770). L'abbé, dom Breton, perdit le procès engagé.

Vint la Révolution. Tant d'efforts furent irrémédiablement perdus. La famille de Thiennes émigra ; le château des Fresnes et tous les biens du comte Louis furent confisqués et vendus à l'encan.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 18 JUIN 1903

Présents : MM. l'abbé Th. LEURIDAN, président ; Edm. LECLAIR, secrétaire ; Ém. THÉODORE, bibliothécaire-archiviste ; J. DUBRULLE, L. FLIPO, J. LEBLANC, l'abbé MORTREUX et H. PAJOT, membres titulaires.

Nécrologie. — M. le chanoine Jean-Baptiste d'HALLUIN, aumônier de la maison mère des Filles de l'Enfant Jésus, à Lille, membre associé de la *Société d'études*, décédé à Lille, le 10 juin 1903, à l'âge de 81 ans.

Succès académiques. — M. Edm. LECLAIR, secrétaire de la *Société d'études*, a obtenu une médaille d'or au concours annuel de la *Société des Sciences* de Lille. — M. Ém. THÉODORE, bibliothécaire-archiviste de la *Société d'études*, a obtenu, au même concours, une médaille d'or pour son *Étude iconographique des monnaies flamandes* de la collection du musée de Lille. — M. Eug. TRAMBLIN, de Bermerain, membre titulaire de la *Société d'études*, a obtenu, au même concours, le prix Debray, pour sa *Contribution à la recherche du véritable emplacement d'Hermoniacum*. — Le Président félicite, au nom de la Société, nos trois collègues lauréats.

Congrès de Dinant. — La 17^{me} session de la *Fédération archéologique et historique de Belgique* se tiendra, du 9 au 13 août, à Dinant. — La *Société d'études* y sera représentée par MM. l'abbé Th. LEURIDAN, président, L. QUARRÉ-REYBOURDON, vice-président, Edm. LECLAIR, secrétaire.

Dons et Hommages. — La Société a reçu les ouvrages suivants : S. G. Mgr SONNOIS, *Lettre pastorale annonçant le couronnement de Notre-Dame des Dunes à Dunkerque*. Cambrai, 1903. In-4. — Edm. LECLAIR, *L'enseignement de la Botanique à Lille* ;

fragment du cours de J.-B. Lestiboudois. Lille, 1903. In-8. — Eug. GRISSELLE, *Bossuet, abbé de Saint-Lucien-les-Beauvais, d'après sa correspondance inédite*. Paris, 1903. In-8. — Dr Fr. GUERMONPREZ, *Conférence-causerie sur la situation créée en France par l'application des lois spéciales sur les accidents du travail*. Bruxelles, 1903. In-8. — Baron Fr. BÉTHUNE, *Les écoles historiques de Saint-Denis et de Saint-Germain-des-Prés dans leurs rapports avec la composition des grandes chroniques de France*. Louvain, 1903. In-8. — L'abbé B.-J. THOBOIS, *La dîme et les décimateurs sur le territoire d'Alette*. Boulogne-sur-Mer, 1903. In-8. — Edm. LECLAIR, *Un mémoire de chirurgien (de Deulémont)*. Lille, 1903. In-8. — R. P. M. JACQUIN, *Étude sur l'abbaye de Liessies, 1095-1147*. Bruxelles, 1903. In-8.

Le curé Barbotin. — M. Paul DELANNOY, membre titulaire, possède dans sa collection cambrésienne, les lettres de prêtrise du curé de Prouvy, dont il a été parlé dans le *Bulletin*, t. V, p. 102. Nous les reproduisons intégralement.

JOANNES DE BONNEGUIZE, Dei et Sanctæ Sedis apostolicæ gratia, episcopus Atrebatensis. Notum facimus universis quod Nos, die datæ præsentium, in sacello Palatii nostri episcopalis Atrebatensis, sacros generales ordines et missam in pontificalibus celebrantes, dilectum nobis in Christo Magistrum *Emmanuelem BARBOTIN, diaconum nostræ diœcesis*, in ætate, litteratura, aliisque rebus sufficientem et idoneum repertum, ad sacrum PRESBYTERATUS ordinem, infra missarum solemnias, rite et canonice, Domino concedente, duximus promovendum et promovimus. Datum Atrebat, in Palatio nostro episcopali, sub signo vicarii nostri generalis, sigillo nostro, ac secretarii nostri chirographo, anno Domini millesimo septingentesimo sexagesimo sexto, die vero mensis Martii decima quinta.

LIGNAC, vic. gen.

De mandato Illustrissimi ac reverendissimi Domini mei D. Episcopi Atrebatensis.

MALBAUX.

L'évêque Primat. — Le même collègue joint au document ci-dessus, un extrait du *Journal de la Cour et de la Ville*, t. III, année 1791, n° 23, p. 180.

Ce que l'assemblée nationale appelle un évêque constitutionnel (*sic*), se nomme vulgairement en Flandre un *apostat*, ainsi que le prouve l'anecdote suivante, certifiée par un témoin oculaire.

Le jour de son installation, M. PRIMAT, évêque intrus de Cambrai, s'y fit voir dans les rues, comme on montrait dans celles de Paris les premiers résultats des sacrilèges bénédictions du ci-devant prélat d'Autun ; il étoit précédé d'une musique, non pas de la militaire, car elle avoit refusé de servir à cette parade, mais de quelques racleurs à la suite d'une troupe de baladins ambulants ; il étoit aussi escorté de quelques gardes nationaux, patriotes brulant.

Chemin faisant, M. PRIMAT crut convenable de donner au peuple une idée de munificence et lui fit jeter ou distribuer de l'argent, & ce peuple de crier aussi tôt & à plusieurs reprises : « Vive Monseigneur l'apostat ; vive notre évêque apostat. »

M. PRIMAT a paru étonné & même interdit : étoit-ce de confusion ? Non, car celui qui accepte un évêché ou une cure constitutionnels, sent bien qu'il se voue à un mépris qui croitra en raison inverse du délire momentané de la nation, & annonce par là, que son âme est armée d'une triple cuirasse d'impudeur : *Illi circa pectus robur aut æs triplex*, etc.

Par un émigrant d'assez mauvais goût, pour préférer la tranquillité despotique du Brabant à la liberté anarchique des Français.

Rémision à un seigneur d'Avelin. — M. A. BOCQUILLET, membre titulaire, nous adresse copie levée par lui à la Bibliothèque nationale ¹ d'une lettre de *rémision accordée à un seigneur d'Avelin qui avait tué son curé dans l'église*.

Lettres du roi Charles, données à Chateaugnault au mois de novembre, l'an 1458, et de son règne le XXXVII^e, portant remission à Lyon de Brabanchon, fils de Jehan de Barbranchon, chr. seigr d'Avelin, en la châtellenie de Lylle, âgé d'environ XIX ans, et à Martinet Gouffroy, Melcior Flameng et Gillot de Vendaille, de ce que comme les prédécesseurs dudit Lyon, suppliant, ayent fondé une messe perpétuelle chaque semaine à chanter en l'église parroissiale dudit lieu d'Avelin par tel prestre qu'il plairoit au seigneur de cette terre et il ait aussi été accoutumé de faire publier une fois en lad. église au jour de dimanche, à l'entrée ou à l'issue de la messe, ou après la préface, par le clerc paroissial dudit lieu ou autre, que tous ceux qui devoient rentes audit seigneur d'Avelin lui en fissent paiement dedans certain jour que l'on déclareroit par ladite criée ou publication ; non-obstant quoi, Jacques le Thumas dit Delalogue, curé

1. Bibliothèque nationale, ms. fr. n° 7452, f° 97 v°. Analyse du Registre du trésor des Chartes, n° 187, pièce 353, f° 190 v°.

de lad. église parroissiale, le dimanche XIX^e jour de janvier dernier passé, fit déffense au clerc de lad. paroisse de faire la publication des rentes dudit seigneur d'Avely en lad. église, ainsi que ce seigneur lui en avoit donné charge, à laquelle deffense le dit clerc défera ; et le lendemain lundi, auquel jour ledit Lyon, suppliant, avoit fait préparer un autel en lad. église et mettre dessus les ornemens et messel pour y faire chanter une messe par un prestre qu'il avoit mené en lad. église, le curé étant venu oter les ornemens en disant qu'il ne souffriroit chanter lad. messe fors par lui-même ; il arriva que comme ce curé s'efforçoit d'oster le messel, led. Lion s'efforça de tirer contre ce curé pour avoir le dit messel ; et aussi les autres supplians dessus d. tirèrent led. curé arrière dud. Lion, tellement que l'un d'eux en tirant ainsi " asséna de sa main led. curé, par la bouche ou par le nez, dont il saigna..." Et ce curé dit lors en la présence du peuple aud. Lion " qu'il étoit mieux digne de garder les pourceaulx que d'estre seigneur de ville" : sur quoi ledit Lyon et sesd. valets entrèrent au chœur de lad. église, et y battirent et navrèrent le dit curé tellement qu'il en est décédé.

Na. Cette Rémission est ainsi accordée, « attendu que pour icelui cas les supplians ont fait paix et satisfaction à partie, et a été lad. église réconciliée... Et pourveu qu'ils seront tenus (de) payer à lad. église la somme de cent livres t. pour employer à la réparation et fabrique d'icelle église... Si donnons en mandement à nos baillis d'Amiens et deçà et (de) delà la rivière de Somme, et aussi au bailli de Tournay et Tournésis... »

Par le Roy et son Conseil,
DANIEL.

Les curés de Beaucamps. — M. l'abbé MORTREUX, membre titulaire, donne lecture d'un fragment de sa *Monographie paroissiale*, renfermant la *Chronologie des curés de Beaucamps*.

Épitaphier. — M. l'abbé MASURE, membre titulaire, signale l'existence d'un manuscrit petit in-folio, intitulé : *Recueil des tombes, sépultures, épitaphes de la Gaule Belgique*, qui fait partie de la Bibliothèque de M. le comte de Limbourg-Stirum. Toutes les sépultures de l'église des Cordeliers de Valenciennes, actuellement Saint-Géry, y sont relevées avec leurs inscriptions et leurs armoiries.

Épitaphes de Deùlémont. — M. L. FLIPO, membre titulaire, signale aussi l'existence d'un certain nombre de pierres tombales, actuellement cachées par les boiseries dont on a recouvert

autrefois les murailles de l'église de Deulémont. M. le Président prie notre collègue de vouloir bien se rendre compte de l'importance du travail qu'entraîneraient le déplacement et la remise en place de ces boiseries et, si cela lui est possible, de faire une démarche dans ce but auprès de l'autorité compétente.

Confrérie de Saint-Ursmer à Floyon. — M. Éd. BERCET, membre titulaire, a retrouvé les anciens *statuts et règlement de la Confrérie de Saint-Ursmer, érigée en l'église paroissiale de Saint-Martin de Floyon*. Ils portent la date du 10 novembre 1728.

I. — La confrérie de S^t Ursmer sera pour tous les Chrétiens de l'un et de l'autre sexe qui voudront s'y associer.

II. — La principale feste et solennité de lad^e Confrérie sera le jour du Saint le 18 d'avril ou le jour de la Translation des Reliques dudit Saint de Binch à Floyon, le second dimanche d'octobre.

III. — Tous Ceux et Celles qui voudront entrer dans lad^e Confrérie seront obligés le jour de leur entrée de recevoir les Sacrements de pénitence & d'Eucharistie et ensuite ils feront inscrire leurs noms et surnoms et aussy le lieu de leur demeure sur les Registres d'Icelle & donneront deux patards en aumone tant pour estre employé à la décoration de la chapelle dudit Saint que pour les messes et offices qui se diront pour les Confrères & Consœurs.

IV. — Lad^e Confrérie sera toujours dirigée par le S^r Pasteurs dudit Floyon & les Mayeur & Eschevins dudit lieu qui choisiront un Mambourg ou Receveur, lequel aura la Maniance des deniers d'Icelle à charge d'en rendre bon & fidel compte tous les ans quand requis en sera.

V. — Il y aura en lad^e Confrérie deux Registres, l'un pour escrire les noms, surnoms & demeures des Confrères & Consœurs & l'autre pour faire état des deniers de lad^e Confrérie.

VI. — Tous les ans le jour de la principale feste de lad^e Confrérie ou un des jours de l'octave, ou autre plus prochain jour après, les Confrères et Consœurs donneront en aumône un patard et demy qu'ils feront tenir entre les mains du Mambourg & Receveur, pour la decoration et service divin, comme il est dit au troisieme article.

VII. — Tous les ans le lendemain de la feste principale de lad^e Confrérie ou le plus prochain jour non empêché, on fera un service en ladite Eglise pour tous les Confrères & Consœurs decedez.

VIII. — Le jour et feste principale de lad^e Confrérie, ou au Sermon ou à la grande messe, on publiera le nombre des Confrères & Consœurs decedez dans l'an, dont on aura connoissance, afin que

chacun prie Dieu pour le repos de leurs ames, à quoy ils sont exhortez etant certains que la mesme charité qu'ils exerceront leur sera renduë.

IX. — Les Confrères & Consœurs travailleront particulièrement à assoupir les querelles & les procès, soit entre eux, soit entre les autres, par voye de compromis ou autre voye amiable & ceux qui voudront perseverer dans la division apres en avoir este plusieurs fois avertis par les Directeurs, leurs noms seront effacez et tirez du nombre des Confrères comme n'estant pas dans la Charité Chrestienne, si lesdits Directeurs jugent à propos d'exercer cette severité à leurs égards.

X. — Dans les lieux où il y aura des Confrères & Consœurs qui se connoîtront, ils s'entre aidront particulièrement dans leurs besoins & necessitez temporelles & spirituelles, se visiteront dans leurs maladies, assisteront aux convois des decedez & s'exerceront en toutes œuvres de misericorde.

XI. — Aussy tost que l'on aura seû le decès de quelqu'un des Confrères & Consœurs de lad^e Confrerie par la diligence de leurs parens, amis ou heritiers, on celebrera une messe des trepassez pour le repos de son ame, en donnant pour eux les retributions ordinaires.

XII. — Et en cas de contravention aux presents statuts & regles, ou contestations entre les Confrères ou Consœurs, à l'occasion de ladite Confrérie, ils se pourvoiront par devers Monseigneur, ses vicaires généraux ou son official, pour estre par eux donné règlement sur les difficultez.

Charles, par la grace de Dieu & du Saint Siege Apostolique, Archevesque Duc de Cambray, Pair de France, Prince du S^t Empire, Comte de Cambrésis, etc.

Veu les statuts et reglemens cy-dessus, nous les avons approuvé & par ces présentes signées de Notre Vicaire Général, approuvons pour estre gardez et pratiquez par les Confrères et Consœurs de la Confrérie erigée en l'honneur de S^t Ursmer en l'Eglise paroissiale de Floyon. Fait à Cambray au Vicariat, le dix novembre mil sept cent vingt-huit.

Par ordonnance : C. CANAPLE. Signé : A. LALOU, vic. gén.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1903

Présents : MM. l'abbé Th. LEURIDAN, président ; L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président ; Edm. LECLAIR, secrétaire ; l'abbé DEWEZ, l'abbé FLIPO, L. FLIPO, J. LEBLANC, l'abbé MORTREUX, H. PAJOT, membres titulaires.

Dons et Hommages. — La Société d'études a reçu les ouvrages suivants : C^{te} DU CHASTEL DE LA HOWARDERIE, *Les Mouton à Tournai, généalogie, notes et fragments généalogiques*. Tournai 1903. In-8. — Le même, *Note sur les ornements héraldiques de la torche des Damoiseaux conservée dans le trésor de la cathédrale de Tournai*. Soignies, 1903. In-8. — Le même, *Seigneurs, dames et propriétaires de Chin, lez Tournai, de 1109 à 1903*. Soignies, 1903. In-8. — Le même, *Généalogie de la famille tournaisienne Robault*. Soignies, 1903. In-8. — J. DALLE, *Compte rendu pratique des expériences sur le rouissage industriel du lin et coup d'œil rétrospectif sur les divers procédés industriels de rouissage*. Lille, 1903. In-8. — L'abbé E. LESNE, *Comment Cambrai devint français*. Arras, 1903. In-8.

Documents concernant Érin. — M. l'abbé PASTOORS, membre titulaire, offre aux Archives de la Société trois documents (chirographes originaux) intéressant Érin près Valenciennes.

1489, 4 mars. — Gilbert de le Cambre et Thomas Valin, maimbours des pauvres d'Érin, accordent en arrentement, à honorable homme Jehan de Thians, écuyer, trois boisteaux de terre, sis à Érin, à la ruelle Dourlens.

1570, 10 septembre. — Pardevant le mayer, Antoine Valin, et les échevins d'Érin, Jean Fiebviet et Marie du Hameau, sa seconde femme, vendent à Jacques Boulengier, tailleur de pierre blanche, une maison avec héritage, sise à Érin, près des waresquais, au prix de 112 livres tournois, monnaie de Hainaut.

1581, 2 mars. — Pardevant le mayer, Jean de Cambrai, et les échevins d'Érin, Nicaise de Bargue et Adrienne Leclercq, sa femme, vendent à François Hermand, tondeur de grande force, à Valenciennes, deux pièces de terre tenues de l'abbaye de Sainte-Remfroi de Denain et de l'abbaye Notre-Dame de Vicoigne.

Lettres du dernier abbé de Saint-Aubert de Cambrai.

— Le même membre donne communication, de la part de M. MAILLIARD-STIÉVENARD, de quelques lettres de M. de Lendoncq, dernier abbé de Saint-Aubert, écrites au commencement de la période révolutionnaire.

Loterie pour Saint-Étienne de Lille. — M. Edmond LECLAIR, secrétaire de la *Société d'études*, a découvert aux Archives municipales de Lille (Reg. aux Mémoires, 1526-1544, f° 116 v°), un intéressant document relatif à Saint-Étienne de Lille :

Autorisation aux margliseurs de l'église Saint Estienne de faire une loterie pour la réparation d'icelle.

Le XII^e dudit mois (septembre 1534) sur la remonstrance faicte à eschevins par les margliseurs de l'église Saint Estienne de ceste ville que ladicte église estoit fort désolée et que impossible estoit le reparer, meismes de ouvrier pour le clochier d'icelle du raport que avoit icelle église lequel ne portoit que pour l'entretienement. A ceste cause avoient advisé, soubz le bon plaisir d'eschevins, de faire une loterie au proufit de ladicte église pour recouvrer deniers pour faire lesdicts ouvrages, aultrement estoit aparant que lesdicts ouvrages ne seroient jamais fait ; eschevins et conseil de ceste ville bien et deurement informez de ce que dit est, auctorisoient lesdicts margliseurs à faire icelle losterie, offrant en cas qu'elle se fache leur vuidier toute l'adresche et assistance à eulx possible.

Les cloches et les horloges de Lille. — Le même membre a recueilli une série de documents relatifs aux *cloches et horloges de la ville de Lille au XVI^e siècle*.

Les monographies paroissiales. — Dans son numéro du 11 juin 1903, la revue « *l'Ami du Clergé* » publie, sous ce titre, un long article renfermant un plan et des notions générales pour la rédaction des monographies paroissiales. L'auteur cite en premier lieu, parmi les sources auxquelles il a eu recours, le *Questionnaire programme pour les monographies paroissiales du diocèse de Cambrai*, « travail admirablement précis, ajoute-t-il, que nous avons largement utilisé et dont nous avons reproduit les idées et fort souvent les expressions. » Puis il développe son plan dont nous reproduisons les divisions, afin que les lecteurs du *Bulletin* puissent le comparer avec celui de Cambrai.

I. LE VILLAGE. — Art. I. *Nom, topographie, ressorts.* —
1. Nom : formes diverses ; étymologie. — 2. Topographie. —

3. Ressorts : administration civile ; administration judiciaire ; administration religieuse. — *Art. II. Histoire dans ses rapports avec l'histoire générale depuis les origines jusqu'à nos jours.* —

1. Les origines : première époque ; époque gauloise ; domination romaine ; domination franque ; moyen âge ; époque moderne. —
2. Histoire pendant la Révolution : Situation avant la Révolution et causes de celle-ci ; les entreprises de la Révolution ; conclusion. —
3. De la Révolution à nos jours.

II. — LA PAROISSE. — *Art. I. Le titre paroissial ou la cure :* Origine et nature ; collateur et titulaire ; logement du titulaire ou presbytère ; biens de la cure. — *Art. II. L'église :* Époque de construction et ornementation ; mobilier ; cimetière ; chapelles, calvaires ; religion et fêtes. — *Art. III. La fabrique :* administration ; fondations ; situation financière. — *Art. IV. Les établissements religieux :* réguliers et communautés à vœux simples ; confréries ; table des pauvres et bureau de bienfaisance ; établissements charitables ; écoles ; œuvres de préservation.

III. — LA SEIGNEURIE ET LES SEIGNEURS. — *Art. I. La Seigneurie :* Origine des seigneuries ; division des seigneuries ; droits des seigneurs ; charges des seigneurs. — *Art. II. Les Seigneurs.*

IV. — LA COMMUNE. — *Art. I. Origine de la Commune.* — *Art. II. Le syndic, maire, ou chef de la commune.* — *Art. III. Assemblées communales :* origine ; personnes ayant le droit d'y prendre part ; la convocation ; lieu des séances ; la séance ; objet des délibérations. — *Art. IV. Les biens de la commune :* biens fonciers des communes ; autres revenus de la commune. — *Art. V. Les institutions communales :* police rurale ; garde nationale ; autres sociétés.

V. — LE TERRITOIRE. — *Art. I. Lieux dits, fermes et écarts, moulins, mares.* — *Art. II. Moyens de communications :* les chemins et les routes ; les chemins de fer et les canaux ; postes, télégraphes et téléphones. — *Art. III. Composition géologique du sol.* — *Art. IV. Possession et culture du territoire :* possession du sol ; culture du sol ; produits du territoire.

VI. — LES HABITANTS. — *Art. I. La population :* chiffre de la population ; nombre des naissances, mariages et décès, par périodes de dix ans ; familles du village ; biographie. — *Art. II. Situation des habitants :* nourriture ; vêtement ; logement ; travaux ; caractère, langage, coutumes. — *Art. III. Charges des habitants :* impôts généraux ; impôts spéciaux.

APPENDICE. — Étude comparée des anciennes mesures usitées dans la communauté.

Un titre presbytéral. — M. l'abbé MORTREUX, membre titulaire, communique le document suivant recueilli par lui dans les Archives de la maison de la Grandville :

Lille, le 19 juillet 1714.

Nous soussignez, les héritiers de feu maistre Pierre du Priez, prestre et doïen des chapelains de l'esglise collegiale de Saint-Pierre à Lille, disant que nous remercions très humblement et remettons entre les mains de Madame de Flandre le titre de feu nostre oncle, que feu Monsieur de Flandre avoit eu la bonté de luÿ passer, pour le faire prestre. En foÿ de quoÿ nous avons signez :

Louis DU PRIEZ. — Anne-Françoise DU PRIEZ. — J.-B. DUPRIEZ. — Barbe BAILLET. — Vincent DUPRIEZ.

Inventaire mortuaire. — Le même membre a trouvé dans les mêmes archives l'*inventaire* suivant, qui date de 1703.

Argenteries, tableaux et austres meubles appartenans aux demoiselles DU VAS et DE LA MOTTE, provenans de la maison mortuaire de feu Monsieur Jean-Augustin ARONIO, leur grand père, pour remplacement de florins 404 : 5 : 6 — à sçavoir :

Un réchault d'argent.	48 fl. 2 p. 6 d.
Un poivrier	15
Une couple de petites salières.	21 17 6
Assiette et mouchettes d'argent	19 16
Lampe d'argent	14 10
La vaisselle d'argent	25
Six couteaux à manche d'argent	15
Six cuilliers et fourchettes.	47
La couverte de pot	9
Le benoitier d'argent avec l'asperge.	42 10
Un tableau représentant le dépendement de la Croix	40
Un tableau représentant des moutons	30
Un tableau représentant la Vierge	3
Un tableau sur la cheminée en la grande salle de	
M. J.-B. Aronio.	12
Pour pièces de tapisserie à faire quatre chaises .	14 8
Pour un tapis	25

382 fl. 4 p.

Et pour fournir au remplacement des fl. 404 : 5 : 6,

Mons^r du Vas sera obligé de fournir en argent . 22 1 6

404 fl. 5 p. 6 d.

*Argenteries et autres meubles appartenans aux dites Demoiselles
DU VAS et DE LA MOTTE, provenans de la maison mortuaire
de feu Monsieur Wallerand-Augustin ARONIO, leur oncle.*

Un grand bassin	onces	94 1/2
Esguier		47 1/2
Une paire de chandeliers vieux		41 1/2
Un sucrier		13 : 2 astrelins
Une paire de chandeliers.		29
Un poivrier		2 : 15 :
Une petite cuvelle		6 : 2 :
Une boîte à tabacq		4 : 2 :
Une assiette.		14
Une coupe de vermeil doré avecq une petite cuilliere		6 : 15
8 cuillieres et six fourchettes.		36
Une mouchette.		3 : 15
Six manches de couteaux.		7 1/2
Une branche à mettre 2 chandelles pesant onces		
6 ^o /5 à 40 patars l'once.		
Un pot de chambre, tasse à brandevin et une		
coupe de boucles.		2 : 15
Onces.		309 : 4

Lesquelles ont esté évaluées à 56 patars l'once.

Un pot de cristal au vin à couverte d'argent, un pot de fayence à couvert d'argent, un dessus de bouteille d'argent, trois tableaux de Boitard fait à la plume, une bordure de bois en sculpture, deux petits tableaux à bord doré, le tout apprécié à la somme de vingt florins sans comprendre les couvertures de pots d'argent qui ont pesé cinq onces et sept astrelins à 55 patars l'once.

Cahier des doléances de Walloncapelle. — M. l'abbé ACHTE, membre titulaire, a relevé aux Archives départementales, dans le fond des États et intendance de la Flandre Maritime, C 64, l'intéressant document qui suit :

Doléances du tiers-état de la paroisse de Walloncapelle, située sous la Vierschaere ou territoire d'Haezebrouck, dans la Flandre Maritime, assemblée en l'église dudit lieu, le 18 mars 1789.

1^o à voter que Sa Majesté sera très humblement remercié d'avoir convoqué pour le bien du royaume, les États généraux.

2^o de la supplier de continuer sa confiance à M^r Necker, directeur général des Finances.

3^o de demander que les États généraux soient tenus de tems à autre, et à époques fixées par les États généraux.

4^o à voter par tête et non par ordre.

5^o à demander que la religion catholique, apostolique et romaine, soit maintenue dans toute sa pureté, dans tout le royaume, et particulièrement dans cette paroisse.

6^o à demander que la quantité innombrable de commis et receveurs de Finances, qui absorbent plus de la moitié des revenus de l'État, soient supprimés et que l'argent et contributions des provinces soient versés directement dans les coffres du roi et de l'État.

7^o à voter pour la suppression des droits odieux d'issue que les bourgeois, c'est-à-dire les villes où il y a des bourgeoisies perçoivent.

8^o à voter pour le changement du cadastre de la province.

9^o à voter pour pouvoir faire le rachapt des espies, le public étant extrêmement vexé par ceux qui les perçoivent.

10^o à voter pour que le droit de capitation ou moulage soit supprimé, ce droit étant trop à charge aux pères de famille, qui, en donnant des citoyens à l'état, doivent payer pour leur existence.

11^o à représenter que la province, ayant reçu une remise de Sa Majesté lors de la dernière mortalité des bêtes à cornes, les paysans qui en ont perdues, n'ont non seulement pas été indemnisés, mais au contraire, ils ont essuyé une augmentation du droit de vaclage, ce qui est odieux ; à demander renseing des sommes accordées par Sa Majesté à la province pour cette indemnité.

12^o à demander que les décimateurs qui ne payent rien dans l'entretien des pauvres et autres charges locales y soient d'ors en avant assujettis.

13^o à demander que l'arrêt du Parlement concernant les coûtres des charrues soit annulé.

14^o à demander que l'exportation des cuirs soit défendue.

15^o à représenter que les frais de la régie de la châtellenie de Cassel sont exorbitans, que l'entretien des sergens d'icelle, des prisons de Cassel, etc. celui des ponts, coûtent extraordinairement, de même que les grands diners des généralités, et qu'il est nécessaire que beaucoup de dépenses soient reformées.

16^o à demander que chaque paroisse puisse entretenir ses ponts et les faire où il lui convient.

17^o à demander la suppression du droit de vaclage et de tuage.

18^o à demander que par le changement du cadastre, les bois payassent comme les autres terres.

19^o à demander une issue soit de chaussée ou un chemin gravelé sur la ville d'Haezebrouck et qu'il soit accordée à icelle quatre ou cinq foires d'hyver.

20^o à voter pour rester annexé, cette paroisse bien entendu, à la Vierschaere d'Haezebrouck, et pour que cette ville et son territoire soit séparée de la châtellenie de Cassel.

21^o à demander que la chasse ne soit ouverte qu'après la récolte entière des avéties.

22^o à voter pour que les fermiers puissent avoir des armes à feu pour se garantir des voleurs et des bêtes fauves.

23^o à demander que le clergé et la noblesse ne soient plus exempts.

24^o à demander qu'il soit établi une maison de force pour y mettre les gens intraitables et qui scandalisent le public, ou qu'il plaise aux États généraux désigner une isle ou, sur procès-verbaux duement faits par les notables et officiers des lieux, ces sortes de personnes puissent être enfermées.

25^o à demander que droit soit fait sur toutes les doléances avant la dissolution des États généraux.

Ainsi le présent cahier des vœux et doléances fait et arrêté dans l'église paroissiale de Walloncappelle où ladite assemblée a été tenue, à cause qu'il ne se trouvoit de place assez grande sur la paroisse pour contenir les habitants, ce dix-huit mars mil sept cent quatre vingt-neuf.

A. F. E. Dassonville. — J. J. Vermelle. — G. Serien. — P. Elias. — P. F. Smagghe. — J. E. Vanderlynden. — P. J. Vitse. — Pieter Verstaevel. — D. Van Hove. — M. F. Serien. — J. B. Berten. — P. J. Vanderlynden. — J. H. F. Vanderhaegen. — C. J. Marant. — Theodorus Sergheraert. — Joannes Coddée. — J. B. Cauwel. — J. B. Massiet. — C. J. Cauwel. — J. F. Deceuvelaere. — Pieter-Antoinius Massiet. — J. Porreye. — P. F. Van Doorne. — J. C. Willion. — J. F. George. — J. Herbau. — Philippus Bultel. — D. F. Coubronne. — Mattheus Dufour. — Joseph Berteloot. — Mattheus Damarey. — Antoine de Coster.

Les chartriers de Saint-Amand. — Nous devons à M. l'abbé DESILVE, membre titulaire, les deux documents suivants, qui concernent *les pauvres cartriers de Saint-Amand*.

1420, 28 mars (n. st.) — *Arrentement de la place où est bâtie la maison des pauvres cartriers de Saint-Amand, par dom Robert de Ciply, procureur de l'abbaye.*

Sachent tout chil quicest escript verront ou oront que Damp Robiert de Chiply, Religieux de l'eglise et Abbaye de S^t Amand et, en ce

cas, procureur souffisamment fondez de Messeigneurs les Abbé et Convent de ladite Eglise a donnet et ottroyet à rente hiretiere et perpetuelle à Jehan le Caucheteur, Lotard Gourdin, Amand de Courieres, proviseurs des communs povres de la ville dudit Saint-Amand, lesquels proviseurs confessèrent aussy avoir prins à rente bien et deument ès nom desdits povres, pour ediffyer et establir une maison à mettre les povres carrier, une mesure, treffons et hiretage dicelle, sur laquelle avoit ung puit et qui jadis fu le hacarde, tenant d'une part au chimiteere et atre de leglise S^t Martin, et à une mesure appartenant à ledite Eglise S^t Amand, d'autre part, entre lesquelles deux mesures avoit bonnes aux deux bous et abboutans par devant et par derriere aux chemins, tout ensy que ladite mesure gisoit et gist, se comporte et sestend, en tous proffis, revenues et émolumens, avœcq tout le droit, cause, raison et action que lesdits Religieux y avoient et pooient avoir, ad le querque toutesvoies de VIII sols parisis de rente hiretiere que ladite Eglise de S^t Amand devoit cascun an sur ce meismes hiretage auxdis communs povres pour lobyt Gillion Traitin, desquels VIII sols parisis de rente ladite Eglise de S^t Amand sera et demourera quitte et descargie tant et sy longuement comme lesdits communs povres tenront le dessus dite mesure et hiretage à rente, et se devera lidis obbys faire cascun an aux propres despens desdits communs povres. Et avœcq ce doivent et deveront iceulx povres, les recepveurs et povriseurs diceulx, rendre et payer cascun an à leglise et Abbaye dudit S^t Amand, au terme de Noel, chincq sols parisis de rente hiretiere et perpetuelle, desquels V sols parisis ils pairont le premier payement au terme de Noel qui sera en l'an de grace mil III^e et XXI, et ensy depuis la en avant cascun an audit terme à toujours hiretablement, en telle monnoie et pour tel prix que on paira et recevra communement aux cens et aux rentes en labbaye et ville dudit S^t Amand cascun an audit terme. Ledite mesure et hiretage ne poent, ne pourront lesdits communs povres rendre ne laisser aller pour les dessusdites rentes, que ce ne soit en payant doubles rentes d'une année entire, tous les arrierages, yssues et droitures ad ce appartenans. Et quant as V sols parisis de rente bien payer et ledit obyt faire annuellement, lesdits proviseurs, par vertu de pooir à euls donne du prevost et eschevins, y obligierent et ont oblige tous les biens desdits communs povres presens et futurs, de toutes loix deduites, sus V sols parisis de painne avœc tous couts et fraix, et sur telles et pareilles application, loix deduites, paine et despens que pardessus est faite mention, submist ly dessusdis procureurs les biens de ladite Eglise à conduire, garandir et deffendre ledite mesure et hiretage auxdits communs povres envers tous et contre tous de toute aultres querques et empeschemens. A che

present arrentement faire et passer furent present et appellet par lesdites parties, comme eschevins de ledite ville de S^t Amand, Grégoire Petit, dit Leurens, et Jacquemars du Sart. Che fut fait et cogneut le XXVIII^e jour du mois de march, l'an de grace mil III^e et XIX.

Collection Moreau, vol. 347, f^o 168. (Copiée par D. Queinsert le 17 juillet 1772 au ferme de ville de Saint-Amand).

1434, 31 décembre. — *Donation d'une maison et héritage à Saint-Amand et d'une rente annuelle de 17 sols parisis, aux pauvres et carriers de Saint-Amand, par Béatrix Clémence et Liévins Bouteillier, son neveu.*

Sachent tout chil qui cest escript veront ou oront que pardevant et en le presence des eschevins de le ville et terre de Saint-Amand en Pevle, chi desoubs nomez, vinrent et comparurent en leurs propres personnes Beatrix Clemenche et Lievins Bouteilliers, son nepveut, lesquels et cascun de eulx de leurs bonnes et franques volentés, sans contrainte aucune, en point et en estat que bien faire le pooient, non lyés de mariage ne de enfans, dirent et cogneurent et confeserent que pour retribution des grans biens et visitations que de pieça euls avoient heus et receus par les proviseurs des pources de Saint-Amand, et que de jour en jour il avoient et recevoient en le maison et hostel des pources carriez ouquel il estoient herbegiet par caritet et soustenus, il avoient donnet et transportet, et d'abondant donnerent et transporterent en droit et par don irrevocable à le table et profit desdis pources de Saint-Amand tout ung lieu, manage et hiretage que il avoient et possessoient en le rue qui maine de le porte c'on dist de Tournay à le Croix de le Carnoix, tenant au lieu et hiretaige Jehan de Lannoit, d'une part, et au lieu et heritaige Jehan Maniart et au cours de l'Annon, d'autre part, ad le querque toutes voies de XVII s. par. de rente hiretable que euls en devoient cascun an ausdis pources meismes et de tous arrierages que euls donneurs en pooient devoir. Et avecq ce donne ladite Beatrix hiretablement ausdis pources chincq verghes de pret qu'elle avoit emprès Hanauville, tenant à X verghes de pret appartenant à Guillaume Gontier. Lequel don dessus deviset lesdis donneurs firent pour en joir par lesdis pources et par les proviseurs d'iceuls du jour de ce present don en advant et à tous jours hiretablement, sans ce que euls donneurs ne leurs hoirs y puissent ne doivent demander ne reclamer droit aucun jamais à nul jour. A ceste presente donne faire par les dessusnommez Beatrix Clemenche et Lievin Bouteillier, furent present et par especial appellet comme eschevins de ledite ville de Saint-Amand Pietres Jacob et Willaumes ly Leups. Che fu fait,

donnet et transportet en le maison des pources cartriez en la ville dudit Saint Amand le derrain jour du mois de decembre en l'an de grace mil IIII^e et XXXIII.

Collection Moreau, vol. 249, f^o 197. (Copié par Dom Queinsert sur l'original non scellé à l'hôtel de ville de Saint-Amand, le 17 juillet 1773).

L'église Saint-Pierre de Douai. — M. l'abbé PASTOORS, membre titulaire, nous a adressé une note sur *l'église Saint-Pierre de Douai* ; elle sera insérée au *Bulletin*.

La collégiale Saint-Amé de Douai. — Du même membre, nous avons reçu une note sur *la collégiale Saint-Amé* de la même ville ; elle sera également publiée dans le *Bulletin*.

Sin-le-Noble pendant la Révolution. — Le même collègue communique deux documents relatifs à l'histoire de Sin-le-Noble durant la Révolution.

Installation du curé intrus de Sin-le-Noble.

L'an mil sept cent quatre vingt onze, le dimanche premier du mois de mai, dix heures du matin, nous officiers municipaux & procureur de la Commune de Sin-le-Noble, nous sommes transportés avec le sieur Dangremont, élu Curé de la Paroisse de ce lieu, accompagnés d'un grand nombre d'habitans et de la garde-nationale de la dite Commune, en l'Église paroissiale du susdit Sin-le-Noble, où étant, l'un de nous a fait lecture du procès verbal de MM. les Électeurs du District de Douay, du dix huit avril précédent, par lequel M. Dangremont a été élu Curé de la dite paroisse, de la proclamation de cette élection faite en l'Église paroissiale de S^t Pierre du dit Douay, le mardi vingt six du dit mois d'avril, par M. Delval-Lagache, président de l'assemblée électorale, & de l'Institution canonique donnée au susdit S^r Dangremont par M. Primat, Évêque du Département du Nord, le vingt huit avril. Après quoi, M. Dangremont a monté en chaire et a presté le serment prescrit par la loi du vingt sept novembre 1790, sanctionné par le roi le vingt décembre suivant, ainsi qu'il suit : « Je jure de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse qui m'est confiée, d'être fidèle à la nation, à la loi & au roi & de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'assemblée nationale & acceptée par le roi. » Et a ensuite célébré la Messe Paroissiale.

Fait au dit Sin-le-Noble, les jour, mois & an que dessus.

Dupont-Brabant. — Benoît Loubry. — J. B. Quiquenpoix.

— Debève, procureur de la commune. — Lamour, secrétaire greffier.

Arbre de la liberté.

Aujourd'hui, vingt & unième jour de Ventôse, troisième année républicaine, en l'assemblée du Conseil général de la Commune de Sin lez Douai, District de Douai, Département du Nord, sur la représentation à nous faite par différents membres du dit Conseil que L'arbre de la Liberté existant au faubourg de la Porte de Bouchain était près de tombé, vu les inconvénients qu'il pourroit en résulter, ouï sur ce l'agent national, avons arrêté & arrêtons que ledit arbre de la Liberté seroit déplanté et transporté au temple de la raison.

Dans la même séance il a été délibéré qu'il serait fait des palissades autour de L'arbres de la Liberté existant sur le flécard vis à vis de chez Philippe Debève ; ouï sur ce l'agent national, avons délibéré & délibérons qu'il sera faite de suite des palissades audit arbres de la Liberté. Les arbres pour construire les dites palissades seront en nombres suffisants pris dans le cimetière du dit Sin.

Fait en séance publique les jour, mois, an susdit :

Brabant, président.

Milville, Quiquempois, Sauvage, Pamart, ag^t national,
Joseph Sturcq, notable, Burriez, notable, Dubois,
notable, Sauvage, Vallez, Pierre Duval. — Douce,
secrétaire.

RÉPONSES

102. — Généalogie. — Ceux qui rechercheront dans les anciens nobiliaires le nom de Vissocq ne trouveront rien, car le nom réel est Wissocq. Cette dénomination provient du fief de *Wissocq*, situé à Audréhem, Pas-de-Calais, et dont le nom se prononce *Wisso*. Julien de Wissocq, écuyer, seigneur de Bomy, la Couture, etc., créé chevalier par lettres données à Tolède le 12 mai 1596 par le roi d'Espagne, Philippe II, comte de Flandres et d'Artois, était le fils de Charles de Wissocq, chevalier, sgr de Bomy, de la Couture, d'Agronsart, Heilly, Maretz, etc., pair du comté de Saint-Pol, gentilhomme de bouche de l'empereur Charles V (comte d'Artois), lieutenant-capitaine d'une compagnie dite bande d'ordonnance, grand fauconnier de Marie d'Autriche, reine douairière de Hongrie et gouvernante des Pays-Bas, mort le 28 octobre 1557, et de Adewige (Hedwige ou Avoise) le Fèvre dite de Hemstede, morte le 2 mai 1570. Il épousa Marie de Fléchin, fille de Jean (ou plutôt Philibert) de Fléchin, et de

Marie de Tilly, dame héritière d'Éclimeux-lez-Saint-Pol-sur-Ternoise. Son fils cadet, Martin, épousa Philippine du Chasteler-Moulbaix-Wadimpréau ; son arrière-petit-fils, Gabriel de Wissocq, épousa Élisabeth de Hennin-Liétard de Fosseux, et son arrière-arrière-petite-fille, Marie-Anne-Françoise de Wissocq, dame héritière de Bomy, la Couture, Agronsart, Norent, etc., chanoinesse de Nivelles, épousa par contrat du 11 mars 1669, Octave-Joseph de Trazegnies (de la maison de Hamal), chevalier, vicomte d'Arnemuyden, comte de Fléchin, lieutenant-colonel de cavalerie au service de S. M. Catholique le Roi d'Espagne, souverain des Pays-Bas, fils cadet de Gillion-Othon, deuxième marquis de Trazegnies, etc., et de Jacqueline de Lalaing-Hoogstraeten. (*Réponse communiquée par M. le C^{te} du CHASTEL DE LA HOWARDERIE, de Kain*).

Julien de Wissoc était fils de Charles de Wissoc, ch^r., sgr de Bomy, La Couture, Helly, Hagronsart, etc., et de Françoise de Bernemicourt, lesquels eurent dix fils et sept filles.

On trouve une petite notice sur Charles de Wissoc, ainsi que son épitaphe et celle de sa femme, dans le Nécrologe de Jean Franchomme, composé vers 1620, à Houplines. (Bibl. Nat., ms. fr. 744, f^{os} 298 v^o et 397).

Voici ce qui est dit de Julien dans des notes sur la famille de Wissoc à partir de Jean, maître d'hôtel de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, en 1402 :

« Julien de Vissocq, dernier fils de Charles, recueillit la succession de tous ses frères en nombre de 10 (*sic*) qui décédèrent avant lui sans hoirs, et comme héritier aussi de la valeur et expérience aux armes de ses ancêtres, fut fait capitaine d'une c^{ie} de cent mousquetaires pour le service de Sa Maj. Cath., et depuis, en l'absence de Mons. de la Motte de Pardieu, gouverneur de Gravelingnes, y fut commis pour commander à 2 mille 8 cents homes de pieds et plus qu'il y avoit dans icelle ville, laquelle il mintint en son devoir et ne la laissa couler à la révolte comme firent tant d'autres places fortes en ce temps-là. Il fut aussi grand-venneur de la comté de S.-Paul établi par Madame Marie de Bourbon, Duchesse de Longueville, en l'an 1586. » (Ms. fr. 29536, Dossier 68014 des Pièces originales).

Martin, fils aîné de Julien, mourut en 1636. Il avait épousé, par contrat passé au château de Moulbais en Hainaut, le 15 décembre 1608, Philippine du Chasteler, dont 14 enfants.

Gabriel, fils aîné de Martin, épousa à Lille, le 14 décembre 1639, Marie de Hennin-Liétard.

Marie de Fléchin, épouse de Julien de Wissoc, était fille de Philibert et de Marie de Tilly. Franchomme enregistre sa mort en 1580.

Pour les de Wissoc (*de gueules à une fasce d'argent accompagnée de trois losanges d'or*), voir notamment au Cabinet des Titres de la Bibliothèque nationale :

Cabinet de d'Hozier, vol. 337.

Pièces originales, vol. 3052.

Pour les de Fléchin (*fascé d'or et de sable*) :

Carrés de d'Hozier, vol. 258.

Cabinet de d'Hozier, vol. 141.

Nouveau d'Hozier, vol. 135.

Preuves de noblesse des pages de la Petite-Écurie 4^e vol., f^o 136 (Ms. fr. 32114). (*Réponse communiquée par M. A. BOCQUILLET, membre titulaire*).

103. — Triptyque armorié. — La donatrice est Anne du Mont de Rampemont (de la maison des du Mont, marquis de Gages), religieuse en l'abbaye d'Espinlieu ou d'Epiniéu à Mons, morte trésorière de ce monastère à l'âge de 82 ans, en 1636

Voir, pour sa famille, l'*Annuaire de la noblesse de Belgique pour 1856*, p. 146 à 148.

<i>Anne du Mont,</i> religieuse à Espinlieu, à Mons, trésorière de ce monastère, y décédée en 1636, à 82 ans.	<i>Philippe du Mont,</i> écuyer, puis chevalier, sgr de la Griseule, Briaugies, puis de Rampemont, 1^{er} échevin de Mons, créé chevalier le 24 février 1600,	<i>Thierri du Mont,</i> sgr de Briaugies, conseiller au Conseil de Hainaut (6 juillet 1543), lieutenant du bail- liage de Hainaut,	<i>Bauluin du Mont</i> épousa <i>Marie de le Loge.</i>
	épousa	épousa en secondes noces <i>Jeanne de Fives,</i> dame de Rampemont, etc.	<i>Jean de Fives,</i> sgr de Rampemont, épousa <i>Jeanne Ghoret,</i> dite de Beuraing, vicomtesse de Tourpes.
	<i>Anne de Malapert,</i> dame du Welz, morte en 1612, mère de 5 enfants.	<i>Georges Malapert,</i> sgr du Welz ou du Wetz,	<i>André Malapert,</i> échevin de Mons en 1493, 1502, 1506, épousa <i>Barbe Fiefoet.</i>
	épousa	épousa	<i>Bertrand du Quesnoi,</i> conseiller au Conseil de Brabant, épousa <i>N... Moulendon</i> (Moulindeau, selon Goethals, <i>Miroir</i>, t. 1, p. 611).
	<i>Philippe du Mont</i> et sa femme firent leur avis de père et de mère le 26 nov. 1613.	<i>Gillette ou Guillemette du Quesnoy.</i>	

(*Réponse communiquée par M. le C^{te} DU CHASTEL*).

104. — Bénédictines anglaises de Cambrai. — Consulter : *Englishmen in the French Revolution*, by John G. Alger (Londres, 1889). L'auteur a retrouvé des rapports rédigés ou dictés par les Bénédictines de Paris et de Cambrai. — Voir : *Revue des deux Mondes*, 1^{er} juin 1890, p. 670. (*Réponse de M. A. BOCQUILLET*).

Notes sur la Collégiale de Saint-Pierre à Douai,
communiquées par M. l'abbé PASTOORS, membre titulaire.

I. — L'ÉGLISE SAINT-PIERRE ET SA CRYPTÉ.

La partie de la ville de Douai bâtie sur la rive droite de la Scarpe, et le territoire avoisinant formaient un immense quartier désigné sous le nom de ville de Saint-Pierre. Là s'élevait l'église de Saint-Pierre, la seconde paroisse de Douai, dans l'ordre des temps. On ignore la date de sa création. En l'an de grâce 1076, le comte de Flandre, Robert le Frison, fonda la collégiale.

Ce monument comprenait cinq nefs d'égale hauteur. La nef centrale était plus large que les autres ; celle de droite aboutissait à la chapelle du Saint-Sépulcre ; celle de gauche avait, en longueur, un développement considérable et servait aux offices de la paroisse. Le chœur des Chanoines, qui continuait la nef centrale, occupait plus de la moitié de cette partie de l'église. Derrière le chœur se trouvait la chapelle de Requiem, dans laquelle on gardait la réserve eucharistique.

L'édifice manquait de régularité : ni le chœur, ni l'église n'étaient voûtés ; le clocher était couronné de quatre aiguilles et surmonté d'un beffroi.

Au commencement du dix-huitième siècle, l'édifice, vieux, « délabré, menaçait ruine, à ce point qu'on fut obligé de l'appuyer au dedans par des corps d'arbres tout droits, qui liés ensemble par des traverses, représentaient un immense et affreux gibet. Dans cet état, il déshonorait la ville de Douai et semblait donner une mauvaise idée de sa police et de son gouvernement. Il fut fermé le 9 août 1734, les ingénieurs ayant provoqué d'urgence cette fermeture. » (Collection des documents historiques de Saint-Pierre.)

Au dessous du chœur régnaient des cryptes antérieures à la construction de la collégiale, restes vénérés de l'église primitive. On les appelait les « croûtes de Saint-Pierre » et elles étaient chères à la population douaisienne, comme le prouvent les nombreuses fondations faites en faveur des chapelles qui y étaient établies. On descendait aux cryptes par des escaliers qui s'ouvraient de chaque côté du chœur. L'escalier situé à gauche conduisait en face de l'autel de Notre-Dame de Bonne Nouvelle, qui était l'objet d'un culte tout particulier. L'autel de Saint-André était au centre ; à droite, l'autel de Notre-Dame de Pitié.

II. — L'ÉGLISE SAINT-PIERRE ET NOTRE-DAME-DES-MIRACLES.

Le dimanche 2 août 1750, la ville de Douai était en fête. L'antique collégiale avait fait place à la magnifique église qui est l'ornement et la gloire de la cité. Une procession solennelle parcourait les rues et les places publiques au chant des hymnes et des cantiques, tandis que le beffroi et les cloches des églises disaient au loin l'allégresse générale. Corporations et confréries, étudiants et professeurs, séminaires et ordres religieux, clergé des paroisses et chapitres des collégiales, magistrats et corps constitués, faisaient cortège à la Vierge de Douai, Notre-Dame-des-Miracles, qui venait, escortée de son peuple, prendre possession de la magnifique chapelle du Dôme que la générosité des habitants lui avait dédiée. Tout autour de l'image vénérée marchaient des enfants habillés en anges, portant des emblèmes avec des devises qui faisaient l'histoire des principaux miracles opérés par Marie, rappelaient les phases de la reconstruction de l'église et proclamaient les noms des bienfaiteurs avec l'expression de la reconnaissance publique.

La statue de Notre-Dame-des-Miracles est en pierre blanche d'Avesnes, peinte au naturel ; elle a quatre-vingts centimètres de hauteur. Sa pose est celle d'une reine debout auprès de son trône ; elle a un sceptre à la main droite et, de la gauche, elle soutient l'Enfant-Jésus. Elle était placée primitivement à l'extérieur de l'église, du côté du midi, dans une arcade qu'on nommait la chapelle de Notre-Dame de la Treille, à cause d'un treillis qui enfermait la statue.

A quelle époque la dévotion des fidèles de Douai envers Notre-Dame de la Treille commença-t-elle ? Le premier document qui

nous soit parvenu porte la date du 12 décembre 1380. C'est le testament de maître Jean Piquette qui exprime le désir d'être enterré auprès des siens . . « et veut être représenté à genoux devant l'image de Notre-Dame, qui est là, en la nef de Saint-Pierre ».

Pourquoi ce treillis devant l'image qui en a pris et conservé longtemps le nom ? Était-ce pour suspendre les dons ou ex-voto des fidèles, ou pour rappeler le rôle de Marie, protectrice des peuples et avocate des pécheurs, semblable à un chancelier qui, suivant l'usage de ce temps, était entouré d'un treillis de fer, là où il recevait les suppliques ?

Quoi qu'il en soit, la statue de Notre-Dame recevait de nombreuses visites, lorsque le 8 juiflet 1532, environ huit heures du soir, pendant que des enfants se livraient à leur jeux sans se soucier de la sainteté du lieu, ni de la dévotion des personnes qui en ce moment étaient à genoux devant la Sainte Image, soudain, on voit la statue se mouvoir. Elle fait un geste menaçant, comme si elle se disposait à aborder ces petits turbulents. Lorsque ceux-ci sont revenus de leur stupeur, ils prennent la fuite et racontent la scène dont ils ont été témoins ; tandis que les personnes agenouillées devant la Madone admirent, dans le silence, cette statue de pierre qui s'est animée un instant et qui semble leur sourire.

« Incontinent, le bruit se propagea par la ville, et en moins d'une heure et demie, il y eut un si grand nombre de peuple, que l'on ne pouvait plus approcher de ce côté de l'église. Ce concours ne cessa de s'accroître pendant toute la semaine : jour et nuit les pèlerins ne se lassaient pas de venir faire leurs dévotions, et de nombreux miracles furent constatés. » Des historiens dignes de foi citent, entre autres, la résurrection d'un mort, la guérison de trois paralytiques et de plusieurs aveugles.

Le dimanche suivant, il y eut une grande affluence de peuple, principalement à la procession que l'on avait coutume de faire chaque dimanche. Quand on arriva devant l'Image de Notre-Dame on chanta une antienne avec l'hymne : *Ave, regina cœlorum*. Après la grand'messe, on célébra une messe solennelle d'actions de grâces à l'autel de Notre-Dame Flamingue et l'on vit s'avancer à l'offrande ceux qui avaient reçu guérison de leurs infirmités : il y avait, parmi ces miraculés, plusieurs personnes des localités environnantes.

On sonnait les cloches aux miracles qui se faisaient, et un si grand nombre de fidèles venait implorer la Reine du Ciel au cimetière Saint-Pierre, « que l'on fut contraint de tendre la toile des bouchers devant l'Image de Notre-Dame, pour abriter la foule des priants contre l'ardeur des rayons du soleil. »

Le jour de Sainte-Madeleine, 22 du même mois de juillet, à la requête de la gouvernante des Pays-Bas, Marie d'Autriche, veuve du roi de Hongrie et sœur de Charles-Quint, une seconde procession se fit pour rendre des honneurs à Notre-Dame, et une grande affluencè de gens vint à cette occasion invoquer la *Vierge de la Treille*, qui reçut, à ce moment, le nom de *Notre-Dame des Miracles*.

En l'an 1537, au plus fort des querelles de François 1^{er} avec Charles-Quint, alors que les pauvres peuples écrasés d'impôts voyaient leurs champs ravagés, leurs récoltes détruites par le passage des troupes qui ne laissaient trop souvent après elles que le désert, « la Sainte Vierge Marie, dit la *Chronique de Douai*, pour donner consolation aux malheurs du temps, signala par de nouveaux miracles son amour et bon vouloir pour la ville de Douai. Beaucoup de personnes de la ville et du dehors, recevant guérison des maladies et infirmités dont elles étaient affligées, recouvrèrent la santé. » Par suite, la générosité du peuple chrétien se montra telle, qu'on recueillit une somme assez forte pour payer l'acquisition de la plus grosse cloche de l'église, nommée Marie.

À la suite de ces merveilles, la Madone fut placée dans l'intérieur de la collégiale, en une chapelle qui fut construite et ornée à cet effet. Les miracles continuèrent pendant près d'un siècle ; et tous les écrivains contemporains nous ont transmis le récit de ces événements prodigieux qui ont servi puissamment à raviver la dévotion à Marie et à l'invoquer sous le vocable magnifique de *Notre-Dame des Miracles*.

Vers le milieu du XVII^e siècle, un prêtre natif de Douai, Jacques Taine, fit rebâtir la chapelle. Il dota Saint-Pierre d'un habitacle vaste et digne, et il affecta au nouveau sanctuaire une rente de deux cents florins pour frais du culte. Cette chapelle fut bénite en 1648 par l'évêque de Saint-Omer, le siège d'Arras étant vacant.

La chapelle de Notre-Dame des Miracles demeura chère aux habitants de Douai et en particulier à la jeunesse des écoles, dit le P. M. Lhermite. « Elle était pour eux la première académie

de piété, le sanctuaire de dévotion, le cabinet de toutes les vertus »

C'était donc un acte de reconnaissance que la population de Douai remplissait en introduisant avec une pompe extraordinaire sa Reine dans la chapelle du Dôme, vraie salle du trône, préparée à sa Dame par un peuple désireux de faire grand. Et les anges qui, gracieusement groupés derrière l'autel, tressent des guirlandes de fleurs qu'ils offrent en souriant à la Reine du ciel, sont les interprètes fidèles des vœux, des prières et des cris d'amour et de reconnaissance que toute la contrée n'a jamais cessé de faire monter vers le Cœur de Marie ¹.

Pendant les sombres jours de la révolution, la statue miraculeuse demeura en sa chapelle, là même où la reconnaissance des habitants de Douai l'avait placée triomphalement le deux août mil sept cent cinquante. Tandis que les autres églises tombaient sous la pioche des forcenés, ou se voyaient dépouillées de leur peuple de saints, alors que la collégiale de Saint-Pierre était elle-même profanée, la bénie Mère de Dieu qui s'était souvenue de l'affection que lui portait sa ville de Douai alors qu'elle gémissait sous les invasions des armées rivales. Marie eut, de nouveau, compassion de ses enfants. Elle fit en leur faveur le beau miracle de continuer à donner du haut de son trône, en la chapelle du Dôme, des marques de sa puissance et de sa bonté aux nombreux fidèles qui n'ont jamais cessé, à cette lamentable époque, de venir furtivement recommander à la Dame des Miracles, l'Église si cruellement frappée, la patrie déchirée, la cité aux abois ².

Testament de Jean Tate, chapelain de Saint-Amand;
document communiqué par MM. l'abbé DESILVE et A. BOCQUILLET,
membres titulaires.

En lan de lincarnation Jhesu Crist mil CC quatre vins treize, le diemenche devant le mi-quaresme, nous, Dans Watiers de Pons,

1. Le tableau est l'œuvre de Brenet, qui a peint, dans la grande salle du palais de justice, les panneaux de la *Justice*, la *Religion*, la *Prudence*, la *Force*, l'*Étude*, la *Vérité*.

2. Auteurs consultés : Buzelin, *Gallo-Flandria*. — *Mémoires de la Société des Sciences de Douai*, tome IX. — Le P. Lhermite. — Le P. Possoz. — Colveneere. — *Chronique de Douai*. — Asselin.

prieur de leglise S^t Amant en Pevele, Dans Brisses de Songnies, tresoriers de cel meismes liu, et Jehans, prestres, cures de S^t Amant devant dit, veimes le ordenance et le execution dou testament homme de boine vie Monseigneur Jehan, dit Tate, capelain en le eglise S^t Martin à Saint-Amant, en le fourme et en le maniere ke contenut est chi apries en cest present escrit; liquels testamens estoit saieles dou propre saiel Monseigneur Jehan Tate devant dit et des saiaus religieux hommes et discrés, Jehan, par la gratie de Dieu abbet de Vicoigne, Adam, par le souffranche Nostre Seigneur abbet de S^t Jehan en Valenchienes, et frere Grart, prieur des freres precheurs de Valenchienes. En tiesmoignage de le quel chose, nous avons pendus nos propres saiaus à cest present escrit.

« Au nom le Pere et le Fil et le Saint-Esprit, jou, Jehan, dis Tate, capelain en le eglise Saint-Martin à Saint-Amant, fach savoir à tous chiaus ki ces presentes lettres veront ou oront, ke en me plaine vie et en mon boin sens et en me boine memore, pour le salut de me ame, ai faite me devise et men testament en tel fourme et en tel maniere comme chi apres est deviset; et voel ke ceste devise et chis testamens soient ferme et estaule apries men dechies ensi comme chi apries est escrit, sauf chou ke je i retieng men plain pooir, tant comme je viverai, d'acroistre et d'amenvisier et de cangier et de muer, ou en partie ou en tout, les devises ki chi apries seront noumés. Et en ceste maniere et en ceste fourme faye men testament.

Au commencement je voel ke mes dettes soient païés et mi tort fait et li men pere amendet et rendu si avant ke mi testamenteur veront, selonc leur consciences, ke on les devera amender et rendre pour mi et pour men pere. Apries je lais pour Dieu et en ausmosne au couvent des *Dames dou Sauchoit* dales Tournai xx libvres pour acater rente pour faire men obit laiens ¹ cascun an perpetuelement en tel maniere ke le jour de men obit les Dames devant dites deveront avoir à pitance tant en deniers ke on pora aquerre de ces xx libvres devant dis. Au couvent des *Dames des Pres* dales Tournai, xx libvres en autel point ². A *Grouninghes*, xx libvres en autel point. A *Morsiele*, xx libvres en autel point. As *Pres dales Douay*, xxv libvres en autel point. A *Syn*, xx libvres en autel point. Au *Vregiet*, xxv libvres en autel point. A *Primi*, xxv libvres en autel point. A *Fontenieles*, xxv libvres en autel point. Au couvent des nounains dou *Kesnoit*, xx libvres en autel point. As nounains d'*Ath*, xx libvres en autel point. A *le Thure*, xx libvres en autel point.

1. Laiens. *illuc intus*; littéralement : là dedans.

2. En autel point, aux mêmes conditions, pour le même objet.

A *Bethleem*, xx livres en autel point. A *Espinlieu*, xxv libvres en autel point. As nounains dales *Audenarde*, xx livres en autel point. A *Phelines*, xxv livres en autel point. A *l'Olive*, xx livres. As Dames de *Ciercamps* de l'ordene de Premonstret, xx livres. A *S^t Jehan de Valenchienes*, xiii livres, tout en autel point comme deseure est deviset. Au couvent de *Castiel à Mortagne*, x livres pour acater rente et pour croistre men obit, sour x s. par an ke un pres vaut, lesquels je leur ai donnes apries men dechies pour faire men obit à tous jours cascun an. Si lais as pources de *S^t Amant* sis vins livres, lesquels li aumosniers de Vicoigne doit avoir, pour acater rente, parmi chou ke il sera de chou tenus de rendre cascun an (à) le *S^t Remi* as pourveurs des pources de Saint-Amant, 1111 pour departir la où il veront ke boin sera par le conseil dou curet de *S^t Amant*. Si lais encore xx livres au curet de *S^t Amant* pour acater rente pour faire men obit cascun an par tel condition ke li prestres cures, kiconques sera, devera livrer xvii copons de candeille de chire et en cascun copon 1 louizien au jour de men obit. Si lais à onze convens des *freres meneurs* de le custoderie de Valenchienes, à cascun convent xl s.; as x convens des *freres precheurs* de larcheveschiè de Rains, a cascun convent lx s.; as *bares de Valenchienes*, xl s.; as pources *Beghines de Valenchienes*, x livres; à celles de *Cambray*, c s.; à celles de *Tournai*, lx s.; à celles de *Douay*, lx s.; à celles d'*Ausnoit*, xl s.; à celles dou *Kesnoit*, xxx s.; à celles de *Mons*, lx s.; à celles de *Maubuege*, xl s.; à lhospital medame de *Orchies*, xl s.; à lhospital *St-Jehan en Valenchienes*, c s.; à lhospital *Sainte-Ysabel en Valenchienes*, c s.; à lhospital dou *Kesnoit*, lx sols; as deux *hospitaux de Mons*, cascun xl s.; à lhospital de *Seclin*, l s. Encore donne-je pour Dieu et en aumosne à lœuvre¹ de leglise de *Vicoigne*, xl livres; au couvent de *Marchienes* pour croistre men obit laiens, xl livres; à laumosne de le porte de *Vicoigne*, x livres; as mesiaus de *Saint-Amant*, xx s.; à chiaus d'Aisin, x s.; as pources mesiaus de *Valenchienes*, xx s.; as pources honteux de le ville *Saint-Amant* pour départir devens les viii jours aprées men dechies, xx livres; as pources kemuns de le ville *Saint-Amant* pour departir apries me sepulture, 11 muis de ble à le mesure *St-Amant*; as pources honteux de le ville de *Valenchienes*, x livres. Et tout cil denier sont tournois.

Et de toutes ces choses deseure escrites en le fourme et en le maniere ki deseure sont devisees, je fach mes testamenteurs,

1. A l'œuvre, pour la construction.

Monseigneur l'abbet de Vicoigne, frere Jakeman de Heskes et frere Nicolon Pasturiel, canones de ce meismes lieu, et executeurs de men testament, et leur prie ke il se consencent et emprengnent le fais de l'exécution de ce testament sour iaus, en tel maniere ke se tout cil trois executeurs de men testament ne puent ou ne voellent iestre ensamble à faire le execution de cascun article de men testament, (l'un d'eux ou deux d'entre eux pourra ou pourront le faire) ensi com il leur seroit kierkiet de l'autre ou des autres, sauf chou ke cil ou chius asquels ou à qui il seroit kierkiet ensi comme dit est, seront ou sera tenus de rendre conte et raison devant l'autre ou devant les autres de chou kil aróient ou aroit fait. Et sil avenoit cose ke li uns ou li doi de mes executeurs devant noumes morussent ou alassent huers dou pais, ou euissent autre impediment par quoi il ne peussent iestre ou entendre à l'exécution de ce testament, je voel ke cis ki demorroit puist faire par lui et remplir les choses devant dites, je leur donne, quitte et abandonne tous mes biens, en quelconques lieux ke ils seront au jour ke je trespasserai de cest siecle, en meules, en catels et en dettes, et voel ke il les prengent apries men dechies delivrement partout pour faire le execution de men testament ensi ke deseure est deviset. Et s'il avenoit ke mi bien ne souffissent à faire chou ke deseure est escrit, je voel ke on recope de cascun lai à l'avenant dou plus dou mains, ensi ke mi testamenteur veront que boin sera à faire. Et se mi bien souffisoient à faire et à emplir chou ke devant est deviset, et il i euist remanant, chou ke de remanant il i ara, je lais et donne pour Dieu es mains de mes testamenteurs ou es mains de deus ou de l'un diaus trois se des autres defaloit, pour deviser et donner la où il veront ou la ke cis ki demorroit des trois vera ke boin sera à faire pour mame. Et se voel ke toutes ces choses deseure escrites soient fermes et estaules et ke elles ne puissent iestre rapielees ne cangies ne muees, ou en partie ou en tout, ne par personne de sainte eglise, ne par nulle gent privileges, sauve le fourme deseure escrite; car je i retieng men rapiel et me muance en tout ou en partie selonc ma volonte tant com je viverai. Et voel ke on en croie mes testamenteurs de l'exécution de men testament en tout ou en partie, et ke on sen tiegne à leur plain dit. Et pour chou ke ce soit ferme cose et estaule, j'ai cest present testament saielet de men propre saiel et ai priet Monseigneur labbet de Vicoigne, Monseigneur labbet de St Jehan en Valenchienes et le Prieur des freres precheurs de Valenchienes, ke il voellent metre leurs saiaus à ces presentes lettres avec le mien en tiesmoignage de toutes les choses deseure escrites.

Et nous, freres Jehans, par le souffrance de Dieu abbes de Vicoigne, à le requeste Monseigneur Jehan, dit Tate, capelain,

devant nomet, avons rechet le fais de l'exécution de ce testament et avons donne congie dou recevoir avœc nous (à) frere Jakeman de Heskes et frere Nicolon Pastourel, nos canones deseure dis, lequele execution il ont rechet en no presense et en le presense d'autres boines gens, selonc le fourme ki est contenue en ces presentes lettres, asqueles en connissance et en tiesmoignage des coses deseure escrites, nous avons pendu no saiel.

Et nous, Adam, par le souffrance Nostre Seigneur abbes de St Jehan en Valenchienes, et nous, frere Grars, prieur des freres precheurs de Valenchienes, avons à ces presentes lettres pendus nos saians à le priere et le requeste Mousigneur Jehan Tate devant escrit, asqueles il a pendu le sien propre saiel avœc les nos en muniment et en tiesmoignage de toutes les coses deseure escrit.

Ce fut fait et donne en l'an de l'incarnation de Nostre Seigneur Jhesu Crist mil CC quatre vins et deus, ou mois de aoust.

Collection Moreau, vol. 205, f° 250. (Copie levée par Dom Queinert sur un titre en parchemin jadis muni de trois sceaux).

Lettres de M. de Lendoncq, dernier abbé de Saint-Aubert de Cambrai, communiquées par M. MAILLIARD-STIÉVENARD.

Jean IX François-Marie-Joseph YSEBRANT DE LENDONCQ, fils de Jean-Baptiste-Philippe, écuyer, seigneur de Lendoncq et Ryland, échevin de Tournay, et de Marie-Philippine de Châtillon, chanoine de Saint-Aubert, élu abbé le 24 juin 1772, mourut à Tournay vers 1800.

La noble famille d'Ysebrant, dite autrefois de Beverforde ou Bevervoorde, originaire de Westphalie, s'est depuis dispersée et établie tant en Allemagne que dans les Pays-Bas ; elle a fourni plusieurs hommes remarquables et entre autres Evert Ysebrant, de Gluck Stad, envoyé du czar, grand duc de Moskovie, vers l'empereur de la Chine en 1692-93-94. La relation de son voyage a été imprimée à Amsterdam, Van Lands de Lorme, 1699. La maison d'Ysebrant porte : *d'or au castor naturel mis en bande* ; devise : *Per mare per terras*.

L'abbaye de Saint-Aubert occupait alors l'espace compris entre les rues Saint-Aubert, place Notre-Dame, aujourd'hui Fénélon, rue

Saint-Jérôme, rue du Marché-au-poisson, Sainte-Agnès, aujourd'hui Vander Burcq, rue des Pourceaux, aujourd'hui de la Caille.

Ce monastère, outre les fermes et métairies qui lui avaient été concédées par l'évêque Herluin, possédait encore des bénéfices de cure, entre autres au village de Saint-Aubert et à Aigremont près Saint-Germain-en-Laye. Il nommait à cette dernière cure, peu avant la révolution, un de ses moines du nom de DENIAU. Il est à penser que les revenus de la cure ne suffisaient pas aux besoins de ce desservant et qu'il s'en plaignit à son abbé, ainsi que le constatent les lettres en réponse de M. DE LENDONCQ, dont voici la teneur : ¹

A Monsieur Deniau, curé d'Aigremont, près de Saint-Germain en Laye.

Cambray, le 5 janvier 1789.

Je suis vraiment sensible, mon cher confrère, aux souhaits heureux que vous m'offrez à ce renouvellement d'année ; recevez-en ma reconnaissance parfaite et soyez convaincu que mes vœux sont aussi sincères et ardents, et que j'adresse des prières au tout puissant pour qu'il vous accorde ses grâces et ses bénédictions.

Je vois avec étonnement votre dernière, mon cher confrère, car vous me dites que vous *seriez contraint à faire des dettes à cause de la modicité des revenus de votre cure*. Vos lettres précédentes m'ont cependant assuré que ce revenu doit monter environ à mille francs annuellement. J'y ajoute tous les ans six cent francs ; prenez ces deux sommes et comparez les à la portion congrue qu'on paye selon le dernier édit, vous verrez de combien votre revenu excède la dite portion congrue. Mais plusieurs curés vivent avec cette portion congrue, donc avec plus forte raison vous avez de quoi vivre avec votre revenu, en usant d'économie. Je n'ai pas encore parlé de la rente qu'on m'assure vous être laissée par la libéralité de M^{me} la Duchesse de Chevreuse : d'après cela jugez ce que je dois penser de votre assertion. Je ne soutiens pas que vous tireriez cette année 1000 l. t. de votre cure à cause de la grêle du mois de juillet dernier (elle m'a aussi occasionné beaucoup de perte.) Mais c'est un accident extraordinaire pour lequel je pourrai agir en père en vous faisant passer quelque secours lorsque je serai exactement instruit de la diminution réelle de votre bénéfice dans cette année malheureuse.

Je viens à l'endroit de votre dernière, où vous me dites que *vous abandonneriez ce que vous tenez pour vivre* ; mais pouvez vous

1. L'orthographe a été scrupuleusement conservée.

être convaincu, mon cher confrère, que vous goûterez un bonheur parfait dans la vie régulière que vous seriez obligé d'observer ici ? D'après la connaissance que j'ai de votre caractère et de celui de quelques confrères, je suis persuadé que vous regretteriez en peu l'abandon que vous auriez fait. Je finis cette lettre en vous rappelant de rechef que je vous ai fait part dans le tems que nous avions résolu dans notre chapitre, de ne vous faire passer que six cent francs de pension dans le cas que vous fussiez pourvu d'un bénéfice, mais dans des tems extraordinaires je crois pouvoir être bienfaisant selon les circonstances. J'espère que votre rhume s'adoucirait incessamment.

Je suis avec amitié, mon cher confrère, votre très humble Serviteur.

Signé : J. F. M., abbé de St Aubert.

A Monsieur Deniau, prieur-curé d'Aigremont, près de Saint-Germain en Laye.

Cambray, le 27 juillet 1789.

Monsieur notre Prieur se sert, mon cher confrère, des remèdes contre l'hydropisie, par la raison qu'il est toujours enflé ; il a donné toute sa confiance à M. le curé d'Aubenchueil, qui lui prescrit le régime. Je pense cependant qu'il n'est pas si prêt de périr, que vous le figurez ; il dit encore la messe à l'infirmerie, mais il n'est plus en état de suivre notre chœur, il est depuis plusieurs mois dans cet état, et extrêmement maigri et tiré. Vous me dites que vous désirerez, en cas de mort, d'envoyer votre suffrage pour son successeur, ce sera pour lors le cas de le présenter à notre chapitre. Je vous ai fait part, mon cher confrère, que j'avais dans le mois de janvier dernier payé pour vous à M. Maurois de Valenciennes trois cent livres : je vous ai de plus écrit que j'avais adressé en mars suivant quatre cent sept livres à M. Vigor, procureur des Prémontrés à Paris ; moyennant cette dernière somme, le Brodeur qui vous pressait pour être payé, a cessé ses poursuites. Je ne vois pas que vous deviez vous attendre que j'adresse présentement cent autres écus à M. Maurois ou que je les lui paye en peu ; car les 407 l. t. susdits vous ont été avancés pour le commencement du mois courant. La misère extrême dans les villages et dans notre ville m'a obligé à faire des sacrifices dans la crise présente ; il faut encore en faire, et vous avez bien raison de dire, que nous avons besoin que le Seigneur étende sur nous sa miséricorde dans les circonstances présentes. Les papiers publics nous ont instruit de ce qui s'est passé dans la capitale du Royaume. Alors tous recours aux prières pour un avenir heureux. Croïez que je suis sincèrement, mon cher confrère, votre très humble serviteur.

Signé : J. F. M., abbé de St Aubert.

*A Monsieur Danyau, prieur-curé d'Aigremont, par
Saint-Germain en Laye.*

Cambray, le 12 juin 1790.

Je pense que vous n'ignorez pas, mon cher confrère, que nous sommes pensionnés à compter du 1 janvier de l'année courante et que je n'auray pas un liard à recevoir de nos biens, qui sont présentement les biens nationaux. Je ne sais pas encore à quelle époque je toucherai nos petites pensions ; vous voyez donc, mon cher confrère, que l'assemblée nationale m'a mis dans l'impossibilité de vous faire tenir de l'argent à l'avenir. Vous devez vous tirer d'affaire avec votre pension de prieur-curé qui doit être au moins de douze cent livres. Je vous souhaite une continuation de bonne santé. La mienne n'est pas forte, tous les chagrins et embarras du tems ne pourront pas la fortifier dans ces circonstances. Jusqu'à présent aucun confrère n'est sorti de cette maison pour vivre dans le monde. Je suis avec toute amitié, mon cher confrère, votre très humble serviteur.

Signé : J. F. M., abbé de Saint-Aubert.

Comme on le voit par cette dernière lettre, l'abbé de Saint-Aubert est très affecté par les événements qui se sont accentués en peu de temps ; dépossession de biens, menaces d'expulsion, par suite altération de sa santé, comme il le dit lui-même ; et cependant il est d'un caractère bien trempé, ferme et énergique, ainsi que l'indique la lettre suivante, écrite en 1789, et adressée à M. Danyau par M. Vilin, chanoine régulier de Saint-Aubert.

*A Monsieur Danyau, prieur curé d'Aigremont par
S. Germain en Laie.*

Cambrai, le 9 de l'an 1789.

Je vous réciproque bien sincèrement, mon cher confrère, les vœux que vous m'adressez en ce renouvellement d'année ; je voudrais être à même de contribuer à votre pleine satisfaction, je n'épargnerais rien pour couronner vos désirs et je vous verserais à pleines mains le bonheur fait pour les cœurs sensibles et généreux. Je ne sens que trop, d'après votre aveu, tout le fâcheux de votre position ; oui je sens combien il en coûte à la délicatesse de nos sentiments, lorsque nous sommes forcés à suspendre l'essor de nos amitiés. Je ne vois cependant pas ici de remède à votre mal, il m'en coûte de vous le dire, mais vous demandez mon avis, vous l'attendez de ma franchise et de ma droiture, à quoi bon tergiverser, ce serait plutôt vous manquer que vous obliger. M. notre abbé est pour l'ordinaire ferme

et absolument arrêté dans ses résolutions ; tantôt il saisit sa première manière de voir les choses, d'après cela plus d'observations à lui faire, il ne connaît que l'obstination pour toute réponse : tantôt c'est sa conscience qui le dirige et dès qu'il croit qu'elle a parlé, sans autre examen, il lui jure fidélité inviolable à ses inspirations ; et sa docilité pour elle le rend inébranlable dans ses décisions. Depuis votre nomination au prieuré d'Aigremont, je ne me rappelle point qu'il ait été question de vous en chapitre, si ce n'est à l'élection de notre prieur. Ainsi lorsqu'il vous dit qu'il a consulté ses confrères, il en revient encore à cette ancienne époque, dont je vous ai déjà parlé ; du reste je ne dois pas vous laisser plus d'espoir à attendre de la communauté que de lui même ; vous connaissez l'esprit du chapitre claustral et c'est tout dire : on criera, on clabaudera, on se refusera, on murmura et on finira par être du parti du chef : je me souviens à merveille de la séance où il fut question de délibérer sur le montant de votre pension, lorsque M. l'abbé parla des 1200 l. t. que vous désiriez avoir annuellement, on se gendarma et on finit par dire qu'on voudrait bien sortir de la maison pour en avoir autant : il est bien gracieux d'avoir un prieuré et une pension de 600 l. t., cela doit suffire. Vous voyez donc, mon cher confrère, que votre petite explosion n'a produit ici aucun effet, puisque nous n'en avons aucune connaissance, car il est probable que notre abbé n'a fait part à aucun confrère de votre dernière, ce prélat n'est point communicatif. D'après ces vérités, voyez maintenant quel parti vous prendrez : pour moi je voudrais pouvoir vous donner un conseil efficace, mais il ne me vient pas une seule idée qui puisse vous être avantageuse, et je ne saurais vous engager à rien par la pénurie des moyens. Il me semble que vous devriez faire agir auprès de notre abbé et même auprès de notre archevêque quelques personnes de considération afin de faire valoir vos besoins en insinuant adroitement que la plus grande justice exige que vous soyez aidé. Ne pourriez vous pas percer par vos protecteurs jusque dans le cabinet du ministre de la feuille aux bénéfices et vous inscrire tout vivant sur la liste des prochains aspirans pour quelque pension. Remuez-vous et tentez tous les moyens pour assurer votre tranquillité et votre contentement, voila mon avis et les vœux que je forme d'inclination pour vous. Que ne puis-je en hâter l'exécution ! Quant à M. notre Prieur, il ne peut rien sur notre abbé ; outre que son élection ayant contrarié le désir de M. de Lendoncq, l'a rendu absolument indifférent pour lui, c'est qu'il y a encore tant de distance entre sa dignité abbatiale et celle du prieur, que l'un est toujours tout et l'autre autant que rien. Cependant que risquez-vous à lui écrire ? Votre lettre ne peut que lui plaire, et vous aurez au moins pour votre consolation le souvenir de vos bons procédés. Je

vous salue et vous embrasse de toute mon âme, en désirant d'apprendre que vous avez amélioré votre sort, ce sera une nouvelle qui me sera aussi précieuse que la liaison avec laquelle j'ai l'honneur d'être, mon cher confrère, votre tout dévoué,

Signé : D. VILIN, ch. rég. de S. Aubert.

Je compte sur votre prudence et j'espère que vous la proportionnerez à ma franchise, car je serais déchiré autant qu'il y aurait à mordre. — D. V.

A partir de la lettre du 12 juin 1790, les jours se succédèrent en s'assombrissant de plus en plus ; le volcan révolutionnaire grondait sourdement en attendant l'éruption, très proche, qui devait semer partout l'incendie, la dévastation et la mort. Par quelle transes durent passer l'abbé de Saint-Aubert et ses moines, Dieu seul le sait. Que de chants, de cris obscènes et révolutionnaires, que de menaces d'incendie, de pillage et de meurtre ne durent-ils pas entendre dans toutes les rues et sous les murs qui entouraient leur monastère et de la part de gens égarés auxquels ils n'avaient fait que du bien et pour lesquels ils faisaient encore, ainsi qu'il est dit dans une des lettres qui précèdent, *des sacrifices nécessaires*, se privant du peu de ressources qui leur restaient pour atténuer la misère des temps.

En effet, au printemps de 1789, la disette commençant à se faire sentir, malgré la sollicitude de l'autorité et la mise gratuite à la disposition de tous, des moulins de Selle par Mgr de Rohan, archevêque de Cambrai, à qui ils appartenaient, l'abbé de Saint-Aubert faisait vendre sur le marché une grande partie de ses grains avec perte considérable, pour soulager la misère et calmer l'effervescence.

En octobre 1789, une émeute aux cris de : « *les accapareurs, du blé, du blé!* » se porte vers les maisons occupées par les marchands de grains, où on ne trouve rien, et ensuite vers les abbayes et couvents de Saint-Jacques, place au Bois, des Récollets, rue Cantimpré, et de Saint-Lazare, rue Saint-Éloi, et tente d'enfoncer les portes de celui de Prémy. Cependant les émeutiers s'arrêtèrent avec un certain respect devant Saint-Aubert, où l'abbé apaisa encore l'émeute en faisant d'abondantes largesses.

En 1790, plantation de l'arbre de la Liberté, à laquelle le clergé ne put se refuser de participer.

Peu de temps après, Mgr de Rohan est déclaré déchu de son siège épiscopal pour refus de prestation de serment. On nomme par élection, et en dehors du clergé, un évêque constitutionnel du nom de Primat ; il arriva à Cambrai le 16 avril 1791.

M. Férez, curé de Sainte-Croix, et tout le clergé de Cambrai signent une protestation déclarant qu'ils ne prêteront pas le serment constitutionnel.

Le 22 mai 1791, les scellés sont apposés sur toutes les églises et chapelles dont plusieurs sont vendues et démolies.

L'église Saint-Aubert sert d'abord de magasin ; les tableaux qu'on y voit encore et les grisailles de la cathédrale actuelle demeurent cachés sous la paille et le foin, derrière le chœur. Cette église servit ensuite de prison pour les victimes de Joseph Lebon et devint, plus tard, un musée pour les œuvres d'art non détruites.

Toutes les cloches et l'argenterie sont brisées et fondues ou vendues ; les confessionnaux sont changés en guérites et transportés sur les remparts ; une populace furibonde pille les couvents.

Les prêtres et les religieux sont poursuivis, traqués, dénoncés, arrêtés et incarcérés au Carré de Paille. M. Caudron, alors maire, homme plein d'humanité, sous prétexte de les transférer à Saint-Aubert, converti en prison, les presse et les décide à s'expatrier. Ils se dirigent vers l'Angleterre, l'Allemagne, la Westphalie. Mgr de Rohan se réfugie à Munster. Quelques-uns restèrent cependant et se cachèrent.

Comme on l'a lu plus haut, l'abbé de Saint-Aubert se retira à Tournay, où il mourut vers 1800.

L'antique monastère, qui comptait plus de dix siècles, fut pillé, démembré, divisé et vendu comme bien national, et sur ses ruines s'élevèrent les maisons actuelles ; à peine quelques restes des anciens murs d'enceinte apparaissent rue Saint-Jérôme ; au coin de celle du Marché-au-Poisson, une niche du ^{xv}^e siècle, effritée par le temps, veuve de sa statue, celle de la Vierge probablement, au pied de laquelle les habitants venaient autrefois pieusement allumer des chandelles ¹.

1. Il y avait alors, à l'angle de presque toutes les rues, des statues de la Mère de Dieu et, au centre des carrefours, des croix. Il y a une trentaine d'années on brûlait encore de petits cierges au pied de la statue de N.-D. de Bousecours, au pont de ce nom, rue Fénelon.

L'église abbatiale, aujourd'hui Saint-Géry, fut heureusement conservée, pour servir de prison aux victimes de Joseph Lebon et ensuite de musée formé des objets qui n'avaient pas été détruits. Elle est élevée sur un point culminant et domine la partie basse de la ville ; la flèche de son clocher est très élevée (76 m. 5 au-dessus de la boule). Cette église n'a de remarquable, comme architecture, que ses vastes proportions ; la longueur totale en hors-d'œuvre est de 88 mètres. Reconstituée par parties et à différentes époques, elle s'en ressent ; la nef principale se raccorde mal au transept, lequel est soutenu par quatre colonnes hors proportions mais d'une grande hardiesse ; cette nef principale et la flèche furent terminées sous l'abbé Pouillaude, en 1729, date marquée sur une pierre enchâssée dans le seuil du grand portail. Le chœur fut construit plus tard, en 1739, et terminé la veille de Noël 1745 ; l'abbé Tahon en fit la bénédiction ce même jour.

Cet édifice contient un très beau jubé renaissance italienne, en marbres de différentes nuances, composé de trois arcades d'excellentes proportions, d'ornements et mascarons formés de fruits, de hauts reliefs et statues très finement exécutées. Dans le chœur, d'admirables boiseries du XVIII^e siècle comportent des médaillons reproduisant des scènes de la vie de différents saints ; elles sont très bien traitées, d'un ciseau large et hardi ; dans la chapelle de droite, dédiée à saint Joseph, une mise au tombeau de N.-S. par Rubens, œuvre remarquable de ce maître ; environ douze grandes toiles d'Arnould de Wez, une ou deux toiles de Wampe, 1714.

Donation de reliques de saint Amand, par l'abbaye de Saint-Amand, à l'église de Saint-Amand-en-Puisaye ;
*communication de M. l'abbé BROUTIN, membre titulaire*¹.

Dans un article que nous avons publié sur les reliques de saint Amand concédées à la fin du XVII^e et au commencement du

1. Les documents reproduits dans cette notice sont extraits textuellement du *Registre aux baux et arrentements de l'abbaye de Saint-Amand, de 1654 à 1684*. Coté G, n° 10, f°s 231 à 235. — Ce registre est conservé aux Archives départementales du Nord, *Fonds de l'abbaye de Saint-Amand*.

XVIII^e siècle, nous avons dû constater avec quelle parcimonie les religieux du monastère de Saint-Amand accordaient ces faveurs exceptionnelles ¹. Leur rareté n'était cependant pas proportionnée à l'importance de la relique. On n'obtenait invariablement que des cendres recueillies dans le tombeau de saint Amand lorsque, en 1604, ses précieux restes furent placés dans une nouvelle châsse, ou un morceau du luseau ou des vêtements.

Or, en 1666, le père Procope de la Croix, religieux brigittin du couvent de Péruwelz, probablement un des pères qui desservaient depuis 1650 la chapelle de N.-D. de Bonsecours, fit un séjour dans la petite ville de Saint-Amand-en-Puisaye, au diocèse d'Auxerre, aujourd'hui de Nevers. Ce religieux fut frappé de la piété des habitants pour leur saint patron. Ils ne possédaient malheureusement pas de relique qui pût exciter leur dévotion. Sur l'assurance du P. Procope que le corps et les reliques de leur glorieux patron reposaient en l'abbaye de Saint-Amand-en-Tournais, « ils ont eu un excès de joie inconcevable ». Aussi, le curé, Jehan Coffre, s'empressa-t-il d'adresser à l'abbé du Bois une pétition signée des principaux habitants pour obtenir une relique de saint Amand.

A Monseigneur l'Abbé de Saint-Amand.

Vous remonstrent très humblement messire Jehan Coffre, prestre, curé de S. Amand en Puisaye, conjointement avec tous les habitans dudit lieu, avoir heureusement appris que le corps et reliques du glorieux saint Amand reposent en l'église de l'abbaye de S. Amand en Tournaisi. Et pour autant que s'ils estoient gratifiez de quelques parties d'icelles, ce leur seroit un avantage tout à fait salutaire et considérable, et notamment pour fortifier les sentimens et la dévotion qu'ils ont à vénérer le mesme saint patron de leur église et de leur ville, ils se persuadent encore et espèrent que, par le mofen de ces mesmes relicques, ils seroient à l'advenir préservez de l'orage et malheur des gresles qui les ont accablez de telle manière et pendant un si long cours d'années, qu'ils ne s'en peuvent relever sans une particulière protection du Ciel. Et, à vous dire vray, Monseigneur, à ceste heureuse nouvelle, ils ont eu un excès de joie inconcevable et dont le R^d Père Procope de la Croix, religieux brigittin du Couvent de Péruveltz, vous peut rendre tesmoignage ; s'estans persuadez que

1. *Bulletin de la Société d'études*, t. II, p. 155.

favoriseriez généreusement leurs bonnes intentions et que Vostre Vertu ne refuseroit pas à leurs prières ce secours spirituel.

Aussy est-ce en ceste conséquence, Monseigneur, qu'ils s'adressent à vous en tout respect et avec toute humilité, vous suppliant avec ferveur de leur accorder cette grâce et procurer qu'ils ayent au plus tôt l'enthérinement de leur présente requeste, afin qu'ils puissent rendre leur hommage et vénération aux reliques d'un saint, de la privation desquelles ils ne scauroient assez s'estimer malheureux, puisque ce doit estre la base et le fondement de leur salut et de leur prospérité temporelle. Ce qui leur estant octroïé par vous, Monseigneur, ils prieront Dieu et le mesme saint sans discontinuation, de vous distribuer ses grâces et faveurs avec augmentation et autant d'affluence comme vous aurez mérité en gratifiant et favorisant les justes et saintes intentions de ceux qui se qualifient avec vostre permission, Monseigneur, vos très humbles et très obéissans serviteurs.

Cette relique tant souhaitée, les bons habitants de Saint-Amand-en-Puisaye l'obtinrent, grâce à la recommandation spéciale de M. le marquis de Moulouet, premier écuyer de S. M. très chrétienne, commandant à la grande écurie, et seigneur de Saint-Amand-en-Puisaye.

Voici en effet, l'apostille de l'abbé Nicolas du Bois :

Nous soubsigné, par la permission divine, humble abbé de l'église et abbaye de S. Amand en Pebvle, de l'ordre de S. Benoist, au diocèse de Tournay, ayans estez esmeus par les très instantes prières des remonstrans, et eu égard spécial à l'interposition de l'autorité de Monsieur le Marquis de Mouloy, premier escuyer de sa Majesté Très-chrestienne et Seigneur de la ville de S^t Amand en Puisaye, et voulant de tout nostre pouvoir contribuer à la gloire de Dieu et du glorieux S^t-Amand, nostre fondateur et nostre commun patron, leur avons accordé et libvré ce que s'ensuit : à scavoir une petite statue dudit S^t Amand faite du bois de son luseau, dans le piètement de laquelle avons remis des cendres de son sacré corps recoeilliez l'an 1604, lors qu'on a tiré ses saintcs ossemens hors du susdict luseau pour les remettre dans la chasse ou fiertre d'argent doré dans laquelle ils sont à présent; item, du suaire et de l'estolle dudit saint. Soubz espoir que lesdits Remonstrans feront paroistre par effet et culte spécial le zèle qu'ils tesmoignent dans la présente requeste à promouvoir à l'honneur de ce grand saint apostre de toute la Flandre. En foy de quoy, avons escry et signé cestes en nostre dict Monastère,

le 21^e de may 1666. Tesmoin, estoit signé : Nicolas, abbé de S^t Amand en Pèbyle.

L'abbé de Saint-Amand joignit à ces reliques l'authentique suivant :

Omnibus has presentes litteras inspecturis aut legi audituris, Nicolaus, divina permissione, humilis abbas Sancti Amandi in Pabula, ordinis Sancti Benedicti, diocesis Tornacensis, æternam in Christo salutem. Cum ex parte Domini Johannis Coffre, presbyteri, curati oppidi Sancti Amandi in Puisaye atque omnium pariter ejusdem oppidi civium, qui auctoritatem Marchionis de Mouloy, ejusdem loci toparche, interposuerunt ad suos fines facilius obtinendos, Nobis non minus pie quam instanter supplicatum fuerit quatinus aliquid reliquiarum sanctissimi Patris nostri Amandi, civiumque prefatorum communis Patroni, elargiri dignaremur, Nos ejusmodi preces attendentes non parum sua adimptione in Dei sanctorumque ejus honorem cessuras, piis postulantium votis annuimus et religiosa liberalitate concessimus imaginem ligneam prefati patris nostri Amandi, confectam atque elaboratam ex feretro ligneo in quo sacrum ejus corpus diu, imo usque ad annum 1604, requievit, atque etiam de sudario sepulchræli, cinere corporis, filo aureo et unione stole ejusdem Patris Amandi adjectis, que omnia in basi predictæ statue compacta recluduntur. In cujus rei fidem et robur presentes litteras subsignavimus et sigilli nostri appensione communi jussimus, mensis maii die XXI, anno Domini MDCLXVI.

Le tout fut remis entre les mains du père Procope, qui en délivra au prélat un reçu en bonne et due forme.

Le sousigné, prestre, religieux de l'ordre de Sainte Brigitte, du couvent de Péruwetz, confesse et déclare par cestes, d'avoir reçu de la main de Monsieur le très Révérend Prélat de Saint Amand une boette dans laquelle estoient enfermées ce qui est déclaré dans les lettres cy dessus transcriptes, ensemble douze petites pierres de topaze blanches, bien taillées, pour servir d'ornement à l'image de saint Amand, avec les lettres et requestes cy dessus, le tout pour mettre es mains de messire Jean Coffre, curé de S. Amand en Puysaie. Fait à S^t Amand, ce vingt-deuxième du mois de may 1666.

Tesmoin : Frère Procope de la Croix.

Le Père Procope n'hésita pas à entreprendre un « long et laborieux voyage » pour porter lui-même à destination le précieux

coffret. Il se transporta donc à Paris, où se trouvait l'évêque d'Auxerre, duquel il obtint, le 1^{er} septembre, des lettres d'approbation permettant au curé de Saint-Amand-en-Puisaye d'exposer les reliques à la vénération des fidèles. De Paris, le père Procope s'achemina vers ledit Saint-Amand, remit au curé son précieux fardeau et en retira un récépissé, le 8 septembre. A la fin du même mois il était de retour à Saint-Amand où il fit, devant le magistrat, un récit très détaillé de son voyage, des solennités qui accompagnèrent la réception des reliques par les habitants de Saint-Amand-en-Puisaye, et des faits miraculeux qui s'étaient produits en cette circonstance.

Récit fait en présence du Magistrat de Saint Amand, par le R. P. Procope de la Croix, brigittin de Perwez, touchant les reliques de nostre glorieux Père saint Amand, qu'il porta à Saint Amand en Puisaye, bourg du Royaume de France, diocèse d'Auxerre, en 1666.

Prévost et eschevins de la ville et terre de Saint Amand en Pèble, diocèse de Tournay, à tous ceux qui ces présentes lettres verront ou oïront, salut. Scavoir faisons que ce jourd'huy, 30 de septembre, l'an de grâce 1666, est comparu pardevant nous le R. P. Procope de la Croix, religieux brigittin du couvent de Perwez, lez la ville de Condé en Haynault, lequel nous a remonstré que comme ainsi soit que le vingt et unième de may dernier, il a plu à Monseigneur Dom Nicolas du Bois, très Révérend Prélat et seigneur de ce lieu, à la prière du curé et des habitans de S^t Amand en Puisaye, diocèse d'Auxerre en France, et ayant eu égard spécial à l'interposition de l'autorité de Monsieur le Marquis de Monlouët, premier escuyer et commandant à la grande escurie de Sa Majesté très-chrestienne et seigneur dudit Saint-Amand en Puisaye, et voulant en cet endroit contribuer de tout son pouvoir à la gloire de Dieu et du glorieux Saint Amand, fondateur de cette abbaye et leur commun patron, d'accorder une petite statue dudit Saint Amand faite du bois de son luseau, dans le piétement de laquelle ont esté mises des cendres de son sacré corps recueillies l'an 1604, lorsqu'on a tiré ses saints ossements hors du susdit luseau pour les remettre dans la fiertre ou chässe d'argent doré en laquelle il sont à présent, ensemble du suaire et de l'estolle et d'une perle d'icelle, dans l'espoir que lesdits supplians feroient paroître par effect et culte spécial le grand zèle qu'ils témoignent d'avoir à promouvoir l'honneur de ce grand saint apostre de toute la Flandre ; à charge que le dit comparant porteur

de la susdite supplication et garny des choses cy dessus accordées les délivreroit fidèlement et en feroit relation pertinente en ce lieu.

De quoy voulant entièrement s'acquitter à l'entière satisfaction dudit seigneur Prélat, a volontairement déclaré *in verbo sacerdotis manu pectori apposita*, d'avoir fait la dicte délivrance en la manière suivante :

Premièrement, que s'estant transporté en la ville de Paris et illecq s'approché de Monseigneur l'Évêque dudit Auxerre, auquel ayant donné à connoistre ce que dit est avec les certificats y joints, il a obtenu en même temps son approbation, dont de mot à autre la teneur s'ensuit :

« Petrus de Broc, Dei et sanctæ sedis apostolicæ gratia Antisiodorensis Episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Certum facimus et in verbo veritatis testamur dilectum nobis in Christo fratrem Patrem Procopium a Cruce, presbyterum, religiosum ordinis Sancti Salvatoris vulgo Sanctæ Brigittæ, nobis hodie tradidisse pixidem ligneam de ligno abietis octo circiter pollices longam, quam dixit se attulisse de monasterio Sancti Amandi de Pabula, diocesis Tornacensis, quæ dicta pixis clausa et sigillata erat multis sigillis in cera rubra indica impressis, ad cujus aperturam procedentes, in presentia dicti Patris Procopii et fratris Josephi a Sancto Nicasio ejusdem ordinis religiosi, ac illius socii, invenimus in ea litteras testatorias supra scriptas cum imagine lignea fabrefacta Sancti Amandi, et reliquias dicti Sancti Amandi in supradictis litteris descriptas, et sicut in illis fusius continetur explicite declaratas. Quas quidem reliquias et imaginem ut veras et debite certificatas permitimus venerationi populorum exponi in parrochiali nostra ecclesia sancti Amandi in Puisaye, nostræ diocesis Antissiodorensis, rectori curato dictæ ecclesiæ omnem super præmissis licentiam et facultatem concedentes. Datum Parisiis, ubi nunc sumus negotiorum causa, sub signo sigilloque nostris secretarii nostri ordinarii chirographo, anno Domini millesimo sexcentesimo sexagesimo sexto, die vero prima mensis septembris. *Signatum* : Petrus Episcopus Antissiodorensis. De mandato Illustrissimi ac Reverendissimi D. Domini Antissiodorensis Episcopi, Domini mei, *signatum* : Fonssier. »

Ensuite de quoy s'estant acheminé vers ledit Saint-Amand en Puisaye, où par lesdits curé, lieutenant, procureur fiscal et autres officiers et habitans dudit lieu, ladicte boëtte en laquelle estoient enfermées lesdites reliques a esté ouverte et y trouvé toutes les choses cy dessus mentionnées et à luy délivrées, y comprises douze pierres de topase, taillées en diamant, selon qu'en conste tant par certificat que par la lettre signée desdits curé, officiers et habitans en datte

respectivement des VIII^e et XIII^e de ce présent mois, desquels de **mot** à autre la teneur s'ensuit :

« Ce jourd'huy, huitiesme de septembre mil six cent soixante-six, pardevant nous Maistre Jehan Coffre, prestre, curé de St Amand en Puisaye, officiers et autres considérables habitans dudit lieu, est comparu en personne le Très Révérend Père Procopé de la Croix, Religieux de l'Ordre de Sainte-Birgitte, lequel nous a rapporté, qu'il avoit plu à Monseigneur l'Abbé de Saint-Amand en Flandres, suivant la requeste par nous présentée à cet effet, nous gratifier de plusieurs reliques du glorieux Saint-Amand, savoir des cendres de son saint corps, de son suaire, de son estolle et d'une perle d'icelle qui sont renfermées dans le piétement d'une petite image faite du bois du tombeau du même saint, ensemble de sa certification pour lesdites reliques, mesme de l'approbation de Monseigneur d'Auxerre pour la vénération d'icelles et que sont toutes incluses dans une boëtte de sapin présentement par lui exhibée, requérant pour en connoistre qu'il soit fait ouverture d'icelle, aux offres qu'il fait de remettre ez mains de nous susdit Curé lesdites reliques, suivant l'intention dudit seigneur Abbé, pour estre mises en l'église de cedit lieu et estre exposées à la vénération de tous les peuples ; requérant semblablement sa décharge pour la restitution du dépost d'icelles, mesme de douze pierres taillées en diamans pour l'ornement et enrichissement dudit Image, dont ledit seigneur Abbé auroit aussi libéralement gratifié lesdits habitans pour estre employées à cet usage. Sur quoy, veu laditte boëtte présentement rapportée scellée en plusieurs endroits de cire rouge, et après qu'il nous a apparu de la vérité que dessus et que nous avons trouvé toutes les choses cy exprimées en laditte boëtte, nous en avons fait et baillé décharge audit Révérend Père Procopé et de ce qu'il a le tout remis ès mains de nous curé susdit, ne pouvans assez suffisamment, ny assez dignement remercier ledit Père Procopé de la grâce qu'il nous a procuré et de la peine qu'il a voulu prendre en un si long et laborieux voyage par luy fait en nostre considération, dont nous lui serons redevables à jamais. Signé : J. Coffre, etc. »

« Ce 13^e septembre 1666.

» Monseigneur,

» Quoy que les remerciemens que nous vous présentons aujourd'huy ne puissent jamais approcher de la grâce que nous avons reçue de vostre pieuse et sainte libéralité, cependant nous nous sommes persuadés que ne desdaigneriez pas ces mêmes reconnoissances, et que vous auriez encore la bonté de ne point rejeter ceux que vous avez si humainement obligez. Tout ce que nous pouvons vous exprimer

davantage, Monseigneur, est que nous conserverons un souvenir immémorial d'un si rare bienfait, par le moyen duquel et de nos très humbles prières, nous espérons une très particulière protection du Ciel. Ce sera aussi à nous de rendre témoignage à Monsieur le Marquis de Monlouët de ces excès de faveur dont (vous) nous avez gratifiés en sa considération, qui ne manquera pas indubitablement de prendre part à une chose qui le regarde de si près. C'est ce que nous protestons faire inviolablement et d'estre à jamais beaucoup plus que nous ne pouvons vous témoigner, Monseigneur, vos très humbles et très obéissans et très obligés serviteurs. Signé : J. Coffre, curé, etc. »

A laquelle délivrance et ouverture ont esté convocquez les curés voisins et observées plusieurs belles cérémonies et solemnitez, entre autres auroit esté dressée une chapelle telle que se fait ordinairement audit lieu le jour du S^t Sacrement, en laquelle ledit comparant estant entré durant les complies, garny de la susditte boëtte et choses que dessus, il posa sur l'autel à la veue d'un chacun ladicte image, où arrivant ledit curé, qui à cet effet s'estoit accompagné des habitans, lecture a esté faite par un notaire royale des requeste, apostille, certificats et approbation que dessus, et en suite fut faite une procession solennelle à laquelle assistoit toute la jeunesse, marchant les premiers, qui firent quelques descharges, estant suivys des croix et confanons, de l'Image de la Vierge, de huit curez revestus de chappes, de douze ou quatorze cierges portez par autant d'acolythes. Puis marchoit sous un daix porté par les quatre principaux officiers, le curé de ladicte ville tenant ladite Image de S^t Amand sur un voile de calice, accompagné de diacre et sous-diacre, précédé par un turifer revestue de dalmatique qui encensoit continuellement l'Image et suivy du peuple en très bel ordre et très grande dévotion. Et passant par la ville, il arriva qu'une fille aagée de douze ans, qui passé un an, estoit malade incommodée de tout son corps et signamment depuis deux mois affligée en telle façon qu'elle ne pouvoit estre en genoux, ny même assise; laquelle voyant passer les dites reliques devant sa porte où il y avoit un réchaut avec de la mirre et du benjoin posé par ses parens pour honorer le Saint, se sentit émue de se mettre en genoux, ce qu'elle fit sans difficulté. De quoy sa mère, extrêmement joyeuse, la porta à l'Eglise pour y vénérer les saintes Reliques, d'où elle est retournée à pieds, sa mère la tenant par la main, et du depuis continuant la neuvaine, la santé luy augmenta de jour en jour, allant seule à l'Eglise et s'occupant à accommoder de la chanvre. Ce que a veu et entendu de ses parents et de ses voisins ledit comparant, qui est party de là le VI^e jour de la neuvaine. La procession estant

arrivée à l'église, chantant les hymnes composez à l'honneur dudit Saint, la jeunesse ayant fait quelque nouvelle descharge, le susdit comparant auroit monté en chaire pour faire le panégyrique du glorieux S. Amand et le récit de son voyage. Et en suite fut chanté le *Te Deum* et plusieurs autres cantiques pendant que le peuple vénéroit les saintes reliques, qui furent en après posées dans la trésorerie jusqu'à ce qu'on auroit trouvé place pour les mettre à la veuë de tout le monde.

De plus, le susdit comparant a déclaré que le lendemain de son arrivée audit S^t Amand en Puysaie, ayant donné à Magdelaine Hancart, fille du sieur Hancart, lieutenant des terres de la maison forte, une petite parcelle provenant de l'Image taillée du cercueil dudit Saint, luy disant qu'elle s'en servist avec grande foy, et qu'assurement elle se trouveroit guérie des fiebvres qui la tourmentoient, ainsy qu'il arriva le lendemain, ayant esté entièrement délivrée. De quoy elle en remercia le susdit comparant plusieurs fois et en la présence des plus apparans de la ville.

Si a pareillement affirmé ledit comparant qu'à son départ dudit lieu pour revenir en ces Pays-Bas, le sieur Barbier, procureur fiscal dudit S^t Amand, luy auroit déclaré qu'aussitost qu'il eut appendu au col de sa fille, âgée d'environ un an ou plus, malade à la mort et désespéré d'un chacun, quelque parcelle du bois de ladite Image (qu'il luy avoit donné auparavant), la fièvre la quitta entièrement et alloit tous les jours de mieux en mieux, tendant à une parfaite santé comme l'a veuë ledit comparant.

Est pareillement comparu frère Joseph de S^t Nicaise, frère laïc dudit couvent de Perwez, lequel par serment presté entre nos mains, nous a affirmé d'avoir accompagné le susdit Père Procope audit S^t Amand en Puysaie, et veu les cérémonies, dévotions et brèves guérisons en la forme et manière cy-dessus déclarées, dont lecture luy a esté faite de mot à autre.

De tout quoy, nous ayant esté requis de la part de Monseigneur le Révérend Prélat, nous luy avons fait despescher cette et y apposer le scel aux causes de cette ville et signer de nostre greffier. Ainsi affirmé et déclaré en la Chambre du Conseil, les jour, mois et an que dessus, tesmoins, signé : frère Procope de la Croix, frère Joseph de Saint Nicaise.

A la suite de ce naïf et touchant récit, dont la copie nous a été conservée par le secrétaire de l'abbaye, Casimir Graiewesky, se trouve joint le document que nous allons reproduire comme utile complément de ce qui précède.

*Acte de remerciement du curé et habitans de S. Amand en
Puisaye et le récit d'aucuns miracles confirmatif de celui
cy-dessus du R. P. Procope.*

Puisque nos vœux nous ont porté à désirer avec tant de zèle et d'ardeur des reliques du glorieux Saint Amand, nostre patron et protecteur, et que le Ciel a entériné nostre requeste en nous procurant cet avantage par le ministère et l'entremise du révérend Procope de la Croix, religieux birgittin, par la pieuse libéralité de Mgr l'abbé de Saint Amand en Tournaisy, il nous est aujourd'huy d'estroite obligation de remercier Dieu d'un si rare bienfait, et encore plus de nostre devoir de reconnoître les grâces et faveurs dont il nous comble tous les jours par l'intercession de ce Saint. Et quoy que tous ceux qui l'ont invoqué en ayant esté touchés sensiblement et receu des consolations spirituelles, dont l'on pourrait faire preuve par personnes de probité, comme de choses incontestables, nous laisserons ces marques intérieures pour aller à un tesmoignage plus authentique et qui est arrivé mesme le jour de la translation desdittes saintes reliques, le huitième jour de septembre mil six cent soissante six, en la personne de Marguerite Cortignon, fille de Claude et de Marguerite Guiquelbert, marchand chappelier de cedit lieu de Saint-Amand, laquelle estant percluse de tous ses membres en l'âge d'environ quatorze ans et ayant vescu en un long temps en un si fâcheux estat, fut poussée d'une dévotion et piété extraordinaire entendant parler des Saintes Reliques, au moien de quoy elle pria sa mère de la lever afin qu'elle pust avoir le bonheur de marquer son respect ; et ne sachant laditte Guiquelbert, sa mère, en quelle façon la pouvoir mettre, eu égard à cette notable incommodité, elle la pria de rechef de la faire transporter au devant de la porte de leur maison où la procession qui accompagnoit ladite Relique devoit passer, ce que ne pouvant refuser ladite Guiquelbert à la dévotion de sadite fille, elle la transporta avec l'assistance de ses voisines audit lieu où il luy fut baillé un siège pour s'appuyer et mettre à genoux, ce qu'elle fit et y demeura sans aucune difficulté, ses bras appuyez sur ledit siège, à l'aspect et à la veüe desdittes Reliques ; et mesme laditte procession passée, laditte Guiquelbert, sa mère, la conduisit par la main à l'église où estant arrivée elle se présenta et mit à genoux avec un peu de secours de sa mère pour vénérer lesdittes Reliques, et ensuite s'assit d'elle-même sans aucune peine, ce qui ne luy estoit arrivé il y avoit quatre mois et plus, ayant toujours auparavant esté allitée par la même indisposition sans se pouvoir aucunement lever. En reconnaissance de laquelle grâce, laditte fille Cortignon fit sa neufvaine

devant lesdites Reliques, pour à quoy satisfaire pendant ledit temps, elle alloit de chez son père à l'église seule avec un bâton en sa main. La mesme grâce fut encore confirmée le même jour à un petit enfant de trois ans, fils de François de Sucolinet et Martine Jafelin, marchands dudit Saint-Amand, qui ayant esté attaqué d'une fièvre continuë pendant quinze jours, qui l'avoit réduit à l'agonie et sans parler deux jours devant, fut voïé et recommandé par sesdits père et mère au mérite et Reliques du glorieux S^t Amand, et par ce même motif de piété firent chanter un *Salve* devant lesdites Reliques, et tout aussitost il receut guérison et la parole luy revint, ce qui ne luy pouvoit si promptement arriver que par une cause extraordinaire et tout à fait miraculeuse. L'on peut joindre à ces grâces, celles qui sont arrivées à plusieurs particuliers, qui ayant demandé avec empressement de dévotion au sieur curé de ce lieu quelque parcelle du bois du cercueil de ce glorieux saint et leur ayant esté accordées et départies par ledit sieur curé, trouvèrent soulagement et modération de leurs peines et guérison entière des fiebvres dont ils estoient persecutez, entre lesquels Esloy Mathieu, arpenteur-juré demeurant à Liusecq, en fait attestation pour avoir esté guéry en sa personne d'une fièvre tierce qui l'avoit travaillé pendant quinze jours ; lequel ayant communiqué les mêmes Reliques au nommé Allié de la ville d'Estais, receut incontinent guérison d'une fièvre quarte qui l'avoit longuement incommodé, ce qui estant évidemment reconnu par ceux du voisinage, et les mesmes reliques leur estant confiées receurent pareil succès et guérison dans leurs maladies.

Et comme c'est une vérité si bien reconnuë parmi nous, ce seroit un crime d'envelopper dans le silence une gratification si particulière. Il est donc bien raisonnable que les bonnes âmes y prennent part pour accroistre la dévotion qui est deuë aux mérites de ce Saint.

Nous pouvons encore ajouter à ces faveurs les avantages que nous avons receu temporellement ; et nous pouvons assurer que c'est sa protection qui nous a préservé des gresles depuis que nous avons le bonheur d'estre en possession desdites Reliques, puisque précédamment nous en avons esté affligés pendant cinq années, qui avoient ruiné toutes nos espérances, desquelles nous avons lieu plus que jamais de faire fondement puisqu'il veut se rendre médiateur pour nous tant pour nos nécessitez spirituelles que temporelles.

Tout ce que dessus, nous curé, vicaire, officiers et autres habitans de ce dit lieu de S^t Amand en Puisaie, certifions estre véritable comme l'ayant veu, sceu et reconnu tant à nos personnes, que par le fidelle rapport de ceux nommez cy-dessus, qui ont mesme signé les présentes par attestation, et suivant la déposition et mémoire cy

devant produites es mains dudit sieur curé. Fait ce vingt-sixième jour du mois d'avril mil six cens soissante neuf, par moy notaire en la chastelenie dudit S^t Amand, en présence des soubsignez. (signé) : J. Coffre, curé, avec paraphe, etc.

Nous avons voulu connaître le sort réservé aux reliques dont nous venons de retracer l'exode. M. l'abbé Dessiaux, curé-doyen de Saint-Amand-en-Puisaye, a bien voulu nous renseigner sur ce point. « En effet, nous écrit-il, quelques parcelles de reliques de notre saint Patron, nous furent envoyées à la date que vous indiquez par un abbé de Saint-Amand. Je possède dans mes archives le document ou la copie du document dont vous parlez. Quant aux reliques, elles consistent en une petite miniature sur bois, exécutée, dit-on, avec un fragment du cercueil du saint, et en une banderolle très tenue, taillée, dit-on toujours, dans un morceau du suaire qui a enveloppé son corps. Quant au culte de saint Amand, nous exposons les reliques ci-dessus, dans le chœur de l'église, pendant les huit jours qui précèdent sa fête. Le jour de la fête, la procession a lieu dans l'église, à l'issue de la messe, et l'on prononce le panégyrique du Saint. »

**La Confrérie Saint-Roch à Beaucamps ; documents
communiqués par M. l'abbé MORTREUX, membre titulaire.**

**I. — Règles de la Confrairie de Monsieur Saint Roch, érigée en
l'église paroissiale de Beaucamp.**

Maximilien de Gand a Vilain, par la grâce de Dieu et du Saint Siège apostolique, évêque de Tournai.

Comme les Curé, Baillif et Echevins de Beaucamp de notre Diocèse, nous auroient humblement remontré que plusieurs habitants et manants d'icelle paroisse ont grande dévotion à Monsieur *Saint Roch*, laquelle pour l'avenir pourroit être mieux entretenue et continuée, s'il nous plaisoit instituer et ériger une confrairie : pour cette considération, Nous ayant égard aux pieuses intentions desdits remontrants, désirant en tant qu'en Nous est, d'avancer et promouvoir l'honneur, service et gloire de *Dieu* et de *S. Roch*, Nous

confiant en leur bon zèle et piété, avons établi, érigé et institué, comme par ces patentes, établissons, érigeons et instituons la dite Confrairie, sous les Ordonnances et Constitutions suivantes.

1. En cette confrairie pourront être indifféremment hommes et femmes, et même les enfants en âge toutefois de discrétion, tels que pour fréquenter les Sacrements de Pénitence et de Communion.

2. N'étant encore confirmés, devront faire leur devoir à la première commodité pour recevoir le sacrement de Confirmation.

3. N'y seront admis gens scandaleux ou suspects d'hérésie, les noisieux confrères seront admonêtés pour se réconcilier, ne le faisant en dedans trois mois, seront rayés et mis dehors la Confrairie, et personne ne sera admis sans l'avis du pasteur et députés, et les députés seront choisis et renouvelés annuellement par ceux de la Confrairie et du pasteur, baillif et principaux officiers du lieu, en cas qu'ils soient de la dite Confrairie.

4. Au jour de leur entrée feront profession de la Foi, selon le formulaire de la bulle du Pape Pie IV, et réciteront l'oraison de la Confrairie accoutumée.

5. Les Confrères choisiront trois d'entre eux, lesquels tiendront le registre des noms, et recevront les dévotions et aumônes des Confrères et gens de bien, et rendront compte pardevant les députés après l'an expiré, en présence du pasteur, qui signeront lesdits comptes.

6. Le premier Vendredi de chaque mois, se chantera la messe de *Saint Roch* aux frais des Confrères.

7. Tous les premiers Dimanches du mois, se fera la procession du Vénérable *S. Sacrement de l'Autel*, à l'entour de l'église, ou deux Confrères porteront deux flambeaux entretenus aux dépens desdits Confrères, et quatre Confrères porteront un pavillon pour la révérence due au *S. Sacrement*.

8. Le lendemain, du premier Dimanche de Juin, se célébrera par le pasteur du lieu une messe solennelle des Trépassés, et l'office des Morts pour les âmes des Confrères trépassés, auquel office se devront trouver tous les Confrères, aller à l'offrande et prier pour les Trépassés; le même devoir se fera pour chaque Confrère en particulier, en dedans quinze jours après leur trépas, et se trouveront à l'enterrement de leur Confrère trépassé.

Règles particulières pour chaque confrère.

1. Ils se trouveront tous les ans à la procession de la Confrairie en toute dévotion, laquelle se fera le premier Dimanche de Juin.

2. Quand ils entendront un des Confrères mort, diront à genoux

un chapelet pour le trépassé, en dedans quinze jours après le trépas de leur dit Confrère.

3. Ils assisteront aux services des Confrères, ayant la commodité.

4. Enseigneront à leurs enfants la crainte de Dieu, et leur donneront bon exemple, et auront soin de les mener au catéchisme, afin qu'ils soient enseignés de ce qu'ils doivent croire touchant les mystères de notre sainte Foi, et du *S. Sacrement de l'Autel*, d'honorer la Bienheureuse Vierge *Marie*, le *Pater noster*, l'*Ave Maria*, le *Credo*, les Commandements de Dieu et de l'Eglise et d'avoir toujours un chapelet.

5. En leurs prières auront toujours mémoire continuelle de Monseigneur le Révérendissime de Tournay, qui leur a accordé gracieusement cette Confrairie pour leur salut éternel ; de même prieront aussi pour l'état ecclésiastique et civil, l'augmentation de notre Mère la Sainte Eglise, l'union des princes chrétiens, et pour le Seigneur du lieu.

6. Une des fêtes de Notre-Dame, principalement à l'Assomption d'icelle, se confesseront et en après recevront le *S. Sacrement de l'Autel*.

7. Devant aller coucher, prieront merci à Dieu pour les péchés commis durant la journée, et étant découchés se recommanderont à Dieu pour être préservés de tout mal la journée.

8. Tous les Confrères diront tous les jours un *Pater* et un *Ave Maria*, pour être délivrés de la mauvaise maladie, et pour le salut de tous leurs Confrères, et un *Credo* pour renouveler la Foi d'un vrai chrétien.

Combien que l'observation de ces Règles ne soit obligatoire à péché, toutefois les bons Confrères ne laisseront point de les garder, et s'entr'exciter les uns les autres à ce faire : finalement, tous se doivent gouverner en telle sorte en tous leurs gestes et comportements qu'ils soient réputés dignes d'avoir *Saint Roch* pour Patron et Avocat.

Toutes les personnes indifféremment hommes ou femmes entrant en ladite Confrairie, paieront à leur entrée trois patars, et chaque année un patar, à payer le jour ou le lendemain de la procession, moyennant quoi leur sera délivrée une banderole, et à leur mort paieront deux patars, moyennant quoi leur sera dit le service susdit.

Item. Aussitôt la mort de quelque Confrère avenue, et l'un desdits commis étant averti, sera tenu de faire tinter par trois fois, en forme de pardon, la grosse cloche, et après la faire sonner seule à la volée par le temps d'un *Miserere*, afin que tous les Confrères soient avertis de la mort du trépassé.

Pour à quoi les encourager davantage, avons octroyés et octroyons quarante jours de vrais pardons à chaque Confrère et Consœur, autant de fois qu'ils pratiqueront aucun des exercices susdits. Pareillement au jour de leur entrée en la Confrairie, et à l'heure de la mort, et toutes les fois qu'ils se confesseront et communieront, soit les fêtes de Notre-Dame, soit les premiers Dimanches de chaque mois.

Notre Saint Père le Pape Benoît XIV a aussi accordé à perpétuité, indulgence plénière, le jour de Pâques, la Fête de l'Assomption de la Sainte Vierge, le jour de la Toussaint et le jour de Noël.

Oraison de la Confrairie.

Monsieur Saint Roch, je vous choisis aujourd'hui pour maître, patron et avocat, et délibère et propose fortement en moi-même, de ne jamais vous délaisser, et de ne dire ne faire aucune chose contre vous, ni de permettre jamais que par mes sujets aucune chose soit faite contre votre honneur. Je vous supplie très affectueusement qu'il vous plaise me recevoir pour votre perpétuel serviteur. Assistez moi en toutes mes actions et ne m'abandonnez pas à l'heure de ma mort.

Donné en la ville de Tournay, le 18 novembre 1619.

Par ordonnance de Mgr le Révérendissime évêque de Tournay, *absente secretario*, BUEMBOCH.

A Lille, de l'Imprimerie de P. S. Lalau, près l'Hôtel-de-Ville.

II. — Affiche de la Confrérie.

*Délivre-nous, seigneur, par ta grâce divine,
Du venin pestilent, de guerre et de famine.*

INDULGENCE PLÉNIÈRE.

Le premier Dimanche de Juin, en l'Église paroissiale de Beaucamp, se solemniserà le jour anniversaire de l'Institution de la Confrairie de St. Roch, Patron contre la peste, auquel jour notre St. Père le Pape Innocent XI, a accordé Indulgence plénière à tous Confrères & Consœurs, qui, confessés & communiés, visiteront ladite Église, depuis les premières vêpres jusqu'au soleil couchant du même jour, y priant pour l'union entre les princes chrétiens, l'extirpation des hérésies, & l'exaltation de notre Mère la Sainte Église.

La même Indulgence gagneront aussi ceux & celles qui, non encore enrégistrés, faisant les mêmes devoirs, s'y feront enrégistrer.

Comme aussi à l'article de la mort un chacun des Confrères & Consœurs, qui, confessés & communiés, ou si ne le pouvant, du

moins étant contrits, invoqueront le Saint Nom de Jésus de bouche ; que s'ils ne le peuvent, de cœur seulement, gagneront de même Indulgence plénière.

La messe solennelle se chantera à dix heures, les vêpres à deux heures, la prédication en après, suivie de la processon & de la bénédiction du Vénérable Saint Sacrement.

Dans ladite Église de Beaucamp, l'autel érigé en l'honneur dudit saint, est privilégié chaque Vendredi de l'année, le jour de la Commémoration des Morts, & pendant toute l'octave, & ce, en faveur des âmes des Confrères trépassés seulement.

Partant, on invite un chacun à s'y faire enrégistrer, pour être fait participant de telle grâce, & d'avoir saint Roch pour Patron, dans le temps de la maladie contagieuse.

De l'imprimerie de Léonard DANIEL, rue des Manneliers.

La Collégiale de Saint-Amé de Douai ; *notes communiquées par M. l'abbé PASTOORS, membre titulaire.*

I. — La Collégiale.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le sol de la France était couvert d'églises qui retentissaient, le jour et la nuit, des accents de la prière antique. Les serviteurs et les servantes de Dieu, qui se répondaient ainsi dans la louange ininterrompue, étaient députés solennellement par la société, encore catholique, pour acquitter intégralement le tribut d'honneur et d'hommage dû à Dieu. Ces vœux et ces prières formaient le bien commun, chaque fidèle aimait à s'y unir ; et si quelque douleur, quelque espérance le conduisait à la maison de Dieu, il lui était doux d'entendre, à quelque heure que ce fût, cette voix inlassable qui montait vers le ciel pour le salut de la chrétienté. Le chrétien fervent s'y unissait en vaquant à ses fonctions et à ses affaires ; et tous savaient, dans les heures de crise, se dire comme un roi de France, au moment d'un grand danger : « Courage et confiance ! A cette heure, les moines de saint Benoît nous recommandent à Dieu ! »

Lorsqu'en l'an de l'Incarnation 939, le comte de Flandre, Arnould le Vieux, sollicita l'érection de la chapelle de la Vierge

à la dignité d'église collégiale, auprès du pape Étienne VIII, et assigna des fonds considérables pour assurer son existence, il dotait sa bonne ville de Douai d'une institution qui avait pour but de se consacrer à la prière solennelle avec toutes les pompes de la liturgie.

Le chapitre de Saint-Amé comprenait cinq dignitaires : le prévôt, le doyen, le trésorier, le chantre et l'écolâtre. Il comptait en outre vingt-deux chanoines et trente-huit bénéficiers, en tout soixante-cinq ecclésiastiques ; il faut ajouter les serviteurs, qui étaient nombreux.

Un mot d'explication, au sujet des dignitaires, ne sera pas hors de propos.

Le prévôt jouissait de l'autorité suprême et nommait à toutes les fonctions.

Le doyen était le curé de la collégiale et se faisait aider dans l'administration de la paroisse par des chapelains ou vicaires.

Le trésorier percevait les revenus sous le contrôle du prévôt.

Le chantre remplissait les fonctions de maître de chapelle.

L'écolâtre faisait fonction de préfet des études dans l'intérieur de la collégiale et d'inspecteur des écoles sur le territoire soumis à la juridiction de Saint-Amé, c'est-à-dire sur la rive gauche de la Scarpe.

Essayons de donner une idée exacte de l'importance d'un chapitre collégial.

Considérés comme corps ecclésiastique, les membres du chapitre de Saint-Amé donnaient le spectacle d'un grand peuple sacerdotal consacré absolument au service de Dieu. Ils sont environnés du respect et de la considération que commandent leur caractère sacré et la puissance religieuse dont ils sont investis. Cette autorité ne s'exerce pas seulement dans leur église, qui ne relève que du Saint-Siège, mais s'étend sur les paroisses et chapelles dont ils nomment les curés et les vicaires et sur les églises des couvents. De sorte que, prêtres et laïques, clercs et religieux, reconnaissent les chanoines pour leurs seigneurs et maîtres, après l'évêque, et leur donnent des marques de respect.

Sous le rapport intellectuel et moral, à l'éclat du rang, ils joignent la dignité que donne la vertu. Les chanoines sont, en effet, en possession d'une prééminence que personne ne leur conteste.

Congrégation savante et studieuse, ils sont maîtres dans les branches de la science théologique et juridique. Les lettres qu'ils étudient et dont ils propagent la culture dans les écoles qu'ils établissent, dotent et surveillent, complètent leur couronne de savoir et d'érudition.

L'histoire de Douai donne avec raison une place d'honneur aux personnages suivants : Azon, très versé dans les sciences physiques, 1077 ; Guillaume de Farouville, qui suivit Charles d'Anjou à Naples et remplit les fonctions de vice-chancelier, mort en 1278 ; Wallerand d'Hangouart, qui ouvre, en 1362, la liste des docteurs magnifiques de l'Université ; Bossemius, qui joignit, à une rare science, une éminente piété et une inépuisable charité ; Wallerand Caoult, auteur sacré, 1600 ; Thomas Stapleton, qui brilla parmi les controversistes du XVII^e siècle ; François Canquelin, auteur d'un volumineux mémoire pour servir à l'histoire de Douai, dont une copie est conservée à la Bibliothèque publique. Que d'autres noms il faudrait citer ! Au mérite intellectuel se joint leur supériorité morale. Par leur vie austère, recueillie, ils honorent l'Église et édifient les fidèles. Rappelons quelques personnages éminents du chapitre de la Collégiale qui ont brillé d'un éclat plus radieux. Le B. Gossuin, qui fut l'ami de saint Bernard et le rival d'Abélard, 1166. Le prévôt Raymare, qui avait laissé une mémoire si considérable, qu'il fut jugé digne d'être placé, en 1222, dans la chaise d'où l'on avait enlevé le corps de saint Amé et de recevoir les honneurs d'un culte public. Le docte et pieux Dubois (Sylvius), mort en odeur de sainteté. Nicolas de la Verdure, honoré de l'amitié de Fénelon.

Dans l'ordre temporel, le chapitre de Saint-Amé était investi d'une puissance étendue. Les chanoines étaient, en effet, de puissants seigneurs, ayant toutes les charges et tous les droits attachés à leur rang. Ils ont sous leurs ordres des mayeurs et des échevins, des officiers de justice, des collecteurs qui régissent, en leur nom, leurs fiefs ou seigneuries. Ils reçoivent les hommages de leurs vassaux et leur juridiction est étendue.

Ils doivent au peuple, qui réside sur leurs terres, sûreté et protection ; à l'État des subsides. A l'époque féodale, on voit parfois des chanoines, comme seigneurs temporels, mener dans les camps leurs vassaux, et, au siège de Saint-Jean-d'Acre, Elbert, dit Doyen de Douai, périt dans une attaque malheureuse (1190).

La Collégiale a le droit de patronage : par là, elle offre aux **racés** vigoureuses de la campagne un abri inviolable ; et les villes **voient**, de la sorte, leur territoire se remplir d'une population laborieuse qui y trouve protection assurée ; d'où le vieil adage : « Il fait **bon** vivre à l'ombre des monastères. »

Pour rehausser l'éclat de cette haute situation, se joignent les richesses qui, à toutes les époques, sont le fondement de la puissance. Les redevances, revenus, droits féodaux, **bénéfices** ecclésiastiques, produits des autels, sont autant de sources **qui** viennent se déverser dans le trésor du chapitre, et retombent ensuite en rosée de bénédictions sur la ville et la contrée.

Ainsi donc, pendant six siècles, la Collégiale a conservé, pour sa part, les anciennes acquisitions du genre humain, la langue latine, la littérature, la théologie, une portion de la littérature et des sciences du paganisme, l'architecture, la sculpture, la peinture, les arts et les industries qui servent au culte, les industries **plus** précieuses qui donnent à l'homme le pain, le vêtement et l'habitation, surtout la meilleure des acquisitions humaines, l'amour du travail.

Au pain du corps et de l'intelligence, il faut ajouter le pain de l'âme. « Jusqu'au milieu du XIII^e siècle, dit Taine, le clergé s'est trouvé presque seul à le fournir. Par ses églises, ses statues, ses offices, il a rendu sensible le royaume de Dieu et dressé le monde futur au bout du monde réel, comme un magnifique pavillon d'or au dessus d'un enclos fangeux. Ces hommes voués à Dieu et à leurs semblables consolent les malheureux... Pendant douze siècles, le clergé a nourri le cœur et le corps de l'homme ; et, par la grandeur de la récompense qu'il en a reçue, on peut juger de la profondeur de la gratitude qu'on lui a vouée... Quel que soit l'établissement, ecclésiastique ou séculier, les contemporains qui l'observent pendant quarante générations ne sont pas de mauvais juges, et ils ne lui livrent leurs biens et leurs volontés qu'à proportion de ses services, et l'excès de leur dévouement peut mesurer l'intensité de son bienfait. »

Aussi, malgré les bouleversements si nombreux auxquels la contrée fut soumise, cette situation privilégiée se maintint. Elle fut consacrée par Robert le Frison, plus tard reconnue par Marguerite de Flandre, confirmée, ensuite, par Philippe I^{er} de France, et Philippe le Long. Pendant la domination espagnole comme lors

de la conquête définitive, sous Louis XIV, elle ne connut pas d'éclipse.

II. — Le Monument. 1191-1791.

La reconstruction de l'église collégiale de Saint-Amé fut décidée en 1191, et, en 1206, les travaux étaient assez avancés pour qu'on pût procéder à la translation des reliques de saint Amé, qui se fit avec magnificence, en présence des évêques d'Arras, de Châlons et de Tournai, d'un grand nombre de seigneurs et d'abbés.

Le grand autel dédié à la sainte Vierge, Notre-Dame du Château de Douai, ne fut consacré qu'en 1270, par l'évêque de Thérouanne ; il s'élevait sur l'emplacement de la chapelle primitive.

Essayons de rétablir le monument. L'entrée principale est rue Saint-Samson, le chevet du côté du Pont des Prêcheurs. C'est une masse imposante, dont les nefs élevées se prolongent vers la Scarpe ; un clocher massif terminé par un dôme élevé complète l'édifice.

Entrons : trois nefs, avec colonnes légères et hardies qui supportent le vaisseau du milieu ; au centre, le chœur entouré de riches boiseries ; autour du chœur, un vaste déambulatoire avec un grand nombre de chapelles de forme circulaire.

Du côté gauche, en avant du transept et à hauteur du maître-autel, la chapelle des Trépassés ; à droite, la chapelle du Saint-Sacrement qui forme une aile accessoire et qui, par sa profondeur, fait l'effet d'une église accostée à une autre église.

Les murailles sont éclatantes de blancheur, car elles sont revêtues de grès, et les auteurs du temps vantent le beau blanc de Saint-Amé.

Plusieurs tableaux ornent les murs de l'église. Les auteurs du temps mentionnent celui qui représente Rodolphe de Hapsbourg, cédant son cheval à un prêtre porteur du Saint Viatique et accompagnant à pied, avec toute sa suite, le Très Saint Sacrement.

A l'extrémité de la Collégiale, supportant l'orgue, on admirait le jubé, l'un des plus beaux ouvrages qui fussent en Flandre. Il était soutenu par plusieurs colonnes en marbre et orné de statues d'un marbre rare et précieux.

L'abbé Lebeuf, un des prêtres les plus savants en histoire, rend compte d'une visite à Douai faite en l'an 1745 :

« J'ai eu l'honneur de voir et tenir la chasuble de saint Amé, qui est de couleur brune et comme en soie avec bande d'or.....

Sa châsse est sur le maître-autel avec celles de plusieurs autres saints des Pays-Bas. Sur les deux crédences, à côté, sont les bustes de saint Maurice et de ses compagnons, avec quatre ou cinq ossements considérables.

» Leur église, dont la nef paraît du XII^e ou XIII^e siècle, a été ruinée. Ce n'est plus qu'un édifice raccommodé.

» Le jubé est de marbre : le chœur est tout neuf avec maintes sculptures de toute la famille de sainte Rictrude. »

« Le 17 novembre 1790, dit l'abbé Dancoisne, un commissaire nommé par le district apposa les scellés sur les portes de l'antique Collégiale. Pendant huit ans, elle brava l'inclémence des éléments et la fureur des impies. La bande noire qui essaya la sape contre ses fortes et imposantes murailles dut s'avouer vaincue. Sur la réquisition des fripiers de Lille, acquéreurs de « l'immeuble », les artilleurs de la garnison vinrent la détruire : 1798 ! »

Lorsque après avoir traversé la Scarpe sur le pont des Prêcheurs, on prend la rue Saint-Amé, on se trouve sur une place circulaire, plantée d'arbres, qui porte le nom de place Saint-Amé. C'est l'emplacement de la Collégiale qui fut, pendant plus de six cents ans, un centre de piété, de foi, de science et de patriotisme ¹.

III. — Le trésor.

La fiertre couverte d'argent, renfermant le corps de S. Morant.

Le chef de S. Morant conf. en un vase d'argent supporté par deux anges du même métal.

Le chef de S. Amé, en un vase de vermeil.

La crosse de S. Amé.

Un bras de S. Amé, en un reliquaire argent & cuivre, rehaussé de pierreries et de lys en cuivre doré.

Le bras de S. Adalbold, père de S. Maurant, & de S^{te} Gertrude, sa grand mère, en reliquaire bois peint.

Le pied de S^{te} Anne, en une boîte cristal, avec des anges argentés qui vénèrent la S^{te} dont la statue domine...

Une coupe cuivre dorée, genre ostensor, avec l'Image de la S^{te} Vierge. Sur la poitrine une pixide d'argent, renfermant quelques gouttes de lait de la V. M.

Reliquaire renfermant reliques de S. Jean-Baptiste, S^t Blaise & vetemens de N. D. avec pierreries & émaux.

1. Auteurs consultés : Tailliar, *Chroniques de Douai*. — L'abbé Dancoisne, *Etablissements religieux de Douai*. — Etc., etc.

Un joyel d'or et d'argent reposant sur un pied, représentant la Vierge Marie avec des reliques de S. Adrien, S. Étienne & S^t Laurent, S. Marie Madeleine.

Un joyel en forme de tonnelet, avec une dent de S. Jean-Baptiste.

La vraie Croix, en une Croix de vermeil, ornée de saphirs.

Une tête des SS. M. Innocens, en une boîte en cuivre doré, surmontée d'une croix.

Le chef de S. Clément, en un reliquaire orné d'ancres....

Le reliquaire de S^{te} Barbe, or & argent.

Statue de S. Pierre, argent doré, tenant une clé argent et un livre argent

Reliquaire argent, S. Antoine, S. Léger, S^{te} Apolline.

Deux reliquaires émaux de Limoges.

Une tour d'argent sur pied de cuivre, surmontée de l'image, argent, de S. Maurant, avec reliques de S. Amé, S. Maurant & S. S. Innocens.

Tête d'une des XI mille vierges.

Partie du cilice de S. Thomas de Cantorbéry. ¹

Les tapisseries de S. Amé, XVI^e siècle.

Six tapis représentant les Péchés capitaux.

Neuf tapis représentant l'Histoire des Rois.

Deux tapis représentant l'Histoire de Jacob.

Un tapis représentant la Reine de Saba.

Un tapis à grand feuillage avec armoiries.

Un tapis représentant une fontaine avec feuillages.

Un tapis représentant N. S. au jardin.

Deux tapis avec armoiries.

Quatre tapis semés de fleurs de lys. ²

IV. — La vente.

Estimation de l'église de S. Amé, par Boulé fils, architecte, et Landa, commissaire du Directoire exécutif près l'administration du canton de Douai. 18 prairial an VI (6 juin 1798.)

Un grand et vaste édifice, bâti en grès, briques et blancs, étant couvert d'une charpente considérable pour la construction et revêtu d'ardoises. Au pourtour de ladite église se trouvent une quantité de petites chapelles, dont les couvertures se trouvent séparées par des gouttières en plomb ; le tout étant bâti sur une surface de 800 toises quarrées environ.

1. *Inventaire du trésor de S. Amé* (1382-1627).

2. Dechristé.

Le clocher, bâti en grès, surmonté d'une espèce de dôme, est compris dans la présente estimation, de même que la porte de fer servant d'entrée au cimetière de cette église.

Suis d'avis que toutes charges comprises, ce domaine national valait en capital, y compris le clocher, la somme de 93.000 fr. (L'horloge avec la cloche étant réservées.)

Adjudication de l'église de S. Amé, bâtie en grès, briques et blancs, sur 800 toises carrées de terrain, ledit terrain, ainsi que le cimetière, ne faisant pas partie de la vente.

L'acquéreur de l'édifice devra, sous huit mois de l'adjudication, remettre le terrain net et désencombré, en forme de place publique propre à l'établissement des marchés.

Après 200 feux différents, ayant allumé un 201^e feu, nous avons adjugé au citoyen Joachim Jouvenaux, domicilié à Lille, le bien désigné, pour la somme de treize cent trente mille francs.

Le citoyen Jouvenaux a déclaré son command pour la présente adjudication le citoyen Remy Corrège de Lille, lequel a déclaré accepter.

28 prairial an VI. (Suivent les signatures.) ¹

V. — Les cloches.

Inventaire et poids des cloches de Saint-Amé. (24 avril 1793.)

Dans le clocher nous avons remarqué :

1 ^{re} cloche	pesant	10.000.
2 ^e cloche	—	8.000.
3 ^e cloche	—	6.000 donnée à l'église du Quesnoy en-1802.
4 ^e cloche	—	4.000.
5 ^e cloche	—	3.000.
6 ^e cloche	—	2.000.
7 ^e cloche	—	1.500.
8 ^e cloche	—	1.000.

Le carillon, composé de 24 cloches, pesant 3.400.

Total : 38.900.

Il n'est pas question de la grosse cloche, d'un poids énorme, nommée Maurandine, baptisée en 1650, et cassée par un boulet pendant le siège de 1710. (16 juin.)

1. Archives du Nord, série Q, liasse 154.

EXCURSION ARCHÉOLOGIQUE A DINANT

Congrès du 9 au 13 août 1903

La dix-septième session de la *Fédération archéologique et historique de Belgique* s'est tenue, du 9 au 13 août, à Dinant.

La *Société d'études* y a été représentée par un certain nombre de ses membres, notamment par M. l'abbé Th. LEURIDAN, président; M. L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président; M. Edm. LECLAIR, secrétaire.

Ce congrès a été plutôt un congrès d'*excursions* dans la splendide région des bords de la Meuse, qu'une réunion d'*études*; les trois sections (I. Ethnographie, ethnologie, anthropologie; II. Archéologie, histoire; III. Arts et monuments), n'ont eu en effet que deux séances, l'une le lundi, l'autre le mercredi.

Dans la section d'archéologie et d'histoire, M. l'abbé Th. LEURIDAN a traité verbalement les questions de la conservation des monuments matériels et des monuments écrits, des moyens pratiques d'arriver à former une collection complète, par régions, des monographies des paroisses ou des communes, et du mouvement des études historiques dans le diocèse de Cambrai. M. F. DONNET, de l'Académie d'archéologie d'Anvers, qui présidait la section, a prié M. l'abbé LEURIDAN de vouloir bien rédiger par écrit son exposé verbal, qu'il désire voir figurer dans le compte rendu du Congrès. Nous ne saurions trop remercier M. F. DONNET de l'accueil gracieux qu'il a fait à la communication de notre Président et des paroles élogieuses qu'il a consacrées à notre *Société d'études*¹.

1. L'année dernière, au Congrès de Bruges, notre Président avait demandé la parole pour une communication verbale relative aux mêmes objets et répondant à la première question de la section d'archéologie : *De la rédaction et de la publication des inventaires archéologiques*, et à la dix-huitième question de la section d'histoire : *Règles à suivre dans la rédaction des monographies historiques locales*. N'ayant pu obtenir son tour de parole, ni dans l'une ni dans l'autre section, il avait remis aux bureaux de ces deux sections, quelques exemplaires de sa notice : *Les monographies paroissiales du diocèse de Cambrai* (Voir le *Bulletin*, tome III, p. 185 à 198), où se trouvent exposées les idées qu'il désirait développer.

Nous avons reçu tout récemment le compte rendu du Congrès de Bruges. Dans la section d'archéologie, nous lisons, p. 257, cette mention : « M. l'abbé Leuridan a

La majeure partie des articles inscrits au programme intéressaient plus spécialement la région de Namur et de Dinant. Cependant, à la section d'arts et monuments, ont été traitées quelques questions plus généralés, par exemple : les origines de l'architecture gothique au XII^e siècle ; l'historique des chemins de croix : faire connaître comment les scènes de la Passion doivent être disposées pour répondre aux prescriptions de l'Église et aux principes de l'art chrétien ; l'utilité de la photographie documentaire pour l'étude des monuments et des œuvres d'art ; l'origine, la forme et l'usage liturgique des hymnes de l'Église.

Quant aux excursions, elles ont été multipliées, nous l'avons dit. Bouvignes, avec sa grande maison du marché, Freyr et son château, Falmignoul et Waulsort, Hastière et son prieuré, Walzin, les célèbres grottes de Han-sur-Lesse, le vieux donjon de Vève, l'église de Celles, Furfooz, Montaigle, l'abbaye de Maredsous, l'enceinte de Poilvache, la villa belgo-romaine de Mettet, Namur, sa cathédrale et son musée archéologique, ont été, tour à tour, l'objet de l'attention et de l'admiration des Congressistes.

A ces diverses « attractions » se joignait encore la belle exposition de dinanderies organisée dans les salles de l'hôtel de ville de Dinant. La Belgique, la France, la Hollande, l'Angleterre, où s'exportaient jadis les œuvres des dinandiers, avaient répondu à l'appel du Comité de l'exposition : les musées publics comme les collections privées y avaient envoyé leurs objets les plus rares et les plus remarquables. Mais le contingent le plus considérable avait été fourni par les églises et chapelles : des séries nombreuses d'aigles ou de pélicans lutrins, de fonts baptismaux, de tabernacles, de candélabres, de lustres, de plaques funéraires,

déposé sur le bureau quelques exemplaires d'une note où se trouve, dit-il, une réponse *pratique* à la première question du programme. » C'est bref, mais peu clair.

Dans la section d'histoire, c'est encore plus bref ; il n'est fait aucune mention du questionnaire des monographies, ni des indications *pratiques* qui l'accompagnent.

Enfin, sur l'invitation du comité organisateur du Congrès, notre Président avait également rédigé une courte notice sur la *Société d'études* et ses travaux (Voir le *Bulletin*, tome IV, p. 164 à 166), destinée à être insérée au compte rendu. Nous n'avons pu y découvrir aucune trace ni mention de cette note.

Il ne nous a pas été possible de présenter au Congrès de Dinant ces observations relatives aux procès-verbaux du Congrès de Bruges. L'article 3 du règlement dit que « le compte rendu est publié au moins un mois avant l'ouverture de la session suivante, afin que les intéressés puissent en prendre connaissance et que les réclamations auxquelles il peut donner lieu soient présentées dès la première séance de cette session. » Or, nous n'avons reçu le compte rendu qu'à notre retour de Dinant.

de chandeliers, de portes, de tableaux repoussés, de colonnes, etc., etc., formaient un assemblage d'environ trois mille pièces les plus variées, du XI^e au XVIII^e siècle.

Nous conserverons le plus agréable souvenir du congrès de Dinant et de son exposition rétrospective.

Edm. LECLAIR, *secrétaire*.

SÉANCE DU 15 OCTOBRE 1903

Présents : MM. l'abbé Th. LEURIDAN, président ; L. QUARRÉ-REYBOURBON, vice-président ; Edm. LECLAIR, secrétaire ; Ém. THÉODORE, bibliothécaire-archiviste ; l'abbé BROUTIN, J. DUBRULLE, FERNAUX-DEFRANCE, L. FLIPO, J. LEBLANC, l'abbé MASURE, H. PAJOT, membres titulaires.

Assemblée générale et congrès d'art et d'histoire. — La cinquième assemblée générale de la *Société d'études* aura lieu le *mardi 17 novembre*, à 9 heures précises, au *Cercle de la rue Marais, 18*, salle n° 2, au premier étage. S. G. Monseigneur SONNOIS, archevêque de Cambrai, et M. le chanoine LOBBEDEV, vicaire - général, membres d'honneur de la *Société d'études*, présideront cette réunion.

MM. les membres titulaires ou associés qui désireraient présenter un mémoire ou faire une communication à cette séance, sont invités à en avertir, le plus tôt possible, le Président (*M. l'abbé Leuridan, 60, boulevard Vauban, Lille*). Le temps *maximum* accordé à chaque communication est rigoureusement fixé à *dix minutes* ; les auteurs des travaux plus étendus sont donc priés d'en préparer un résumé qui ne dépasse pas ce temps réglementaire.

Nous donnons ci-dessous le programme de l'*Assemblée* et du *Congrès* ; mais il est bien entendu qu'il n'est aucunement limitatif ; toute question intéressant l'art ou l'histoire pourra être traitée et discutée en séance.

Revision des travaux des Congrès précédents. — Résultats obtenus. — Résultats à poursuivre.

ART. — 1° Commissions diocésaines permanentes d'art chrétien. — 2° Édifices, mobilier et objets d'art : conservation, inventaire, restauration. Parmi les questions relatives à cet article du programme, l'on étudiera spécialement, cette année, *les vitraux*. — 3° Enseignement de l'archéologie et de l'art chrétien, dans les universités, dans les séminaires, dans les collèges, dans les écoles spéciales, dans les ateliers privés ; livres, manuels, méthodes ; organisation de musées proprement dits et de musées d'études. — 4° L'imagerie religieuse ; les livres de piété, de morale, de spiritualité, à *gravures*. — 5° La musique religieuse ; le plain-chant ; la musique à l'église ; l'enseignement musical.

HISTOIRE. — 1° Commissions diocésaines permanentes d'histoire ; archives et archivistes diocésains. — 2° Enseignement de l'histoire générale, régionale et locale, et des sciences annexes de l'histoire dans les universités, les séminaires, les collèges, les écoles. — 3° Monographies et travaux divers sur les paroisses, les abbayes, les collégiales, les prieurés, les institutions de piété, de charité, d'enseignement. — 4° Épigraphie du département du Nord ; sa publication. — 5° La *Société d'études* ; son but, son fonctionnement, ses travaux, ses publications ; concours à lui apporter. — 6° Renouvellement du *Conseil* de la *Société d'études*, dont les cinq membres sortants sont rééligibles, d'après l'article XII des Statuts.

Excursions. — Conformément à la décision prise dans la séance du 9 mai 1901, l'excursion de novembre, dite *excursion du Congrès*, doit avoir pour but les monuments et souvenirs de Lille et de son voisinage immédiat, l'autre excursion, dite *excursion de la Société*, étant remise aux mois de mai ou de juin.

Mardi 17 novembre, visite de la *Chapelle de Notre-Dame de Réconciliation*, rue de Cantelieu ; réunion à la chapelle à 2 h. 1/2.

Mercredi 18 novembre, visite des *Musées de Lille* ; réunion au Palais des Beaux-Arts à 10 heures.

Mercredi 18 novembre, visite des travaux de la *Basilique de Notre-Dame de la Treille* ; réunion à la Basilique à 2 h. 1/2.

Dons et hommages. — Nous avons reçu les ouvrages suivants : *Congrès archéologique et historique tenu à Bruges du*

10 au 14 août 1902 ; compte rendu par L. de FOERE (Bruges, 1903, in-8). — *Privilèges de la Collégiale de Sainte-Waudru à Mons*, par dom Ursmer BERLIÈRE (Mons, 1897, in-8). — *Rapport (à la commission royale d'histoire de Belgique) sur les cartulaires à publier in-extenso*, par le même (Bruxelles, 1900, in-8). — *Les anciennes archives de l'abbaye de Lobbes*, par le même (Bruxelles, 1900, in-8). — *Les chapitres généraux de l'ordre de Saint-Benoît dans la province de Cologne-Trèves*, par le même (Bruxelles, 1900 et 1901, in-8). — *Lettres de quelques bénédictins de la fin du XVIII^e siècle*, par le même (Bruges, 1902, in-8). — *Aux Archives vaticanes*, par le même (Bruges, 1903, in-8). — *Rapport (à la commission royale d'histoire de Belgique) sur la publication des obituaires belges*, par le même (Bruxelles, s. d., in-8). — *La translation de saint Benoît et la chronique de Leno*, par dom G. MORIN (Bruges, 1902, in-8). — *Les deux cloches de l'ancienne abbaye de Bonnefontaine*, par L. B. RIOMET (Reims, 1903, in-8). — *Saint Elton, évêque, patron de Dompierre, sa vie, ses reliques et son culte, sixième édition*, par l'abbé A. DELOBELLE (Tournai, s. d., in-18). — *Le ministère de Botta-Adorno dans les Pays-Bas autrichiens pendant le règne de Marie-Thérèse*, par l'abbé J. LAENEN (Anvers, 1901, in-8). — *Geschiedkundige Aanteekeningen rakende de instelling en het klooster der Zwartzusters van Antwerpen*, par le même (Anvers, 1902, in-8).

Congrès des Sociétés savantes. — Le 42^e congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à la Sorbonne, le mardi 5 avril 1904. Les mémoires destinés à ce Congrès doivent être adressés, avant le 20 janvier, au cinquième bureau de la Direction de l'enseignement supérieur.

Le programme est remis aux membres présents, avec prière de le communiquer le plus largement possible aux collègues absents. Il serait trop long de le reproduire ici, mais, pour répondre au désir des organisateurs, nous indiquons plusieurs questions qui se rattachent plus étroitement aux études habituelles de notre Société.

Section d'histoire. — Étudier les authentiques de reliques conservées dans les trésors de diverses églises. — Signaler les cartulaires, les obituaires et les pouillés conservés en dehors des dépôts publics. — Établir et justifier la chronologie des fonction-

naires ou dignitaires civils ou ecclésiastiques dont il n'existe pas de listes suffisamment exactes. — Étudier l'administration communale sous l'ancien régime, à l'aide des registres de délibérations et des comptes. — Chercher dans les mêmes registres les mentions relatives à l'instruction publique. — Donner des renseignements sur les livres liturgiques imprimés avant le XVII^e siècle, à l'usage d'un diocèse, d'une église ou d'un ordre religieux. — Étudier, pour une région déterminée, le rapport des mesures anciennes avec celles du système métrique. — Dresser la liste des documents d'archives qui peuvent servir à faire connaître, dans un département, l'application de la Constitution civile du clergé. — Étudier les délibérations des municipalités rurales pendant la révolution, en mettant en lumière ce qui intéresse l'histoire générale. — Tracer l'histoire d'une société populaire pendant la révolution.

Archéologie. — Relevé des sépultures préromaines, en deux catégories : sépultures par inhumation, sépultures par incinération. — Signaler les monnaies gauloises que l'on recueille dans un arrondissement. — Signaler les stations préhistoriques. — Rechercher le tracé des voies romaines. — Monnaies féodales. — Jetons des corporations et états provinciaux. — Décrire les sceaux conservés dans les archives publiques ou privées. — Monuments de l'architecture militaire aux diverses époques du moyen âge. — Anciens tissus conservés dans les églises, les musées, les collections. — Documents intéressant l'histoire du costume. — Faire par région, par ville ou par édifice, le recueil des pierres tombales et inscriptions diverses, publiées ou non.

Sciences économiques. — Étudier, dans une région, l'état de l'enseignement primaire de 1816 à 1833. — Statistique des édifices religieux non aliénés dans un département ou dans un arrondissement, à la veille de l'application du concordat. — Esquisser l'histoire d'une école centrale, d'un lycée ou d'un collège communal.

Géographie historique. — Déterminer les limites des différents pays (pagi). — Limites et cartes des anciennes circonscriptions diocésaines, féodales, administratives, etc. — Formes originales des noms de lieux et comparaisons avec leurs orthographes officielles. — Délimiter comparativement une forêt de France, au moyen âge et à l'époque actuelle. — Modifications anciennes et actuelles des côtes. — Formation des dunes et des étangs.

Cahiers de doléances. — M. l'abbé ACHTE, membre titulaire, communique les cahiers de doléances de la ville de *Bergues*, de la paroisse de *Wormhout* et du comté de *Wormhout*, en la même

paroisse. Ces trois intéressants documents seront insérés au *Bulletin*.

L'abbaye de Crespin en 1791 et 1792. — M. l'abbé C. BOSQUELLE, membre titulaire, a découvert à la bibliothèque communale de Condé, installée dans l'ancien château des de Croy, les originaux de deux actes relatifs à l'abbaye de Crespin ; nous les reproduisons textuellement avec leur orthographe fantaisiste.

I. — « Procès-verbal des volontés des religieux. »

L'an mil sept cent quatre vingt onze, le dix huit juin, en vertu d'une lettre du procureur syndic du district de Valenciennes en date du quatorze de juin, nous soussignés sommes rendu à l'abbayé de Crépin pour prendre l'intention des religieux, savoir s'il persiste ou refuse de mener la vie commune.

Est comparu premièrement M. L'abbé qui a déclaré que, conformément à ses vœux d'estabilités qu'il avait fait dans l'abbaye de Crépin, il désirerez de tout son cœur pouvoir s'y maintenir et mener la vie commune avec tous ses religieux, mais qu'étant forcé par les décrets de l'assemblée nationale de se transporté dans une autre maison pour y mener la vie commune, il demande sa liberté de choisir une habitation quelconque pour mener la vie privée.

2^o Dom Benoît Nève demande de vivre à son particulier.

3^o M. l'abbé, chargé de la procuration de dom Placide Pouillaude, demande la même chose pour ledit Pouillaude.

4^o Dom Romain Hecquet, idem.

5^o Dom Joseph Pouillet déclare qu'il profite des décrets de l'assemblée nationale pour avoir la liberté.

6^o Dom Louis Seillier réitère de vouloir vivre et mourir dans l'abbaye de Crépin et non dans aucunes autre.

7^o Dom Aybert Delau est du même sentiment que M. L'abbé.

8^o Dom Maurice Guinet est du même avis que M. l'abbé, avec lequel il aurait désiré mener la vie commune à Crespin.

9^o Dom Auguste Penincq fait la même déclaration que Dom Maurice.

10^o Dom Landelin déclare qu'il n'ira pas à Vicongne.

11^o Dom Adelin Losson est du même sentiment que Dom Landelin.

12^o Dom Humbert Gillet est du même sentiment que les précédents.

13^o Dom François Hedon déclare ne vouloir mener la vie commune que dans la maison de Crépin où il a fait ses vœux ; il ne

veut donc pas profiter du décret qui assigne la maison de Vicongne pour retraite.

14^e Dom Charles Tranchant déclare profiter du décret et vouloir mener la vie privée.

15^e Dom Alexandre Tourtois pense de même que le précédent.

16^e Dom Juvénal Lemer pense comme les deux précédents.

17^e Dom Domitien Poitier, par préférence il n'ira pas à Vicongne.

Ainsi fait à l'abbaye de Crépin les jour, mois et an que dessus. — Les soussignés, maire et officiers municipaux affirment que tout ce qui est cy dessus contenu et conforme aux volontés des religieux cy dessus nommés.

En foi de quoi ils ont signé :

D. Tromont, maire. — P. F. Bertrand, officier.
— F. J. Wedron, officier. — J. J. Beraux,
officier. — Pierre-J. Lenoir, officier. — E. J.
Trelcat, secrét.

II. — Inventaire de la cuisine de Crespin.

L'an mil sept cens quatre vingt douze, le trente septembre, jour que la maison de réunion de Crépin a été évacuée des religieux qu'ils y étaient réunis, par décret de l'Assemblée nationale, Nous, maire, officiers municipaux et procureur de la commune de Crépin et Chapelle St Aybert, nous nous sommes transportés à la cuisine de laditte maison de réunion, pour y faire la reconnaissance des effects et ustancilles qu'il y avait, déclaré cy après, que nous avons déposé dans une des caves de la ditte maison

Savoir : un tourne broche ; — une chaudière pour faire chauffer de l'eau pour relaver ; — deux marmites avec leurs couvercles ; — une poissonnière avec son égouttoir ; — deux bassin avec un seul couvercle ; — une lichefritte ; — deux casseroles avec trois couvercles ; — une poëlle de cuivre ; — une culière percée en cuivre ; — une écumette en cuivre ; — deux culières à ragout en cuivre ; — un bassin de cuivre rouge ; — deux tourtières en cuivre ; — deux grilles de fer ; — une table dans le millieux de la cuisine ; — un couperet et deux hachoirs ; — trois cuvelle à relaver ; — deux soupieres ovales avec leurs couvercles ; — quatre soupieres commune ronde ; — treize plats festonnés ovale et rond, tant grand que petit ; — trente deux assiettes festonnée ; — trente deux assiettes commune ; — trente trois plats commun, tant grand que petit ; — une égouttoir d'étaing ; — trois pots et un demy pots en étaing.

Le tout fini à la cuisine, nous nous sommes transportés à la sacristie, que nous nous sommes fait représenter les ornements, et ensuite nous avons apposé le Scel de notre municipalité sur la porte.

Ainsi fait, clos et arrêté le présent verbal, au dit Crépin, le jour, mois et an que dessus.

G.-J. Descamps, maire. — D. Hayoit, officiers.
— Zacharie Monnié, officier. — Mention,
officier. — Cit. Delhayé, officier. — C. Stragant, off. — E.-J. Trelcat.

Nous, président et membre composant le directoire du district de Valenciennes, autorisons la municipalité de Crespin de poser deux gardiens, pour la garde de la maison des cidevant religieux, qui veilleront nuit et jour à raison de trente sols par jour, qui leur seront payés par le trésorier du district.

Fait en séance, le 11 8^{bre} 1792, l'an premier de la république.

Lenglart, président. — Lemoine. — Delpierre.
— Poirier, secrétaire.

Fêtes révolutionnaires à Tourcoing. — M. J. LEBLANC, membre titulaire, a trouvé de nouveaux documents relatifs aux *Fêtes révolutionnaires célébrées à Tourcoing*. Ils seront publiés au *Bulletin*.

Communications diverses. — Plusieurs autres communications, dont l'objet rentre plus spécialement dans les attributions de la Commission diocésaine permanente, sont réservées pour la séance du Congrès de novembre.

Obitier de la paroisse de Radinghem, communiqué par
M. l'abbé G. RAFIN, membre titulaire ¹.

JANVIER.

2. — Messe de Notre-Dame de Bon Secours à dévotion des Confrères et Consecurs.

5. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

1. Cet obitier est transcrit textuellement dans un exemplaire du *Rituale ad usum diocesis Tornacensis* (édition Varlé, 1721), que j'ai en ma possession.

7. — Messe du V. Saint Sacrement de fondation.
8. — Messe de Notre Dame des Sept Douleurs.
11. — Messe de S^{te} Anne de fondation par Hierôme Grujon et sa femme.
13. — Un obit pour Jean Lutun de fondation.
16. — Un obit pour Jean Bequart et sa femme.
18. — Un obit pour Antoine Lernoux.
20. — Obit pour Jean Cordonnié et sa femme.
25. — Obit pour Michelle Bouchery.
29. — Obit pour Jean Ricoux et sa femme et Jean Delobelle d'ancienne fondation à la pauvreté.

FÉVRIER.

1. — Messe de Notre Dame de Bon Secours pour les Confrères et Consœurs. Obit pour Jean Becquart et sa femme.
3. — Obit pour Sire Jacques Hochart, en son vivant pasteur du Maisnil.
6. — Jour S^t Vaast, patron de la paroisse.
8. — Messe de S^{te} Anne de fondation par Hyérôme Grujon et sa femme.
10. — Obit pour Sire Jacques Lesclaire, en son vivant pasteur de Radinghem ; les Commendaces.
13. — Messe de Notre Dame des sept Douleurs.
14. — Obit pour Sire Paschale Pottier, en son vivant pasteur de Radinghem, et Pierre Clercquemeur, chanoine de S^t Pierre à Lille.
18. — Un obit à trois leçons pour François le Petit et Catherine Grau.
20. — Obit pour Jean Monnel et sa femme, Augustin Monelle, Pierre Leblan et Brisse de Clercquemeur.
23. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.
26. — Obit pour Jean et Marguerite Lutun, Jacques de Meplau et Pierre de la Cœuillery, d'ancienne fondation à la pauvreté.

MARS.

1. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.
4. — La messe du V. Saint Sacrement de fondation par Hyérôme Grujon et sa femme.
6. — Messe de Notre Dame de Bon Secours pour les Confrères et Consœurs.
9. — Obit à 9 leçons pour Walrand Leblan, Antoine Leblan et Michelle Bouchery.

- 11. — Messe de Notre Dame des Sept Douleurs.
- 13. — Obit pour les bienfaiteurs de l'église d'ancienne fondation.
- 17. — Obit pour Jean Becquart et sa femme, appelée Françoise Casbelle, et leurs parens.
- 27. — Obit pour Jacques Dufaux, Gille Hochart, Jean Leclercq et Jean Odelaque et sa femme, fondation à la pauvreté.

AVRIL.

Le 1^{er} samedi du mois la messe de Notre Dame de Bon Secours pour les Confrères et Consœurs.

Le 2^{me} vendredi la messe de Notre Dame des Sept Douleurs.

- 6. — Obit pour Jean Becquart et Françoise Casbelle, sa femme.
- 8. — Messe de S^{te} Anne de fondation.
- 10. — Obit à 3 leçons pour Anne Lambert.
- 13. — Obit pour Jean Cordonnier et sa femme.
- 19. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.
- 20. — Obit pour Pierre Jean et Gérard Delobelle, Robert Englos et sa femme, d'ancienne fondation à la pauvreté.

Mai.

Le 1^{er} samedi la messe de Notre Dame de Bon Secours pour les Confrères et Consœurs.

Le 1^{er} jeudi du mois la messe du V. Saint Sacrement de fondation par Hyérôme de Grujon.

- 5. — Obit pour Michelle Boucherÿ.
- 7. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.
- 9. — Obit pour les bienfaiteurs des pauvres d'ancienne fondation.
- 13. — Messe de S^{te} Anne de fondation.
- 16. — Obit pour Sire Jacques Hochart, en son vivant pasteur du Maisnil.

19. — Le dimanche suivant l'Ascension de Notre Seigneur est la dédicace de la paroisse.

Le lendemain du jour de la dite dédicace, on chante un obit à 3 leçons pour Marin Coustenoble et Marie Bucques, sa femme, pour lesquels le curé [reçoit] 20 p. pour les recommander pendant l'année.

Le premier jour des Rogations on va en procession par la rue des grands bois et l'on revient par le ... Boutirie (?)

Le deuxième jour des Rogations on va chanter la messe à Escobecq en procession et l'on revient par les ... bon temps.

Le 3^{me} jour en suite de la messe on fait la procession par le cimetière en chantant les litanies de S^t ...

JUIN.

Le 1^{er} samedi du mois la messe de Notre-Dame de Bon Secours pour les Confrères et Consœurs.

Le 2^{ème} vendredi du mois la messe de Notre Dame des Sept Douleurs.

7. — Obit à 3 leçons pour Mr. Jean Ducamp, en son vivant pasteur de Radinghem.

11. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

14. — Obit à 3 leçons pour Pierre Hochart.

17. — Messe de S^{te} Anne de fondation par Hyérôme de Grujon et sa femme.

21. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

JUILLET.

Le 1^{er} Jeudi du mois la messe du V. S. Sacrement fondée par Hyérôme Grujon et sa femme.

Le 1^{er} samedi du mois la messe de Notre Dame de Bon Secours pour les Confrères, etc.

Le 2^{ème} vendredi du mois la messe de Notre Dame des Sept Douleurs.

10. — Obit à 3 leçons pour Anne Lambert.

13. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

17. — Messe de S^{te} Anne de fondation par Hyérôme Grujon et sa femme.

27. — Un service à 9 leçons et commendaces pour Sire Jacques Dufresnoy, mettre et fondateur des messes de Notre Dame des Sept Douleurs, et ses parens.

Mémoire que la vieille grange de feu Mettre René Le plat, clerq de Radinghem, doit un obit par an pour Jean de Ligny, sa femme et ses parens.

AOUT.

Le 1^{er} samedi du mois la messe de notre Dame de Bon Secours pour les Confrères et Consœurs.

Le 2^{ème} vendredi la messe de Notre Dame des Sept Douleurs.

4. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

6. — Obit pour Jean Domesent, Jean Lutun et sa femme, et Jacques de Lieurme et sa femme, d'ancienne fond. à la pauvreté.

12. — Obit pour Antoine Lernoux.

17. — Obit pour Jean Cordonnier et sa femme.

20. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

25. — Jour de S^t Éleuther, patron du diocèse.

30. — Jour de S^t Fiacre, messe solennelle de fondation.

SEPTEMBRE.

Le 1^{er} Jeudi du mois la messe du S^t Sacrement de fondation.

Le 1^{er} samedi la messe de Notre-Dame de Bon Secours pour les Confrères, etc.

4. — Octave de S^t Fiacre, messe de fondation.

2^{ème} vendredi du mois, messe de Notre Dame des Sept Douleurs de fondation.

9. — Le lendemain de la Nativité, un obit général pour tous les Confrères et Consœurs trépassés.

16. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

23. — Obit à 3 leçons pour Louis Dumé.

27. — Obit pour les bienfaiteurs des pauvres d'ancienne fondation.

30. — Messe de S^{te} Anne de fondation par H Jérôme Grujon et sa femme.

OCTOBRE.

1. — Jour S^t Piat, apôtre des Flandres et du diocèse.

Le 1^{er} samedi du mois, la messe de Notre Dame de Bon Secours pour les Confrères et Consœurs.

7. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

Le 2^{ème} vendredi la messe de Notre Dame des Sept Douleurs.

12. — Messe de S^{te} Anne de fondation.

14. — Obit à 3 leçons pour Michel Testelin.

17. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

20. — Obit pour Jean Cordonnier et sa femme.

24. — Obit pour sire Jacques Hochart, en son vivant pasteur du Maisnil.

NOVEMBRE.

Le 1^{er} Jeudi du mois, la messe du v. S. Sacrement de fondation.

Le 1^{er} samedi du mois, messe de Notre Dame de Bon Secours pour les Confrères, etc.

5. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

8. — Obit pour tous les bienfaiteurs de l'église et des pauvres de fondation.

15. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

19. — Obit pour Michelle Bouchery.

24. — Obit à 3 leçons pour Antoine Waismel.

Mémoire que le Curé en suite de la messe bénit du pain le jour de S^t Hubert, invoqué..... du dit saint.

DÉCEMBRE.

Le 1^{er} samedi du mois, la messe de Notre Dame de Bon Secours pour les Confrères et Consoeurs.

Le 2^{ème} vendredi, messe de Notre Dame des Sept Douleurs.

10. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

12. — Obit pour Thomas Coustenoble.

15. — Messe de S^{te} Anne de fondation.

17. — Obit pour Antoine Lhermite.

22. — Obit pour Jean Becquart et sa femme.

29. — Jour de S^t Thomas de Cantorbery, en suite de la messe, on bénit l'eau. Mémoire que le curé reçoit la rétribution des messes qui se disent les premiers samedi de chaque mois du ministre du buffé de la ditte confrérie comme aussi la rétribution de l'obit général qui se dit le lendemain de la Nativité, et des services des confrères et consoeurs.

Mémoire aussi que le curé reçoit 30 p. de rétribution pour l'obit à 9 leçons priant pour Walrand Leblan et Antoine Leblan, lequel obit je célèbre au mois de mars et on distribue 16 l. t. d'argent convertie en pains, le tout à la charge du censier qui occupe la ferme qui fait face à la place. Les autres messes et obits sont payées par les églisseur et pauvrisseur comme il paroît par les comptes.

Le présent règlement des messes et obits susdits que doit descharger le pasteur de Radinghem en la ditte église paroissiale a été fait et redressé l'an 1723 après avoir releu et visité plusieurs mémoires des anciens curés et spécialement la réduction des ditte messes et obits faite par les vicaires généraux de M^r Delasalle, évêque de Tournay, en l'an 1703, dans le temps de M^r Lescaillé, le tout pour satisfaire à l'intention des fondateurs autant qu'il est possible, dont les noms sont soussignés lorsque faire s'est peut.

ESPITAL, past. de Radinghem et Escobecq.

Mémoire que le curé reçoit 16 patars pour chaque messe fondée par Michel Carlié.

Idem 20 patars par an pour recommander les dits Carlié et..... sa femme, et que la fondation ordonne qu'on distribue trente patars aux pauvres..... après chaque messe.

Le curé reçoit aussi 20 p. pour chaque service de pauvreté.

Idem ledit M^r le curé reçoit 20 p. pour chaque obit à 3 leçons qu'il dit à descharges du platelé des évêques.

QUESTIONS

105. — Banalité. — En quoi consistait la *banalité* dont on trouve de fréquentes mentions dans les dénombremens de fiefs, à propos de moulins, de fours et de brasseries ?

106. — Vinage, rouage, ponténage. — On désirerait une définition claire et précise de ces différents droits.

107. — Mots à expliquer. — On demande le sens des mots suivans rencontrés dans divers documents anciens : *Adénérer, benel, eeps, oes*.

RÉPONSES

33. — Fleurs de lis à Deùlemont. — On voit à Deùlemont, à l'intérieur de l'église, une fleur de lis sculptée en hors-d'œuvre sur une des faces de la corbeille de deux chapiteaux placés près de l'entrée.

Deùlemont appartenait jadis à l'abbaye de Messines, fondée par Adèle de France, femme de Baudouin V de Lille ; nous croyons voir, dans cette fleur de lis, une marque de cette propriété.

Le lis est, en effet, une caractéristique qui se rencontre dans les armes de l'abbaye et de la cour féodale de Messines, dans celles de cette ville et du comté qui porte son nom.

Nous retrouvons également cette même marque de propriété, traduite d'une autre manière, dans les armes actuelles de la commune de Deùlemont, enregistrées sous Louis XIV : sur l'écartelé vient brocher l'écu d'or à un créquier de gueules, armoiries de la dame de Créquy, abbesse de Messines.

Pour ce qui concerne la fleur de lis sculptée sur les chapiteaux de Deùlemont, nous pourrions citer un cas analogue dans l'église de Tourmignies (canton de Pont-à-Marcq) : un petit écu, ne faisant pas partie de l'ornementation, figure sur la corbeille de deux chapiteaux de cette église, au même endroit où sont sculptées les fleurs de lis à Deùlemont. Ces écus y furent placés vraisemblablement pour le même motif. (*Réponse communiquée par M. Ém. THÉODORE, membre titulaire*).

101. — Pharmacopée de Saint-Omer. — Je ne connais qu'une édition de cette pharmacopée. Voici le titre exact : *Pharmacopœia*

Audomarensis correcta, nobilissimi atque æquissimi ejusdem urbis senatus jussu edita. Audomari, apud Ludovicum Carlier, typographum, sub signo Nominis Jesu, 1689. — Cet ouvrage est relevé dans la *Bibliographie historique de l'arrondissement de Saint-Omer*, publiée en 1887 par la *Société des Antiquaires de la Morinie* (n° 739). Je crois ce volume très rare ; il n'est pas signalé dans le catalogue de la bibliothèque du baron Dard, qui était la collection bibliographique locale la plus riche ; il n'existe pas non plus dans la bibliothèque de la Société des Antiquaires de la Morinie, ni dans les différentes collections particulières que j'ai pu visiter. Je n'en connais que deux exemplaires identiques, conservés dans la bibliothèque publique de Saint-Omer. Le titre est bien celui que j'ai reproduit plus haut ; il est suivi d'une dédicace latine de deux pages au Magistrat de Saint-Omer. Le volume contient 94 pages, y compris la table ; mais la pagination s'arrête à la page 84. Aucun des deux exemplaires ne contient de notes manuscrites. L'un des deux porte seulement, au haut du titre, l'indication suivante : *Bibliothecæ Seminarii S. Audomarensis ex dono R. D. Delannoy.* (Réponse communiquée par M. J. DE PAS, secrétaire de la Société des Antiquaires de la Morinie.)

106. — Vinage, rouage, ponténage. — On désignait par ces divers noms les droits perçus par le seigneur sur les attelages qui passaient à travers ses terres. Des chemins sont tracés sur les fonds d'une seigneurie, afin d'ouvrir aux colons des communications et des débouchés pour l'écoulement de leurs denrées, soit vers le château, soit vers les villages voisins, soit vers les villes. Si des étrangers se servent de ces chemins, il n'est que juste qu'ils payent au seigneur une légère indemnité. Une ou plusieurs des routes tracées sur les fonds d'une seigneurie doivent traverser un cours d'eau ; le seigneur fait construire des ponts à ses frais et se charge de leur entretien ; mais il exige avec raison, semble-t-il encore, une indemnité des étrangers qui y passent avec des chevaux et des chariots chargés. Telle est le principe de la redevance pratiquée d'ailleurs bien avant la féodalité.

Les péages seigneuriaux que l'on considérait comme des servitudes rigoureuses et que la coutume ne reconnaissait que s'ils étaient l'effet d'une concession du prince ou d'une possession immémoriale, figurent dans un certain nombre de dénombremens pour attester un usage constant ; mais ils tombaient progressivement en désuétude par la modicité même de la redevance, qui, avec le temps, ne représentait plus qu'une valeur négligeable, eu égard aux charges afférentes au droit.

107. — Adénérer. — Le mot *adénérer*, *adeniérer*, signifie *mettre à prix*.

Benel, *benellus*, sorte de chariot. (Voir du Cange, au mot *benellus*.)

Eeps, ou *eps*, *apis*, abeille ; des *vaisseaux d'eeps*, *vasa apum*, ruches d'abeilles.

Oes. — On rencontre ordinairement ce mot dans la formule à *oes*, qu'il faut lire *ad opus*. *Ad oes ecclesiæ*, *ad opus ecclesiæ*, pour les besoins, pour l'usage ou le profit de l'église (et non *ad homines ecclesiæ* (!), comme nous l'avons vu traduire !).

RECOUVREMENT DES COTISATIONS

Le présent fascicule contient la *table des matières* et la *couverture* du tome cinquième du *Bulletin*, et termine l'exercice 1903.¹

MM. les membres titulaires ou associés sont priés de vouloir bien envoyer, **avant le 5 janvier 1904**, le montant de leur cotisation pour l'année 1904 (titulaires : 12 fr. ; associés : 6 fr.), par *mandat-poste* ou *mandat-carte* à l'adresse de *M. Th. Leuridun, Président de la Société, 60, boulevard Vauban, à Lille*. Les cotisations qui ne seront pas adressées avant cette date seront mises en recouvrement par la poste, le **6 janvier 1904**, majorées des frais occasionnés par ce recouvrement.

Nous nous permettrons d'insister auprès de nos collègues pour l'envoi direct de leur cotisation par *mandat postal* ou par *mandat-carte*, dont les frais sont minimes ; ils éviteront ainsi les frais beaucoup plus considérables du recouvrement (0 fr. 60 par cotisation), qui grèvent inutilement les membres et la Société et occasionnent à notre trésorier une besogne supplémentaire considérable.

Déjà l'année dernière, un très grand nombre de nos collègues ont bien voulu répondre à notre invitation en employant le *mandat-carte* ; il est de l'intérêt de tous que cette mesure se généralise.

1. Le fascicule qui doit terminer le premier volume de l'*Épigraphie* sera envoyé aux membres titulaires et aux souscripteurs vers le 15 décembre :

TABLE¹

- Abbeville**, 34.
ACHTE (l'abbé), 246.
Adam, abbé Valenciennes, 260, 263.
ADÉNÉRER, sens du mot, 307, 309.
Aelbeke, 133.
Aigremont (S.-et-O.), 264.
Aire, prévôts, 21.
Alençon (comte d'), 49-51.
Alette, dime, 237.
Allennes, curé, 66; — seigneurs, 219.
ALMANACH ecclésiastique, 121.
Amand (saint), reliques, 20, 270.
Amé (saint), reliques, 289-291.
Amiens, 14, 34; — baillis, 43, 174, 184, 185, 189.
Anchin, abb., 19.
Anglée (l'), à Marcq, 136.
Anstaing, 134.
Antroeuilles, curé, 66.
Anvers, sœurs noires, 297.
Aoust (Eustache d'), prévôt Cambrai, 58, 61.
Aqua (famille de), 130.
Arboise (Pierre d'), chan. Cambrai, 55.
ARBRES de liberté, 252, 268.
ARCHIVES COMMUNALES, inventaires, 92, 296.
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. Table des noms de lieux de l'inventaire, 144.
ARCHIVES VATICANES, 297.
ARCHIVISTES diocésains, 14, 296.
ARMOIRIES, 59, 126, 172, 207, 212, 214, 229, 231, 232, 242, 254, 263.
Aronio (famille), 245, 246.
Arras, 49; — archidiacres, 142; — diocèse, 53; — évêques, 21, 196, 237, 289; — officiaux, 138; — S. Géry, 58; — siège, 71.
Arrouaise, abb., 142.
ART CHRÉTIEN, congrès, 5, 295.
Artois (comtesse d'), 42, 182.
Ath, 64, 260.
Attiches, 218.
Aubenchoul, curé, 265.
Auberchicourt (Bauduin d'), 141.
Audenarde, 261.
Audrehem, 252.
AUWES, 59, 61.
Auxerre, évêque, 275.

1. Les mentions de lieux sont imprimées en caractères gras ; les mentions de personnes, en caractères italiques ; les mentions de MATIÈRES, en PETITES CAPITALES ; les noms des AUTEURS des articles, lectures, communications, dons et hommages, en GRANDES CAPITALES. — Nous n'avons pas relevé les mentions des *Tables de l'Inventaire des Archives départementales* (p. 144), de la *Liste des abbés de Loos* (p. 61), des *Curés, vicaires et chapelains de Loos* (p. 65), ni de l'*Obitier de la paroisse de Radinghem* (p. 301).

Avelin, 134 ; — curé, 238 ; — seigneurs, 76, 210, 238.
Azincourt, bataille, 69.

Bachy, curé, 67.

Baglion de la Salle, év. d'Arras, 198.

Balsieux, 218 ; — paroisse, 142.

Bampouille (famille), 76.

BANALITÉ, 307.

Baratte (P.), capucin, 102.

Barbançon (Lyon de), sgr Avelin, 238.

Barbotin (Emm.), curé Prouvy, 102, 237.

Barœul (le), 133.

Basinghien, à Loos, 72, 134, 210.

Bauchans (Pierre), bailli, 51.

Baudeloo, abb., 63.

Baudry, év. Tournai, 129.

Bauduin V, comte, 307.

Bag (André de), chan. Seclin, 203.

Beaucamps, confrérie, 121, 281 ; — curés, 239.

Beaulaincourt (famille), 59.

Beaulieu, terrier, 92.

Beauquesne, prévôté, 42-44.

Beauvais, abb. S. Lucien, 237.

BÉGUINES, 261.

Belgique, table des noms de lieux, 144.

Bellegambe (Jean), 202.

BÉNÉDICTINES anglaises de Cambrai, 173, 255.

BÉNÉDICTINS, 297.

BENEL, 307, 309.

BERCET (Éd.), 240.

Bergues, doléances, 298.

BERLIÈRE (dom U.), 297.

Bernard (saint), 211, 222.

Bescq (Fr. de), chan. Seclin, 203.

Béthune, 49.

Béthune (baron Fr.), 237.

Beuvrequen, coutume, 92.

Beuvry, curé, 66.

BIBLIOGRAPHIE, 78, 92, 236, 237, 242, 296, 297.

Blondel (Antoine), sgr Guincy, 201.

BOCQUILLET (A.), 102, 170, 171, 238, 254, 255, 259.

Bolswert (Boëtius a), 78.

Bomy, seigneurs, 252.

Bondues (Olivier de), 131.

Bonnefontaine, abb., 297.

Bonneguise (Jean de), év. d'Arras, 237.

Bonnières (famille de), 70, 216.

BOSQUELLE (l'abbé C.), 299.

Bossuet, 127, 237.

Botta-Adorno, 297.

Boufflers (M. et M^{me} de), 98.

Bouhours (R. P.), 126.

Boulogne-sur-Mer, 34.

Bouly (Albéric), abbé de Loos, 230.

Bournonville (Robert de), 42-44.

Bousies, fiefs, 175.

BRASSERIES, 307.

Brenet, peintre, 259.

Breton, abbé de Loos, 235.

Breucq (le), à Fiers, 131, 132 ; — pairie, 141.

Breucq (famille du), 131.

Briois (Albertine), prieure de Gosnay, 20.

Broc (Pierre de), év. d'Auxerre, 275.

BROUTIN (l'abbé A.-M.), 20, 38, 270.

Bruges, 63 ; — congrès, 293, 296.

Bruncy, 41.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ, 59, 309.

Busquiel (famille du), 75.

CALENDRIER républicain, 60.

CALICE d'Houdain, 20.

CALVAIRE de Ronchin, 11, 92.

CAMBELLAGE (droit de), 60.

Cambrai, 36, 46, 242 ; — béguines, 261 ; — bénédictines, 173, 255 ;

— carte du diocèse, 60; — chapitre, 39-56, 174-190; — diocèse, 53; — évêques, 19, 20, 171, 184, 185, 187, 237, 264; — hôpital S. Julien, 46; — ladres, 19; — pouillé du diocèse, 60; — prévôts, 58, 61; — récollets, 268; — registes des évêques, 22, 32; — S. Aubert, 39, 53, 177, 185, 187, 243, 263; — S^{te} Croix, 46, 53, 175, 177, 180, 185, 187; — S. Géry, 53, 177, 180, 185, 187, 270; — S. Jacques, 268; — S. Lazare, 268; — S. Sépulcre, 53, 55, 177, 185, 187; — séminaire, 38; — status de 1724, 170.

Camphin-en-Carembault, curé, 66.

Camphin-en-Pèvele, paroisse, 142, 218.

Canart (Jean), év. d'Arras, 141.

Cantimpré, 53.

Capelle (la), fief à Wierre, 34.

CARTAINES, 59.

CARTES des diocèses de Cambrai et de Tournai, 60.

CARTULAIRES, 297.

Cassel, châtellenie, 247.

CAVROIS (A.), 92.

Cercamp, abb., 261.

Charles V, 180-184.

Charles VI, 184-192.

CHARTREUSE de Gosnay, 20.

CHARTRIERS de S. Amand, 248.

CHASSE (droit de), 54.

CHASTEL DE LA HOWARDIE (comte A. du), 242, 253, 254.

Château-l'Abbaye, 261.

Chemy, 229; — curé, 65.

Chin lez Tournai, seigneurs, 242.

Chocquet (Jean), chan. Seclin, 234.

CHRIST-CALVAIRE de Ronchin, 11, 92.

Ciply (Robert de), relig. de S. Amand, 248.

Clairvaux, abb., 65.

Clément IV, 139.

CLERCS PARISIENS de Douai, 171, 199.

CLERGÉ de Cambrai de 1802 à nos jours, 23.

CLOCHES, 33, 243, 292, 297.

Coffre (Jean), curé S. Amand-en-Puisaye, 271.

Colombelle et Volontairette, 19, 78.

Comines, 123.

COMMISSION diocésaine permanente, 7, 11, 92, 171, 296.

CONCOURS pour les cures, 57.

Condé, 33; — bibliothèque, 299.

Conflans, 46.

CONFRÉRIES, 121, 240, 281.

CONGRÈS d'art et d'histoire, 5, 295; — de Bruges, 293, 296; — de Dinant, 236, 293; — de Sorbonne, 297.

CONSEIL de la Société, 296.

CONSTITUTION CIVILE, 298.

Cordes (famille de), 75.

Cordonnier (Gilles), chan. Seclin, 234.

CORVÉES, 59, 61.

COTISATIONS, 309.

Coucy (dame de), 42-45, 55.

Coucy (Raoul de), 182.

Courtrai, châtelains, 131.

Créquy (dame de), abb. de Mes-sines, 307.

Crespin, 33; — abb., 299.

Crèvecœur, 55.

Croix (famille de), 76.

Guincy, 58; — seigneurs, 201.

CURES du dioc. de Tournai, 57.

Cuygnes (Pierre de), chevalier, 41..

Cysoing, 218; — abb., 137, 142; — seigneurs, 138, 217, 233.

DALLE (Jean), 242.
Dangremont, curé intrus de Sin, 251.
Dassonleville (Adam), 54.
DEBOUT (l'abbé P.), 20.
Defferres (Allard), chapelain Loos, 231.
Deladerière (Antoine), curé Farbus, 113.
DELANNOY (Paul), 237.
Delannoy (Romain), curé Loos, 233.
Delau (A.), moine Crespín, 299.
Delcourt (J.-B.), curé Lecelles, 101.
DELEBECQUE (l'abbé P.), 38.
DELOBELLE (l'abbé), 297.
Delplanque (Étienne), prêtre, 101.
Denain, abb., 242.
Denain (Adam de), chan. Cambrai, 49, 51.
Denain (Jean de), chan. Cambrai, 50.
Deniau, curé d'Aigremont, 264.
Descarpentries (A.-J.), prêtre, 102.
DESILVE (les abbés I. et J.), 33, 38, 99-101, 121, 171, 248, 259.
DESMARCHELIER (l'abbé), 23, 24, 57, 65, 120.
Desplancques (famille), 75.
Dessiaux, doyen S. Amand-en-Puisaye, 281.
Deùlemont, 237; — épitaphes, 239; — fleur de lis sculptée, 307.
De Vuez (Arnould), peintre, 270.
DHALLUIN (le chan. J.-B.), 236.
Diennée (chan. de la), 92.
DINANDERIES, exposition, 294.
Dinant, congrès, 236, 293; — exposition, 294.
DOLÉANCES de Bergues, 298; — de Walloncapelle, 246; — de Wormhout, 298.
DOMINICAINS, 261.
Dompierre, 297.
DONNET (F.), 293.

DONS et hommages, 78, 92, 236, 242, 296, 297.
Douai, 58, 100, 156; — abb. des Prés, 260; — baillis, 50, 51; — béguines, 261; — clercs parisiens, 171, 199; — Écossais, 102; — Notre-Dame, 201, 202, 256; — S. Amé, 251, 285; — S. Pierre, 19, 202, 251, 255; — université, 201.
Dubois (Nicolas), abbé de S. Amand, 273.
Dubois (P.-J.), religieux, 101.
DUBRULLE (l'abbé H.), 19, 23, 24, 32, 39, 174.
Ducamp (Jean), curé Radinghem, 304.
Duhamel (Remy), chan. Secclin, 234.
DUHEN (l'abbé), 38.
Dumont (famille), 172, 254.
Dumoulin (J.-B.), prêtre, 102.
Dunkerque, N.-D. des Dunes, 236.
Dupriez (famille), 245.
Dupriez (Pierre), chap. Lille, 245.
Duriets (Antoine), curé Thélus, 113.
Duroisin (Jacques), curé Hasnon, 101, 109.
EÉPS, sens du mot, 307, 309.
Emmerin, 72, 229; — curé, 66.
Englos, 62.
Ennequin, à Loos, 223.
Ennetières-en-Weppes, 233.
ÉPIGRAPHIE DU NORD, 21, 31, 59, 170, 296. — Voir : *Épitaphes*.
ÉPINETTE (l') à Lille, 226.
Épinlieu, abb. à Mons, 254, 261.
ÉPITAPHES, 69, 73, 103, 105, 108, 207, 208, 212, 214, 224, 225, 239.
Érin, 242; — pauvres, 242.
Erquinghem, seigneurs, 210.
Escaupont, 33; — cure, 99.
Escobecque, 303; — curés, 306.

Espital, curé Radinghem, 306.
Esquermes, curé, 66.
ÉTATS GÉNÉRAUX, 247.
Étienne, prieur Fives, 142.
Etton (saint), 297.
ÈVÊQUES de Cambrai, leurs registres, 22, 32; — de Tournai, 41.
EXCURSIONS de la Société, 293, 296.
EXPOSITION de Dinant, 294.

Faches, 129, 134; — dime, 138.
Farbus, curé, 111.
Fénelon, 36, 121, 126, 127.
Férez, curé Ste-Croix à Cambrai, 269.
FÊTES révolutionnaires à Tournai, 171, 193, 301.
Fiefcet (famille), 172.
Fives, dime, 136; — prieuré, 121, 129.
Fices (famille de), 172.
FLAHAULT (le chan.), 6.
Fléchin (famille de), 252.
Flers près Lille, 132, 135.
Flêtre, 218.
FLEUR DE LIS sculptée, 307.
Flines, abb., 261.
FLIPO (L.), 171, 239.
Floyon, confrérie, 240.
Foere (L. de), 297.
Fontenelles, abb., 260.
FOURS, banalité, 307.
France, lettres de rois, 39, 174.
Franchomme (Jean), nécrologe, 253.
François, vic. du sémin. de Cambrai, 38.
Frémault (famille), 69, 214.
Fresnes, 34.
Fresnes (les), à Loos, 68, 203.
Froissart, 199.

Gand (Max. de), év. de Tournai, 281.
Gautier, abbé Arrouaise, 142.
GÉNÉALOGIES, 172, 242, 252.

Gérard, dominicain, 260.
Géry (saint), 58.
Ghorette (famille), 172.
Gillet (Humbert), moine Crespin, 299.
Godefroy, év. Cambrai, 19.
Gommegnies, 101.
Gommer (famille), 69.
Gondecourt, 75; — archives, 92.
Gosnay, chartreuse, 20.
Gosson (famille), 76.
Gourguemez, à Roubaix, 134.
Gouzelaire (dom), de Loos, 209.
Gravelines, gouverneur, 253.
GRAVURES, 19, 27-30, 78, 80-91, 296
GRISELLE (l'abbé E.), 36, 121, 127, 237.
Grooninghe, abb., 260.
Gruson, vic. S. Amand, 122.
GUERMONPREZ (le d^r), 237.
Gui, prieur Fives, 136, 142.
Guinet (Maurice), moine Crespin, 299.
GUIOT (l'abbé), 120.
Guyot (Alex.-J.), prêtre, 101.

Hallennes, seigneurs, 210.
Hangouart (famille), 73.
Hasnon, curé, 102.
Haubourdin, 72, 126.
HAUTCŒUR (Mgr Éd.), 26.
Havrincourt, 42, 54.
Haynin (M^{me} de), 67.
Hazebrouck, 247, 248.
Hecquet (Romain), moine Crespin, 299.
Hedon (François), moine Crespin, 299.
Hellemmes, 134, 135.
Heppignies, à Fives, 134.
Herbomez (Alex.), récollectine, 102.
Hérisson (Thierry d'), prévôt Aire, 21.
Herlies, 218.
Herluin, év. Cambrai, 264.

Herman, chan. Lille, 129.
Hermoniacum, 236.
Heskes (Jak. de), relig. Vicogne, 262.
HISTOIRE, congrès, 5, 295.
Hochart (Jacques), curé Le Maisnil, 302, 305.
HOMMAGES et dons, 78, 92, 236, 242, 296.
HORLOGES, 243.
Houdain, calice, 20.
Houplines, 253.
Huré (H.), curé S. Amand, 101, 102.

Iaue (famille de l'), 130.
Ignace de Loyola (saint), 36.
IMAGERIE religieuse, 296.
Ingelmunster, seigneurs, 141.
INVENTAIRE des archives, des édifices et objets d'art, 10, 92, 293.
Ittre, seigneurs, 190.

Jacquín (R. P.), 237.
Jean, abb. Vicogne, 260, 262.
Jean, archid. Tournai, 136.
Jean, curé S. Amand, 260.
Jean, prieur Fives, 143.
Jean le Bon, 174-181, 184.
Jérusalem, pèlerinage, 19, 78.
Joncoux (M^{lle} de), 36.
Joseph de S. Nicaise, brigittin, 275.
JURY MÉDICAL du Nord, 92.

La Bassée, 64, 218.
Labbe (Claudine), testament, 105.
Labbe (Jacques), prêtre, 106.
LADRES, 19.
LAENEN (l'abbé J.), 297.
Lagrenée, peintre, 202.
Lallart de Labucquière (famille), 20.
Lambert, archid. Tournai, 130.
Landas (famille de), 75.

Lannoy (famille de), 71.
Laon, diocèse, 53; — prévôt, 56.
Larme (P.-J.), curé Escaupont, 99.
Laurent (L.-J.), vic. Tournai, 101.
Lebeuf (l'abbé), 289.
LEBLANC (J.), 171, 193, 301.
Le Cateau, abb., 53.
Lecelles, curé const., 100, 125.
LECLAIR (Edm.), 38, 92, 94, 103, 105, 108, 156, 163, 236, 237, 243, 293.
Lécluse, 49-51, 59, 98.
Le Cocq (famille), 75.
LEFEBVRE (Léon), 92.
Legrand de Lalleu, 202.
Leloge (famille), 172.
Le Mahieu (Ant.), chan. Seclin, 203.
Lemer (Juvénal), moine Crespin, 300.
Lendoncq (Jean de), abbé S. Aubert, 243, 263.
Léonard de S^{te} Catherine, 127.
Lens (A.-G.), peintre, 92.
Le Preudhomme (famille), 69, 208.
Le Précost (famille), 110.
Le Quesnoy, 292; — béguines, 261; — hôpital, 261.
Lesclaire (Jacques), curé Radinghem, 302.
LESNE (l'abbé E.), 242.
Lesquin, 133.
Lestiboudois (J.-B.), 237.
Lestécenon (Gérard), doyen Seclin, 234.
Lestorre (famille), 75.
Le Thumas (Jacques), curé Avelin, 238.
LETTRES de rois de France, 39, 174.
LEURIDAN (l'abbé Th.), 5, 14, 18, 22, 23, 33, 65, 92, 121, 129, 144, 156, 236, 293.
Lezennes, 133.
Lez-Fontaine, 59.
LIAGRE (Ch.), 61, 65, 68, 203.

Liège (province de), table des noms de lieux, 144.

Liessies, abb., 237.

Ligny, curé, 67.

Lille, 63, 64; — baillis, 50, 51, 75; — châtelains, 131; — clarisses, 102; — cloches, 243; — horloges, 243; — jésuites, 107; — mayeurs, 70; — musées, 296; — N. D. de la Treille, 26, 163, 296; — N. D. de Réconciliation, 296; — orgues, 94; — processions, 163; — rewarts, 70; — S. André, 171; — S^{te} Catherine, 108, 171; — S. Étienne, 73, 95, 103, 105, 108, 156-159, 161, 243; — S^t Maurice, 94; — S. Pierre, 131, 142, 156, 245; — siège, 71.

Limbours (province de), table des noms de lieux, 144.

LIN, rouissage, 242.

Lis (fleur de) à Deûlemont, 307.

LITURGIE, 298.

LOBBEDEY (le vic. gén.), 295.

Lobbès, abb., 297.

Loir (château du), 59.

LOISNE (C^{te} de), 38, 73.

Loison (Marianne), religieuse, 102.

Lompret, 219.

Loos, abb., 61, 139, 142, 203; — chapelains, 65; — chapelle de la Haye, 67; — clercs, 207; — curés, 65, 205; — dîme, 211; — église, 203; — fiefs, 68; — N. D. de grâce, 67, 230; — procès, 203; — seigneurs, 203; — vicaires, 65.

Losson (Adelin), moine Crespin, 299.

LOTÉRIE pour S. Étienne de Lille, 243.

Louage (Martial), clerc S. Étienne Lille, 104.

Loyola (S^t Ignace de), 36.

Loy (Jacques et Jean), 201.

Luxembourg (province de), table des noms de lieux, 144.

Mabillon (dom), 36.

MAILLIARD - STIÉVENARD, 243, 263.

Mailliez (Éloi), bénédictin, 101.

Maisnil (le), curé, 66, 302, 305.

Malapert (famille), 172.

MALENGÉ (l'abbé), 38, 60, 98.

Manassès, arch. Reims, 130.

Mané (Phil.), curé Rumegies, 101.

Marbais (famille de), 136, 139.

Marcel, abbé de Cysoing, 137.

Marcel (Colard), 54.

Marchiennes, abb., 11, 261.

Marcq-en-Barœul, 136.

Marets (les), à Loos, 72.

Mareuil, abb., 65.

Marmion (famille), 34.

Marmion, fief à Wierre, 34.

Marque (la), riv., 134

MASURE (l'abbé Èm.), 14, 15, 94, 117, 239.

Maubeuge, béguines, 261.

Maulde, curé const., 101.

Meaux, 57.

MÉDECINE, jury du Nord, 92.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ, 59.

Menin, à Loos, 68, 210, 235.

MESSINES, abb., 307.

MESURES anciennes, 298.

Metz en-Couture, 190.

MOBILIER DES ÉGLISES, inventaires, 245, 246.

MONNAIES, 236, 298; — leur valeur, 59

MONOGRAPHIES PAROISSIALES, 14, 24, 243, 293, 296.

Mons, 121, 127; — abb. d'Épin-lieu, 254; — béguines, 261; — hôpitaux, 261; — S^{te} Waudru, 297.

Montigny-Saint-Christophe, 72.

MONUMENTS, conservation, 293, 296.

Moras (M. de), 74.
Morbecque, château, 74.
Mortagne, 101.
MORTREUX (l'abbé), 121, 239, 245.
Motte (M. de la), gouv. Gravelines, 253.
Motte (famille de la), 245, 246.
MOUCHON (l'abbé A.), 170.
Moulendon (famille de), 172.
MOULINS, banalité, 307.
Moulouet (M. de), sgr de S.-Amand-en-Puisaye, 272.
Mouscron, 133.
Mouton (famille), 242.
MUSÉES, 296.
MUSIQUE religieuse, 296.

Namur, 64; — table des noms de lieux de la province, 144.
NÉCROLOGE des prêtres de Cambrai, 23, 120.
NÉCROLOGIE, 236.
NÉDONCHEL (C^{ie} de), 6.
Neuville près Cambrai, 218.
Nèce (Benoit), moine Crespin, 299.
Noyelles-lez-Seclin, 66.
NUMISMATIQUE, 236, 298.

OBITIER de Radingham, 301.
OBITUAIRES, 297.
OBJETS D'ART, conservation, 296.
OES, sens du mot, 307, 309.
Oignies, dîme, 138, 143.
Oisy, 42, 54.
Olive (abb. de l'), 261.
Onnaing, 33.
Orchies, hôpital, 261.
ORDO de Cambrai, 121.
ORGUES, 15, 94.
Ostricourt, 218.
OUVELÈES, 59, 61.

Paris, 39, 40, 45, 48, 53-56, 176, 178, 180, 181, 185, 186, 188, 190, 192.

PAS (J. de), 308.
Pas-en-Artois, 70.
PASTOORS (l'abbé), 171, 199, 242, 251, 255, 285.
Pasturiet (Nicolas), rel. de Vicoigne, 262.
Pénincq (Auguste), moine Crespin, 299.
Péronne, château, 191; — prévôt, 54.
Péruwelz, brigittins, 271.
PESTE, 171.
Phalecque (la), à Fives, 134.
Phalempin, 218; — abb., 218.
PHARMACOPÉE de Saint-Omer, 172, 307.
Philippe VI, 39-56, 176, 180.
PIERRES TOMBALES. — Voir : *Épigraphes*.
Pillat (Vaast), curé Vimy, 113.
Planque (Jean), lieutenant des Fresnes, 205.
Poitier (Dom.), moine Crespin, 300.
Pons (Watier de), prieur S. Amand, 259.
Pont-à-Marcq, 307; — curé, 67.
PONTENAGE, 307, 308.
Pontoise, 44.
Pottier (Adrien), curé Linselles, 231.
Pottier (Pascal), curé Radingham, 302.
Pouillaude (Placide), moine Crespin, 299.
POUILLÉ du diocèse de Cambrai, 60.
Pouillet (Jos.), moine Crespin, 299.
Poutrain (Fr.), curé Lecelle, 125, 126.
Prémy, abb., 53, 260, 268.
Pressy (famille), 76.
Primat, év. intrus de Cambrai, 156, 237, 251, 269.
PROCES à Loos, 203.
PROCESSIONS à Lille, 163.

Procopé de la Croix, brigittin, 271.
Procureur (Célestine), clarisse, 102.

Prouvy, curé, 102, 237.

PROVINCES de Liège, Limbourg, Luxembourg, Namur, 144.

PUY de Douai, 171, 199; — de Valenciennes, 199.

Quarouble, 33.

QUARRÉ-REYBOURBON (L.), 19, 60, 78, 92, 170, 236, 293.

Quesnel (Pasquier), 36.

Quesnoy (famille du), 172.

QUESTIONS, 58, 126, 172, 307.

QUILLIET (le chan. H.), 111, 121, 196.

Quint de Basinghien, 72.

Radinghem, curés, 302, 304, 306; — obitier, 301.

RAFIN (l'abbé G.), 301.

RÉCOLLETS, 268.

REGESTES des évêques de Cambrai, 22, 32.

Reims, abb. S. Nicaise, 129; — dominicains, 261.

RELIQUES, 290, 291, 297; — de saint Amand, 20; — de saint Amé, 289.

RÉMISSION à un seigneur d'Avelin, 238.

Reniers (Pierre), 44, 45.

RÉPONSES, 59, 252, 307.

RETRAIT seigneurial, 60.

RÉVOLUTION, 20, 33, 38, 73, 100, 101, 103, 156, 163, 171, 193, 237, 246, 251, 263, 291, 299, 301.

Riomet (L.-B.), 297.

Robault (famille), 242.

RODIÈRE (R.), 34, 92, 173.

Roger, év. Cambrai, 20.

Rohan (Mgr de), arch. Cambrai, 268.

ROIS DE FRANCE, lettres, 39, 174.

Ronchin, Christ-calvaire, 11, 92.

ROUAGE, 307, 308.

Roubais (famille de), 131.

Roubaix, seigneurs, 70.

Rouen, 183.

Rubens, 270.

Ruel (famille de), 76.

Rumbeke, curé, 72.

Rumegies, curé const., 100.

Rumilly près Crèvecœur, 54.

Ruyant, clerc de Loos, 207, 231.

Sailly près Cambrai, 38, 182; — fiefs, 182.

Saint-Amand, abb., 20, 99, 122, 248, 270; — abb. de la Paix, 102; — chapelains, 171, 259; — chartriers, 248; — curés, 102, 121, 260, 261; — pauvres, 122, 248, 249, 261; — prieurs, 260; — serment constitutionnel, 101; — vicaires, 122.

Saint-Amand-en-Puisaye, 20, 270.

Saint-Aubert, 264.

Saint-Denis, abb., 41, 175.

Saint-Germain-en-Laye, 50-55.

Saint-Hilaire en Cambrésis, 54, 55.

Saint-Omer, pharmacopée, 172, 307.

Saint-Saulve, 33.

SALEMBIER (l'abbé A.), 24.

Santes, 219.

Saulzoir, abb., 260.

Savinhac (P. de), chan. Cambrai, 55.

Savoie (Nic. de), châtelain Crèvecœur, 55.

Seacht (famille), 76.

Scarpe (la), 255, 290.

SCEAUX, 298.

SEANCES DE LA SOCIÉTÉ, 5, 92, 120, 170, 236, 242, 295.

Seclin, chapitre, 203, 221; — curés, 66; — hôpital, 261; — seigneurs, 76.

Seillier (L.), moine Crespin, 299.

SÉMINAIRE de Cambrai, 38.

SERMENT constitutionnel, 101.

SERMONS, 36, 121, 127.

Sève (Guy de), év. d'Arras, 197.

Simon, prieur Fives, 143.

Sin près Douai, abb., 260; —
arbre de liberté, 252; — curés,
251.

Sohier (Bauduin), curé Loos, 205,
225.

Soissons, diocèse, 53.

Solesmes, 41.

Solio (Guy de), prieur Fives, 143.

Songnies (Brice de), trésorier
S. Amand, 260.

SONNOIS (Mgr), arch. Cambrai,
6, 24, 92, 236, 295.

Souastre (famille de), 71, 204, 216.

TABLE des noms de lieux des
provinces de Liège, Limbourg,
Luxembourg et Namur, 144.

Tahon, abbé de Saint-Amand,
270.

Taine (Jacques), prêtre, 258.

TAPISSERIES, 291.

Tate (Jean), chap. S. Amand,
171, 259.

Tatierne (dom), abbé de Loos, 205.

Templemars, 138.

TESTAMENTS, 106, 121, 171, 219.

Thélus, curés, 111.

THÉODORE (Em.), 11, 14, 92,
94, 236, 307.

Thérouanne, évêques, 289.

Thiant (Jean de), écuyer, 242.

Thiébaud (Fr.), récollet, 101.

Thiennes (famille de), 71, 203.

Thion (Ét.), curé S. Amand, 121.

Thivencelles, 33.

THOBOIS (abbé B.-J.), 237.

Thumesnil, 134.

Thun, curé const., 101.

Thure (la), abb., 260.

Tourcoing, 171, 193, 301.

Tourmignies, 307.

Tournai, 242; — bailli, 51; —
béguines, 261; — carte du dio-
cèse, 60; — chapitre, 217; —
diocèse, 57, 60; — évêques, 41,
281, 289; — récollets, 101; —
S. Martin, 101; — S. Médard, 101.

Tournai (Jean de), chan. Cam-
bral, 182.

Tourtois (Alex.), moine Crespin,
300.

TRAMBLIN (Eug.), 236.

Tranchant (Ch.), moine Crespin,
300.

Tressin, curés, 66.

TRIPTYQUES, 92, 172, 254.

Troyes, orgues, 17.

Valenciennes, 33, 34, 100; — abb.
S. Jean, 260-263; — béguines,
261; — cordeliers, 239; — domi-
nicains, 260, 261; — églises,
117; — épitaphes, 239; — fau-
bourgs, 117; — hôpitaux, 261;
— jésuites, 117; — N. D. du
Sacré Cœur, 117; — N. D. du
S. Cordon, 17; — puy, 199; —
récollectines, 102; — S. Géry,
18, 239; — S. Vaast, 117; —
siège, 71.

Valhuon (Anseaux de), bailli
Douai, 51.

VANDAME (le chan.), 26.

Vas (famille du), 245, 246.

Vaucelles, abb., 65.

Verger (abb. du), 260.

Vermendois, baillis, 42-45, 54,
56, 174-176, 184, 185, 191.

Vicogne, abb., 242, 260-262, 299.

Vica, cloches, 33.

VILAIN (P.), 14, 26, 94.

Vilin, chan. S. Aubert, 266.

VILLETTE (le vic. gén.), 170.

Villin (J.), chan. d'Arras, 196.

Vimy, château, 111; — curés,
196, 197; — église, 111, 121, 196.

